

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

**5 et 26 JUILLET 2017**

**N°172**





## SOMMAIRE

RAA 5 et 26 JUILLET 2017

*Pages*

**PARTIE 1 : DELIBERATIONS** *(Conseil du 5 et 26 juillet 2017)* **2**

**PARTIE 2 : DECISIONS** *(Conseil du 26 juillet 2017)* **263**

**PARTIE 3 : ARRETES** **471**

**PARTIE 4 : CERTIFICAT D'AFFICHAGE - CONVENTION  
DE PROJET URBAIN PARTENARIAL  
ARTICLE R. 332-25-2 DU CODE DE L'URBANISME** **612**

## PARTIE 1 - DELIBERATIONS

HORS COMMISSION	6
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI,	65
CULTURE	71
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	96
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	116
FINANCES	137
LOGEMENT	180
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	205
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	210
RESSOURCES HUMAINES	215
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	227
SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES	244
TRANSPORTS ET MOBILITE	253
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	259

Conseil du 5 juillet 2017

14769	Hors Commission - Modification du règlement intérieur de l'Assemblée - Groupes d'élus - Reconnaissance de leur constitution - Approbation	7
14770	Hors Commission - Décision sur le maintien ou non des 1er, 4ème, 11ème, 12ème, 13ème et 19ème Vice-Présidents dans leurs fonctions	9
14771	Hors Commission - Bureau de Montpellier Méditerranée Métropole - Composition	13
14772	Hors Commission - Dans l'hypothèse d'un non maintien des 1er, 4ème, 11ème, 12ème, 13ème et 19ème Vice-Présidents dans leurs fonctions à l'issue des délibérations précédentes - Election des nouveaux 1er, 4ème, 11ème, 12ème, 13ème, 17ème, 18ème et 19ème Vice-Présidents	15

Conseil du 26 juillet 2017

14836	Hors Commission - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	20
14837	Hors Commission - Mission Etats-Unis - Séminaire SIGGRAPH (Special Interest Group on Computer Graphics and Interactive Techniques) - du 30 juillet au 7 août 2017 - Séminaire mondial sur les images numériques et les technologies de l'interactivité - Participation au séminaire et action de prospection - Approbation	25
14838	Hors Commission - Organismes extérieurs - Société publique locale - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Rapport annuel 2016 de l'administrateur - Approbation	28
14839	Hors Commission - Organismes extérieurs - Société publique locale (SA3M) - Rapport Spécial 2016 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation	31
14840	Hors Commission - Organismes extérieurs - Société d'Economie Mixte Locale - Société d'Equipeement de la Région de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport annuel 2016 de l'administrateur - Approbation	33
14841	Hors Commission - Organismes extérieurs - Société anonyme d'économie mixte locale MONTPELLIER EVENTS - Rapport annuel 2016 de l'administrateur - Approbation	36
14842	Hors Commission - Organismes extérieurs - Société anonyme d'économie mixte locale TaM - Rapport annuel 2016 de l'administrateur - Approbation	39
14843	Hors Commission - Organismes extérieurs - Société anonyme d'économie mixte locale SOMIMON - Rapport annuel 2016 de l'administrateur - Approbation	43
14844	Hors Commission - Organismes extérieurs - Société anonyme d'économie mixte locale SFMA - Rapport annuel 2016 de l'administrateur - Approbation	46
14845	Hors Commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale - LRAD - Rapport annuel 2016 de l'administrateur - Approbation	49
14846	Hors Commission - Organisme Extérieur - Société Anonyme d'économie mixte locale BRL - Rapport annuel 2016 de l'administrateur - Approbation	53
14847	Hors Commission - Organismes extérieurs - SPL l'Or Aménagement - Rapport annuel 2016 de l'administrateur - Approbation	56
14848	Hors Commission - Article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales - Délégations permanentes - Modification - Autorisation	59

14807	Cohésion sociale - Contrat de ville - Attribution complémentaire de subventions pour l'année 2017 - Convention - Autorisation de signature	66 2 bis
-------	--	-------------

N° DELIB	COHESION SOCIALE	PAGES
14808	Cohésion sociale - Aires d'accueil des Gens du voyage - Règlement intérieur	69
N° DELIB	CULTURE	PAGES
14813	Culture - Affectation de subventions - Approbation	72
14814	Culture - Médiathèques - Prise en charge de frais de déplacement à l'étranger dans le cadre du prêt de l'exposition "Léo Malet revient au bercail" à la bibliothèque municipale d'Heidelberg - Approbation	75
14815	Culture - Total Festum 2017 - Soutien à la culture Occitane - Affectations de subventions - Conventions de partenariats - Autorisation de signature	77
14816	Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'École du Louvre - Autorisation de signature	79
14817	Culture - Musée Fabre - Convention de mécénat avec la société Mazedia - Autorisation de signature	82
14818	Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec la Faculté d'Éducation de l'Université de Montpellier - Autorisation de signature	85
14819	Culture - Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades - Convention de partenariat entre le laboratoire « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes » (CNRS/UM3/Drac Occitanie) et le musée Henri Prades - Autorisation de signature	88
14820	Culture - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Avenant n°1 à la convention de collaboration pour les cycles de conférences des « Mercredis de l'Antiquité » - Autorisation de signature	90
14821	Culture - Convention de partenariat entre le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de lettres et sciences humaines Paul Valéry de Montpellier - Approbation	92
14822	Culture - Protocole d'accord transactionnel avec AXA France, MMA, SMABTP et QUALICONSULT - Autorisation de signature	94
N° DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	PAGES
14803	Développement économique - Création d'un nouveau site pour la production de services informatiques de la société Computacenter - Avenant à la convention relative à l'attribution d'une subvention - Autorisation de signature	97
14804	Développement économique - Société Coopérative d'Intérêt Collectif SA La Métropolitaine de Services - Subvention - Convention de partenariat - Autorisation de signature	99
14805	Développement économique - Développement International - Mission Helsinki (Finlande) - 13-16 septembre 2017 - World Design Weeks Summit - Participation au congrès international du design - Approbation	102
14806	Développement économique - Développement économique - Développement international - Mission Tel Aviv et Tibériade - 2 au 9 septembre 2017 - French Tech - Participation au Tel Aviv Innovation Festival 2017 et déplacement institutionnel - partenariat EDF pour accompagnement d'entreprises - Approbation	104
N° DELIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGES
14786	Développement et aménagement durable du territoire - Contrat d'Objectifs Territorial Energie Climat (COTEC) et accord-cadre de partenariat entre l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	108

N° DELIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGES
14787	Développement et aménagement durable du territoire - Clapiers - ZAC communale du Castelet - Avis du Conseil de Métropole sur le Programme d'équipements publics de la ZAC - Convention de participation pour le raccordement au réseau eaux usées - Approbation	114

N° DELIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGES
14788	Développement et aménagement durable du territoire - Commune de Vendargues - 2ème modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	117
14789	Développement et aménagement durable du territoire - Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune du Crès - Modalités de mise à disposition du public	119
14790	Développement et aménagement durable du territoire - Projet Urbain Partenarial (PUP) - Commune de Lattes - Secteur Maurin avenue de Maguelone - Instauration d'un périmètre de PUP - Convention avec AMETIS IDEOM - Convention de reversement avec la commune de Lattes - Approbation - Autorisation de signature	121
14791	Développement et aménagement durable du territoire - Projet Urbain Partenarial (PUP) RD 58 avenue de l'Agau - Commune de Lattes - Convention avec MM SOUVIGNET ET CARRARA - Convention de reversement avec la commune de Lattes - Approbation - Autorisation de signature	124
14792	Développement et aménagement durable du territoire - Projet Urbain Partenarial (PUP) - Commune de Saint Georges d'Orques - "Secteur du Collège" - Convention avec l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique (OGE) Saint Louis-Saint Charles - Convention de reversement à la commune de Saint Georges d'Orques - Autorisation de signature	129
14793	Développement et aménagement durable du territoire - Taxe d'aménagement - Suppression de la taxe d'aménagement majorée - Commune de Restinclières	132
14794	Développement et aménagement durable du territoire - Stratégie d'anticipation et de gestion des impacts de l'aménagement sur l'environnement - Thèse CIFRE - Prise en charge des frais de déplacement - Approbation	134

N° DELIB	FINANCES	PAGES
14773	Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2016 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	138
14774	Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2016 - Budget annexe des services funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole	140
14775	Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2016 - Budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole	142
14776	Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2016 - Budget annexe de l'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole	144
14777	Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2016 - Budget annexe de l'eau brute de Montpellier Méditerranée Métropole	146
14778	Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2016 - Budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole	148
14779	Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2016 - Budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole	150
14780	Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2016 - Budget annexe parking de Montpellier Méditerranée Métropole	152
14781	Finances - Budget supplémentaire 2017 - Adoption	154

N° DELIB	FINANCES	PAGES
14782	Finances - Affectation des subventions 2017 - Adoption	166
14783	Finances - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Approbation	169
14784	Finances - Admission en non valeur de titres de recette pour l'exercice 2017 - Budget annexe des services funéraires - Approbation	176
14785	Finances - Remise gracieuse Trésorier - Approbation	178

N° DELIB	LOGEMENT	PAGES
14795	Logement - Construction de 13 logements sociaux - ZAC Les Mazes - Lot 104 à Saint-Drézéry - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	181
14796	Logement - Construction de 13 logements sociaux - ZAC les Mazes lot 104 - Saint-Drézéry - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	185
14797	Logement - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2017-2021 - Quartiers Courreau / Figuerolles / Nord Ecusson - Attribution de subvention pour la réhabilitation d'un logement - Autorisation de signature	187
14798	Logement - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire"2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de quarante et un logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	190
14799	Logement - Construction de 152 logements sociaux d'insertion - Résidence sociale jeunes actifs "Diver'City" - ZAC Euréka, Lot 18A à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la société anonyme d'économie mixte ADOMA - Convention - Autorisation de signature	193
14800	Logement - Construction de 9 logements en location-accession - Résidence « Elaïa » - Rue des Aconits à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	196
14801	Logement - Attribution de subventions à diverses associations intervenant dans le domaine du logement - Conventions - Autorisation de signature	199
14802	Logement - CPER 2015-2020 - Attribution de subvention au Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires pour la réhabilitation et la réfection des réseaux d'eau des cités universitaires "Triolet E" "Boutonnet G" "Vert Bois" et "Voie Domitienne" à Montpellier - Conventions - Autorisation de signature	202

N° DELIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGES
14826	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Basse vallée du Lez et de la Mosson - Déclaration d'un système d'endiguement au titre de l'article R 562-14 du Code de l'environnement - Approbation	206

N° DELIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGES
14832	Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Appel à candidatures 2016-2017 "Territoires Economies en Ressources" lancée par l'ADEME Occitanie - Etudes de pré-diagnostic et de préfiguration d'un programme d'actions déchets et économie circulaire - Approbation de la participation de la Métropole à l'appel à candidature - Demande de subventions	211

N° DELIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
14809	Ressources Humaines - Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation	216
14810	Ressources Humaines - Expérimentation du télétravail au bénéfice des agents reconnus travailleurs handicapés - Approbation	219
14811	Ressources Humaines - Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Avenant à la convention de service commun de Direction Générale des Services - Modification - Autorisation de signature	222
14812	Ressources Humaines - Rémunération et compensation des astreintes - Modification de la liste des bénéficiaires - Approbation	225

N° DELIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
14827	Service public de l'eau et de l'assainissement - Station d'épuration MAERA - Commune de Lattes - Demande de dérogation article L121-5 du Code de l'urbanisme - Engagement	228
14828	Service public de l'eau et de l'assainissement - Station d'épuration MAERA - Programme de travaux de modernisation et d'adaptation - Marché global de performance - Approbation	230
14829	Service public de l'eau et de l'assainissement - Station d'épuration MAERA - Projet de modernisation et d'adaptation - Autorisation Environnementale au titre de la Loi sur l'Eau - Demande d'ouverture d'enquête publique - Approbation	234
14830	Service public de l'eau et de l'assainissement - Raccordement à la station d'épuration MAERA des eaux usées de la commune de Palavas-les-Flots - Optimisation du transfert des effluents - Programme de travaux - Approbation	238
14831	Service public de l'eau et de l'assainissement - Règlement du service de l'assainissement - Révision - Approbation	241

N° DELIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGES
14823	Sports et traditions sportives - Complexe sportif Yves-du-Manoir - Occupation temporaire du domaine public - Convention de mise à disposition au Montpellier Hérault Rugby Club - Saison sportive 2017-2018 - Autorisation de signature	245
14824	Sports et traditions sportives - Réseau des piscines - Évolution de l'offre à destination des publics - Actualisation des tarifs - Adoption	247
14825	Sports et traditions sportives - Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2017-2018 - Autorisation de signature	250

N° DELIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
14833	Transports et Mobilité - Transports en commun - Modification de la grille tarifaire - Approbation	254
14834	Transports et Mobilité - CPER 2015-2020 - Modèle multimodal des déplacements pour le grand territoire montpelliérain - Approbation du plan de financement et demande de subventions - Autorisation de signature	257

N° DELIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
14835	Voirie, Espace Public - Conventions de fonds de concours entre la Métropole et les communes de Juvignac - Saint Georges d'Orques - Baillargues et Montpellier - Autorisation de signature	260

## HORS COMMISSION





**SEANCE ORDINAIRE DU 5 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le cinq juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .**

**Pouvoir(s):**

**M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOUSSI, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. A. LARUE à M. J.-F. AUDRIN, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA à Mme M. DRAY-FITOUSSI.**

**Absent(es):**

**Mme F. JAMET**

**HORS COMMISSION – MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE L'ASSEMBLÉE - GROUPES D'ÉLUS - RECONNAISSANCE DE LEUR CONSTITUTION - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Selon les termes de l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), applicable aux EPCI, un règlement intérieur de fonctionnement de l'assemblée délibérante doit être adopté par celle-ci dans les six mois qui suivent son installation.

Le règlement intérieur fixe notamment les modalités de constitution des groupes d'élus. En effet, les conseillers métropolitains qui le souhaitent peuvent se grouper par affinités politiques.

A ce titre, il est proposé de définir les modalités de constitution de ces groupes :

- Un conseiller ne peut faire partie que d'un seul groupe. Pour être reconnu, un groupe doit être constitué d'au moins trois membres du Conseil.
- Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, les groupes se constituent par la remise au Président de la Métropole d'une déclaration collective, signée de leurs membres, accompagnée de la liste des membres, des apparentés et du nom du Président du groupe.
- Un conseiller qui n'appartient à aucun groupe ne peut s'apparenter à un groupe de son choix qu'avec l'agrément du Président de groupe. Il compte pour la détermination de l'importance numérique du groupe.
- Les modifications de la composition d'un groupe sont portées à la connaissance du Président de la Métropole, sous la signature du conseiller intéressé s'il s'agit d'une démission ; du Président du groupe s'il s'agit d'une radiation ; et sous la double signature du conseiller intéressé et du Président de groupe s'il s'agit d'une adhésion ou d'un apparentement.
- Le Président en donne connaissance à l'assemblée délibérante au début de la plus proche séance.
- Le fonctionnement des groupes d'élus fait l'objet de délibérations du Conseil.

Ces dispositions sont reprises dans le règlement intérieur, en son article 39.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification du règlement intérieur du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, joint en annexe à la présente délibération ;
- fixer le seuil à 3 membres pour la constitution d'un groupe d'élus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (5 abstentions).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 12/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 12/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170705-lmc1146071-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 12/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 5 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le cinq juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOUSSI, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. A. LARUE à M. J.-F. AUDRIN, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA à Mme M. DRAY-FITOUSSI.

Absent(es):

Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – DÉCISION SUR LE MAINTIEN OU NON DES 1ER, 4ÈME, 11ÈME, 12ÈME, 13ÈME ET 19ÈME VICE-PRÉSIDENTS DANS LEURS FONCTIONS**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite du retrait, par arrêtés respectivement n°2017-151, n°2017-148, n°2017-149, n°2017-150, n° 2017-144 et n°2017-152 du 29 juin 2017, des délégations de Madame Catherine DARDE, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente, de Monsieur Cyril MEUNIER, 4<sup>ème</sup> Vice-Président, de Mme Isabelle TOUZARD, 11<sup>ème</sup> Vice-Présidente, de Monsieur Pierre BONNAL, 12<sup>ème</sup> Vice-Président, de Monsieur René REVOL, 13<sup>ème</sup> Vice-Président et de Madame Michèle CASSAR, 19<sup>ème</sup> Vice-Présidente, le Conseil est informé des dispositions combinées de l'article L.2122-18 et L.5211-1 et -2 du Code général des collectivités territoriales.

Celles-ci prévoient que lorsque le Président a retiré les délégations qu'il avait données à un Vice-Président, le Conseil doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- se prononcer sur le non-maintien de la 1ère Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole dans ses fonctions ;
- se prononcer sur le non-maintien du 4ème Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole dans ses fonctions ;
- se prononcer sur le non-maintien de la 11ème Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole dans ses fonctions ;
- se prononcer sur le non-maintien du 12ème Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole dans ses fonctions ;
- se prononcer sur le non-maintien du 13ème Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole dans ses fonctions ;
- se prononcer sur le non-maintien de la 19ème Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole dans ses fonctions ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Un tiers des membres présents ayant réclamé le vote au scrutin secret, le Président propose de procéder au premier vote, à savoir se prononcer sur le maintien ou non de Madame Catherine DARDE dans ses fonctions de 1ère Vice-Présidente.

- 1er tour de scrutin :

Présents (émargement) : 91

Votants : 91

Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 1

Bulletins blancs : 3

Suffrages exprimés : 87

Majorité absolue : 44

Suffrages :

MAINTIEN : 30 voix

NON MAINTIEN : 57 voix.

A l'issue de la proclamation des résultats de ce premier vote, le Président propose de procéder au second vote, à savoir se prononcer sur le maintien ou non de Monsieur Cyril MEUNIER dans ses fonctions de 4ème Vice-Président.

- 1er tour de scrutin :

Présents (émargement) : 91

Votants : 91

Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 0

Bulletins blancs : 3

Suffrages exprimés : 88

Majorité absolue : 45

Suffrages :

Délibération n° 14770

MAINTIEN : 33 voix  
NON MAINTIEN : 55 voix.

A l'issue de la proclamation des résultats de ce second vote, le Président propose de procéder au troisième vote, à savoir se prononcer sur le maintien ou non de Madame Isabelle TOUZARD dans ses fonctions de 11ème Vice-Présidente.

- 1er tour de scrutin :  
Présents (émargement) : 91  
Votants : 91  
Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 0  
Bulletins blancs : 3  
Suffrages exprimés : 88  
Majorité absolue : 45  
Suffrages :  
MAINTIEN : 35 voix  
NON MAINTIEN : 53 voix.

A l'issue de la proclamation des résultats de ce troisième vote, le Président propose de procéder au quatrième vote, à savoir se prononcer sur le maintien ou non de Monsieur Pierre BONNAL dans ses fonctions de 12ème Vice-Président.

- 1er tour de scrutin :  
Présents (émargement) : 91  
Votants : 91  
Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 1  
Bulletins blancs : 2  
Suffrages exprimés : 88  
Majorité absolue : 45  
Suffrages :  
MAINTIEN : 33 voix  
NON MAINTIEN : 55 voix.

A l'issue de la proclamation des résultats de ce quatrième vote, le Président propose de procéder au cinquième vote, à savoir se prononcer sur le maintien ou non de Monsieur René REVOL dans ses fonctions de 13ème Vice-Président.

- 1er tour de scrutin :  
Présents (émargement) : 91  
Votants : 91  
Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 1  
Bulletins blancs : 2  
Suffrages exprimés : 88  
Majorité absolue : 45  
Suffrages :  
MAINTIEN : 31 voix  
NON MAINTIEN : 57 voix.

A l'issue de la proclamation des résultats de ce cinquième vote, le Président propose de procéder au sixième et dernier vote, à savoir se prononcer sur le maintien ou non de Madame Michèle CASSAR dans ses fonctions de 19ème Vice-Présidente.

- 1er tour de scrutin :  
Présents (émargement) : 91  
Votants : 91  
Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 0  
Bulletins blancs : 4  
Suffrages exprimés : 87  
Majorité absolue : 44  
Suffrages :

Délibération n° 14770

MAINTIEN : 32 voix  
NON MAINTIEN : 55 voix.

A l'issue de la proclamation des résultats de ce sixième et dernier vote, le Président prononce la clôture de ces opérations de vote.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 12/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 12/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170705-lmc1146061-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 12/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 5 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le cinq juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, .

Pouvoir(s):

M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOUSSI, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. A. LARUE à M. J.-F. AUDRIN, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA à Mme M. DRAY-FITOUSSI.

Absent(es):

Mme F. JAMET

## **HORS COMMISSION – BUREAU DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - COMPOSITION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales, le Bureau de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale est composé du Président, d'un ou plusieurs Vice-Présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autre(s) membre(s).

Cet article précise que « Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents. Pour les métropoles, le nombre de vice-présidents est fixé à vingt ».

A la suite de la création au 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la composition du Bureau a été modifiée et le nombre des membres du bureau de Montpellier Méditerranée Métropole a été fixé à 22, soit le Président, 20 Vice-Présidents et 1 "autre membre".

Il est proposé à l'Assemblée de maintenir cette composition et de la fixer comme suit :

- le Président ;
- 20 Vice-Présidents ;
- et 1 "autre membre" (conseiller délégué).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le nombre des membres du Bureau de Montpellier Méditerranée Métropole à 22, soit le Président et 20 Vice-Présidents, et 1 "autre membre" ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 12/07/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 12/07/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170705-lmc1146063-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 12/07/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 5 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le cinq juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme B. MICHEL, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .**

**Pouvoir(s):**

**M. G. CASTRE à M. A. EL KANDOUSSI, Mme J. FRÊCHE à M. J.-P. MOURE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme C. HART à M. H. MARTIN, M. A. LARUE à M. J.-F. AUDRIN, Mme P. MIRALLES à M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA à Mme M. DRAY-FITOUSSI.**

**Absent(es):**

**Mme F. JAMET**

**HORS COMMISSION – DANS L'HYPOTHÈSE D'UN NON MAINTIEN DES 1<sup>ER</sup>, 4<sup>ÈME</sup>, 11<sup>ÈME</sup>, 12<sup>ÈME</sup>, 13<sup>ÈME</sup> ET 19<sup>ÈME</sup> VICE-PRÉSIDENTS DANS LEURS FONCTIONS À L'ISSUE DES DÉLIBÉRATIONS PRÉCÉDENTES - ELECTION DES NOUVEAUX 1<sup>ER</sup>, 4<sup>ÈME</sup>, 11<sup>ÈME</sup>, 12<sup>ÈME</sup>, 13<sup>ÈME</sup>, 17<sup>ÈME</sup>, 18<sup>ÈME</sup> ET 19<sup>ÈME</sup> VICE-PRÉSIDENTS**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Après constat de la vacance du poste suite à la démission de Monsieur Jean-François AUDRIN, 18<sup>ÈME</sup> Vice-Président, et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, 17<sup>ÈME</sup> Vice-Présidente, acceptées par Monsieur le Préfet de l'Hérault par courrier en date du 29 juin 2017, dans l'hypothèse de l'adoption de la délibération relative au non-maintien de Madame Catherine DARDE, 1<sup>ÈRE</sup> Vice-Présidente, de Monsieur Cyril MEUNIER, 4<sup>ÈME</sup> Vice-Président, de Mme Isabelle TOUZARD, 11<sup>ÈME</sup> Vice-Présidente, de Monsieur Pierre BONNAL, 12<sup>ÈME</sup> Vice-Président, de Monsieur René REVOL, 13<sup>ÈME</sup> Vice-Président et de Madame Michèle CASSAR, 19<sup>ÈME</sup> Vice-Présidente, dans leurs fonctions suite au retrait de leurs délégations, et après avoir délibéré sur la composition du Bureau, le Conseil est appelé à élire les 1<sup>ER</sup>, 4<sup>ÈME</sup>, 11<sup>ÈME</sup>, 12<sup>ÈME</sup>, 13<sup>ÈME</sup>, 17<sup>ÈME</sup>, 18<sup>ÈME</sup> et 19<sup>ÈME</sup> Vice-Présidents, membres du Bureau.

Compte tenu de la législation applicable aux métropoles et suite à l'adoption de la délibération précédente, 20 postes de Vice-Présidents et un « autre membre » du Bureau sont maintenus.

Les 12 Vice-Présidents d'ores et déjà élus sont les suivants :

- 2<sup>ÈME</sup> Vice-Président : Max LEVITA ;
- 3<sup>ÈME</sup> Vice-Présidente : Stéphanie JANNIN ;
- 5<sup>ÈME</sup> Vice-Présidente : Isabelle GUIRAUD ;
- 6<sup>ÈME</sup> Vice-Président : Laurent JAOUŁ ;
- 7<sup>ÈME</sup> Vice-Président : Bernard TRAVIER ;
- 8<sup>ÈME</sup> Vice-Président : Jean-Pierre RICO ;
- 9<sup>ÈME</sup> Vice-Président : Rabii YOUSSEOUS ;
- 10<sup>ÈME</sup> Vice-Président : Jean-Luc MEISSONNIER ;
- 14<sup>ÈME</sup> Vice-Présidente : Chantal MARION ;
- 15<sup>ÈME</sup> Vice-Président : Noël SEGURA ;
- 16<sup>ÈME</sup> Vice-Président : Régine ILLAIRE ;
- 20<sup>ÈME</sup> Vice-Présidente : Eliane LLORET.

Le 22<sup>º</sup> membre du Bureau d'ores et déjà élu est le suivant :  
Abdi EL KANDOUSSI.

Il est donc proposé de procéder à l'élection des 8 nouveaux Vice-Présidents (1<sup>ER</sup>, 4<sup>ÈME</sup>, 11<sup>ÈME</sup>, 12<sup>ÈME</sup>, 13<sup>ÈME</sup>, 17<sup>ÈME</sup>, 18<sup>ÈME</sup> et 19<sup>ÈME</sup> Vice-Présidents) en complément des 12 Vice-Présidents déjà élus.

L'ordre du tableau correspond à l'ordre d'élection des Vice-Présidents.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5211-2 et L.2122-7, chacun des nouveaux membres du Bureau doit être élu successivement au scrutin uninominal majoritaire à trois tours. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

Pour chacune des élections à intervenir, il sera pris acte des candidatures après présentation de l'affaire, vote dans l'ordre du tableau et proclamation des résultats pour chacun des postes.

Le Conseil est appelé à procéder à l'élection des membres du Bureau selon les dispositions susvisées.

Pour cette élection, il est pris acte des candidatures après présentation de l'affaire, notamment au regard de son lien avec les affaires précédentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder dans les conditions énoncées ci-dessus à l'élection des 1er, 4ème, 11ème, 12ème, 13ème, 17ème, 18ème et 19ème Vice-Présidents et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Président propose de procéder au premier vote, à savoir l'élection du premier Vice-Président et il propose la candidature de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

Madame Anne BRISSAUD propose également sa candidature.

- 1er tour de scrutin :

Présents (émargement) : 76

Votants : 76

Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 3

Bulletins blancs : 15

Suffrages exprimés : 58

Majorité absolue : 30

Suffrages obtenus :

Mme GALABRUN-BOULBES : 53 voix

Mme Anne BRISSAUD : 5 voix.

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES ayant obtenu 53 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés.

A l'issue de la proclamation de ces résultats, le Président propose de procéder au second vote, à savoir l'élection du 4ème Vice-Président et il propose la candidature de Monsieur Gilbert PASTOR. La candidature de Monsieur Eric PETIT est également proposée.

- 1er tour de scrutin :

Présents (émargement) : 76

Votants : 76

Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 3

Bulletins blancs : 10

Suffrages exprimés : 63

Majorité absolue : 33

Suffrages obtenus :

M Gilbert PASTOR : 58 voix

M Eric PETIT : 5 voix.

Monsieur Gilbert PASTOR ayant obtenu 58 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés.

A l'issue de la proclamation de ces résultats, le Président propose de procéder au troisième vote, à savoir l'élection du 11ème Vice-Président et il propose la candidature de Madame Annie YAGUE. La candidature de Madame Sabria BOUALLAGA est également proposée.

- 1er tour de scrutin :

Présents (émargement) : 76

Votants : 76

Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 6

Bulletins blancs : 16

Suffrages exprimés : 54

Majorité absolue : 28

Suffrages obtenus :

Mme Annie YAGUE : 51 voix

Mme Sabria BOUALLAGA : 3 voix.

Madame Annie YAGUE ayant obtenu 51 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés.

A l'issue de la proclamation de ces résultats, le Président propose de procéder au quatrième vote, à savoir l'élection du 12ème Vice-Président et il propose la candidature de Monsieur Jean-Marc LUSSERT. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

- 1er tour de scrutin :  
Présents (émargement) : 76  
Votants : 76  
Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 4  
Bulletins blancs : 13  
Suffrages exprimés : 59  
Majorité absolue : 30  
Suffrages obtenus :  
M Jean-Marc LUSSERT : 59 voix.

Monsieur Jean-Marc LUSSERT ayant obtenu 59 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés.

A l'issue de la proclamation de ces résultats, le Président propose de procéder au cinquième vote, à savoir l'élection du 13ème Vice-Président et il propose la candidature de Madame Mylène FOURCADE. Madame Anne BRISSAUD propose également sa candidature.

- 1er tour de scrutin :  
Présents (émargement) : 76  
Votants : 76  
Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 4  
Bulletins blancs : 12  
Suffrages exprimés : 60  
Majorité absolue : 31  
Suffrages obtenus :  
Mme Mylène FOURCADE : 56 voix  
Mme Anne BRISSAUD : 4 voix.

Mme Mylène FOURCADE ayant obtenu 56 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés.

A l'issue de la proclamation de ces résultats, le Président propose de procéder au sixième vote, à savoir l'élection du 17ème Vice-Président et il propose la candidature de Monsieur Thierry BREYSSE. La candidature de Madame Sabria BOUALLAGA est également proposée.

- 1er tour de scrutin :  
Présents (émargement) : 76  
Votants : 76  
Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 3  
Bulletins blancs : 14  
Suffrages exprimés : 59  
Majorité absolue : 30  
Suffrages obtenus :  
M Thierry BREYSSE : 56 voix  
Mme Sabria BOUALLAGA : 3 voix

Monsieur Thierry BREYSSE ayant obtenu 55 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés.

A l'issue de la proclamation de ces résultats, le Président propose de procéder au septième vote, à savoir l'élection du 18ème Vice-Président et il propose la candidature de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL. La candidature de Monsieur Eric PETIT est également proposée.

- 1er tour de scrutin :  
Présents (émargement) : 76  
Votants : 76  
Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 4  
Bulletins blancs : 14  
Suffrages exprimés : 58  
Majorité absolue : 30  
Suffrages obtenus :  
Mme Valérie BARTHAS-ORSAL : 53 voix

Délibération n° 14772

M Eric PETIT : 5 voix.

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL ayant obtenu 55 voix, est élue à la majorité des suffrages exprimés.

A l'issue de la proclamation de ces résultats, le Président propose de procéder au huitième et dernier vote, à savoir l'élection du 19ème Vice-Président et il propose la candidature de Monsieur Pierre DUDIEUZERE. Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

- 1er tour de scrutin :

Présents (émargement) : 76

Votants : 76

Bulletins nuls (bulletins litigieux à déduire, articles L65 et L66 du Code électoral) : 2

Bulletins blancs : 13

Suffrages exprimés : 61

Majorité absolue : 31

Suffrages obtenus :

Monsieur Pierre DUDIEUZERE : 61 voix.

Monsieur Pierre DUDIEUZERE ayant obtenu 61 voix, est élu à la majorité des suffrages exprimés.

A l'issue de la proclamation de ces résultats, le Président prononce la clôture de ces opérations de vote.

Certifié Exécutoire

Publié le : 12/07/17

Déposé En Préfecture

Le : 12/07/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170705-lmc1146066-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 12/07/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s) :

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

## **HORS COMMISSION – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 341 € par jour (estimation 2014).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2017, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

### **20<sup>ème</sup> édition du Forum des microscopies à sonde locale**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Philippe AUGÉ, a organisé du 20 au 24 mars 2017, au Domaine de Fontcaude à Juvignac, une manifestation intitulée « Forum des microscopies à sonde locale ».

Cet événement a présenté un programme scientifique sur les récentes avancées des microscopies à sonde locale. Il a été l'occasion de synthèses et de mises en perspective en permettant aux chercheurs (doctorants ou post-doctorants) de présenter leurs récentes avancées avec un point de vue éclairé « sur ce qui a été fait et ce qui reste à faire ». Environ 120 chercheurs, étudiants et industriels de toute la France, mais aussi de Belgique et de Suisse se sont déplacés.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **Journées Nationales d'Etudes de la Société Française de Psychologie du Sport**

La Société Française de Psychologie du Sport (SFPS), sous l'autorité de son Président, Monsieur Jean Fournier, a organisé les 04 et 05 mai 2017, à l'UFR STAPS de Montpellier, une manifestation intitulée « Journées Nationales d'Etudes de la Société Française de Psychologie du Sport ».

Cette manifestation a été l'occasion de faire le point sur les avancées scientifiques en psychologie du sport dans une perspective intégrative. Le programme scientifique proposé, les sessions thématiques ainsi que les ateliers techniques ont suscité de nombreuses interventions, échanges et rencontres entre professionnels et étudiants. Plus de 200 personnes se sont réunies, praticiens, enseignants, chercheurs en psychologie spécialisés dans le domaine des activités sportives et des activités physiques pour la santé, étudiants et professionnels du secteur sportif, médical ou social.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **ERS et Développement Economique Local**

L'Association des Villes Universitaires de France (AVUF), sous l'autorité de sa Présidente, Madame Catherine VAUTRIN, a organisé du 10 au 11 mai 2017, à l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole et au Business Innovation Center (BIC) Cap Oméga de Montpellier Méditerranée Métropole, une manifestation intitulée « ERS et Développement Economique Local ».

Ce séminaire sur la mise en évidence des liens entre la recherche universitaire et le développement économique, a proposé de nombreux débats et tables rondes sur le développement structurel des territoires concernés. Trois focus ont été traités en particulier : « Les pôles étudiants pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat (PEPITE) », « Les outils du Programme d'Investissement d'Avenir (SATT et orientations du PIA 3) » et « Voyage au centre d'un incubateur de start-up (BIC) », en présence de plus de 80 élus locaux, cadres territoriaux et universitaires.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **3<sup>ème</sup> Edition des Journées Avenir de l'Eau**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président de la Recherche, Monsieur Jacques MERCIER, a organisé du 17 au 18 mai 2017, au Parc des Expositions de Montpellier, une manifestation intitulée « 3<sup>ème</sup> Edition des Journées Avenir de l'Eau ».

Cet événement, qui a été organisé en interaction avec le Salon professionnel HydroGaïa, a également accueilli les Doctoriales de l'irrigation. Cette manifestation a permis de conforter et développer un réseau de jeunes professionnels du secteur de l'eau, réseau porteur de promesses d'interactions, de connexions, de soutien de l'innovation et du transfert de technologie de cette filière économique. Environ 250 participants, chercheurs, universitaires, post-docs, doctorants, jeunes ingénieurs, techniciens des secteurs publics et privés se sont mobilisés, dont 20% de participants étrangers.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **Colloque Tradition et transmission des rituels égyptiens anciens : continuité et ruptures**

Le Laboratoire d'Excellence ARCHIMEDE de l'Université Paul-Valéry Montpellier, sous l'autorité du Directeur du LabEx ARCHIMEDE, Monsieur David LEFEVRE, a organisé du 17 au 19 mai 2017, à l'Université Paul-Valéry de Montpellier, une manifestation intitulée « Colloque Tradition et transmission des rituels égyptiens anciens : continuité et ruptures ».

Ce colloque international, centré sur la thématique de la transmission des rituels égyptiens, a constitué une nouveauté pour l'égyptologie française avec l'objectif d'apporter des éclairages sur plusieurs aspects concernant le monde du rituel en tant que réalité textuelle. Une quinzaine de professeurs d'université et post-doctorants internationaux se sont déplacés.

Une subvention de 700 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **Tutorat Doctoral Grand Sud 2017**

L'Université de Montpellier, sous l'autorité de son Vice-Président de la Recherche, Monsieur Jacques MERCIER, a organisé du 10 au 11 juillet 2017, à l'Institut Montpellier Management Espace Richter de Montpellier, une manifestation intitulée « Tutorat Doctoral Grand Sud 2017 ».

Cet événement de notoriété internationale regroupe chaque année des doctorants et des enseignants chercheurs des universités du réseau Grand Sud. Ce colloque de réflexions et d'échanges d'expériences a permis de renforcer la collaboration des laboratoires et des équipes de recherche en aidant les doctorants dans l'avancement de leurs travaux. Environ 100 doctorants et enseignants chercheurs se sont mobilisés.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **33<sup>ème</sup> Congrès de l'Union Internationale des Biologistes du Gibier**

L'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, sous l'autorité de son Directeur Général, Monsieur Olivier THIBAULT, organisera du 22 au 25 août 2017, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 33<sup>ème</sup> Congrès de l'Union Internationale des Biologistes du Gibier ».

Cet événement scientifique de portée mondiale, qui contribue à la collaboration entre les membres de cette association internationale, va permettre de promouvoir l'avancée des connaissances sur la biologie des espèces animales, en particulier des espèces gibier, dans le but d'améliorer la gestion des populations d'animaux sauvages et de leurs habitats. Environ 400 participants sont attendus dont les meilleurs spécialistes de la faune sauvage.

Une subvention de 3 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **5<sup>ème</sup> édition des Journées Méditerranéennes des Jeunes Chercheurs**

La Société Chimique de France section Languedoc-Roussillon, sous l'autorité de son Président, Monsieur Nicolas LOUVAIN, organisera du 12 au 13 octobre 2017, à l'Ecole de Chimie de



Montpellier, une manifestation intitulée « 5<sup>ème</sup> édition des Journées Méditerranéennes des Jeunes Chercheurs ».

Cet événement de l'ensemble des domaines de la chimie, accueillera plusieurs conférences plénières de scientifiques de renom, des conférences d'entreprises et de jeunes chercheurs. Ces journées seront également l'occasion unique pour les étudiants de master, doctorants, post-doctorants et jeunes permanents de venir se former à l'échange et à la diffusion du savoir et des avancées, afin d'établir un dialogue productif entre les différents acteurs de la chimie tout en renforçant les collaborations entre le monde académique et le monde industriel.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **Rotary Institute Montpellier**

L'Association Institute Montpellier 2017, sous l'autorité de sa Vice-Présidente, Madame Elisabeth DELAYGUE-BEVAN, organisera du 14 au 19 octobre 2017, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Rotary Institute Montpellier ».

Tous les ans, les dirigeants en exercice et entrants du Rotary, ainsi que leurs prédécesseurs, se retrouvent aux Institutes du Rotary pour partager des informations, nouer des contacts et échanger des idées sur le Rotary et sa Fondation. Cette année l'Institute du Rotary a lieu à Montpellier avec comme thème « Agir au Rotary avec les jeunes professionnels ». Des ateliers de travail, des conférences-débats et des rencontres de dirigeants de 15 pays européens sont prévus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **3<sup>ème</sup> workshop RAFALD – Réseau des Acteurs Français de l'ALD**

Le CNRS Languedoc-Roussillon, sous l'autorité de la Déléguée Régionale du CNRS Languedoc-Roussillon, Madame Ghislaine GIBELLO, organisera du 07 au 09 novembre 2017, au site Richter de Montpellier, une manifestation intitulée « 3<sup>ème</sup> workshop RAFALD – Réseau des Acteurs Français de l'ALD ».

Ce workshop dédié à la technologie ALD (Dépôt de Couches Atomiques – Atomic Layer Deposition) a pour but de fédérer et renforcer un réseau national incluant les mondes académique et industriel dans les domaines de la microélectronique, de l'énergie, du textile, de la biologie et de la nanotechnologie. Ce colloque permettra également de faire le point sur l'avancement du Groupement de Recherche mis en place lors de la précédente édition. Plus de 150 participants sont attendus, sociétés industrielles, instituts, laboratoires académiques français ou francophones.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **Colloque Femmes & Sciences 2017**

L'Association Femmes et Sciences, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Sylvaine TURCK-CHIEZE, organisera le 10 novembre 2017, à la Maison des Etudiants Aimé Schoenig, Espace Richter de Montpellier, une manifestation intitulée « Colloque Femmes & Sciences 2017 ».

Ce colloque annuel sera dédié au thème « Mentorat, Coaching et Accompagnement Professionnel des Femmes Scientifiques dans le Public et le Privé », avec pour objectif principal d'établir un état des lieux des besoins et des moyens développés pour guider et accompagner les femmes scientifiques au cours des différentes étapes de leur carrière. Tables rondes, témoignages exemples de formation et d'accompagnement professionnel sont prévus en présence d'environ 250 participants européens.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **Colloque Sciences, Lumières et humanisme, de d'Alembert à aujourd'hui**

L'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur Jacques BALP, organisera du 16 au 17 novembre 2017, à l'Espace Rabelais de Montpellier,

une manifestation intitulée « Colloque Sciences, Lumières et humanisme, de d'Alembert à aujourd'hui ».

Ce colloque grand public, interdisciplinaire, est organisé en partenariat avec l'Université de Montpellier et le Rectorat de l'Académie de Montpellier. Présenté à l'occasion du tricentenaire de la naissance de d'Alembert, il sera ouvert sur différentes disciplines, dans l'esprit de l'Encyclopédie et ouvert sur la modernité afin de montrer en quoi l'héritage de d'Alembert et des Lumières impacte notre présent et notre avenir. De nombreuses conférences sur l'époque des lumières et son héritage sont prévues.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **17<sup>ème</sup> Congrès du Collège National des Généralistes Enseignants**

L'Association Collège National des Généralistes Enseignants Collège, sous l'autorité de son Président, Monsieur Cyrille VARTANIAN, organisera du 22 au 24 novembre 2017, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 17<sup>ème</sup> Congrès du Collège National des Généralistes Enseignants ».

Ce congrès national est organisé avec le concours du Collège Régional des Généralistes Enseignants du Languedoc-Roussillon et du Département de Médecine Générale de la faculté de Médecine de l'Université de Montpellier-Nîmes. Il sera l'opportunité d'échanges de la communauté scientifique des médecins généralistes enseignants, autour de la spécificité « Enseigner et Exercer la Médecine générale ». Environ 1 800 congressistes sont attendus, médecins généralistes, enseignants, maîtres de stage, chargés de cours, chefs de clinique, maîtres de conférences, professeurs et internes.

Une subvention de 8 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

### **Congrès portuaire international ELMED**

L'Association ELMED, sous l'autorité de son Secrétaire, Monsieur Bruno YVAIN, organisera du 1<sup>er</sup> au 02 décembre 2017, au Corum de Montpellier et à Sète, une manifestation intitulée « Congrès portuaire international ELMED ».

Ce colloque à dimension internationale s'inscrit dans le prolongement d'événements européens organisés en 2016 à Barcelone, Venise, Paris, Rotterdam. Des conférences d'experts en développement maritime, des débats, des retours d'expériences avec présentation des évolutions récentes et une visite du port de Sète sont prévus. Environ 120 opérateurs économiques internationaux, du bassin méditerranéen, investisseurs, communautés portuaires, centres de recherche universitaires sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2017, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1147036-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – MISSION ETATS-UNIS - SÉMINAIRE SIGGRAPH (SPECIAL INTEREST GROUP ON COMPUTER GRAPHICS AND INTERACTIVE TECHNIQUES) - DU 30 JUILLET AU 7 AOÛT 2017 - SÉMINAIRE MONDIAL SUR LES IMAGES NUMÉRIQUES ET LES TECHNOLOGIES DE L'INTERACTIVITÉ - PARTICIPATION AU SÉMINAIRE ET ACTION DE PROSPECTION - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le projet d'envergure « Montpellier Cité Créative » vise à stimuler le développement et la croissance des entreprises et de l'écosystème des Industries Créatives et Culturelles (ICC), et à donner une visibilité européenne et internationale à Montpellier en mettant en valeur son potentiel et le dynamisme de son économie locale tout en attirant les meilleurs investisseurs et talents étrangers dans cette filière stratégique d'avenir pour le développement économique.

Cette Cité Créative, projet phare de structuration de la filière, se veut fédérative, associant l'ensemble de l'écosystème local dans toute sa diversité : entreprises, écoles, clusters, acteurs institutionnels, associations. Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole convie les acteurs locaux à renforcer ensemble leur engagement, en étant porteurs de projets visant aussi bien la croissance des entreprises que le rayonnement et la diffusion des innovations, pour construire la métropole créative et culturelle de demain.

Des opérations internationales permettent de développer l'image et la singularité de la filière ICC du territoire à l'international mais aussi de promouvoir la Cité Créative pour attirer des entreprises internationales dans leur projet de développement sur le marché français et européen.

Le SIGGRAPH est la plus grande et la plus influente des conférences et des expositions en image numérique et en techniques interactives avec diverses activités de networking à haut niveau. La manifestation rassemble plus de 20 000 professionnels, accueille un salon professionnel, une exposition de projets innovants « Emerging Technologies », des conférences scientifiques de haut niveau avec des leaders mondiaux des effets spéciaux, de l'animation, du jeu vidéo, des SIG et du Web.

Il est proposé une participation de Montpellier Méditerranée Métropole au séminaire SIGGRAPH et des actions de prospection à Los Angeles et San Francisco pour :

- présenter le meilleur des entreprises et écoles de l'informatique graphique et de la création numérique métropolitain,
- promouvoir le projet phare "Cité Créative" de l'EAI et rencontrer des prospects potentiels
- attirer des entreprises et investisseurs sur le territoire.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 12 000 € TTC. La Métropole prend en charge les prestations transport, hôtel et frais d'inscription à la conférence.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission du 30 juillet au 8 août 2017 pour participation au séminaire américain SIGGRAPH et prospection à Los Angeles et San Francisco,
- approuver la participation de deux techniciens à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée au maximum à 12 000 € sur la base des frais réels,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 02/08/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 02/08/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170726-lmc1146658-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE  
- SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE  
(SA3M) - RAPPORT ANNUEL 2016 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12216 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Philippe SAUREL pour la représenter à la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Publique Locale SA3M.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Philippe SAUREL présente le compte rendu des activités concernant l'exercice 2016 de la SPL SA3M.

Une Assemblée Générale Extraordinaire s'est tenue le 24 mai 2016 et a modifié la forme de la société, son objet social et sa dénomination.

Pour ouvrir l'activité de la société à l'origine tournée vers l'aménagement et la construction, vers d'autres prestations et avoir une intervention dans des domaines plus étendus, la gestion de services publics industriels et commerciaux, la société s'est transformée en Société Publique Locale. Par ailleurs, la SAAM est devenue SA3M.

Le capital social de 5,9 m€ de la SPL SA3M reste inchangé au 31 décembre 2016. Montpellier Méditerranée Métropole reste toujours actionnaire majoritaire avec 50,79% des actions, aux côtés de la Ville de Montpellier (22,60%), de la Région Languedoc-Roussillon (10,06%), des Communes de Lattes (1,69%), de Castelnau-le-Lez (1,13%), les communes de Baillargues, Castries, Clapiers, Courmonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelones (0,85%), et les communes de Courmonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues, (0,68%).

A ce titre elle occupe 9 sièges sur 18 au Conseil d'Administration de la SPL SA3M dont la présidence de la société.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2016: les 29 mars, 24 mai, 28 juin et 7 novembre.

Au 31 décembre 2016, l'effectif de la société est de 8 ETP, dont le Directeur Général, Monsieur Christophe Perez est nommé le 18 septembre 2014.

En 2016, l'activité fonctionnement / aménagement de la SPL SA3M a engendré un excédent de l'ordre de 831 K€ (contre 699 K€ en 2015) avec une nette amélioration notamment du résultat d'exploitation de + 886 K€ par rapport à 2015.

Le Chiffre d'Affaires total de l'exercice 2016 atteint 5 424 K€ (contre 3 589 K€ en 2015), soit une progression de + 51 %.

Le résultat net à la clôture de l'exercice atteint 831 315 €, pour un ensemble de capitaux propres de 2 274 525 K€.

Les investissements réalisés sur 2016 se répartissent à 36,2 M€ sur les concessions (15,4 M€ d'acquisitions dont 5,5 M€ sur ODE à la mer et 5,5 M€ sur Nouveau Grand Cœur, et 13,2 Millions d'euros d'études et travaux sur CAMBACERES, EAI et Nouveau Grand Cœur).

Les cessions de logements ont été principalement réalisées sur l'opération communale ZAC des Saurèdes sur Castries. Avec un nombre de 72 en 2016, les cessions sont en recul de 30 % par rapport à 2015.

Les prévisions d'exploitation pour l'année 2017 confirment un maintien des concessions d'aménagements pour les prochaines années avec un chiffre d'affaires prévisionnel porté à 59,9 M€ TTC contre 45,7 M€ au budget 2016; celui-ci devrait représenter 75 % des produits d'exploitation sur la section aménagement de la société, contre 94 % en 2016.

Délibération n° 14838

Pour l'année 2017, les opérations comprennent La Pompignane, Nouveau Grand Cœur, Restanque, Ode à la Mer et Cambacérès représentant un nombre de logements en croissance (près de 1000), ainsi qu'un niveau d'études et travaux en hausse de +49%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL SA3M pour l'exercice 2016;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146380-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE (SA3M) - RAPPORT SPÉCIAL 2016 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PRÉROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12216 du Conseil Communautaire en date du 22 avril 2014, la Métropole a désigné Monsieur Philippe SAUREL pour la représenter au sein de la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de SA3M.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la société SA3M a remis son rapport spécial 2016 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SPL SA3M exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci-après.

En 2016, les opérations confiées à la SA3M par Montpellier Méditerranée Métropole et concernées par ces prérogatives sont :

- ZAC Ode à la Mer Acte 1, sur la Commune de Pérols ;
- ZAC Descartes, sur la Commune de Lavérune ;

Pour la ZAC Ode à la Mer Acte 1, d'une superficie de 35,9 ha., l'enquête parcellaire concernait six unités foncières restant à acquérir.

En 2016, 1 acte de complément de prix a été réalisé sur une unité foncière acquise à l'amiable sous déclaration d'utilité publique en 2015, et 2 unités foncières acquises par expropriation en 2015 ont fait l'objet de fixation d'indemnités judiciaires. Une unité foncière acquise par expropriation est toutefois en appel.

Pour la ZAC Descartes, en 2016, deux unités foncières ont fait l'objet d'une procédure d'acquisition dont une à l'amiable sous déclaration d'utilité publique, et une par voie judiciaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport spécial 2016 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SPL SA3M;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146926-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET**

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE LOCALE - SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENT DE LA RÉGION DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) - RAPPORT ANNUEL 2016 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12 215 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Madame Isabelle Guiraud pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Equipelement de la Région Montpelliéraine (SERM).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Isabelle GUIRAUD présente le compte rendu des activités de la SERM au cours des exercices 2016.

Le capital social de la SERM reste inchangé au 31 décembre 2016 et Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 27,61% des actions. A ce titre elle occupe 3 sièges sur 14 au Conseil d'Administration de la société.

La société, essentiellement détenue par la Ville de Montpellier (41.38%) est présidée par Max LEVITA.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2016: les 29 mars, 26 mai, et 2 novembre.

Au 31 décembre 2016, l'effectif de la société est de 72 ETP, dont le Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ nommé le 18 septembre 2014.

En 2016, l'activité fonctionnement / aménagement de la SAEML SERM a engendré un excédent de l'ordre de 900 K€ (contre 120 K€ en 2015) avec une nette amélioration notamment du résultat d'exploitation de + 1264 K€.

Le département Energie a dégagé un bénéfice de 1 205 K€ (contre 804 K€ en 2015), les droits de raccordement s'étant élevés à 1 389 K€ (contre 1 006 K€ en 2015).

Le Chiffre d'Affaires total de l'exercice 2016 atteint 79 632 K€ contre 90 902 K€ en 2015, soit une baisse de - 12 %.

Le résultat net global à la clôture de l'exercice atteint 899 559 € pour un ensemble de capitaux propres de 31 884 464 K€.

Les activités du secteur logement se poursuivent sur les concessions bordant l'avenue Raymond Dugrand (Rive Gauche, Jacques Cœur, Les jardins de la Lironde, Richter, et Consuls de Mer). L'année 2016 se caractérise par des acquisitions notamment sur Nouveau Saint Roch, Eureka, les ZAC communales Saint-Brès et Prades-le-Lez, et sur le Petit-Bard.

Les prévisions d'exploitation pour l'année 2017 confirment un maintien des concessions d'aménagements pour les prochaines années avec un chiffre d'affaires prévisionnel porté à 54,9 M € TTC ; celui-ci devrait représenter 95 % des produits d'exploitation sur la section aménagement de la société. Cette prévision confirme la tendance de la SERM à se positionner de manière plus affirmée comme opérateur des communes et de Montpellier Méditerranée Métropole avec néanmoins un fléchissement sensible au niveau de l'activité de mandats. Un niveau important de cessions de charges foncières (1 087 logements) est prévu, légèrement en baisse par rapport à 2016.

Concernant les activités du secteur économique on note la poursuite prévue des opérations Eureka, Garosud, Euromédecine et Marcel Dassault avec un objectif de cessions de 4,4 hectares, alors qu'au niveau de l'activité immobilier d'entreprises, les cessions du CNFPT Richter et celle du macro-lot 9 sur Odysseum sont programmées. Au total plus de 28 776 m2 d'activités tertiaires devraient être cédés sur 2017, dans la lignée de 2016.

Les cessions de charges foncières de logements sont en augmentation de plus de 10% par rapport à 2015. La Ville de Montpellier représente plus de 65% de ces charges foncières, le reste étant réalisé sur les communes (Prades-le-Lez, Saint-Brès et Roque-Fraisse).

Il est à noter au niveau des activités de gestion et filiales d'exploitation une continuité au niveau de la DSP du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid, et des activités des filiales Energie du Sud, Héliotam. Un fait important est la liquidation de la société SEAMAN, cette dernière n'ayant pas été retenue dans le cadre de la nouvelle Délégation de Service Public relative à l'Aquarium et au Planétarium, contractée avec Montpellier Méditerranée Métropole.

La SERM détient aussi toujours en 2016 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energie Sud, 99% dans la SCI ODYSSEUM, 100% de la SAS SEAMAN, 1,78% de la SAEML Montpellier Events et 1,50% de la SAS Mutopia. De plus, par le biais de sa filiale, la SAS Energie Sud, la SAEML SERM détient des participations dans la SAS HÉLIOTAM et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SERM pour l'exercice 2016;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 02/08/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 02/08/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170726-lmc1146861-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - RAPPORT ANNUEL 2016 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°13578 du Conseil en date du 27 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Philippe SAUREL pour la représenter à la Présidence au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Économie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Philippe SAUREL, Président de MONTPELLIER EVENTS depuis le Conseil d'Administration du 7 mars 2016, présente le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2016.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS a en charge le développement des activités sur deux équipements appartenant à la métropole que sont le Corum-Palais des congrès-Opéra et le Zénith Sud par délégation de service publique et sur deux équipements appartenant à la Région que sont l'Aréna et le Parc des expositions. Les quatre sites dédiés au tourisme d'affaires et contribuant à la politique culturelle et sportive de la métropole, affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Montpellier Events ».

Au 31 décembre 2016, le capital de la société, inchangé en 2016, s'élève à hauteur de 36 868 807€. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire à hauteur de 35,54% du capital ; aux côtés notamment de la Région Occitanie, actionnaire principal avec 37,65% du capital, et de la Ville de Montpellier qui détient 9,29% des parts. Montpellier Méditerranée Métropole détient 6 sièges sur 18 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence de la société.

Parmi les faits marquants de 2016, il faut noter, la prise de fonction au 1<sup>er</sup> mars 2016 du nouveau Directeur Général, Cédric FIOLET ; la fin du naming de l'Aréna dès la fin mars 2016 (ce contrat générait plus de 70 K€ de produit d'exploitation en année pleine). Un nouveau contrat de naming est en cours de négociation et de rédaction.

Au cours de l'exercice 2016, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises les 7 mars, 12 avril et 30 novembre 2016. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 14 juin 2016 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

Des modifications relatives aux représentants des administrateurs ont été constatées sur 2016, pour Montpellier Méditerranée Métropole avec la nomination de Philippe Saurel comme Président, Stéphanie Janin en remplacement de Mme Panos, Laurent Jaoul en remplacement de Mr Calvat ; pour la ville de Montpellier avec la nomination de Chantal Levy-Rameau en remplacement de Mme Martin-Privat, Pascal Krzyzanski en remplacement de Mr Mallet ; pour la Région Occitanie avec la nomination de Hussein Bourgi en remplacement de Mr Alary, Zina Bourguet en remplacement de Mr Abati, Nicolas Cossange en remplacement de Mme Collerais, Marie-Thérèse Mercier en remplacement de Mme Jullian, Nadia Pellefigue en remplacement de Mr Lopez, Virginie Roziere en remplacement de Mr Pietrasanta.

L'effectif de la société est de 121 salariés au 31 décembre 2016 dont quatre personnes en CDD et un mandataire social.

Pour l'activité des quatre sites, le chiffre d'affaires hors taxe s'établit à 27 244 K€, en baisse de 8.47% par rapport à 2015. Le CA HT se répartit de la manière suivante : 43,35% pour le Corum, 5,76% pour le Zénith Sud, 30,99% pour le Parc des expositions et 19,90% pour l'Aréna.

Cette baisse est fortement marquée sur l'Aréna (-29.6%) et le Parc Expo (-10%), (l'année 2015 ayant été riche en événements importants : le salon SITEVI, l'Euro de Basket, le concert des Enfoirés, les conventions Tupperware ou Gamm Vert,...). En hausse, le chiffre d'affaires HT relatif au Zénith Sud (+13.6%) et au Corum (+2%).

Les quatre sites d'exploitation affichent un nombre total de 437 manifestations ; 57% ont été réalisées au sein du Corum, 15,8% au sein du Zénith Sud (soit 72,8% sur les équipements de la métropole), 14% au sein du Parc des Expositions et 13,3% au sein de l'Aréna. La part des manifestations relatives au pôle MICE s'est élevée à hauteur de 54% (47% pour les congrès, 22.5% pour les salons et concours, 17.4% pour les réunions d'entreprise et 13% pour les manifestations sportives), tandis que 45% des manifestations ont concerné des spectacles ou concerts.

L'activité 2016 est en recul : le nombre de manifestations est en baisse de -5.4%, tout comme le nombre de journées participants en baisse de 15.6%, soient 1 214 986 journées participants.

Au global, le taux d'occupation atteint 26.5% contre 32.5%, chiffre record de 2015.

Parmi les événements notables de l'année 2016, figurent le salon Vinisud, le championnat d'Europe de Karaté, la Final4 de la coupe de la ligue de handball, le supercross, le salon international BtoB de l'offre touristique française, Renaud, Jeff Panacloc, Varekai cirque du soleil, le festival I Love Techno.

Du fait notamment d'une diminution de l'activité, le résultat net s'affiche avec un déficit de -2 220 K€, contre -724 K€ en 2015.

Le total des produits d'exploitation, en baisse de 9,1% s'élève à 27 870 K€ pour un total de charges à 29 050 K€, en baisse de seulement 4,8%. Le résultat d'exploitation s'établit donc à -1 180 K€ contre +176 K€ en 2015.

Les redevances versées dans le cadre des délégations de service public, s'élèvent à 2 065 K€ dont 1 723 K€ pour Montpellier Méditerranée Métropole et 341 K€ pour la Région Occitanie.

Les capitaux propres de la société ont diminué en passant de 27 258 K€ en 2015 à 25 037 K€ en 2016, pour un capital de 36 869 K€.

Au vu du cumul de résultats déficitaires constatés à ce jour à hauteur de 11 888 454 €, il est proposé qu'une provision pour dépréciation des titres de participation de Montpellier Events soit enregistrée dans les comptes de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 4M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML MONTPELLIER EVENTS pour l'exercice 2016,
- approuver la provision pour dépréciation des titres de participation de Montpellier Events à hauteur de 4 millions d'euros, sur un total de 13 104 059 € détenus par la métropole dans le capital de la société,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 926 et 946,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146851-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET**

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME  
D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE TaM - RAPPORT ANNUEL 2016 DE  
L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12214 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Abdi EL KANDOUSSI pour la représenter à la présidence du Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de TaM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Mr EL KANDOUSSI, Président de TaM, présente le compte rendu des activités 2016 de la société TaM.

En 2016, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement ainsi que les activités en mandats (pour la construction des lignes de tramway).

La répartition du capital social a été modifiée en 2016, sans impact sur son montant de 4 286 K€. Dans le cadre du passage en métropole et de la compétence voirie et stationnement, transférée au 1<sup>er</sup> janvier 2015, le Conseil d'Administration du 23 février 2016 a constaté le rachat des 2/3 des parts de la ville de Montpellier par la métropole ; Montpellier Méditerranée Métropole détient désormais 46,02% du capital de TaM et est représentée par 6 élu(e)s au sein du Conseil d'Administration au côté de la ville de Montpellier (9,11%) et des actionnaires privés (44,88%).

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 19 janvier, 23 février, 18 mars, 26 avril, 28 juin et le 25 octobre 2016. L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2015 s'est tenue le 28 juin 2016, celle approuvant les comptes 2016 s'est tenue le 23 mai 2017. Une Assemblée Générale Extraordinaire relative à la loi Epargne Salariale s'est tenue le 28 juin 2016.

L'effectif moyen de la SAEML TaM au 31 décembre 2016 s'établit à 1 138.05 ETP, auxquels s'ajoutent 4 ETP mis à disposition.

Toutes activités confondues, le total des produits s'établit à 106 203 K€ (+ 1 110 K€ par rapport à 2015). Le résultat net de l'exercice 2016 s'affiche en bénéfice à hauteur de 1 201 K€ (+ 383 K€ par rapport à 2015). Il intègre le produit du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE) pour 1 888 K€ au titre de l'exercice 2016 et une charge d'intéressement du personnel pour 330 K€. Les capitaux propres de la société s'élevant désormais à 19,33 M€, représentent 27% du total du bilan.

### **Activité Transport**

TaM est mandataire du Groupement Momentané d'Entreprise constitué par TaM et Transdev Montpellier, titulaire de la Délégation de Service Public (DSP) des transports de la Métropole de Montpellier du 1<sup>er</sup> janvier 2010 jusqu'au 31 décembre 2017.

Cette septième année d'exploitation a été marquée par la mise en place de l'avenant n°9 qui formalise les décisions d'offres et de services prises respectivement courant 2016 par la Métropole.

Le Chiffre d'Affaires HT de l'activité transport a représenté 83,8% en 2016 du CA HT total de la société.

La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole (subvention forfaitaire d'exploitation + taxes au réel) pour 2016 dans le cadre de la DSP s'est élevée à 45 520 K€ au bénéfice du GME, dont 32 304 K€ pour TaM.

Les compensations sociales, scolaires et les indemnisations des titres du SMTCH versées par la métropole au bénéfice du GME s'élèvent à 14 465 K€ (+ 2,45%), dont 14 009 K€ pour TaM.

Les ventes de titres de l'année 2016 représentent 36 839 K€ et sont en augmentation par rapport à 2015 (+4.4%) en corrélation avec la hausse de la fréquentation (+ 3% de déplacements validés). La tarification moyenne a évolué de +1.5% en août 2016, sans toucher aux tarifs jeunes, ni aux 10 voyages à 10€.

TaM a poursuivi son action de lutte contre la fraude, le volume des indemnités PV atteint 1,9 M€, stable par rapport à 2015, malgré une légère augmentation du taux de contrôle.

### Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maîtrise d'ouvrage pour 2016 s'établit à 1 132,9M€ et présente un résultat qui s'équilibre.

L'année 2016 a été marquée par la fin des travaux de l'extension de la ligne 4. L'inauguration du bouclage de la ligne 4 a eu lieu le 1<sup>er</sup> juillet 2016 pour une mise en service commerciale le 2 juillet. La diminution de la rémunération du mandataire sur le pilotage des projets tramway (-0.5 M€ de CA) est en lien avec l'arrêt momentanée du mandat L5.

### Stationnement (gestion des horodateurs et parkings)

Concernant les marchés de prestations de services en régie de recettes, le marché de collecte et maintenance des **horodateurs sur voirie** de la Ville de Montpellier et celui de collecte des **horodateurs sur voirie** de la ville de Castelnau prendront fin en 2018 suite aux enjeux de dépenalisation ; le **parking Vicarello** de la ville de Castelnau, transféré de la ville à la métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2016, a été réattribué à TaM (20/01/2017-31/12/2019), suite à une consultation ; le marché de prestations d'exploitation du parking **Bassin Jaques Cœur** d'une durée de 36 mois est parvenu à son terme le 31 octobre 2016.

Concernant la gestion des parkings de centre-ville, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion en affermage avec Montpellier Méditerranée Métropole du parking **Comédie** (2014-2023), **Antigone** (2014-2023), ainsi qu'en concession pour les parkings **Gambetta** (1987-2029) et **Europa** (1996-2035). A noter la fin en 2016 de deux contrats de parkings publics (Arceaux et Laissac). TaM détient également la gestion du parking du **Corum** (2009-2018) avec la Métropole de Montpellier en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

TaM a également un contrat d'affermage pour le parking **Nouveau Saint-Roch** (2015-2030) exploité par sa filiale, la SAS Saint Roch Stationnement. Le résultat de la filiale à 100% de TaM s'élève à 33.4 K€ légèrement inférieur au plan prévisionnel.

Le résultat des activités en régie de recettes s'améliore tout en restant négatif et s'élève à -123 K€ (contre -262 K€ en 2015), notamment en raison des nouveaux termes du marché voirie intégrant de nouvelles prestations.

Le résultat des parkings centre-ville s'élève à 849 K€ notamment grâce au dernier remboursement d'assurance du sinistre du parking Gambetta (289 K€),

Les redevances liées aux contrats de DSP versées par TaM, s'élèvent à 1 659 K€ pour la métropole ; 246 K€ pour Montpellier Events.

Le résultat de l'activité globale stationnement s'élève à 726 K€.

### Autres activités

Le résultat des activités en propre est composé des six parkings suivants : Clinique Millénaire (2011-2021), Clinique St Jean (2011-2021), Mer et Glace (2011-2016), CHU Lapeyronie (2014-2024), Ode à la Mer « Liner » (2015-2016 renouvelable 3 fois) et le nouveau contrat de la nouvelle clinique Saint Roch (2016-2031). Le chiffre d'affaires en progression de +389 K€, est bénéficiaire à 286 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML TaM pour l'exercice 2016,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146853-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - RAPPORT ANNUEL 2016 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°13962 du Conseil de Métropole en date du 30 juin 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Madame Jackie GALABRUN-BOULBES pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SOMIMON, en remplacement de Monsieur Christophe COUR qui avait été désigné le 22 avril 2014.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Jackie GALABRUN-BOULBES présente le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2016.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dont la zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2016, le capital social de 240 000 € de la SAEML SOMIMON est inchangé et Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 42% des parts au côté de la Ville de Montpellier (8%) et du Département de l'Hérault (8%); elle occupe 4 sièges sur 10 au Conseil d'Administration dont le poste de Présidente en la personne de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, en remplacement de Mr Christophe COUR, depuis le 30 juin 2016.

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni le 17 mai 2016, le 13 juillet et le 13 décembre ; l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires approuvant les comptes de l'exercice 2016 s'est tenue le 21 juin 2016. L'effectif de la société était de 17 agents au 31 décembre 2016, dont le Directeur Général Mr Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET.

En 2016, les travaux ont porté essentiellement sur le pôle transformation, avec des opérations permettant de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers cœur d'activité. Le MIN cherche à valoriser les productions locales et créer/maintenir des emplois sur le territoire.

Les entreprises ne créant par de synergies sur le MIN sont relocalisées (parfois résiliées) dans l'intérêt du service.

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du M.I.N, on dénombre pour 2016, dix-huit arrivées sur le site et deux agrandissements contre une réduction de surface et dix-sept départs.

Les éléments financiers au 31 décembre 2016 s'inscrivent dans la politique d'accompagnement (service et investissement) ambitieuse de la SOMIMON, avec la poursuite de la participation aux investissements aux côtés des opérateurs ; la poursuite des études dans le cadre du schéma directeur, de la logistique urbaine et des économies d'énergie. Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 2 813 K€ en légère hausse par rapport à 2015 (soit + 105 K€, soit + 3,9%), dont :

- 649 K€ pour la filière agroalimentaire, en légère progression (+32 K€ soit + 5,2%),
- 561 K€ pour la plateforme logistique, en hausse de + 43 K€ soit +8,3%, qui représente 20% du chiffre d'affaires,
- 668 K€ pour la filière « fruits et légumes » qui représente une activité essentielle pour la société, 23 % de son chiffre d'affaires (en légère baisse par rapport à 2015),
- 121 K€ pour l'activité horticole (en baisse de -14% par rapport à 2015, lié au départ du plus gros vendeur),
- 320 K€ pour les autres activités en hausse de + 77 K€ soit + 31,7%.

Les produits totaux représentent 3 254 K€ (en hausse de +210 K€, +6,9 %) pour un total de charges de 3 032 K€ (soit +220 K€), le résultat net de l'exercice s'élevant ainsi à 768 €. Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 1 086 K€.

Parmi les événements de l'année organisés au MIN, on pourra noter sur 2016 :

Participation au salon de l'Agriculture; Visite d'une délégation algérienne; Visite de la plate-forme et du pôle transformation par la criée d'Agde ; Réunion de présentation de création d'un Groupement d'Employeur Mercadis par Rungis;

Dans le cadre de la loi du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale, le conseil départemental, qui voit sa compétence transférée, a saisi la SOMIMON afin d'identifier des acquéreurs potentiels des parts détenues par le département. A ce titre, la Région Occitanie a été sollicitée par la Métropole dans le cadre de la stratégie régionale portée par le futur Schéma Régional Développement Economique des Entreprises de l'Internationalisation et de l'Innovation (SRDEII), la Métropole proposant le co-financement d'une étude de définition d'un schéma stratégique du MIN.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SOMIMON au titre de l'exercice 2016,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146786-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET



**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME  
D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SFMA - RAPPORT ANNUEL 2016 DE  
L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

Mme A. YAGUE, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12 220 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Madame Annie YAGUE pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SAEML SFMA.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Annie YAGUE présente le compte rendu des activités de la SAEML SFMA au cours de l'exercice 2016.

La SAEML SFMA dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, pour une durée de 15 ans.

L'année 2016, deuxième année de la DSP a été une année de consolidation des fondamentaux.

Le capital de la société, inchangé en 2016, s'élève à 1 210 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal avec 82.64% du capital et détient 8 sièges sur 12 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence.

Au cours de l'exercice 2016, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises : le 25 mai, le 20 septembre et le 1<sup>er</sup> décembre.

L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Ordinaire, le 22 juin 2016 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2015 et le 26 juin 2017 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

L'effectif de la société est de 45 collaborateurs au 31 décembre 2016, dont sept fonctionnaires mis à disposition par la Métropole.

L'essentiel de l'activité 2016 de la SAEML SFMA, sous l'appellation commerciale Services Funéraires Montpellier Méditerranée Métropole (SFMMM) s'est focalisée sur la conduite des études afférentes à la mise aux normes des installations de filtrations des effluents du crématorium, afin que l'ensemble du dispositif respecte la qualité des rejets dans l'atmosphère en conformité avec la réglementation avant le 28 janvier 2018. Le projet a aussi intégré l'installation d'un troisième appareil de crémation, équipement nécessaire au maintien de la capacité de crémation pendant les travaux et lors de futures maintenances.

Les nouvelles prestations proposées aux familles, avec notamment l'accès 24H/24H, les travaux de gravures, le coffret « lien de mémoire », de nouveaux modèles de capitons et de cercueils ainsi que la réhabilitation totale du salon de présentation d'honneur, permettent de positionner la SAEML SFMA en tant qu'opérateur funéraire leader sur sa zone de chalandise.

La part de marché obsèques à 46,93% (malgré une légère baisse de 1.75%), démontre une activité soutenue tout au long de l'année avec 1 676 cercueils vendus, 868 urnes, 1 800 admissions en salons funéraires et 2 029 crémations ; à cela s'ajoute l'activité de prévoyance avec 133 nouvelles adhésions sur l'exercice 2016.

Le chiffre d'affaires, en hausse de plus de 2%, s'élève à 5 713 K€ dont 75,4% pour l'activité « pompes funèbres » (4 308 K€) et 24,6% pour l'activité « crémation » (1 405 K€).

Le résultat s'élève à 650 K€ réparti pour 41% sur l'activité « pompes funèbres » (268 K€) et 59% sur l'activité « crémation » (382 K€).

Les redevances versées à Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvent à 510 K€.

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 2 388 161 €.

Délibération n° 14844

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SFMA pour l'exercice 2016,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146846-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

## **HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE - LRAD - RAPPORT ANNUEL 2016 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

Mme I. MARSALA, Conseillère Métropolitaine, rapporte :

Par délibération n°12221 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Madame Isabelle Marsala pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SPL LRAD.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Économie Mixte Locales, le compte rendu des activités 2016 de la Société Publique Locale Languedoc-Roussillon Agence de Développement est présenté.

La société LRAD a été créée le 22 décembre 2010 à l'initiative de la Région Occitanie et de Montpellier Méditerranée Métropole avec un capital de 37 000 €, détenu à 33% par Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette société a pour objet de concevoir, étudier et mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte de ses seuls actionnaires (la Région Occitanie et de Montpellier Méditerranée Métropole) sur différentes thématiques telles que la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions Tic innovantes et les montages technico-économiques originaux, à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi.

En 2015, une première augmentation de capital par incorporation de l'avance en compte courant de la Région Occitanie a porté le capital à 148 000 €, réparti à 91,69% pour la Région Occitanie et à 8,31% pour Montpellier Méditerranée Métropole. L'assemblée Générale Extraordinaire du 19 décembre 2016 a décidé d'une deuxième augmentation de capital par versement en numéraire et par incorporation de l'avance en compte courant de la Région Occitanie, portant désormais le capital social à hauteur de 328 000€. Montpellier Méditerranée Métropole détient dorénavant 3,75% des actions, au côté de la Région Occitanie ; elle occupe 1 siège sur 3 au Conseil d'Administration depuis le 22 avril 2014. La société est présidée par la Région Occitanie représentée par monsieur Guy ESCLOPE. Un comité de pilotage a été constitué dès la création de la Société Publique Locale LRAD, afin de conforter le contrôle analogue des actionnaires sur les missions de la société ; madame Isabelle Marsala et Messieurs Jean-Luc Cousquer et Cyril Meunier ont été élus en tant que représentants permanents de Montpellier Méditerranée Métropole le 22 avril 2014.

Pour l'année 2016, le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois, le 9 mai (prise d'acte des nouveaux représentants de la Région Occitanie, approbation des modifications du guide d'achat et des commissions d'achats et d'appels d'offres, décision de transfert du siège social, approbation du rapport d'activité 2015, du rapport de gestion et de l'arrêté des comptes 2015) et le 26 octobre 2016 (convocation de l'AGE en vue de l'augmentation de capital et de la modification des statuts).

L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2015 s'est tenue le 27 juin 2016.

L'Assemblée Générale Extraordinaire s'est tenue le 19 décembre 2016 et a acté l'augmentation de capital de 148 000 € à 328 000 € décomposé en 3 280 actions de 100 € de nominal. Elle a également décidé de modifier l'article 7 des statuts permettant ainsi à la société la réalisation d'opérations de construction et d'aménagement.

La société a mis en place le télétravail à compter du 2 mai 2016 bénéficiant à quatre salariés.

L'effectif total de la SPL LRAD au 31 décembre 2016 s'établit à cinq personnes. La société est dirigée par Aurélien Joubert depuis le 6 octobre 2014.

L'année 2016 a été marquée par les huit opérations qui ont été notifiées par les collectivités actionnaires dont six contrats de prestations intellectuelles pour la Région Occitanie et deux contrats de prestations intellectuelles pour Montpellier Méditerranée Métropole.

- Parmi les opérations confiées par Montpellier Méditerranée Métropole, on notera les deux missions suivantes débutées en 2016 par la SPL LRAD :

-Mission d'évaluation du service usagers des DSP Assainissement :

La mission doit-être finalisée au cours du second trimestre 2017 par la SPL LRAD, sans prestataire, au prix de 17 850 € HT.

L'objet est d'accompagner la direction de l'Eau et de l'Assainissement dans l'évaluation de la gestion usager de ses Déléataires de Service Public Assainissement. L'étude permet d'identifier les principales dimensions problématiques, de formuler des hypothèses et de comprendre les motivations et freins des usagers.

-Mission d'évaluation de l'impact et de l'adhésion des usagers au modèle Smart City :

La mission doit-être finalisée au cours du second trimestre 2017 par la SPL LRAD, sans prestataire, au prix de 35 700 € HT.

Montpellier Méditerranée Métropole a fait appel à la SPL LRAD dans le but de porter via la Direction des Ressources Informatiques des actions très concrètes en matière de développement de service et de confort écologique.

Le projet porte sur de nombreux objectifs : Concevoir la ville autrement, intégrer tous les habitants jusqu'aux cibles extrêmes, s'appuyer sur l'intelligence des acteurs pour innover, respecter l'environnement et la gestion durable des ressources, avoir des habitants créatifs et acteurs de la vie publique et l'intelligence d'un mode de vie.

- Parmi les opérations confiées par la Région Occitanie, on notera les six missions suivantes accomplies par la SPL LRAD :
  - Mission d'accompagnement à la caractérisation de la filière audiovisuelle en région Occitanie (sur une durée de 8 mois sans prestataire au prix de 34 740 € HT ; l'objet étant de décliner des propositions pour harmoniser les dispositifs existants et identifier des leviers d'action incitatifs pour développer la filière cinéma, en s'appuyant également sur l'expérience et les besoins des professionnels du territoire).
  - Mission de prestation de réalisation d'un état des lieux du potentiel de développement économique de la base conchylicole de Frontignan (sur une durée de 12 semaines, sans prestataire au prix de 73 350 € HT ; l'objet étant d'émettre des propositions permettant à la Région de réaliser des aménagements sur les installations de pompage et de rejet, qui favorisent le développement de l'activité économique de la zone conchylicole).
  - Mission d'accompagnement à la caractérisation d'un projet de site d'hivernage de la grande plaisance et d'un port à sec sur la zone ZIFMAR (sur une durée de 12 mois ; sans prestataire au prix de 91 800 € HT ; l'objet étant de réaliser une étude permettant d'intégrer dans une même réflexion les nombreux enjeux stratégiques sur cette zone et d'analyser les orientations possibles).
  - Mission d'études de projets suivi et évaluation de la 3S en Languedoc-Roussillon : (sur une durée de 17 mois, au prix de 89 175 € HT dont 69 200 € pour le prestataire PWC EDATER ; l'objet étant d'accompagner la Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées dans l'élaboration du plan de suivi et d'évaluation de la 3S dans le respect des recommandations de l'UE et du cadrage initial fixé par la Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées).
  - Mission d'accompagnement de la stratégie régionale d'innovation dans le domaine du numérique 2016-2017 : (sur une durée de 8 mois, sans prestataire au prix de 20 825 € HT ; l'objet étant d'effectuer un accompagnement de la Région Occitanie pour l'animation du domaine de spécialisation « numérique »).
  - Mission d'accompagnement à l'innovation publique : (sur une durée de 6 mois, au prix de 60 000 € HT dont 3 050 € pour le prestataire Université de Nîmes ; l'objet étant d'organiser la montée en compétences de la Région Occitanie auprès du Master Design-Innovation-Société,

à développer des liens avec l'écosystème « design » régional et à accompagner la Région dans sa démarche d'innovation de l'action publique).

Les perspectives d'évolution en 2017 portent essentiellement sur le rapprochement des entreprises publiques locales dont la Région Occitanie est actionnaire. En effet, afin de permettre une mutualisation de moyens dans une logique de rationalisation et d'organisation des compétences de cinq structures dont la Région Occitanie est actionnaire majoritaire, un Groupement d'Intérêt Économique a été créé. LRAD devrait y adhérer afin de bénéficier notamment de la mise à disposition de personnel, de moyens matériels et immobilier, ainsi que de services adaptés à ses besoins dans les domaines susceptibles d'être.

Du point de vue financier en 2016, la SPL LRAD enregistre un chiffre d'affaires de 383 K€ (en baisse de -22,62% par rapport à 2015) ; le chiffre d'affaires se répartit à 96,6% pour les opérations confiées par la Région Occitanie et pour 3,4% pour les opérations confiées par Montpellier Méditerranée Métropole, contre une répartition respective de 81,2% et de 18,8% en 2015.

On note ainsi un total de produits de 391 K€ et un total de charges de 515 K€ en 2016 (en baisse de -2,55% par rapport à 2015).

La société enregistre donc pour son sixième exercice social un déficit de -123 774 €. Les capitaux propres s'élèvent à 179 K€ avec un capital social de 328 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL LRAD pour l'exercice 2016 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146860-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET**

**HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SOCIÉTÉ ANONYME  
D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE BRL - RAPPORT ANNUEL 2016 DE  
L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

Mme I. GIANIEL, Conseillère Métropolitaine, rapporte :

Par délibération n°12219 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Madame Isabelle GIANIEL pour la représenter à l'Assemblée Générale et à l'Assemblée Spéciale de la SAEML BRL.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Économie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Isabelle GIANIEL présente le compte rendu des activités de la société BRL au cours de l'exercice 2016.

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire à hauteur de 11 155 actions représentant 0,08% du capital et occupe un poste au sein de l'assemblée spéciale des actionnaires.

Depuis plus de cinquante ans, la société BRL participe au développement de l'Occitanie en fournissant l'eau nécessaire à ses projets. Dans sa mission d'aménageur régional, BRL intervient à la demande de la Région et des collectivités locales ou des acteurs économiques de l'Occitanie pour maîtriser ou gérer les ressources en eau, protéger ou valoriser le littoral, prévenir et lutter contre les inondations ou valoriser les zones rurales. En complément, BRL distribue en Occitanie chaque année plus de 100 millions de mètres cubes d'eau, à partir des ressources renouvelables et abondantes, grâce aux grands ouvrages hydrauliques exploités dans la région : canaux, barrages, stations de traitement d'eau potable.

Le capital s'élève aujourd'hui à hauteur de 29 588 779 €, soit 13 388 588 actions à 2,21 € chacune. La société est majoritairement détenue par la Région Occitanie à hauteur de 49,93% ; la société est présidée depuis le 31 mars 2016 par Monsieur Damien ALARY, représentant de la Région Occitanie, en remplacement de Madame Françoise BIGOTTE.

Pour l'année 2016, le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois : le 31 mars, le 23 juin, et le 24 novembre. L'Assemblée Générale Mixte d'approbation des comptes 2015 s'est tenue le 23 juin 2016.

L'année 2016 a été particulièrement intense et riche pour le Groupe BRL avec :

- Une évolution de la gouvernance du Groupe BRL suite aux élections régionales de décembre 2015.
- Une opération de réduction du nombre d'actionnaires a été engagée. La vente aux enchères organisée le 19 mai 2016 a permis de céder 6 571 actions en déshérence de 1 676 porteurs à la Caisse d'Épargne dont la part de détention du capital passe à 7,92%
- Finalisation des opérations du CNM.
- Travaux de mise en conformité sur la prise d'eau au Rhône.
- Programme Aqua Domitia sur la concertation entre la Région Occitanie et BRL.
- Avancement des investissements sur : Maillon Sud, Maillon Littoral Audois, Maillons Nord Gardiole et Biterrois, Extensions des périmètres hydroagricoles, Maillon Minervois et Modernisation et extension de la station de portabilisation de Puech de Labade.
- Extension du siège social dans les 1200m<sup>2</sup> des nouveaux locaux à mi-mars 2016.

Les perspectives d'avenir sont marquées par les orientations suivantes : La dernière année de la stratégie à cinq ans BRL HORIZON 2017, le lancement du nouveau projet stratégique BRL HORIZON 2020, le déploiement des scénarios sur BRL EN découlant de l'audit organisationnel et stratégique réalisé en 2016, la poursuite des travaux neufs sur le patrimoine du réseau hydraulique régional, les travaux de modernisation consacrés à la tranche 3 de la station de potabilisation de Puech de Labade (Aude), les travaux de maintenance de la concession régionale...

En 2016, le chiffre d'affaires de BRL maison mère est en légère hausse de +0,7% par rapport à 2015 et s'établit à 16,026 millions d'euros.



Le résultat d'exploitation de la société ressort en forte hausse pour s'afficher à hauteur de 1 561 K €. Le résultat net présente un bénéfice à hauteur de 1 665 K€ en baisse de -1 645 K€ par rapport à 2015. Cette baisse de bénéfice net est notamment dû au déficit financier de -271 K€ (-1 429 K€ par rapport à 2015) généré principalement par la provision sur titres de BRLLEN de -1 850K€. Le résultat exceptionnel s'affiche en baisse de -1 743 K€ à hauteur de 487 K€ du fait de l'absence de perception d'indemnité cette année.

Le chiffre d'affaires du groupe BRL consolidé apparaît en hausse de +5 M€ par rapport à 2015 et s'établit à 73,5 millions d'euros, soit à un niveau historiquement le plus élevé. Le résultat d'exploitation du groupe ressort à un niveau exceptionnel de 4 012 K€ contre 3 293 K€ en 2015. Le résultat net consolidé présente un bénéfice d'un montant de 1 661 K€ contre 3 874 K€ en 2015.

La contribution au résultat net consolidé par métier se répartit comme suit : Aménagement régional holding : -14 K€, Exploitation : 2 071 K€, Ingénierie : 149 K€, Espaces naturels : -604 K€, Activités sur Madagascar : 32 K€, Activités sur l'Algérie : 0 K€, et PREDICT : 25 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML BRL Montpellier pour l'exercice 2016;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146858-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SPL L'OR AMÉNAGEMENT -  
RAPPORT ANNUEL 2016 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. J.-P. RICO, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n° 12 223 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Jean-Pierre RICO pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale l'Or Aménagement.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Économie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Jean-Pierre RICO présente le rapport annuel 2016 de l'Administrateur de la Société Publique Locale l'Or Aménagement.

La société assure le rôle d'opérateur en aménagement, développement économique et touristique, gestion des services publics et de toutes activités d'intérêt général pour le compte de ses actionnaires. Au 31 décembre 2016, le capital social de la SPL L'Or Aménagement composé de 21 000 actions pour un montant de 320 143 €, est inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 3,57% du capital de la société. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or est actionnaire majoritaire à hauteur de 51% et la Commune de Mauguio à hauteur de 31,54%.

Montpellier Méditerranée Métropole est représentée par 1 poste sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

Par Assemblée Générale Extraordinaire du 5 décembre 2016, la Société Publique Locale d'Aménagement L'Or Aménagement s'est transformée en Société Publique Locale.

L'effectif de la société au 31 décembre 2016 est composé de 9 salariés dont 4 cadres.

Du point de vue de l'activité en 2016, les éléments ci-après sont à souligner :

Concernant les opérations d'aménagement, on note les concessions suivantes : la ZAC des Châtaigniers à Saint-Aunès pour un programme d'habitat diversifié de 485 logements ; la ZAC Lou Plan des Aires à Mudaison pour un programme d'environ 210 logements majoritairement individuels ; la ZAC Font de Mauguio pour environ 740 logements ; la ZAC Les Roselières à Valergues pour un programme d'environ 112 logements ; la ZAC Les Conques à Lansargues pour un programme d'environ 100 logements.

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage clôturées en 2016, on note les conduites d'opérations suivantes : la construction d'un groupe scolaire et l'extension du restaurant scolaire existant pour la commune de Candillargues (73 K€) ; le schéma directeur pour la commune de Mauguio (35 K€) ; le dialogue compétitif projet ville port pour la commune de La Grande Motte (34 K€) ; l'étude d'opportunité et de faisabilité relative au redéploiement de la zone technique pour la commune de La Grande Motte (30 K€) ; la réhabilitation de la capitainerie de Carnon pour la Commune de Mauguio-Carnon (21 K€) ; le projet d'extension de la ZAE Les Jasses à Valergues pour la Communauté de l'Agglomération du Pays de l'Or (8 K€).

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage dont l'activité s'est poursuivie après 2016, il est précisé les conduites d'opérations suivantes : la phase conception de la réhabilitation de l'école Prévert pour la commune de Mauguio (38 K€) ; la ZAC des portes de l'Aéroport pour la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or (781 K€) ; le schéma directeur stratégie de développement et plan d'actions pour la commune de Mauguio (31 K€) ; la conduite du dialogue compétitif projet ville port pour la commune de La Grande Motte (50 K€) ; l'analyse contrat d'amodiation et coordination du projet d'extension et requalification avec la révision des documents d'urbanisme pour la commune de La Grande Motte (13 K€) ; le réaménagement du canal du port de Carnon pour la commune de Mauguio-Carnon (17 K€) ; le projet du ZAE « La Providence » et extension de la zone économique de l'aérodrome de Candillargues pour la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or (16 K€).

Les perspectives d'évolution en 2017 portent notamment sur le projet d'études pour l'aménagement des berges du canal de Pérols pour Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant de 30 K€ ; la poursuite des opérations de concession ; le schéma directeur de Mauguio qui va rentrer dans une phase opérationnelle ; le projet ville port qui devrait s'inscrire dans les projets phares du plan littoral 21 ; la ZAC des portes de l'aéroport qui devrait rentrer dans des phases pré opérationnelles et également des perspectives liées au passage en SPL avec une possibilité de DSP pour la gestion du port de Carnon.

Du point de vue financier, la SPL L'Or Aménagement enregistre, pour 2016, un chiffre d'affaires hors taxe de 6 407 K€ (contre 558 K€ en 2015) et un résultat net bénéficiaire à hauteur de 35 K€ (contre -5 K€ en 2015). Il est à noter que les traités de concession n'ont aucun impact sur le résultat (5 619 K€ en produits et en charges).

L'ensemble des produits est issu des différentes opérations de concession pour 605 K€ (dont essentiellement les opérations des ZAC des Châtaigniers, Lou Plan des Aires, Font de Mauguio et les Roselières), des différentes études menées en 2016 pour 182 K€, mais surtout de la signature des premiers actes sur les opérations en concession Châtaigniers et Lou Plan des Aires pour un total de 5 619 K€.

Les capitaux propres s'établissent à 1 353 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société l'Or Aménagement pour l'exercice 2016;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146859-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAoul, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET**

## **HORS COMMISSION – ARTICLE L.5211-10 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS PERMANENTES - MODIFICATION - AUTORISATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
- 2° De l'approbation du compte administratif ;
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L.1612-15 ;
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Afin de permettre que les procédures administratives puissent être le plus fluide possible, il est proposé de rajouter les points suivants :

- 4.6 dans la rubrique Commande Publique, afin de permettre l'autorisation de signer des conventions avec l'UGAP,
- 5.5 dans la rubrique Personnel – Elus, afin de permettre l'octroi de la protection fonctionnelle pour les fonctionnaires et pour les élus.

L'ensemble des autres délégations permanentes demeure inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

### **1. Patrimoine et domanialité :**

**1.1** arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;

**1.2** autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

**1.3** décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 € ;

**1.4** décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;

**1.5** autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les

conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention

**1.6** autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;

**1.7** approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;

**1.8** accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;

**1.9** fixer, dans les limites déterminées par le Conseil de Métropole, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Métropole qui n'ont pas un caractère fiscal ;

**1.10** agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;

**1.11** autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

**1.12** autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions.

**1.13** autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale.

**1.14** déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R.141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain.

## **2. Urbanisme**

**2.1** autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme;

**2.2** autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

**2.3** autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole.

**2.4** autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

**2.5** prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme.

## **3. Finances**

**3.1** procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Métropole, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; Procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

**3.2** créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

**3.3** autoriser la modification temporaire des tarifs d'accès aux différents établissements et services de Montpellier Méditerranée Métropole, ou la création de tarifs spécifiques, pour une durée n'excédant pas trois mois ;

**3.4** autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;

**3.5** autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

#### **4. Commande publique**

**4.1** prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

*Pour les marchés de moins de 25 000 € HT, la signature du contrat par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision d'attribution.*

**4.2** fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**4.3** prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5000 € HT par étude ;



**4.4** approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**4.5** autoriser la passation de convention de délégation de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans le cadre de l'exercice de la compétence « service public de défense extérieure contre l'incendie » ;

**4.6 autoriser la passation de convention avec l'UGAP.**

## **5. Personnel – élus**

**5.1** adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

**5.2** adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

**5.3** adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

**5.4** autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole ;

**5.5 accorder la protection fonctionnelle aux agents et élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et des articles L 2123-34, L2123-35, L 5217-7 et L 5215-16 du Code général des collectivités territoriales.**

## **6. Contentieux**

**6.1** intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

**6.2** régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

**6.3** indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable.

**6.4** autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €.

*En dessous de ce montant, la signature de l'acceptation des indemnités par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.*

## **7. Divers**

**7.1** autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**7.2** adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

**7.3** autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement.

**7.4** prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion

de réseaux publics , relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l' élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des délégations permanentes accordées par le Conseil au Président telle que définie ci-dessus,
- déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés,
- dire que le Président pourra déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales, la signature de ces décisions et des actes subséquents à ces décisions,
- dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145800-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,  
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION  
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU  
VOYAGE**



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**COHÉSION SOCIALE – CONTRAT DE VILLE - ATTRIBUTION COMPLÉMENTAIRE DE SUBVENTIONS POUR L'ANNÉE 2017 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les Conseils de Métropole du 17 mai et du 28 juin derniers ont voté l'attribution de subventions à des associations ayant déposé des demandes de subventions dans le cadre du Contrat de ville 2015-2020 et ce, au titre de l'année 2017, pour un montant global de 234 800 € (199 800 € le 17 mai et 35 000 € le 28 juin), correspondant à 83 dossiers (73 le 17 mai et 10 le 28 juin).

Les projets soutenus par la Métropole, en cohérence avec la Ville de Montpellier, s'inscrivent dans les fiches opérationnelles du Contrat de ville et plus précisément dans les thèmes suivants :

- L'insertion et le développement de l'emploi,
- La maîtrise de la langue française dans un objectif de socialisation, d'accès à l'emploi et aux droits,
- L'accompagnement au logement,
- Le développement d'actions à visée de développement durable (jardins partagés...),
- L'accès à la culture,
- La jeunesse.

A l'issue d'une instruction complémentaire, s'agissant notamment de projets pour lesquels il était attendu des précisions de la part des porteurs, il est proposé de soutenir financièrement 3 projets qui s'inscrivent dans les orientations du Contrat de ville, pour un montant total de 24 500 euros.

Les propositions de financement par la Métropole sont les suivantes :

- 20 500 euros pour les actions relatives au pilier Développement Economique et Emploi (DDEE),
- 17 500 euros pour l'action « Commissions d'insertion » proposée par la MLJ3M.

Les commissions d'insertion visent à coordonner et mettre en synergie une pluralité d'acteurs de terrain intervenant auprès de jeunes des quartiers prioritaires rencontrant des freins à l'insertion.

L'objectif est d'inscrire les jeunes dans un véritable parcours d'insertion durable et coordonné.

Il existe trois commissions d'insertion : Mosson (Paillade et Hauts de Massane) ; Cévennes (Petit Bard - Pergola, Cévennes, Celleneuve) ; Croix d'argent (Figuerolles, Gély, Lemasson, Près d'Arènes, Pas du Loup/Val de Croze).

La MLJ3M propose d'en animer une quatrième couvrant les quartiers prioritaires d'Aiguelongue, Vert-bois et Pompignane.

- **3 000 euros pour l'action « Passerelle - GPEC sectorialisée » proposée par la CPME Occitanie.**

Cette action vise à rapprocher les besoins de main d'œuvre des entreprises du territoire montpelliérain avec les compétences des habitants des quartiers prioritaires en mobilisant ou adaptant le cas échéant l'outil de formation.

- **4 000 euros pour une action relative au pilier Cohésion sociale (Service Politique de la Ville) :**

- **4 000 euros pour l'action « Lutte contre les inégalités socio-éducatives et sécurisation des parcours » proposée par l'AFEV.**

L'AFEV, association nationale, est implantée dans la plupart des grandes villes et métropoles afin de proposer une approche intégrée autour des questions relatives à la lutte contre les inégalités sociales et scolaires. Pour ce faire, le projet s'appuie sur un triptyque enfant – famille – étudiant bénévole qui s'exprime dans différents espaces temps, à savoir le domicile familial, l'établissement scolaire et le quartier notamment, et sur un dispositif d'accompagnement individualisé (AI) d'une trentaine d'enfants. Le projet présenté comporte deux axes complémentaires : l'accompagnement vers la lecture

(accompagnement individuel hebdomadaire d'enfants scolarisés en grande section maternelle et en CP, par des étudiants bénévoles, mobilisés, formés et encadrés par l'AFEV) et les Ambassadeurs du Livre (volontaires du service civique qui ont pour mission de participer à la préparation et à la mise en œuvre de temps collectifs dédiés à la lecture, au développement du langage et de l'expression orale, écrite, culturelle et artistique d'enfants scolarisés prioritairement en CP et CE1 (4 écoles sur les nouveaux QPV).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- Décider de l'octroi des subventions, telles que décrites ci-dessus ;
- Dire que les crédits sont inscrits aux chapitres 935 et 936 du budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Dire que les subventions sont versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- Autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme C. DARDE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. C. MEUNIER, M. G. PASTOR, M. J.-P. RICO, Mme I. TOUZARD.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146249-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET**

## COHÉSION SOCIALE – AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - RÈGLEMENT INTÉRIEUR

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

A ce titre, elle se doit de répondre aux obligations définies par le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage pour la période 2011-2017 sur son territoire.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole gère en direct l'aire d'accueil de Bionne située sur la Commune de Montpellier et, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'aire d'accueil située sur la Commune de Castelnau-le-Lez.

Pour la bonne gestion de ces équipements, il est nécessaire d'instaurer un règlement intérieur commun métropolitain, qui définit les obligations et interdictions, qu'engendre l'utilisation de ces deux aires d'accueil, ainsi que la tarification applicable aire par aire suivant le niveau de services mis à la disposition des gens du voyage.

Dans un objectif d'harmonisation à l'échelle de la Métropole, la rédaction du règlement intérieur proposé est transposable à l'ensemble des aires d'accueil à réaliser sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour répondre aux obligations définies par le schéma départemental, permettant ainsi un fonctionnement identique notamment en termes de durée de séjour.

Il est également nécessaire de fixer la tarification applicable sur l'aire Bionne située sur la commune de Montpellier, ainsi que la tarification applicable sur l'aire de Castelnau-le-Lez qui repose sur une redevance journalière forfaitaire pour l'aire de Bionne compte tenu d'équipements collectifs, et sur un prépaiement avec facturation au réel consommé pour l'aire de Castelnau-le-Lez du fait d'équipements individualisés, tel que détaillés en annexes du règlement intérieur, ainsi que sur une caution qui ne sera rendue qu'en fin de séjour, selon l'état des lieux contradictoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Règlement Intérieur des aires d'accueil des gens du voyage de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver la tarification applicable sur l'aire de Bionne et sur l'aire de Castelnau-le-Lez ;
- autoriser le Président à signer le Règlement Intérieur des aires d'accueil ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145669-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



## CULTURE



**SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET**

## CULTURE – AFFECTATION DE SUBVENTIONS - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les orientations de sa politique culturelle font de Montpellier Méditerranée Métropole un acteur fort du développement et du soutien de l'action culturelle sur son territoire. A ce titre, un fonds spécial culture a été créé pour soutenir sur des montants limités des actions culturelles ponctuelles organisées sur le territoire métropolitain, dont l'objet et le rayonnement entrent dans le champ de la politique culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce fonds vise notamment à permettre à des associations modestes de bénéficier ponctuellement d'aides de la Métropole afin d'aider à la réalisation de projets culturels visant à enrichir l'offre culturelle et à diversifier les publics.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

1/ Affectation d'une subvention de 2 000 € à l'association « Osadoc » : Osadoc est une association développant un projet d'éducation à la pratique musicale en orchestre symphonique amateur. Dans ce cadre, elle permet aux musiciens amateurs, jeunes et adultes, de jouer au sein d'un orchestre symphonique de qualité encadré par des professionnels et de développer leurs compétences en mettant en avant des compositeurs régionaux contemporains. Compte tenu de son rayonnement et de la qualité de ses actions, il est proposé de soutenir cette association à hauteur de 2 000 € pour l'année 2017.

2/ Affectation d'une subvention de 2 000 € à l'association « Collectif Koa » : cette association développe des actions diversifiées autour du jazz et des musiques improvisées (créations, diffusion, politique de la Ville, festival de jazz). Son action s'inscrit dans une logique d'irrigation métropolitaine et de rayonnement. Dans cette perspective, il est proposé de soutenir ces projets par une subvention de Montpellier Méditerranée Métropole de 2 000 € pour l'année 2017.

3/ Affectation d'une subvention de 1 000 € à l'association « Couleurs cubaines » : cette association développe un projet autour de la promotion de la musique cubaine, la rumba, la timba, la salsa... Elle organise dans ce cadre, depuis 8 années, une manifestation intitulée « Cuba fait sa fête », qui attire de nombreux danseurs de danses cubaines du territoire métropolitain et même au-delà. En soutien à la 9<sup>ème</sup> édition de cette manifestation qui se déroulera le 13 juillet 2017 à Saint-Brès, il est proposé d'affecter une subvention de 1 000 €.

4/ Affectation d'une subvention de 1 000 € à l'association ZIGZAGS - Arbatz et Cie: cette association promeut la poésie sous toutes ses formes. Elle a répondu à l'appel à projet de la Comédie du Livre pour proposer la réalisation avec les collégiens d'une classe de seconde du Collège international Jules Guesde la réalisation d'une émission radiophonique de deux heures en hommage à Yannis Ritsos. Cette émission entre dans le cadre de l'émission régulière et vagabonde "Le roman des poètes" que la Compagnie Zigzags (Michel Arbatz) réalise depuis neuf ans avec la Brigade d'interventions poétiques (BIP) et des collaborateurs occasionnels (diffusion Radio Campus Montpellier, Radio Aviva, Radio Pays d'Hérault, Radio Lengadoc et Radio Aligre). Il est proposé de lui affecter une subvention de 1 000 € pour l'année 2017.

5/Affectation d'une subvention de 1 000 € à l'Association « Ensemble Vocal Claire Garonne » : Cette association développe un projet de diffusion de concerts a capella dans plusieurs communes de la métropole « Les heures musicales du temps de Noël ». Cette action s'inscrit dans une logique d'irrigation métropolitaine et de rayonnement. Il est proposé de soutenir ce projet par une subvention de Montpellier Méditerranée Métropole de 1 000 € pour l'année 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de subventions aux associations susmentionnées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions de partenariat découlant de ces affectations ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146339-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET**

**CULTURE – MÉDIATHÈQUES - PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DÉPLACEMENT À L'ÉTRANGER DANS LE CADRE DU PRÊT DE L'EXPOSITION "LÉO MALET REVIENT AU BERCAIL" À LA BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE D'HEIDELBERG - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Considérée comme la plus grande manifestation mondiale dans le domaine du livre et de la lecture, la Frankfurter Buchmesse, Foire du livre de Francfort, rassemble chaque année plus de 7 000 exposants et 300 000 visiteurs. Rendez-vous incontournable pour les professionnels du secteur et les amateurs de littérature, elle se tiendra cette année du 11 au 15 octobre et aura pour pays invité d'honneur la France.

A cette occasion, la Ville d'Heidelberg, située à 80 kilomètres de Francfort, a sollicité auprès de la médiathèque centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole le prêt de l'exposition sur panneaux « *Léo Malet revient au bercail* ». Présentée du 10 octobre 2006 au 29 décembre 2006, une exposition patrimoniale avait été organisée à l'occasion de la donation par Jacques Malet, fils de l'écrivain et légataire de son œuvre, d'un fonds documentaire d'une grande richesse regroupant près de 4 000 pièces lui ayant appartenu, et avait rencontré un franc succès auprès du public montpelliérain. En 2007, une exposition itinérante sur panneaux retraçant la vie et l'œuvre de l'écrivain avait prolongé cette exposition patrimoniale.

Sa présentation en Allemagne est une opportunité unique de mettre en valeur les fonds patrimoniaux conservés à la médiathèque E. Zola et participera du rayonnement à l'étranger des établissements culturels de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Ville d'Heidelberg a par ailleurs invité M. Gilles Gudin de Vallerin, Directeur des médiathèques et du livre de Montpellier Méditerranée Métropole, et commissaire de l'exposition, à donner une conférence sur le créateur du célèbre détective Nestor Burma. Elle prendra à ce titre en charge ses frais d'hébergement et de restauration sur place.

Compte tenu de l'importance de cet événement et de son envergure internationale, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole prenne quant à elle en charge les frais de déplacement et de mission nécessaires à la tenue de cette conférence, à hauteur d'une dépense maximale de 500 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser M. Gilles Gudin de Vallerin, Directeur des médiathèques et du livre, à effectuer ce déplacement à l'étranger du 5 au 8 octobre 2017,
- autoriser la prise en charge sur la base des frais réels du déplacement et de la mission de M. Gilles Gudin de Vallerin, à concurrence d'une dépense maximale de 500 € TTC,
- dire que les crédits afférents sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145219-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAQUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET**

**CULTURE – TOTAL FESTUM 2017 – SOUTIEN À LA CULTURE OCCITANE  
- AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS DE PARTENARIATS -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Afin de soutenir sur son territoire les projets artistiques mettant en valeur la culture occitane, Montpellier Méditerranée Métropole s'associe à la onzième édition de la manifestation Total Festum, organisée par la Région Occitanie- Pyrénées Méditerranée et se déroulant dans plus de 130 communes du territoire régional.

Les aides financières attribuées par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation de manifestations, dans le cadre de ce Festival, aux différentes structures organisatrices, tiennent compte des critères d'exigences envers notamment la promotion de la langue occitane soutenue par la Région Occitanie - Pyrénées Méditerranée, mais également de l'intérêt culturel pour la collectivité à défendre sur son propre territoire les initiatives valorisant et promouvant ce patrimoine immatériel.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole soutient l'organisation d'une manifestation valorisant la culture occitane sur le territoire de la commune de Montaud, dans le cadre du Festival Total Festum, à hauteur de 1000 €.

Cette aide sera formalisée par une convention financière conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montaud.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation de la subvention susmentionnée;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Primitif 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1144823-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. RÉVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET**

## CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ÉCOLE DU LOUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

L'Ecole du Louvre, située à Paris au sein du Palais du Louvre, est un établissement d'enseignement supérieur dispensant des cours en histoire des arts et civilisations. Dans le cadre de ses missions de diffusion culturelle auprès d'un public le plus large possible, cette école organise également des cours dans les principales régions de France, en partenariat avec les musées locaux et leurs collectivités de rattachement.

Le musée Fabre présente de riches collections de peintures, sculptures et art graphiques qui offrent au public un large panorama de l'art en Europe entre le XVe et XXIe siècle, et sa programmation d'expositions temporaires vient compléter et approfondir des aspects précis de ce fonds.

Les précédents cycles de cours de l'Ecole du Louvre au musée Fabre ont connu un franc succès auprès du public. Pour la saison 2016-2017, 11 conférences ont rassemblé 608 personnes autour des deux cycles qui étaient proposés sur « *De marbre, de bronze... la chair de la sculpture* » et « *La peinture de Francis Bacon : aussi vivante que la vie même* ».

Face aux attentes des visiteurs pour mieux appréhender les expositions temporaires, un nouveau programme de cours a été élaboré avec l'Ecole du Louvre. Il s'inscrit dans le cadre d'une convention qui fixe les obligations de chacun des partenaires, ainsi que les tarifs d'abonnements pour chaque cycle, établis comme suit pour la saison 2017-2018:

- **Cycle « Aux temps de Picasso »** composé de 8 séances, d'une durée d'une heure trente chacune. Il se déroulera les mardis, du 27 mars au 12 juin 2018, à la salle Rabelais, de 18h00 à 19h30.
  - Plein tarif : 68 euros
  - Tarif réduit : 40.80 euros
  - Tarif formation continue : 84 euros

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole prend en charge dans le cadre de cette convention :

- la réservation de la salle Rabelais mise à la disposition de l'Ecole du Louvre,
  - l'édition et la diffusion des programmes au niveau régional,
  - les frais d'hébergement et de restauration des intervenants,
- pour un montant prévisionnel de 2 500 €.

L'Ecole du Louvre prend en charge :

- la rémunération et les frais de déplacements des intervenants,
- la conception et le contrôle du contenu scientifique ainsi que la publicité au niveau national, la gestion des inscriptions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Ecole du Louvre,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susvisée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14816

Certifié Exécutoire  
Publié le : 02/08/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 02/08/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170726-lmc1145964-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

## **CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE MÉCÉNAT AVEC LA SOCIÉTÉ MAZEDIA - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, accueillant près de 300 000 visiteurs par an, souhaite valoriser ses collections permanentes dans le cadre d'une politique de médiation numérique visant à attirer et fidéliser un large public. Il souhaite réaliser un dispositif multimédia de Réalité Augmentée présentant certaines œuvres des collections permanentes. Ce dispositif permettra à l'utilisateur de pénétrer dans l'univers d'un collectionneur, au travers d'un cheminement immersif présenté sur écran, à partir d'une dizaine d'œuvres servant de "porte d'entrée" à la découverte des collections du musée. L'immersion sera développée à partir d'un détail de l'œuvre : motif, effet de composition ou de lumière.

Dans ce cadre, le musée Fabre a souhaité s'entourer de professionnels et acteurs du numérique au rayonnement national. Ainsi, il a développé un programme de prospection en direction des mécènes du secteur numérique. Cette proposition de mécénat a reçu un accueil favorable de la part de la société Mazedia, entreprise nantaise spécialisée dans le secteur de la programmation multimédia.

La société Mazedia, première société de production de programmes multimédia pour le secteur culturel en France, pionnière des technologies tactiles et des parcours de visite immersifs audio mobiles, a souhaité apporter son soutien au projet du musée Fabre. La société a déjà soutenu le musée en tant que mécène en 2013 dans le cadre de l'exposition « Signac, les couleurs de l'eau » avec la réalisation de deux applications numériques téléchargeables gratuitement.

La société Mazedia interviendra sous forme d'un mécénat de compétence d'une valeur de 20 020,08 € pour la réalisation d'un dispositif de promenade immersive dans les collections. Cette action de mécénat s'effectue dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie aux plans administratif et financier.

La société Mazedia s'engage à :

- mettre à disposition du musée Fabre ses équipes et les moyens techniques nécessaires à la réalisation du dispositif dans un délai maximum d'un an à compter de la signature de la convention,
- communiquer sur son mécénat, pendant la durée de la présente convention et en dehors de toute opération commerciale et publicitaire, dans tous ses documents internes et externes.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- autoriser la société Mazedia communiquer sur son mécénat dans tous ses documents internes et externes. A cet effet, Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société Mazedia à reproduire et à utiliser le nom et le logotype « Musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole »,
- octroyer des contreparties sous forme de prestations disponibles dans la grille tarifaire du musée Fabre, dans la limite de 25% du mécénat, pendant une durée d'un an à compter de la date de signature de la présente convention,
- citer le mécène dans ses documents de communication relatifs au mécénat (site internet, programme semestriel),
- délivrer un reçu fiscal au titre du présent don, conformément à l'article 238 bis du Code Général des Impôts, modifié par la loi du 1er août 2003.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de mécénat avec la société Mazedia,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de mécénat avec la société Mazedia, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14817

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146392-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA FACULTÉ D'ÉDUCATION DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n° 10415 du Conseil du 29 septembre 2011, un partenariat entre le musée Fabre et l'IUFM (Institut Universitaire de Formation des Maîtres) a été mis en place en vue d'une part d'accompagner les médiateurs du musée dans leur approche des collections pour les différents niveaux scolaires, d'autre part permettre aux élèves de l'IUFM, futurs enseignants destinés à conduire leur classe au musée, d'être des enseignants mettant l'éducation artistique et culturelle au coeur de leur pratique professionnelle.

Le bilan des actions est très positif. Plus de 500 étudiants enseignants ont bénéficié de visites guidées et participé à la réalisation de dossiers pédagogiques pour les grandes expositions telles que Signac, Viallat, l'Art et la Matière...etc. Ces documents sont venus enrichir le site Internet du musée Fabre et sont en libre accès pour les enseignants.

Cette convention étant arrivée à échéance et devant la richesse des interactions déployées durant ce partenariat, il est important pour la Faculté d'Education de l'Université de Montpellier (ex IUFM) tout comme pour le musée Fabre de reconduire ce partenariat.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole accueille chaque année environ 40 000 élèves de la maternelle au lycée. La Faculté d'Education (FDE) compte 2500 futurs enseignants et mène une forte politique en faveur de la médiation culturelle qu'elle développe grâce à son Centre Culturel Universitaire.

Afin de pérenniser les actions entre le musée Fabre et la FDE et de développer de nouveaux projets pour un meilleur accès des élèves à l'Education Artistique et Culturelle, une nouvelle convention fixant les engagements de chacun est donc établie.

Dans le cadre de cette convention, le musée Fabre s'engage à :

- offrir des visites guidées ayant pour objectif de sensibiliser les enseignants et futurs enseignants de la FDE dans la limite de 15 visites gratuites par an pour les collections permanentes et de 5 visites gratuites par an pour les expositions temporaires,
- mettre à disposition gratuitement l'auditorium dans le cadre de l'organisation de journées de formation, colloques et conférences dispensés par les enseignants de la FDE, et en rapport avec les missions ou projets du musée, à hauteur de 5 journées ou 10 demi-journées par an maximum,
- relayer et valoriser le partenariat par des actions de communication.

Dans le même temps, la FDE, s'engage à :

- sensibiliser les étudiants enseignants et étudiants stagiaires des Master MEEF aux différents rôles et fonctions du musée (conservation et restauration, mise en valeur des œuvres, médiation autour des œuvres et des collections),
- encourager les projets en partenariat avec le musée,
- collaborer avec le service des publics du musée pour l'élaboration de nouveaux outils pédagogiques,
- participer chaque année à la Nuit des Musées,
- signaler la collaboration du musée Fabre pour les outils établis en commun,
- souscrire un abonnement annuel de trente euros sur le modèle réservé aux établissements scolaires.

La convention est établie pour une durée d'un an renouvelable tacitement quatre fois.



En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec la Faculté d'Éducation de l'Université de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat avec la Faculté d'Éducation de l'Université de Montpellier, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146129-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s) :

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES -  
CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE LABORATOIRE « ARCHÉOLOGIE DES  
SOCIÉTÉS MÉDITERRANÉENNES » (CNRS/UM3/DRAC OCCITANIE) ET LE MUSÉE  
HENRI PRADES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades et l'Unité Mixte de Recherche « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes » (CNRS/UM3/Drac Occitanie) souhaitent institutionnaliser et pérenniser leur collaboration scientifique ainsi que mettre en commun leurs compétences scientifiques au regard de leurs axes respectifs de recherche archéologique régionale, nationale et internationale. Dans ce cadre, il convient de mettre en place une convention de partenariat définissant les modalités de coopérations.

Les deux institutions partageront leurs ressources documentaires ainsi que leurs outils méthodologiques. Ils échangeront leurs connaissances en vue de proposer des expositions, des productions scientifiques, des productions destinées au grand public, des colloques, des conférences ou toutes autres actions de valorisation du patrimoine archéologique à quelque échelle que ce soit.

Dans le cadre de cette collaboration, l'accès aux locaux du musée Henri Prades sera facilité, dans le respect des normes de sécurité et de conservation préventive, ainsi que l'accès au fonds documentaire du laboratoire « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et le laboratoire « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes » (CNRS/UM3/Drac Occitanie) ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention de partenariat entre le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et le laboratoire « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes » (CNRS/UM3/Drac Occitanie), ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 02/08/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 02/08/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170726-lmc1145599-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE COLLABORATION POUR LES CYCLES DE CONFÉRENCES DES « MERCREDIS DE L'ANTIQUITÉ » - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de la convention initiale, l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, la COMUE LRU (ancienne PRES Sud de France), le musée Fabre et le musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole, organisent depuis plusieurs années un cycle annuel de conférences autour de l'Antiquité et à destination du public le plus large possible.

Toutes les conférences (entre 9 et 11 conférences par cycle) sont organisées dans l'auditorium du musée Fabre. Le musée Fabre et le musée Henri Prades prennent en charge respectivement l'organisation d'une conférence.

Cette convention étant arrivée à échéance, il convient d'établir un avenant afin de modifier sa durée pour la prolonger pour un cycle supplémentaire, soit jusqu'en septembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n° 1 à la convention de collaboration pour les cycles de conférences des « Mercredis de l'Antiquité » entre l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, la COMUE LRU, le musée Fabre et le musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant n° 1 à la convention de collaboration pour les cycles de conférences des « Mercredis de l'Antiquité », ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145779-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET**

**CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL (CRR) DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET L'UNIVERSITÉ DE LETTRES ET SCIENCES HUMAINES PAUL VALÉRY DE MONTPELLIER - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conservatoire à rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR) a obtenu le renouvellement de son label de Conservatoire à Rayonnement Régional en 2016 et son classement au sein du réseau national des établissements d'enseignements public de la musique, de la danse, de l'art dramatique par le ministère de la Culture et de la Communication.

Les missions du CRR, qui sont d'offrir un enseignement d'excellence, des formations d'excellence à des étudiants en voie de professionnalisation, de constituer un pôle ressource, d'élargir l'aire de rayonnement pour ces formations et constituer la base d'un enseignement supérieur ainsi que de participer à la construction de la personnalité de l'enfant, font apparaître la nécessité de poursuivre et de renforcer ses partenariats avec des structures d'enseignement supérieur.

A ce titre, le CRR et l'Université Paul Valéry-UPV-de Montpellier souhaitent conclure un partenariat pédagogique, dont l'objectif est de permettre aux étudiants inscrits, à la fois au CRR et à l'UPV, en licence mention Musique/Musicologie, parcours Musicologie/Enseignement musical d'établir des équivalences entre des enseignements reçus dans chacun des deux établissements. Ceci afin de limiter les doublons pédagogiques et favoriser l'attractivité et la cohérence des cursus proposés.

Il est prévu que ce partenariat pédagogique prenne effet à compter de la rentrée universitaire 2017/2018, pour la durée de l'accréditation du diplôme de licence mention Musique-Musicologie, parcours Musicologie-Enseignement musical.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec l'Université de Lettres et de Sciences Humaines Paul Valéry de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. T. BREYSSE, Mme M. CASSAR, Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme J. GALABRUN-BOULBES, M. J.-M. LUSSERT, M. A. MOYNIER, M. G. PASTOR.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145619-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET



**CULTURE – PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC AXA FRANCE, MMA, SMABTP ET QUALICONSULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Selon l'acte d'engagement du 22 novembre 2000, Montpellier Méditerranée Métropole a passé un marché public de maîtrise d'œuvre pour l'extension du Conservatoire National de Région, avec notamment le bureau d'études structures, BEST MELCHERS.

Seize lots ont été attribués, dont le lot n°2 « charpente, bois et couverture », par acte d'engagement du 10 août 2001, à la SARL LES TOITURES D'AUJOURD'HUI.

Par ailleurs, a également participé à l'acte de construction, le bureau de contrôle QUALICONSULT. Les opérations de réception ont été réalisées sans réserve le 28 août 2003 s'agissant du lot n°2, puis le 27 octobre 2003 concernant le lot n°1.

A partir de 2008, des anomalies ont été constatées sur la charpente de la Maison Louis Juvet (ENSAD) et des travaux de reprises ont été entrepris par la société STRUCTURE BOIS COUVERTURE.

En janvier 2012, le maître d'ouvrage décide de convoquer à une expertise amiable tous les participants à l'acte de construction susmentionnés, dans le but de déterminer les causes et origines des dommages, de constater leur ampleur, et de trouver un accord sur les mesures à prescrire pour d'une part circonscrire le sinistre, et d'autre part réparer les désordres.

L'expertise amiable étant restée infructueuse, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'assigner en référé expertise tous les intervenants suscités, ainsi que leurs assureurs respectifs, en vue que soient constatées de manière contradictoire l'ampleur et les causes du désordre.

Suivant ordonnance RB n°13/31295, M Fabrice OGER était désigné en sa qualité d'expert et sa mission étendue, suivant ordonnance RG n°14/30505.

Il a déposé, le 17 novembre 2014, un rapport complet, base d'un mémoire introductif devant le Tribunal Administratif, diligenter par Montpellier Méditerranée Métropole à l'encontre des locataires d'ouvrage, et d'une assignation devant le Tribunal de Grande Instance, à l'encontre de leurs assureurs. Au regard du rapport d'expertise très étayé et des frais exposés par Montpellier Méditerranée Métropole, il apparaît qu'une issue transactionnelle reste favorable.

Les parties ont ensuite convenu de transiger à hauteur de 36 372€ au principal et de 11 139,31€ pour les dépens conformément au rapport de l'expert.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole transactionnel avec AXA France, MMA, SMABTP et QUALICONSULT,
- dire que les recettes sont inscrites au budget principal, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire et notamment le protocole transactionnel.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1138336-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,  
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CRÉATION D'UN NOUVEAU SITE POUR LA PRODUCTION DE SERVICES INFORMATIQUES DE LA SOCIÉTÉ COMPUTACENTER  
- AVENANT À LA CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION  
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

COMPUTACENTER est une SSII (société de services en ingénierie informatique) créée au Royaume-Uni en 1981. Son métier est d'assurer le conseil, l'implémentation et la gestion des services et solutions d'infrastructures informatiques durant leur cycle de vie, pour les entreprises publiques et privées, nationales et internationales.

En 2015, dans le cadre de sa politique d'investissement, la société choisit Pérols pour créer un Centre de Services Partagés. Elle annonce un potentiel de 270 emplois sur 3 ans.

L'enjeu pour le territoire était triple :

- Revitalisation du territoire, après les divers plans sociaux ayant affecté de grands comptes locaux (SANOFI, BAUSCH&LOMB, IBM). Contrepoids à l'impact négatif en termes de communication/image. Preuve de l'attractivité du territoire.
- Emplois directs : gros potentiel de création d'emploi (270 emplois minimum et plus si le site démontre une forte compétitivité).
- Structuration du territoire : ressource potentielle pour des partenariats avec les start-up (en particulier du BIC) et des accords de sous-traitances avec les TPE/PME locales.

Pour soutenir ce projet, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la société Computacenter une subvention de 250 000 € lors du Conseil Métropolitain du 28 avril 2015.

L'assiette retenue, de 21,7 M€ HT, correspond au coût salarial sur 2 ans pour la création des 270 emplois CDI à effectuer d'ici le 31/7/2017.

Plusieurs facteurs ont freiné le démarrage du projet. L'entreprise cite en particulier la livraison tardive du bâtiment accueillant le centre de services. La campagne de recrutement s'en est trouvée décalée dans le temps.

A fin mars 2017, soit à un mois de l'échéance de la convention, 180 emplois ont été pourvus. L'objectif d'un recrutement à hauteur de 270 comme prévu dans la convention initiale reste confirmé à terme.

De ce fait, la société Computacenter sollicite par un courrier en date du 10 avril Montpellier Méditerranée Métropole pour une prolongation de la durée de sa convention jusqu'au 31 juillet 2019. Sur cette base, il est proposé au vote du Conseil un projet d'avenant à cette convention portant le report de la date d'échéance de la convention initialement fixé au 31 juillet 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Computacenter,
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole ou à défaut Madame la Vice-Présidente, déléguée au Développement économique et attractivité, à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (3 abstentions).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145533-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF SA LA MÉTROPOLITAINE DE SERVICES - SUBVENTION - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences Insertion par l'économique, Politique de la ville et Développement économique en lieu et place des communes membres, en partenariat avec l'Union Européenne, l'Etat et les collectivités départementale et régionale.

De surcroît, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé avec l'État le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion qui s'est construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2020.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir des projets visant à renforcer l'offre d'insertion par l'activité économique, faciliter et organiser des parcours d'insertion vers l'emploi, en particulier pour les habitants des Quartiers de la Politique de la Ville.

La Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) « La Métropolitaine de Services » se fixe pour finalité d'apporter de l'emploi aux habitants des douze Quartiers de la Politique de la Ville en situation d'exclusion professionnelle, en leur offrant la possibilité de découvrir et se professionnaliser à des métiers porteurs d'emplois (multi services, environnement, propreté et médiation), vecteurs d'une insertion durable.

Le plan d'actions 2017 porte entre autres sur :

- le lancement de l'activité de la Métropolitaine de Services,
- le recrutement de personnel sélectionné parmi un public jeune et adulte du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole éligible à l'insertion par l'activité économique (IAE), habitant prioritairement un des douze Quartiers Prioritaires de la Ville et motivé par la découverte des métiers des secteurs et services de la SCIC : Multiservices du bâtiment, Environnement, Propreté et Médiation,
- l'organisation d'un partenariat autour du recrutement qui sera effectué par la SCIC La Métropolitaine de Services en collaboration avec la Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole, Pôle emploi ainsi que tous prescripteurs et l'Unité Emploi et Insertion de Montpellier Méditerranée Métropole,
- l'initiation des salariés recrutés aux différents postes et tâches d'un des secteurs couverts par les services et activités de la SCIC.

Le projet de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) « La Métropolitaine de Services » s'inscrit donc pleinement dans les objectifs des politiques publiques de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de Politique de la Ville, d'Insertion par l'économique et de Développement économique.

Montpellier Méditerranée Métropole propose d'accorder son soutien à cette action, au titre de l'exercice 2017, par une subvention d'investissement d'un montant de 20 000 € sur un budget total de 185 885 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder une subvention d'investissement de 20 000 euros à La Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) « La Métropolitaine de Services » au titre de l'exercice 2017,
- approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et La Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) « La Métropolitaine de Services » ,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14804

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146437-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

**Pouvoir(s):**

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

**Absent(es):**

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET



**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION  
HELSINKI (FINLANDE) - 13-16 SEPTEMBRE 2017 - WORLD DESIGN WEEKS SUMMIT  
- PARTICIPATION AU CONGRÈS INTERNATIONAL DU DESIGN - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie de soutien pour les filières design depuis 2015 avec un programme d'actions annuel visant à soutenir l'émergence d'une dynamique culturelle et économique déjà prometteuse localement. Cette stratégie repose sur deux objectifs : d'une part, favoriser la création et l'innovation et promouvoir les savoir-faire locaux, et d'autre part, renforcer son positionnement et accroître son attractivité culturelle et économique à l'échelle locale, nationale et internationale.

A cet effet, elle souhaite multiplier progressivement des projets liés au design, ainsi que des prises de contact avec des partenaires nationaux et internationaux ; sachant que le design concerne de multiples secteurs, de la culture jusqu'au développement économique et numérique.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole se propose de participer au congrès international « World Design Weeks » (Les semaines mondiales du design), à l'invitation de l'organisateur du congrès, à Helsinki (Finlande) du 13 au 16 septembre 2017.

Ce congrès regroupe pour la première fois les représentants des « Design weeks » (Semaines du design) de 9 villes (Barcelone, Eindhoven, Helsinki, Mexico, Pékin, San Francisco, Séoul, Tokyo et Toronto) pour 2-3 jours de travail et de discussion, afin de s'inspirer des expériences des autres, et de créer de nouveaux partenariats liés au design, notamment avec d'autres villes présentes au congrès.

Il s'agirait donc pour un(e) élu(e) de participer au congrès « World Design Weeks », avec l'objectif multiple de rencontrer des principaux acteurs internationaux du monde du design, tous réunis au même endroit, de créer des liens et des éventuels futurs partenariats, de s'inspirer des expériences des autres villes et leurs projets liés au design, mais aussi faire connaître l'attractivité culturelle et économique de Montpellier Méditerranée Métropole à l'international.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 3000 euros pour le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole, pour ses frais de participation, son transport aérien, hébergement et restauration durant la mission.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires en Finlande, du 13 au 16 septembre 2017,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne) à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 3 000 euros sur la base des frais réels,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2017 de la Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146797-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE -  
DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION TEL AVIV ET TIBÉRIADE - 2 AU 9  
SEPTEMBRE 2017 - FRENCH TECH - PARTICIPATION AU TEL AVIV INNOVATION  
FESTIVAL 2017 ET DÉPLACEMENT INSTITUTIONNEL - PARTENARIAT EDF POUR  
ACCOMPAGNEMENT D'ENTREPRISES - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Cette stratégie repose sur deux objectifs : d'une part, renforcer son positionnement international et accroître son attractivité et d'autre part, créer les conditions favorables aux échanges entre entreprises et faciliter leur implantation réciproques et leurs connaissances des écosystèmes étrangers.

A cet effet, elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu, Beijing, aux Etats-Unis (Austin, Orlando et le New Jersey), en Russie (Obninsk) et au Canada (Québec et Sherbrooke). Elle est, en outre, active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...). Elle a aussi souhaité intensifier son action économique par un positionnement renforcé dans la zone régionale euro-méditerranéenne.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole, en partenariat avec EDF, se propose d'organiser une mission économique à la demande d'un certain nombre d'entreprises de la French Tech, à Tel Aviv, du 2 au 9 septembre, à l'occasion du Digital Life and Design (DLD) Tel Aviv Innovation Festival. La participation d'EDF sera de 750 euros par entreprise.

Ce festival organisé en coopération avec la municipalité de Tel Aviv, dont la participation a dépassé en 2016, les 4 000 personnes est avant tout un lieu de rencontres et d'échanges entre start-ups, investisseurs et autres acteurs importants du secteur digital. Plus de la moitié des participants sont internationaux, parmi lesquels beaucoup de décideurs de grands groupes européens et américains, pour l'occasion plus accessibles. Participer au DLD permet aussi de se familiariser avec l'écosystème israélien.

L'objectif de cette mission est double : participer au DLD Festival innovation et y organiser des rencontres BtoB mais aussi, rencontrer les principaux acteurs de l'écosystème israélien afin d'instaurer des liens entre la French Tech Montpellier et le French Tech Hub de Tel Aviv et envisager de s'appuyer sur la présence importante d'entreprises françaises pour développer des points de collaborations techniques et/ou commerciales.

Il s'agirait donc pour un élu et deux techniciens, d'accompagner au maximum 10 participants de la French Tech, qui aurait marqué un intérêt à ce déplacement dans le cadre de l'appel à candidature qui sera fait à cet effet. A cette occasion, un déplacement à Tibériade sera aussi effectué afin de discuter des opportunités de réciprocité en matière économique et touristiques.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 30 000 euros, dont 9 000 euros pour les frais de visas, les inscriptions au Festival des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole, leurs transports aériens, hébergements et restaurations, Montpellier Méditerranée Métropole participera aux frais de déplacement des entreprises, à hauteur de 1 500 euros maximum par entreprises sur présentation des factures acquittées dont 50% (750 euros par entreprises) seront facturés à EDF dans la cadre de la convention de partenariat. La prise en charge des frais de déplacements de la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires à Tel Aviv et Tibériade, Israël, du 2 au 9 septembre 2017,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et de deux techniciens(es) à la mission,
- approuver la participation de 10 entreprises au maximum et le tarif applicable aux dites entreprises,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 30 000 euros sur la base des frais réels,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2017 de la Métropole, chapitre 936,
- autoriser la signature de la convention de partenariat avec EDF
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou la Vice présidente déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145766-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU  
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

**Pouvoir(s):**

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

**Absent(es):**

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CONTRAT D'OBJECTIFS TERRITORIAL ENERGIE CLIMAT (COTEC) ET ACCORD-CADRE DE PARTENARIAT ENTRE L'AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAÎTRISE DE L'ENERGIE (ADEME) ET MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a l'ambition de devenir une des Métropoles les plus attractives en France et en Europe, d'être un haut lieu de l'innovation et de l'excellence, de se positionner comme territoire offrant un cadre de vie et de travail amélioré. Elle souhaite s'inscrire pleinement dans la perspective de la transition écologique et énergétique et contribuer ainsi à favoriser la création de richesses et d'emplois tout en développant ses aménités.

Les lois MAPTAM et NOTRe ont renforcé les compétences obligatoires des métropoles. Ainsi depuis le 1er janvier 2015, la Métropole dispose de compétences clés lui permettant de développer un aménagement durable, innovant et attractif de son territoire avec notamment : l'aménagement du territoire, la politique de l'habitat, le rôle d'autorité concédante de la distribution d'électricité et de gaz, la contribution à la transition énergétique, l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial, la gestion des déplacements en vue d'une mobilité durable, la création, l'aménagement et l'entretien des voiries et espaces publics, l'eau et l'assainissement, la cohésion sociale et le développement économique.

Son action a d'ores et déjà été reconnue au niveau national avec le Label Ecocité Ville de Demain, French Tech et TEPCV (Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte) notamment. Elle est engagée dans la démarche de labellisation « Cit'ergie » et travaille depuis de nombreuses en partenariat avec l'ADEME.

Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole tend à devenir une métropole décarbonée, bénéficiant d'une autonomie énergétique et constituant un territoire à énergie positive.

L'ADEME, opérateur de l'Etat, assure la mise en œuvre de politiques publiques dans ses domaines d'attribution (efficacité énergétique, énergies renouvelables, économie circulaire, préservation des sols, qualité de l'air et lutte contre le bruit). Pour ce faire, elle s'appuie sur un travail en commun avec l'ensemble des acteurs et à toutes les échelles territoriales.

Elle contribue à la transition écologique et énergétique selon un processus cohérent d'intervention, allant de la détection des innovations, à l'accompagnement de démarches précurseurs qui seront les solutions de demain dans les domaines de la transition énergétique et écologique, à l'économie circulaire et à la révolution numérique, et leur évaluation, jusqu'à l'accompagnement d'une généralisation des bonnes pratiques environnementales, dans un objectif de massification.

L'ADEME Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole, souhaitent construire un partenariat étroit dans le champ des projets précurseurs, de l'innovation et d'opérations pilote.

Les objectifs du partenariat sont de :

- formaliser les diverses coopérations, et renforcer les échanges, entre l'ADEME et Montpellier Méditerranée Métropole et plus généralement accompagner et valoriser toute démarche s'inscrivant dans le domaine de l'environnement, de l'énergie et de la lutte contre le changement climatique,
- amener la collectivité vers des dispositifs de généralisation de la transition énergétique (ex : Plateforme de Rénovation Énergétique PTRE, Contrat de développement des Energies renouvelables...), et vers l'innovation transversale, environnementale, économique et sociale, au travers des différents outils à disposition de l'ADEME,
- mobiliser et accompagner un maximum d'acteurs du territoire vers le passage à l'acte dans les différents domaines du partenariat.

Ce partenariat, associera et mobilisera également les opérateurs de Montpellier Méditerranée Métropole (groupe SERM - SA3M, TAM, Régie de l'Eau, ACM...).

Au travers de ce partenariat, les partenaires souhaitent :

- développer la mise en œuvre territorialisée des grandes priorités opérationnelles de l'ADEME : le développement de la chaleur renouvelable (fonds chaleur), la prévention et la valorisation des déchets

dans un objectif d'économie circulaire (fonds déchets) et la rénovation du bâtiment (Plan de rénovation énergétique que l'Habitat),

- soutenir l'innovation et l'expérimentation (technologique, sociétale, économique...), pour tester les futurs programmes de généralisation qui permettront demain de concrétiser le changement de modèle énergétique et de consommation des ressources, et disposer d'un dispositif d'identification et d'accompagnement de l'innovation sur le territoire qui concerne aussi bien les projets portés directement par Montpellier Méditerranée Métropole ou par d'autres acteurs du territoire, notamment les entreprises,

- mettre en avant l'impact positif sur l'emploi des projets développés voire plus globalement intégrer le levier de la croissance verte dans les programmes et projets soutenus,

- faire émerger des projets collaboratifs au-delà de l'échelle du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, avec les territoires proches voire à l'échelle du pôle métropolitain, sur différents thèmes tels que : la mobilité, l'économie circulaire, les énergies renouvelables,

- favoriser, voire développer les échanges entre les Métropoles de Montpellier et Toulouse mais aussi à l'échelle du réseau national des Métropoles.

Montpellier Méditerranée Métropole et l'ADEME ont retenu les 7 domaines de coopération suivants :

### **Engagement territorial et transversal pour la transition énergétique et écologique**

Cet engagement est assuré par la définition d'une stratégie ambitieuse dont la planification et la programmation urbaine constituent des points d'appuis. Cette volonté forte est aujourd'hui clairement exprimée dans le projet Montpellier Métropole Territoires et se décline dans l'ensemble des composantes du projet de territoire.

Par ailleurs, au-delà de l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole à travers ses compétences et sa sphère d'influence, un renforcement de l'association de l'ensemble des acteurs est à rechercher : communes, opérateurs, acteurs économiques, citoyens.

### **Construction et rénovation énergétique des bâtiments publics et des logements**

Outre la construction de 5 000 logements par an, permettant d'offrir des parcours résidentiels aux ménages locaux et accueillir de nouveaux habitants, le Programme Local de l'Habitat 2013-2018 met en avant la nécessité de mobiliser et valoriser le parc de logements existants.

La rénovation énergétique, qu'il s'agisse des bâtiments de la Métropole ou des communes, s'inscrit dans une démarche de préservation et de valorisation du bâti public, tout en maîtrisant les consommations énergétiques et en limitant l'impact de la hausse du coût de l'énergie sur le budget de fonctionnement des collectivités.

La requalification du parc de logements existants, en particulier celui des copropriétés, répond à un enjeu social important de lutte contre la précarité énergétique et à deux autres impératifs forts : un enjeu de renouvellement urbain, de densification et de remise en marché du parc immobilier vieillissant, et un enjeu économique de soutien à l'innovation et à l'emploi local via le développement du secteur de la rénovation énergétique.

En parallèle, dans le cadre de la dynamique importante de construction sur le territoire, une attention particulière doit être portée à la qualité des bâtiments neufs (performance énergétique et environnementale, utilisation de matériaux locaux comme le bois dans un objectif de valorisation des matériaux en circuit court, prise en compte du confort d'été et de la qualité de l'air intérieur...).

### **Développement des énergies renouvelables et des réseaux de chaleur**

Le territoire métropolitain est particulièrement propice au développement des énergies renouvelables (solaire thermique et photovoltaïque, bois-énergie, géothermie notamment), tant par ses conditions climatiques que par les acteurs présents sur le territoire (opérateurs énergétiques, entreprises, laboratoires de recherche...). Faire le choix des énergies renouvelables pour son patrimoine et son territoire permet de diversifier les sources d'approvisionnement en énergies, de valoriser les ressources locales mais également de développer l'emploi local. Pour atteindre un taux d'énergies renouvelables important dans son mix énergétique, Montpellier Méditerranée Métropole devra disposer d'une planification ambitieuse et mobiliser l'ensemble des filières disponibles sur le territoire, voire envisager des partenariats avec des territoires plus ruraux disposant de potentiels complémentaires (filiale bois énergie par exemple).



Le réseau montpelliérain de chaleur et de froid fait figure de référence au niveau national, grâce à la qualité et à l'innovation des projets développés, et est devenu, en moins de 10 ans, le 1er moteur de développement des énergies renouvelables sur le territoire. Pour les prochaines années, le développement du réseau urbain se poursuivra selon deux axes privilégiés : densification et extension des réseaux existants, et création de nouveaux réseaux de chaleur et de froid renouvelables, avec l'objectif de multiplier par huit cette production renouvelable, en dix ans.

Plus globalement, Montpellier Méditerranée Métropole cherchera à optimiser l'ensemble des réseaux de distribution de l'énergie sur son territoire que ce soit au niveau de la création des infrastructures mais aussi de l'optimisation de leurs usages.

### **Economie circulaire**

L'économie circulaire consiste à revoir les systèmes de production et de consommation dans l'optique de l'utilisation la plus efficace des ressources, tout en réduisant les impacts sur l'environnement et en développant le bien être des individus. L'action du territoire est déterminante pour mobiliser les entreprises et susciter des coopérations, se saisir des opportunités de nouvelles activités notamment en matière d'économie sociale et solidaire et/ou dans des secteurs à haut potentiel d'emploi : construction, énergies renouvelables, éco-industries, prévention et gestion des déchets, recyclage...

Elle peut s'inscrire également dans une démarche plus globale de coopération avec les territoires limitrophes pour le développement de nouvelles filières de récupération et/ou de valorisation voire la mutualisation d'équipements.

### **Transport et Mobilité des personnes et des marchandises**

Principal émetteur de gaz à effet de serre sur le territoire, le secteur du transport et de la mobilité constituent l'un des sept piliers stratégiques de développement de Montpellier Méditerranée Métropole, avec l'objectif d'améliorer la mobilité entre la Métropole, ses territoires voisins et la Grande Région, restreindre le trafic automobile et les circulations de transit au cœur des villes et, pour cela, diversifier l'offre de transports en commun et faciliter les modes actifs (vélo, marche,...).

L'adoption par le Conseil Communautaire de la délibération cadre sur la logistique et le transport de marchandises en ville en 2016 et l'élaboration du Schéma Directeur des Mobilités confirment la volonté de la Métropole d'inscrire l'offre de déplacements et la politique de transports dans une démarche d'amélioration continue. Les enjeux en sont multiples : amélioration de la qualité de l'air, réduction des nuisances liées au transport, anticipation du renchérissement tendanciel du prix du carburant, lutte contre la précarité énergétique, amélioration du cadre de vie et de l'attractivité du territoire, une offre de services plus performante et adaptée aux différents besoins, structuration d'une filière logistique innovante, soutien aux entreprises locales...

### **Métropole durable et intelligente**

La Ville de demain est une Ville intelligente et résiliente, à faible impact carbone, qui se développe en maîtrisant la consommation d'espace et de ressources, engagée dans une démarche d'adaptation au changement climatique. Elle est également garante d'une bonne qualité de vie et du développement économique. Elle s'appuie sur les progrès du numérique, et a ainsi le potentiel de devenir un immense producteur de données pour être « pilotée » en temps réel, adapter ses ressources et ses moyens aux besoins et pratiques de ses habitants, et favoriser les évolutions de comportement des habitants à travers leur intervention active dans les gestes du quotidien.

Avec l'émergence du numérique comme pratique quotidienne des habitants dans l'usage de l'espace, une évolution significative se fait non seulement dans la manière de penser les villes et sa complexité, mais aussi dans le rôle que joue la collectivité.

Cette montée en puissance du numérique correspond à l'entrée massive des acteurs mondiaux face auxquels il convient d'affirmer fortement la souveraineté de la Métropole.

La Cité Intelligente vise à imaginer de nouveaux services urbains et à stimuler l'économie par l'innovation. Ces services urbains sont soit directement maîtrisés par la collectivité (régie, prestations, DSP...), soit initiés ou accompagnés par elle ou bien développés grâce à la mise à disposition des données.

La Cité Intelligente touche tous les piliers de la Métropole : le numérique, la mobilité, la citoyenneté, l'économie, le tourisme, la culture, la gestion des consommations énergétiques et des fluides, la gestion des risques, la santé.... C'est résolument une approche transverse.

La Cité Intelligente est une composante clé de la French Tech : labellisée « Métropole French Tech » depuis le 12 novembre 2014 aux côtés de 8 autres territoires, Montpellier Méditerranée Métropole est reconnue comme l'un des pôles majeurs en France pour le numérique.

### **Politique alimentaire territoriale**

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé depuis 2014 une démarche collaborative d'élaboration d'une politique agro-écologique et alimentaire métropolitaine concrétisée en 2015 par l'adoption d'une politique alimentaire territoriale et la signature du pacte de Milan des politiques alimentaires urbaines au côté d'une centaine de villes du monde. Cette politique publique prend appui sur d'autres champs de politiques publiques investis par Montpellier Méditerranée Métropole : aménagement, urbanisme et espaces publics, préservation de la biodiversité, eau brute et eau potable, gestion des risques, prévention et gestion des déchets, logistique urbaine, développement économique, insertion par l'économie, cohésion sociale, participation citoyenne, solidarité & éducation, énergies, santé publique, tourisme.

Cette politique alimentaire à l'échelle du territoire de la Métropole constitue un véritable terrain d'expérimentation pour l'ADEME, concernée par la plupart des composantes de cette politique, notamment la lutte contre le gaspillage alimentaire.

De façon plus transversale, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ADEME conviennent que le partenariat s'inscrit dans un objectif de renforcement de la connaissance des deux parties sur l'ensemble des domaines de collaboration :

- la transition énergétique et écologique concerne chaque citoyen et chaque acteur économique. Elle repose sur des changements de comportement et de mode de vie. La mobilisation des apports de la révolution numérique, de la recherche-innovation en sociologie présentent des voies pertinentes pour améliorer la connaissance des leviers d'action, accélérer les processus et ainsi accompagner les habitants dans la transition de leur mode de vie : sobriété énergétique, rénovation de leur logement, mobilité douce, consommation éco-responsable, gestion domestique, réemploi/réutilisation, etc. La réflexion sur l'accompagnement au changement sera prise en compte de manière transversale pour l'ensemble des domaines de coopération.
- La Recherche Développement et l'Innovation (RDI) sera encouragée dans une logique de développement économique (développement de biens, services, technologies, méthodes, outils en lien avec la transition énergétique et écologique). Les actions seront conduites en étroite cohérence avec l'écosystème de RDI régional et viseront à mobiliser les dispositifs financiers tels que le PIA, les fonds européens....
- De nouveaux modes de financement de la transition énergétique et écologique, comme la mobilisation de l'épargne citoyenne, ou de nouveaux montages juridiques facilitant le développement de projets seront recherchés.

Sur l'ensemble des domaines, l'ADEME et Montpellier Méditerranée Métropole identifieront des actions concourant à la généralisation mais également des actions particulières à caractère stratégique ou encore innovante qui pourraient faire l'objet d'un partage d'expérience entre Métropoles au niveau national en collaboration avec France urbaine.

La formalisation de cet accord de partenariat prend la forme d'un accord-cadre de partenariat ADEME/Montpellier Méditerranée Métropole pour 3 ans qui précise les objectifs, les champs et les modalités d'exécution du partenariat.

Il est accompagné d'un Contrat d'Objectifs Territoire Energie-Climat (COTEC), doté d'une aide financière de l'ADEME de 450 000 € dédiée à l'animation et l'ingénierie territoriale (animation, sensibilisation, information, suivi, évaluation...) permettant à Montpellier Méditerranée Métropole de construire et mettre en œuvre un programme d'actions ambitieux avec des résultats lisibles et mesurables.

Le Contrat d'Objectifs Territoire Energie-Climat (COTEC) fait l'objet de la signature d'une convention de financement d'une durée de 3 ans fixant les objectifs et les résultats à atteindre, les moyens à engager ainsi que les conditions et modalités d'évaluation.

L'aide apportée par l'ADEME est composée d'une part fixe de 270 000 € et d'une part variable, plafonnée à 180 000 € modulée selon l'atteinte des objectifs.

Ce contrat d'objectif repose notamment sur :

- la mise en place d'un espace collaboratif au sein de la Métropole accompagnant le partenariat avec les entreprises, acteurs académiques, associations, habitants, pour conduire des projets innovants en transversalité qui soient des références de l'action publique en particulier dans le domaine de transition énergétique et écologique. La création d'un poste dédié à cette animation sera notamment assurée par ces financements,
- la mobilisation de moyens dédiés pour la recherche de partenariats et de financements à travers la réponse à des appels à projets notamment (PIA, ADEME, FEDER, H20-20...) ainsi que la mobilisation du financement participatif et l'ingénierie financière des projets. Elle fera également l'objet de la création d'un poste dédié et financé par le contrat d'objectif.

Les financements du contrat d'objectif permettront enfin la conduite de missions de conseils, d'études et d'ingénierie, ainsi que d'actions de communication et d'évaluation des actions conduites.

Par ailleurs, des aides financières apportées par l'ADEME à des actions spécifiques pourront faire l'objet de conventions financières spécifiques.

Il est donc proposé au conseil d'approuver le contrat cadre de partenariat ainsi que le contrat d'objectif territoire énergie climat (COTEC) et d'autoriser leur signature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'accord de partenariat entre l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver le Contrat d'Objectifs Territorial Energie Climat (COTEC) entre l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) et Montpellier Méditerranée Métropole et la subvention de 450 000 € pour trois années dédiée à sa mise en œuvre ;
- dire que les sommes correspondantes au Contrat d'Objectif Territorial Energie Climat (COTEC) et notamment la création de deux postes de chargés de missions pour la mise en œuvre de ce de contrat seront inscrites au budget primitif 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146474-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – CLAPIERS  
- ZAC COMMUNALE DU CASTELET - AVIS DU CONSEIL DE MÉTROPOLE  
SUR LE PROGRAMME D'ÉQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC - CONVENTION  
DE PARTICIPATION POUR LE RACCORDEMENT AU RÉSEAU EAUX USÉES -  
APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme, la Commune de Clapiers a demandé à Montpellier Méditerranée Métropole son accord préalable sur :

- le principe de réalisation des équipements publics envisagés dans le cadre du programme de la ZAC du Castelet,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

Cette opération de ZAC s'inscrit dans le prolongement de l'urbanisation du village conformément aux recommandations du SCOT et suivant les objectifs du PLH. Ce site doit permettre à terme d'accueillir 495 logements environ.

Les équipements publics seront réalisés dans le cadre d'une concession d'aménagement confiée par la commune à la SA3M. Cela inclut les équipements et réseaux internes à la ZAC, mais aussi la modification de trois carrefours de jonction de la ZAC sur les voiries existantes, rue G. Frêche et avenue de la Liberté.

Les équipements d'assainissement des eaux usées, de gestion des eaux pluviales, de défense extérieure contre l'incendie et de télécommunication ainsi que les voiries et les espaces publics plantés internes à la ZAC seront remis à Montpellier Méditerranée Métropole à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'aménageur titulaire de la concession d'aménagement.

Aucune participation spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole au financement de ces équipements publics n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à leur création à l'intérieur de la ZAC étant pris en charge par cette dernière.

La collecte des effluents de la ZAC sera assurée par un réseau gravitaire séparatif.

Le raccordement de l'opération s'effectue sur le réseau public situé en rive gauche du ruisseau des Canaux. Des travaux d'extension du réseau sont nécessaires pour franchir le cours d'eau. Le coût estimatif de ces travaux, réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, est évalué à 20 000 euros H.T.

Les effluents de la ZAC seront collectés par le poste de refoulement des Closades créé par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre des travaux de l'Intercepteur Est. Le traitement des eaux usées de l'opération sera assuré par la station d'épuration intercommunale Maera, dont l'extension est rendue nécessaire par les développements urbains sur le secteur. Une participation de 250 000 euros au financement des travaux d'extension de la station d'épuration est demandée à l'aménageur.

La PFAC s'applique à la ZAC. Son montant est calculé déduction faite du montant des travaux d'assainissement à la charge de l'aménageur.

Le montant de ces travaux étant supérieur au montant total de la PFAC pour les 495 logements de la ZAC, la PFAC ne pourra pas être réclamée aux propriétaires qui construisent dans la ZAC.

Le total des participations demandées pour l'assainissement des eaux usées de la ZAC est ainsi évalué à 270 000 €.

Un projet de convention, à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune et l'aménageur précise les conditions de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole des participations financières liées au volet assainissement ainsi que les modalités de réception des réseaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de réalisation du programme des équipements publics prévus pour la ZAC castelet à Clapiers,
- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole des équipements d'assainissement des eaux usées et de défense extérieure contre l'incendie qui seront réalisés,
- approuver les montants de participation de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte et au financement de l'extension de la station d'épuration, soit 270 000 €,
- approuver le projet de convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la commune et l'aménageur,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention à intervenir avec l'aménageur.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146488-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. R. CALVAT, Mme M. NAZET-MARSON suppléant de M. E. PENSO.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LEVY-RAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE VENDARGUES - 2ÈME MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par arrêté n°A2017-67 en date du 27 mars 2017, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°2 du PLU de la Commune de Vendargues.

Pour accompagner la requalification du parc d'activités du Salaison à Vendargues, un pôle services doit venir s'implanter à l'entrée du site, à proximité immédiate du double giratoire entre les RD 610 et 613.

Pour permettre la réalisation de ce projet, il est apparu nécessaire de supprimer pour partie l'emplacement réservé n°21, créé au bénéfice de la Métropole (transfert du Conseil Départemental) pour l'élargissement de la voirie, afin de l'ajuster aux travaux réalisés dans le cadre de l'aménagement du nouveau carrefour.

Conformément à l'article L 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition au public ont été précisées par délibération n°14531 du Conseil de Métropole en date du 29 mars 2017 et portées à la connaissance du public le 12 mai 2017 par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la Commune et de la Métropole, par affichage en mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Par délibération n° 09/2017 en date du 11 avril 2017, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis un avis favorable sur le projet de modification, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées.

Par courriers du 31 mai 2017 et du 8 juin 2017, la CCI et le département de l'Hérault ont émis des avis favorables. Par ailleurs, aucune observation n'a été formulée dans les registres destinés à recevoir les observations, suggestions et remarques mis à la disposition du public en mairie de Vendargues et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole du 22 mai 2017 au 23 juin 2017 inclus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°2 du PLU de Vendargues ;
- approuver le projet de modification simplifiée n°2 du PLU de Vendargues ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire ;

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

**03 AOUT 2017**

Fait à Montpellier, le **02 AOUT 2017**  
Pour extrait certifié conforme à l'original.  
Le Président,



M. Philippe SAUREL







**SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

**Pouvoir(s):**

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

**Absent(es):**

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –  
MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA  
COMMUNE DU CRÈS - MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par arrêté n° 2017-133, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée du PLU de la Commune du Crès afin de rectifier des erreurs matérielles relatives à la délimitation de certaines zones sur le plan de zonage.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole.

Dans ce contexte, il est convenu que le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie du Crès et au siège de la Métropole, aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie du Crès et au siège de la Métropole, permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de la Métropole ([www.montpellier3m.fr](http://www.montpellier3m.fr)) et de la Mairie du Crès ([www.ville-lecres.fr](http://www.ville-lecres.fr)).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole qui adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Crès telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 02/08/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 02/08/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170726-lmc1146237-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SÉGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - COMMUNE DE LATTES - SECTEUR MAURIN AVENUE DE MAGUELONE - INSTAURATION D'UN PÉRIMÈTRE DE PUP - CONVENTION AVEC AMETIS IDEOM - CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE LATTES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction.

Le PUP est défini aux articles L332-11-3 et L332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R332-25-1 à R332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

Les Sociétés AMETIS et IDEOM sont titulaires d'une promesse de vente signée en date du 4 juillet 2016 sur le territoire de la Commune de Lattes, avenue de Maguelone, portant sur les parcelles cadastrées AX 21 et AX 22 pour une superficie de 5 226 m<sup>2</sup>, sur lesquelles elles envisagent de réaliser une opération de construction. L'opération prévoit la création de 66 logements avec une surface de plancher d'environ 4370 m<sup>2</sup> et dont 33 logements sont destinés à du logement locatif social à réaliser par la société AMETIS et 33 logements en secteur libre à réaliser par la société IDEOM.

L'opération rend nécessaire un certain nombre d'équipements publics qui consistent d'une part, en la réalisation d'aménagement de voirie et de réseaux, et d'autre part, en la réalisation des équipements collectifs de superstructures. Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît qu'une part de ces équipements peut être mise à la charge du constructeur dans le cadre d'une convention de projet urbain partenarial :

**Voiries et réseaux (32 925,40 €) :**

- 60 % de 38 209 € HT estimés par ENEDIS pour un nouveau poste et le renforcement du réseau électrique (les autres 40 % étant pris en charge par ENEDIS), soit une participation du pétitionnaire à hauteur de 22 925,40 € ;
- 100 % de l'aménagement d'un passage abaissé du trottoir soit une participation du pétitionnaire de 2 000 € ;
- 100 % du renforcement de la défense incendie soit un montant de 8 000 €.

**Equipements Collectifs de superstructures (219 192 €) :**

La population amenée par l'opération projetée est évaluée à 119 habitants dont environ 18 enfants (les 12 logements sociaux supplémentaires aux obligations du PLH, n'étant pas comptabilisés). L'apport de population représente 0.74% de la population de Lattes (16 000 habitants environ). Aussi, il est mis à la charge de la société :

- 4.5 places de crèches dans la nouvelle structure créée dont le montant de l'opération est évalué à 3 200 000 € pour 76 places soit environ 42 000 € la place : soit 189 000 € ;
- 0,74 % de la création des nouvelles salles d'activités d'un montant de 1 680 000 € soit 12 432 € ;
- 0,74 % de la création d'équipements sportifs d'un montant de 2 400 000 € soit 17 760 €.

Ainsi, la mise en œuvre d'un projet urbain partenarial sur un périmètre correspondant aux parcelles AX 21 et AX 22 est nécessaire au regard des besoins générés par le projet AMETIS – IDEOM.

En conséquence, à travers la convention de PUP, les sociétés AMETIS ET IDEOM s'engagent à verser à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 252 117,40 €.

Une partie correspond à la participation à une fraction de la réalisation d'équipements collectifs de superstructures relevant de la compétence communale, tels qu'énumérés ci avant. Il convient donc d'établir une convention de reversement des produits issus de la convention de PUP à la Commune de

Lattes pour les équipements relevant de sa compétence. Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à reverser à la Commune de Lattes, la somme de 219 192 €.

La part intercommunale de la taxe d'aménagement sera exonérée durant 10 ans sur les parcelles en question.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du code de l'urbanisme ;
- délimiter le périmètre à l'intérieur duquel s'applique le projet urbain partenarial, à savoir les parcelles AX 21 et AX 22,
- fixer les modalités de partage financement des coûts des équipements publics tels que précisés ci avant,
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole et les sociétés AMETIS et IDEOM telle qu'annexée à la présente, et notamment le montant de la participation de ces sociétés, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget,
- exclure les parcelles AX 21 et AX 22, objet du présent PUP, du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- approuver le projet de convention de reversement des produits du présent Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Lattes pour les équipements relevant de sa compétence,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146485-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) RD 58 AVENUE DE L'AGAU - COMMUNE DE LATTES - CONVENTION AVEC MM SOUVIGNET ET CARRARA - CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE LATTES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

Monsieur SOUVIGNET et Monsieur CARRARA sont propriétaire sur le territoire de la Commune de Lattes avenue de l'Agau sur la route départementale n°58, des parcelles cadastrées CX5, CX6, CX7, CX8, CX9, CX25, CX44 pour une superficie totale d'environ 6856 m², sur lesquelles ils envisagent de réaliser une opération de construction. L'opération consiste en la création de 3 maisons avec une surface de plancher de prévisionnelle de 697,57 m². Il est à noter que ce projet fait l'objet d'une division foncière respectant la répartition suivante : M. SOUVIGNET: 571,73 m² de SDP ; M. CARRARA: 125,84 m² de SDP.

Cette opération est enregistrée sous le numéro de permis de construire n° PC 034 129 17M0021 valant division foncière déposé en Mairie de Lattes en date du 26 Avril 2017.

Il apparaît que l'opération, objet du Permis de Construire, rend nécessaire un certain nombre d'équipements publics qui consistent d'une part, en la réalisation d'aménagement de voirie et réseaux, et d'autre part, en la réalisation des équipements collectifs. Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît que ces équipements peuvent être mis à la charge des constructeurs dans le cadre d'une convention de PUP.

Par une délibération n°14.468 du 22 février 2017 du Conseil de Métropole de Montpellier Méditerranée Métropole, un périmètre de Projet Urbain Partenarial a été délimité en application de l'article L. 332-11-3 II du code de l'urbanisme et pour une durée de cinq ans. Ce périmètre tel que figurant en annexe n°1, dénommé « PUP RD58 », prévoit que les propriétaires fonciers, aménageurs ou constructeurs qui réalisent des opérations d'aménagement ou de construction participent, dans le cadre de conventions, à la prise en charge notamment des mêmes équipements publics que ceux visés dans convention de PUP susvisée, qu'ils soient encore à réaliser ou déjà réalisés, dès lors qu'ils répondent aux besoins des futurs habitants ou usagers de leurs opérations,

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole et Messieurs. Patrice SOUVIGNET et Tristan CARRARA, futur constructeurs, se sont entendues pour conclure ensemble une convention de projet urbain partenarial au sens de l'article L. 332-11-3 du Code de l'urbanisme aux conditions ci-après. Au demeurant, cette convention de PUP à passer avec Messieurs SOUVIGNET et CARRARA est aussi à articuler avec la convention de PUP Jardin de Léonie contractée avec la société GGL Aménagement ainsi qu'avec les parcelles anciennement occupées à proximité par l'APAVE et susceptibles de faire l'objet d'une opération de construction dans des délais proches, en s'appuyant en partie sur les mêmes équipements publics à réaliser que ceux nécessaires à l'opération de constructions du projet visés ci-dessus.

Le descriptif global du programme de ces différents équipements publics à réaliser est le suivant : Ils concernent la réalisation d'une part d'aménagement de voirie et réseaux qui seront réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole et d'autre part d'équipements collectifs de superstructures qui seront réalisés par la commune de Lattes :

- Voiries et réseaux :

- restructuration des voiries dont voirie départementale et accès,
- renforcement du réseau ERDF.
- renforcement des réseaux Eaux usées,
- renforcement des réseaux d'eau potable

- Equipements Collectifs de superstructure :

- participation à la création d'une nouvelle crèche communale,
- participation à la construction d'une salle d'activité,
- participation à la construction d'un Equipement sportif .

Le coût total des équipements à réaliser est fixé à **497.487,5 € H.T.** Ce coût prévisionnel prend en compte tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre, de maîtrise d'ouvrage, d'acquisitions foncières et aléas, ainsi que le coût des équipements à réaliser.

Dénomination de l'équipement public	Coût H.T.
Aménagement de Voirie sur l'Avenue de l'Agau au droit des opérations (RD58)	90.380
Accès et espaces Publics	30.351,50
Extension et renforcement des réseaux publics AEP et DFCI	63.600
Extension et renforcement des réseaux publics d'eaux usées (EU)	81 600
Renforcement ERDF	25.000
Construction de places de crèches (programme 3.200.000 €) 4,25 places pour le périmètre de PUP	178.500
Salle d'Activités	11.256
Equipements sportifs	16.800
<b>Total</b>	<b>497.487,5</b>

- Equipements Collectifs de superstructures :

La population amenée par les opérations successives projetées est évaluée à 112 habitants dont environ 18 enfants. L'apport de population représente 0.71% de la population de Lattes (16 000 habitants). Aussi, il est mis à la charge des opérations successives :

- 4,25 places de crèches dans la nouvelle structure créée dont le montant de l'opération est évalué à 3 200 000 € pour 76 places soit environ 42 000 € la place : soit 178 500 €, pour l'ensemble des projets successifs à intervenir dans le périmètre considéré.

Par ailleurs est mis à la charge des opérations la réalisation d'équipements publics :

- salle d'activité d'un montant de 1.680.000 € à hauteur de 0.7 % soit 11.256 €
- Equipement sportif d'un montant de 2.400.000 € à hauteur de 0,7% soit 16.800€

Conformément aux dispositions de l'article L. 332-11-3 II du code de l'urbanisme, il est nécessaire de fixer les modalités de partage des coûts des équipements.

Le tableau ci après détaille le coût du programme d'équipements publics et la fraction du coût supporté par le PUP Jardin de Léonie de la Société GGL Aménagement, celui du PUP porté par Messieurs SOUVIGNET et CARRARA et les PUP ultérieurs susceptibles d'être signés sur les terrains restant inclus dans le périmètre de PUP.

Dénomination de l'équipement public	Coût H.T. total	% à la charge de GGL AMENAGEMENT	Coût à la charge de GGL AMENAGEMENT EHT	% à la charge de M. SOUVIGNET	Coût à la charge de M. SOUVIGNET et CARRARA	% à la charge des futurs constructeurs situés dans le périmètre de PUP	Coût à la charge des futurs constructeurs situés dans le	% à la Charge de la collectivité	Coût à la Charge de la collectivité
-------------------------------------	-----------------	----------------------------------	---	-------------------------------	---	--	--	----------------------------------	-------------------------------------



							périmètre de PUP		
Aménagement de Voirie sur l'Avenue de l'Agau au droit des opérations (RD58)	90 380,00 €	25,62%	23 152,00 €	14,39%	13 010,00 €	45,61%	41 218,00 €	14,38%	13 000,00 €
Accès et espaces Publics	30 351,50 €	100%	30 351,00 €	0%	- €	0%	- €	0%	- €
Extension et renforcement des réseaux publics AEP et DFCI	63 600,00 €	24,75%	15 741,00 €	21,12%	13 433,00 €	45,80%	29 126,00 €	8,33%	5 300,00 €
Extension et renforcement des réseaux publics d'eaux usées (EU)	81 600,00 €	26,58%	21 692,00 €	20,54%	16 763,00 €	44,54%	36 345,00 €	8,33%	6 800,00 €
Renforcement ERDF	25 000,00 €	0,00%	- €	31,56%	7 891,00 €	68,44%	17 109,00 €	0,00%	- €
Construction de places de crèches	178 500,00 €	35,29%	63 000,00 €	5,88%	10 500,00 €	58,82%	105 000,00 €	0,00%	- €
Salle d'Activités	11 256,00 €	29,85%	3 360,00 €	5,97%	672,00 €	64,18%	7 224,00 €	0,00%	- €
Équipements sportifs	16 800,00 €	32,86%	5 520,00 €	5,71%	960,00 €	61,43%	10 320,00 €	0,00%	- €
<b>Total</b>	<b>497 487,50 €</b>	<b>32,73%</b>	<b>162 816,00 €</b>	<b>12,71%</b>	<b>63 229,00 €</b>	<b>49,52%</b>	<b>246 342,00 €</b>	<b>5,05%</b>	<b>25 100,00 €</b>

Messieurs Patrice SOUVIGNET et Tristan CARRARA, dans le cadre de la mise en œuvre des autorisations administratives nécessaires à la bonne réalisation de l'opération qu'ils projettent, sont conduits à verser la fraction du coût des équipements publics nécessaires aux besoins des futurs habitants ou usagers de la construction à édifier.

Il est précisé que seule la part correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers du périmètre de conventions de PUP sera mis à la charge des constructeurs M. Patrice SOUVIGNET et M. Tristan CARRARA, soit **63.229€ H.T.**

Le permis faisant l'objet d'une division foncière suivant la répartition suivante :

M. SOUVIGNET: 571,73 m2 de SDP ;

M. CARRARA: 125,84 m2 de SDP.

La part proportionnelle entre les deux particuliers sera donc la suivante :

M.SOUVIGNET	82%	51 822,64 €
CARRARA	18%	11 406,36 €

Il est également précisé que seul le montant HT de l'opération sera mis partiellement à la charge des constructeurs, la TVA applicable étant récupérée ultérieurement par Montpellier Méditerranée Métropole.

À travers cette convention de PUP, Messieurs SOUVIGNET ET CARRARA, s'engagent donc à verser à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 63.229 €. Parmi ce montant, 12 132 € correspondent à la participation aux Equipements Collectifs de superstructures relevant de la compétence communale, tels qu'énumérés ci avant.

Il convient donc d'établir une convention de reversement des produits issus de la convention de PUP à la Commune de Lattes pour les équipements relevant de sa compétence. Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à reverser à la Commune de Lattes, la somme de 12 132 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial entre la société Messieurs SOUVIGNET ET CARRARA et Montpellier Méditerranée Métropole telle qu'annexée à la présente, et notamment le montant de la participation de Messieurs SOUVIGNET ET CARRARA, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget,
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- approuver le projet de convention de reversement des produits du présent Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Lattes pour les équipements relevant de sa compétence,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146426-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET**

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - "SECTEUR DU COLLÈGE" - CONVENTION AVEC L'ORGANISME DE GESTION DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE (OGEC) SAINT LOUIS-SAINT CHARLES - CONVENTION DE REVERSEMENT A LA COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini, notamment, aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R332-25 à R332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce, à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

Sur le territoire de Saint Georges d'Orque, au sud de l'avenue d'Occitanie la commune est propriétaire d'un ensemble foncier de plus de 4 ha sur lequel sont implantées plusieurs équipements sportifs (terrains de football, de tennis, boudodrome, gymnase...).

Entre les terrains de tennis et la gendarmerie, la commune envisage de céder une parcelle de 3 648 m<sup>2</sup> à l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique (OGEC) Saint Louis – Saint Charles afin de réaliser un projet de construction d'un établissement scolaire regroupant 2 classes maternelles, 4 classes élémentaires et 10 classes de collège (3 581 m<sup>2</sup> de SDP). Ce projet a fait l'objet d'un dépôt de demande de permis de construire.

Ce projet ne générera pas d'habitants supplémentaires mais nécessitera la réalisation de travaux d'aménagement d'espaces publics dans sa proximité immédiate.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par l'OGEC Saint Louis-Saint Charles et conformément au code de l'urbanisme, il est prévu de conclure entre cet organisme et Montpellier Méditerranée Métropole un contrat de Projet Urbain Partenarial, dont le projet de convention est joint en annexe.

L'objet de ce Projet Urbain Partenarial est de permettre la prise en charge financière par la l'OGEC Saint Louis-Saint Charles d'une partie des équipements publics nécessaires, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint Georges d'Orques. Les aménagements publics sont décrits dans les projets de convention de PUP. Ils consistent principalement en l'aménagement d'espaces publics (parvis élargi au droit du collège, voie pompiers, places de stationnement et trottoir avenue Occitanie, voie d'accès mutualisée et places de stationnement à l'arrière entre le collège et les terrains de sport).

Le coût total des équipements à réaliser a été évalué à 584 600 € H.T. (études et travaux).

La convention de Projet Urbain Partenarial propose donc de mettre à la charge de l'OGEC Saint Louis-Saint Charles une part qui s'élève à 364 600 € H.T. (non soumis à la TVA), 220 000 € H.T. restera à la charge de la commune de Saint Georges d'Orques.

Ladite convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'OGEC Saint Louis-Saint Charles. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Les espaces publics jouxtant le stade étant de compétence communale, les travaux portant sur ces espaces seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage communale et il est prévu le reversement par la Métropole à la commune de Saint Georges d'Orques des produits financiers versés à la Métropole pour la réalisation de ces aménagements (tous les travaux décrits précédemment à l'exception des

travaux en bordure de l'avenue de l'Occitanie qui sont de compétence métropolitaine). La convention de reversement à intervenir entre la Métropole et la commune de Saint Georges d'Orques précisera les modalités de ce reversement, estimé à 143 350 € H.T.

Le périmètre du Projet Urbain Partenarial, annexé à la convention, inclut l'emprise du terrain d'assiette du projet porté par l'OGEC Saint Louis-Saint Charles. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du Projet Urbain Partenarial et exonère ces parcelles de Taxe d'Aménagement (part communale) pour une durée de 10 ans.

Les travaux des équipements publics seront réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole et par la commune de Saint Georges d'Orques (en fonction de leurs compétences) dans un délai maximum de 10 ans suivant le dépôt de la Déclaration d'Ouverture de Chantier lié à l'autorisation administrative nécessaire à la bonne réalisation de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la délimitation du périmètre de Projet Urbain Partenarial ( PUP) et des modalités de partage des coûts des équipements qui seront à la charge du promoteur intervenant dans ce périmètre tel que défini ci-avant ;
- approuver les projets de convention du PUP établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'OGEC Saint Louis-Saint Charles ;
- exonérer ces parcelles de Taxes d'Aménagement (part métropolitaine) pour une durée de 10 ans ;
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Métropole ;
- approuver le projet de convention de reversement des produits financiers du PUP établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint Georges d'Orques ;
- autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les conventions précitées ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme S. JANNIN.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146466-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s) :

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – TAXE D'AMÉNAGEMENT - SUPPRESSION DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT MAJORÉE - COMMUNE DE RESTINCLIÈRES**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La commune de Restinclières a instauré par délibération du 15 octobre 2011 une taxe d'aménagement majorée de 20% sur les secteurs IIAUa inscrits à son Plan Local d'Urbanisme.

Cette majoration était nécessaire pour permettre la réalisation de certains équipements publics, relevant notamment du raccordement et du renforcement des réseaux d'eau potable, d'électricité et de borne incendie, devant ainsi permettre l'urbanisation de ces secteurs.

La création de Montpellier Méditerranée Métropole a conduit au transfert de la taxe d'aménagement générée par les autorisations d'urbanisme. C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré le 12 novembre 2015 pour instaurer un taux de 5% sur l'ensemble des communes de la Métropole, en maintenant toutefois les taux de taxe d'aménagement majorée instaurée préalablement par 2 communes dont Restinclières.

Aujourd'hui, les besoins en équipements publics permettant l'urbanisation des secteurs IIAUa de la commune de Restinclières sont atteints. Il est donc proposé de supprimer cette majoration de 20% et d'appliquer le taux de base soit 5% sur ces secteurs, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la suppression de la TA majorée sur les secteurs concernés ;
- fixer le taux de 5% sur les secteurs IIAUa de la commune ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145637-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET



**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – STRATÉGIE D'ANTICIPATION ET DE GESTION DES IMPACTS DE L'AMÉNAGEMENT SUR L'ENVIRONNEMENT - THÈSE CIFRE - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12586 du 30 octobre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la conclusion d'une Convention Industrielle de Formation par la Recherche en Entreprise (CIFRE) en lien avec le Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive (CEFE) du CNRS et l'Université Montpellier 3 pour conduire une recherche dans le cadre d'un Doctorat réalisé par Mme Charlotte BIGARD sur le sujet de la stratégie d'anticipation et de gestion des impacts de l'aménagement sur l'environnement. Cette convention a été conclue pour trois ans à compter de mai 2015.

Cette thèse porte sur trois axes :

- 1/ connaître l'organisation du territoire et identifier les leviers d'action (état de conservation des territoires agricoles et naturels, outils mobilisables, systèmes d'acteurs),
- 2/ améliorer les volets « Eviter - Réduire », très stratégiques dans un territoire fini identifié comme l'un des hauts lieux de la biodiversité mondiale et accueillant plus des 2/3 des espèces indigènes françaises ;
- 3/ étudier les méthodes d'évaluation biophysique, en collaboration avec le CEFE, localisé à Montpellier. Ce laboratoire de pointe travaille en parallèle à l'échelle nationale sur la séquence Eviter – Réduire – Compenser (ERC) avec le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

Le travail poursuit des avancées prometteuses et satisfaisantes, tant pour la communauté scientifique que pour la collectivité.

La prise en charge de la thèse CIFRE implique la venue d'intervenants extérieurs dans le cadre d'un comité de suivi de thèse nécessaire à la validation et la continuation de celle-ci (comité de suivi de thèse nécessaire pour l'inscription en troisième année d'école doctorale).

Pour le comité de thèse, qui aura lieu en octobre 2017, les frais de déplacement et d'hébergement d'un intervenant extérieur devront être pris en charge.

La délibération n°13686 du conseil de métropole du 24 février 2016, précise les conditions de remboursement des frais de déplacement des intervenants susceptibles d'intervenir dans l'accompagnement des travaux de recherche et de création.

Il est proposé de retenir les mêmes conditions de remboursement des frais de déplacement pour les participants au comité de suivi ainsi qu'au jury de thèse et notamment :

**Nuitée d'hôtel**

Conditions : activité comprise sur deux journées ou impossibilité d'arriver ou de partir le jour même. Remboursement forfaitaire de 90 € TTC (petit déjeuner inclus) sur présentation obligatoire de la facture.

**Repas**

Remboursement forfaitaire de 15.25 € TTC sur présentation obligatoire de facture.

**Transport**

Remboursement sur la base du tarif SNCF 2<sup>de</sup> classe de la résidence familiale à Montpellier Méditerranée Métropole ou au laboratoire du CEFÉ-CNRS (laboratoire d'accueil de la doctorante, 1919 route de Mende), sur présentation de justificatif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la tarification applicable à la prise en charge des frais de déplacements des intervenants extérieurs,
- dire que les dépenses prévues sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145155-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET PRINCIPAL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - ADOPTION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5 al 1 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2016 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'assemblée que le Compte Administratif 2016 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : .....73 511 587,68 €,
- résultat d'investissement hors reports : .....- 62 748 992,67 €,
- solde des reports d'investissement : .....16 539 005,88 €,
- besoin de financement de la section d'investissement : .....46 209 986,79 €.

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

Par ailleurs il convient de régulariser des écritures datant de 2000 à 2004, relatives aux avances réalisées dans le cadre de la régie patinoire, pour un montant global de 3 137 722,90 €.

Conformément à la note du ministère de l'intérieur et du ministère des finances et des comptes publics, en date du 12 juin 2014, relative à la mise en œuvre du conseil de normalisation des comptes publics, la correction d'opérations sur exercices clos s'effectue par opération d'ordre non budgétaire, par débit du compte 1068 et crédit du compte 274.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 46 209 986,79 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 27 301 600,89 € ;
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 62 748 992,67 € ;
  - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 46 209 986,79 € ;
  - 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : 27 301 600,89 € ;
- autoriser le comptable public à apurer le compte 274 par débit du compte 1068 et par crédit du compte 274 pour un montant de 3 137 755,49 €, par opération d'ordre non budgétaire ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146468-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNÉRAIRES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2016 du budget annexe des Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2016 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter:.....	5 281 244,02 €
- résultat d'investissement hors reports :.....	647 533,95 €
- solde des reports d'investissement :.....	- 139 337,42 €
- excédent de financement de la section d'investissement :.....	508 196,53 €

Compte tenu de la délégation du service public des pompes funèbres à la société d'économie mixte locale SFMA, il est proposé de reverser une partie de l'excédent du budget annexe des services funéraires au budget principal. En application des articles R. 2221-48 et R. 2221-90 du CGCT, l'excédent de la section de fonctionnement du budget d'un SPIC est affecté, en priorité, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement apparu à l'exercice précédent. De plus, seul l'excédent comptable de la section d'exploitation du budget peut être reversé et non pas celui de la section d'investissement.

Dès lors, le solde d'exécution de la section d'investissement étant excédentaire, il est proposé de transférer le résultat de fonctionnement au budget principal de la métropole pour un montant de 5 000 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section de fonctionnement pour un montant de 5 281 244,02 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 647 533,95 €
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 5 281 244,02 €
- autoriser le transfert d'une part de l'excédent de fonctionnement au budget principal par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 678 sur le budget annexe des services funéraires et d'un titre imputé sur le compte 778 du budget principal pour un montant de 5 000 000€ ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146369-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET



**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2016 du budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'assemblée que le Compte Administratif 2016 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : .....	16 600 812,17 €,
- résultat d'investissement hors reports : .....	- 7 597 181,88 €,
- solde des reports d'investissement : .....	- 6 303 892,19 €,
- besoin de financement de la section d'investissement : .....	13 901 074,07 €.

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2016 à la section d'investissement pour un montant de 13 901 074,07 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 2 699 738,10 € ;
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 7 597 181,88 € ;
  - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 13 901 074,07 € ;
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 2 699 738,10 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146372-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2016 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'assemblée que le Compte Administratif 2016 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter:.....69 413,78 €,
- résultat d'investissement hors reports :.....3 776,42 €,
- solde des reports d'investissement : .....- 597,02 €,
- excédent de financement de la section d'investissement :.....3 179,40 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2016 à la section de fonctionnement pour un montant de 69 413,78 € ;
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 3 776,42 € ;
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 69 413,78 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 02/08/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 02/08/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170726-lmc1146373-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

**Pouvoir(s):**

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

**Absent(es):**

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2016 du budget annexe de l'eau brute de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération en date du 28 juin 2017, il a été procédé à la clôture du budget annexe de l'eau brute et à la reprise de l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal.

Il a été proposé que les résultats du compte administratif 2016 constatés soient intégrés au budget principal pour les transférer à la régie des eaux.

Ainsi, il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2016 du budget annexe de l'eau brute se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter:.....47 671,79 €
- résultat d'investissement : .....4 803,62 €

Ces résultats devront être transférés à la régie des eaux pour lui permettre de financer les charges des services transférés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2016 du budget annexe de l'eau brute à la section de fonctionnement du budget principal pour un montant de 47 671,79 € ;
- procéder aux opérations budgétaires suivantes sur le budget principal :
  - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 4 803,62 € ;
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 47 671,79 € ;
- autoriser le transfert de l'excédent de fonctionnement à la régie des eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 678 pour un montant de 47 671,79€ ;
- autoriser le transfert du solde positif d'exécution de la section d'investissement à la régie des eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 1068 pour un montant de 4 803,62 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146374-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2016 du budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'assemblée que le Compte Administratif 2016 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : .....5 930 091,91 €,
- résultat d'investissement hors reports : .....1 170 854,30 €,
- solde des reports d'investissement : .....- 542 424,32 €,
- excédent de financement de la section d'investissement : .....628 429,98 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2016 à la section de fonctionnement pour un montant de 5 930 091,91 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 1 170 854,30 €
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 5 930 091,91 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 02/08/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 02/08/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170726-lmc1146375-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s) :

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET



**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE  
TRANSPORT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application de l'instruction comptable M43 et de l'article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales, il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2016 du budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2016 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : .....31 299 563,68 €
- résultat d'investissement hors reports : .....- 25 594 761,52 €
- solde des reports d'investissement : .....- 2 052 561,04 €
- besoin de financement de la section d'investissement : .....27 647 322,56 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2016 à la section d'investissement pour un montant de 27 647 322,56 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 3 652 241,12 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (dépense) : Soldé d'exécution de la section d'investissement reporté : 25 594 761,52 €
  - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 27 647 322,56 €
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 3 652 241,12 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146376-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s) :

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE  
PARKING DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 et de l'article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales, il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2016 du budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2016 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : .....1 426 791,17 €
- résultat d'investissement : .....- 34 722,47 €
- besoin de financement de la section d'investissement : .....34 722,47 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2016 à la section d'investissement pour un montant de 34 722,47 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 1 392 068,70 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 34 722,47 €
  - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 34 722,47 €
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 1 392 068,70 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146377-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

## FINANCES – BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2017 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2017, adopté le 22 février 2017, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles.

Par ailleurs, ce Budget Supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2016 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2016.

Ce Budget Supplémentaire 2017 se présente de la façon suivante :

### I - BUDGET PRINCIPAL

Le Budget Supplémentaire 2017 du Budget Principal s'équilibre à **40 260 593,45 euros en section de fonctionnement** et à **93 703 708,71 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits reportés</b>	<b>723 500,00</b>	<b>0,00</b>	<b>723 500,00</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>7 768 307,41</b>	<b>31 768 786,04</b>	<b>39 537 093,45</b>
dont 930 – Services généraux	2 919 776,00		2 919 776,00
dont 931 – Sécurité	31 000,00		31 000,00
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 792 403,00		1 792 403,00
dont 935 – Aménagement des territoires et habitat	327 136,30		327 136,30
dont 936 – Action économique	564 454,00		564 454,00
dont 937 – Environnement	1 381 582,63		1 381 582,63
dont 938 – Transports	751 955,48		751 955,48
dont 946 – Transferts entre les sections		4 000 000,00	4 000 000,00
dont 953 – Virement à la section d'investissement		27 768 786,04	27 768 786,04
<b>Total général</b>	<b>8 491 807,41</b>	<b>31 768 786,04</b>	<b>40 260 593,45</b>

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	27 349 272,68	0,00	27 349 272,68
Crédits nouveaux	12 911 320,77	0,00	12 911 320,77
dont 930 – Services généraux	8 201 780,00		8 201 780,00
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 101 513,18		1 101 513,18
dont 935 – Aménagement des territoires et habitat	253 611,25		253 611,25
dont 936 – Action économique	434 552,00		434 552,00
dont 937 – Environnement	68 940 652,80		68 940 652,80
dont 938 – Transports	2 065,54		2 065,54
dont 940 – Impositions directes	-65 687 297,00		-65 687 297,00
dont 941 – Autres impôts et taxes	-600 000,00		-600 000,00
dont 942 – Dotations et participations	264 443,00		264 443,00
<b>Total général</b>	<b>40 260 593,45</b>	<b>0,00</b>	<b>40 260 593,45</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	62 748 992,67	0,00	62 748 992,67
Crédits reportés	27 967 081,63	0,00	27 967 081,63
Crédits nouveaux	1 576 534,41	1 411 100,00	2 987 634,41
dont 900 – Services généraux	-69 800,00		-69 800,00
dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	2 400 746,00		2 400 746,00
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	1 436 906,98		1 436 906,98
dont 906 – Action économique	-689 300,00		-689 300,00
dont 907 – Environnement	14 600,00		14 600,00
dont 908 – Transports	-2 017 922,19		-2 017 922,19
dont 921 – Taxes non affectées	200 000,00		200 000,00
dont 922 – Dotations et participations	301 303,62		301 303,62
dont 925 – Opérations patrimoniales		1 411 100,00	1 411 100,00
<b>Total général</b>	<b>92 292 608,71</b>	<b>1 411 100,00</b>	<b>93 703 708,71</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>4 803,62</b>	<b>0,00</b>	<b>4 803,62</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>44 506 087,51</b>	<b>0,00</b>	<b>44 506 087,51</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>16 012 931,54</b>	<b>33 179 886,04</b>	<b>49 192 817,58</b>
dont 900 – Services généraux	-40 000,00		-40 000,00
dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 226 837,85		1 226 837,85
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	36 568,40		36 568,40
dont 906 – Action économique	-95 000,00		-95 000,00
dont 907 – Environnement	-295 137,00		-295 137,00
dont 908 – Transports	505 314,67		505 314,67
dont 921 – Taxes non affectées	300 000,00		300 000,00
dont 922 – Dotations et participations	46 209 986,79		46 209 986,79
dont 923 – Dettes et autres opérations financières	-32 747 639,17		-32 747 639,17
dont 925 – Opérations patrimoniales		1 411 100,00	1 411 100,00
dont 926 – Transferts entre les sections		4 000 000,00	4 000 000,00
dont 951 – Virement de la section de fonctionnement		27 768 786,04	27 768 786,04
dont 954 – Produits des cessions d'immobilisation	912 000,00		912 000,00
<b>Total général</b>	<b>60 523 822,67</b>	<b>33 179 886,04</b>	<b>93 703 708,71</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2017 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et d'investissement,
- confirmer l'octroi de certaines subventions reportées et décider de l'affectation de subventions nouvelles dont l'état est annexé au présent budget, sous réserve de la signature d'une convention avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

**II – BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES**

Le Budget Supplémentaire 2017 du Budget annexe des services funéraires s'équilibre à **5 309 769,02 euros en section d'exploitation** et à **635 502,97 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>5 321 800,00</b>	<b>-12 030,98</b>	<b>5 309 769,02</b>
dont 011 – Charges à caractère général	246 800,00		246 800,00
dont 012 – Charges de personnel, frais assimilés	10 000,00		10 000,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	35 000,00		35 000,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	5 030 000,00		5 030 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		-344 214,98	-344 214,98
dont 042 – Opérations d'ordre transfert entre sections		332 184,00	332 184,00
<b>Total général</b>	<b>5 321 800,00</b>	<b>-12 030,98</b>	<b>5 309 769,02</b>

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>5 281 244,02</b>	<b>0,00</b>	<b>5 281 244,02</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>28 525,00</b>	<b>0,00</b>	<b>28 525,00</b>
dont 75 – Produits divers de gestion courante	28 525,00		28 525,00
<b>Total général</b>	<b>5 309 769,02</b>	<b>0,00</b>	<b>5 309 769,02</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits reportés</b>	<b>139 337,42</b>	<b>0,00</b>	<b>139 337,42</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>496 165,55</b>	<b>0,00</b>	<b>496 165,55</b>
dont 21 – Immobilisations corporelles	300 000,00		300 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	196 165,55		196 165,55
<b>Total général</b>	<b>635 502,97</b>	<b>0,00</b>	<b>635 502,97</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>647 533,95</b>	<b>0,00</b>	<b>647 533,95</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>0,00</b>	<b>-12 030,98</b>	<b>-12 030,98</b>
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		-344 214,98	-344 214,98
dont 040 – Opérations d'ordre transfert entre sections		332 184,00	332 184,00
<b>Total général</b>	<b>647 533,95</b>	<b>-12 030,98</b>	<b>635 502,97</b>



En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2017 du Budget annexe des Services Funéraires par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

### **III – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT**

Le Budget Supplémentaire 2017 du Budget annexe de l'Assainissement s'équilibre à **2 790 438,10 euros en section d'exploitation** et à **11 004 716,83 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

<b>SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>1 355 888,10</b>	<b>1 434 550,00</b>	<b>2 790 438,10</b>
dont 011 – Charges à caractère général	2 330,00		2 330,00
dont 012 – Charges de personnel, frais assimilés	-35 000,00		-35 000,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	1 388 558,10		1 388 558,10
dont 023 – Virement à la section d'investissement		1 434 550,00	1 434 550,00
<b>Total général</b>	<b>1 355 888,10</b>	<b>1 434 550,00</b>	<b>2 790 438,10</b>

<b>SECTION D'EXPLOITATION RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>2 699 738,10</b>	<b>0,00</b>	<b>2 699 738,10</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>90 700,00</b>	<b>0,00</b>	<b>90 700,00</b>
dont 77 – Autre produits de gestion courante	90 700,00		90 700,00
<b>Total général</b>	<b>2 790 438,10</b>	<b>0,00</b>	<b>2 790 438,10</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>7 597 181,88</b>	<b>0,00</b>	<b>7 597 181,88</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>6 488 634,95</b>	<b>0,00</b>	<b>6 488 634,95</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-3 081 100,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 081 100,00</b>
dont 21 – Immobilisations corporelles	200,00		200,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-3 081 300,00		-3 081 300,00
<b>Total général</b>	<b>11 004 716,83</b>	<b>0,00</b>	<b>11 004 716,83</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	184 742,76	0,00	184 742,76
Crédits nouveaux	9 385 424,07	1 434 550,00	10 819 974,07
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	13 901 074,07		13 901 074,07
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	-2 515 650,00		-2 515 650,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-2 000 000,00		-2 000 000,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		1 434 550,00	1 434 550,00
<b>Total général</b>	<b>9 570 166,83</b>	<b>1 434 550,00</b>	<b>11 004 716,83</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2017 du Budget annexe de l'assainissement par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

#### **IV – BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Le Budget Supplémentaire 2017 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif s'équilibre à **69 413, 78 euros en section d'exploitation** et à **3 776,42 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	69 413,78	0,00	69 413,78
dont 011 – Charges à caractère général	69 413,78		69 413,78
<b>Total général</b>	<b>69 413,78</b>	<b>0,00</b>	<b>69 413,78</b>

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	69 413,78	0,00	69 413,78
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>	<b>69 413,78</b>	<b>0,00</b>	<b>69 413,78</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	597,02	0,00	597,02
Crédits nouveaux	3 179,40	0,00	3 179,40
dont 21 – Immobilisations corporelles	3 179,40		3 179,40
<b>Total général</b>	<b>3 776,42</b>	<b>0,00</b>	<b>3 776,42</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>3 776,42</b>	<b>0,00</b>	<b>3 776,42</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total général</b>	<b>3 776,42</b>	<b>0,00</b>	<b>3 776,42</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2017 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

#### **V – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE**

Le Budget Supplémentaire 2017 du budget annexe de l'eau potable s'équilibre à **5 860 491,91 euros en section d'exploitation** et à **1 365 415,23 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

<b>SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>5 860 491,91</b>	<b>0,00</b>	<b>5 860 491,91</b>
dont 011 – Charges à caractère général	-81 670,00		-81 670,00
dont 012 – Charges de personnel, frais assimilés	35 000,00		35 000,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	5 907 161,91		5 907 161,91
<b>Total général</b>	<b>5 860 491,91</b>	<b>0,00</b>	<b>5 860 491,91</b>

<b>SECTION D'EXPLOITATION RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>5 930 091,91</b>	<b>0,00</b>	<b>5 930 091,91</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-69 600,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-69 600,00</b>
dont 70 – Ventes produits fabriqués, prestations	40 400,00		40 400,00
dont 75 – Autres produits de gestion courante	-110 000,00		-110 000,00
<b>Total général</b>	<b>5 860 491,91</b>	<b>0,00</b>	<b>5 860 491,91</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>709 885,25</b>	<b>0,00</b>	<b>709 885,25</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>655 529,98</b>	<b>0,00</b>	<b>655 529,98</b>
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	670 529,98		670 529,98
dont 20 – Immobilisations incorporelles	-15 000,00		-15 000,00
<b>Total général</b>	<b>1 365 415,23</b>	<b>0,00</b>	<b>1 365 415,23</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
Résultat reporté	1 170 854,30	0,00	1 170 854,30
Crédits reportés	167 460,93	0,00	167 460,93
Crédits nouveaux	27 100,00	0,00	27 100,00
dont 23 – Immobilisations en cours	27 100,00		27 100,00
<b>Total général</b>	<b>1 365 415,23</b>	<b>0,00</b>	<b>1 365 415,23</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2017 du budget annexe de l'eau potable par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

## **VI – BUDGET ANNEXE TRANSPORT**

Le Budget Supplémentaire 2017 du budget annexe transport s'équilibre à **5 952 241,12 euros en section d'exploitation** et à **31 770 222,56 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

<b>SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
Crédits reportés	852 196,20	0,00	852 196,20
Crédits nouveaux	-125 486,34	5 225 531,26	5 100 044,92
dont 011 – Charges à caractère général	-34 316,34		-34 316,34
dont 012 – Charges de personnel, frais assimilés	-10 000,00		-10 000,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	-281 170,00		-281 170,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	200 000,00		200 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		- 9 714 468,74	-9 714 468,74
dont 042 – Opérations d'ordre transfert entre sections		14 940 000,00	14 940 000,00
<b>Total général</b>	<b>726 709,86</b>	<b>5 225 531,26</b>	<b>5 952 241,12</b>

<b>SECTION D'EXPLOITATION RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
Résultat reporté	3 652 241,12	0,00	3 652 241,12
Crédits nouveaux	0,00	2 300 000,00	2 300 000,00
dont 042 – Opérations d'ordre transfert entre sections		2 300 000,00	2 300 000,00
<b>Total général</b>	<b>3 652 241,12</b>	<b>2 300 000,00</b>	<b>5 952 241,12</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>25 594 761,52</b>	<b>0,00</b>	<b>25 594 761,52</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>5 416 161,04</b>	<b>0,00</b>	<b>5 416 161,04</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-2 199 000,00</b>	<b>2 958 300,00</b>	<b>759 300,00</b>
dont 20 – Immobilisations incorporelles	60 000,00		60 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	-136 000,00		-136 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-1 600 000,00		-1 600 000,00
dont 27 – Autres immobilisations financières	-523 000,00		-523 000,00
dont 040 – Opérations d'ordre transfert entre sections		2 300 000,00	2 300 000,00
dont 041 – Opérations patrimoniales		658 300,00	658 300,00
<b>Total général</b>	<b>28 811 922,56</b>	<b>2 958 300,00</b>	<b>31 770 222,56</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>3 363 600,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 363 600,00</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>22 522 791,30</b>	<b>5 883 831,26</b>	<b>28 406 622,56</b>
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	27 647 322,56		27 647 322,56
dont 13 – Subventions d'investissement	-3 000 000,00		-3 000 000,00
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	-2 144 531,26		-2 144 531,26
dont 23 – Immobilisations en cours	20 000,00		20 000,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		-9 714 468,74	-9 714 468,74
dont 040 – Opérations d'ordre transfert entre sections		14 940 000,00	14 940 000,00
dont 041 – Opérations patrimoniales		658 300,00	658 300,00
<b>Total général</b>	<b>25 886 391,30</b>	<b>5 883 831,26</b>	<b>31 770 222,56</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2017 du budget annexe transport par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

## VI – BUDGET ANNEXE PARKING

Le Budget Supplémentaire 2017 du budget annexe parking s'équilibre à **1 537 068,70 euros en section d'exploitation** et à **34 722,47 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>1 537 068,70</b>	<b>0,00</b>	<b>1 537 068,70</b>
dont 011 – Charges à caractère général	1 537 068,70		1 537 068,70
<b>Total général</b>	<b>1 537 068,70</b>	<b>0,00</b>	<b>1 537 068,70</b>

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>1 392 068,70</b>	<b>0,00</b>	<b>1 392 068,70</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>145 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>145 000,00</b>
dont 70 – Ventes produits fabriqués, prestations	145 000,00		145 000,00
<b>Total général</b>	<b>1 537 068,70</b>	<b>0,00</b>	<b>1 537 068,70</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>34 722,47</b>	<b>0,00</b>	<b>34 722,47</b>
<b>Total général</b>	<b>34 722,47</b>	<b>0,00</b>	<b>34 722,47</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>34 722,47</b>	<b>0,00</b>	<b>34 722,47</b>
dont 10 -- Dotations, fonds divers et réserves	34 722,47		34 722,47
<b>Total général</b>	<b>34 722,47</b>	<b>0,00</b>	<b>34 722,47</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2017 du budget annexe parking par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Délibération n° 14781

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées ( 6 abstentions et 3 votes contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146665-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET



## FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2017 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2017 et pour soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé l'affectation ou l'annulation des subventions telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

### Budget Principal :

FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE HOCKEY CLUB	11 250
	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE RUGBY XIII	10 000
	COULEURS CUBAINES	2 000
	INSTITUT CHOREGRAPHIQUE INTERNATIONAL (ICI) CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER (CCN)	30 000
933	<b>TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT CULTURE, JEUNESSE, SPORTS &amp; LOISIRS</b>	<b>53 250</b>
6574	VIN EN CHINE AVEC EUPIC (EU PROJECT INNOVATION CENTER)	-4 000
	ASSOCIATION FRANÇAISE DES PSYCHOLOGUES DE L'EDUCATION NATIONALE (AFPEN) – CONGRES CORUM	5 000
	OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	90 000
	ASSOCIATION DE PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ECONOMIQUES (APFTE)	566 000
936	<b>TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ACTION ECONOMIQUE</b>	<b>657 000</b>

### Budget Principal :

INVESTISSEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
20421	CHAMBRE D'AGRICULTURE	30 000
905	<b>TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AMENAGEMENT DES TERRITOIRES &amp; HABITAT</b>	<b>30 000</b>
20421	CHAMBRE D'AGRICULTURE	-30 000
906	<b>TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ACTION ECONOMIQUE</b>	<b>-30 000</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions de fonctionnement et des subventions d'équipement, ainsi que l'annulation de deux subventions, conformément aux tableaux présentés ci-dessus,
- dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Pour l'ensemble des subventions hors APFTE (Association de promotion des flux touristiques et économiques), le Conseil adopte à l'unanimité.

Délibération n° 14782

Pour la subvention relative à l'APFTE, le Conseil adopte à la majorité des voix exprimées (4 contre)  
(3 abstentions).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146667-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

# **FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT - CRÉATIONS - RÉVISIONS - CLÔTURES - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Ces autorisations de programme définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

## **I - Créations de nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Supplémentaire 2017 :**

### **BUDGET PRINCIPAL (en euro TTC)**

#### **DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI ET INSERTION**

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
Pacte Métropolitain d'Innovation : Montpellier Capital santé	3 590 000	0	991 500	1 898 500	700 000		

#### **CULTURE**

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
Intégration médiathèque Fellini à Zola	6 200 000	0	531 910	1 490 000	3 150 000	600 000	428 0

**II - Révisions des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Supplémentaire 2017 :**

**BUDGET PRINCIPAL (en euro TTC)**

**ENSEIGNEMENT SUPERIEUR RECHERCHE ET INNOVATION**

Intitulé du programme	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021
CPER ESRI Universités et partenariats	11 803 080		4 365 080	2 720 000	2 303 000	2 415 000	

**POLES TERRITORIAUX**

**Pôle Plaine Ouest :**

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			Pour information: total des APCP "Espace Public"		
Pôle: Plaine Ouest	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017
	6 643 514	1 264 459	5 379 055	586 230	133 599	452 631	7 229 743	1 398 057	5 831 686
Cournonsec	285 551	114 247	171 304	52 728		52 728	338 279	114 247	224 032
Courmonterral	623 818	129 660	494 158	19 481		19 481	643 299	129 660	513 639
Fabrègues	1 029 150	28 313	1 000 837	104 888	32 407	72 481	1 134 038	60 720	1 073 318
Lavérune	667 683	54 413	613 270	68 594	16 302	52 292	736 277	70 715	665 562
Pignan	485 433	212 845	272 588	200 926	64 000	136 926	686 359	276 845	409 514
Saint Jean de Védas	3 188 100	669 520	2 518 580	134 099	20 890	113 209	3 322 200	690 411	2 631 789
Saussan	363 777	55 459	308 318	5 514		5 514	369 291	55 459	313 832

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES			Pour information: total des APCP "Espace Public"		
Pôle: Plaine Ouest	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017
	1 481 570	290 257	1 191 313	345 031		345 031	98 032	37 995	60 037	1 924 633	328 252	1 596 381
Cournonsec	30 000		30 000	34 000		34 000	46 500	10 225	36 275	110 500	10 225	100 275
Courmonterral	256 403	13 000	243 403				20 000	20 000		276 403	33 000	243 403
Fabrègues				25 000		25 000				25 000		25 000
Lavérune	45 000		45 000	195 761		195 761	9 761		9 761	250 522		250 522
Pignan				24 000		24 000	15 000	6 337	8 663	39 000	6 337	32 663
Saint Jean de Védas	1 100 136	277 257	822 879				2 771	1 433	1 338	1 102 907	278 690	824 217
Saussan	50 031		50 031	66 270		66 270	4 000		4 000	120 301		120 301

**Pôle Piémonts et Garrigues :**

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			Pour information: total des APCP "Espace Public"		
Pôle: Piémonts et Garrigues	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017
	5 902 237	1 172 950	4 729 287	1 514 483	149 103	1 365 380	7 416 719	1 322 052	6 094 667
Grabels	1 909 684	179 448	1 730 236	187 865	84 805	103 060	2 097 549	264 253	1 833 296
Juvignac	2 799 686	475 186	2 324 500	1 089 237	53 431	1 035 806	3 888 923	528 617	3 360 306
Murviel-lès-Montpellier	484 428	136 259	348 169	115 259	3 849	111 410	599 687	140 108	459 579
Saint Georges d'Orques	708 439	382 057	326 382	122 122	7 018	115 104	830 560	389 074	441 486

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES			Pour information: total des APCP "Espace Public"		
Pôle: Piémonts et Garrigues	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017
	1 478 583	211 696	1 266 887	364 280	0	364 280	189 197	85 460	103 737	2 032 060	297 156	1 734 904
Grabels	600 698	0	600 698	20 000	0	20 000	68 224	10 645	57 579	688 922	10 645	678 277
Juvignac	250 000	0	250 000	267 280	0	267 280	46 883	13 049	33 834	564 163	13 049	551 114
Murviel-lès-Montpellier	234 482	0	234 482	33 000	0	33 000	9 000	8 879	121	276 482	8 879	267 603
Saint Georges d'Orques	393 403	211 696	181 707	44 000	0	44 000	65 090	52 887	12 203	502 493	264 583	237 910

**Pôle Vallée du Lez :**

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			CHAP 907 : ENVIRONNEMENT			Pour information: total des APCP "Espace Public"		
Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017
	5 961 223	2 268 577	3 692 646	1 908 196	565 946	1 342 250	18 612	2 072	16 540	7 888 031	2 836 595	5 051 436
Castelnau-le-Lez	2 612 810	1 177 831	1 434 979	1 344 792	348 689	996 103	0	0	0	3 957 602	1 526 520	2 431 082
Clapiers	484 789	169 267	315 522	160 955	36 529	124 426	3 000	0	3 000	648 744	205 796	442 948
Jacou	664 786	235 938	428 848	63 806	4 777	59 029	4 072	2 072	2 000	732 664	242 787	489 877
Le Crès	1 541 019	621 782	919 237	247 637	152 459	95 178	7 200	0	7 200	1 795 856	774 241	1 021 615
Montferrier-sur-Lez	278 064	9 769	268 295	33 064	3 184	29 880	1 000	0	1 000	312 128	12 953	299 175
Prades-le-Lez	379 755	53 990	325 765	57 942	20 308	37 634	3 340	0	3 340	441 037	74 298	366 739

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES			Pour information: total des APCP "Espace Public"		
Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017
	1 562 188	16 400	1 545 788	0	0	0	419 144	277 705	141 439	1 981 332	294 105	1 687 227
Castelnau- le-Lez	386 400	16 400	370 000		0		346 284	248 255	98 029	732 684	264 655	468 029
Clapiers	127 250	0	127 250		0		36 821	20 471	16 350	164 071	20 471	143 600
Jacou	297 060	0	297 060		0		19 540	8 979	10 561	316 600	8 979	307 621
Le Crès	605 485	0	605 485		0			0		605 485	0	605 485
Montferrier- sur-Lez		0			0		6 591	0	6 591	6 591	0	6 591
Prades-le- Lez	145 993	0	145 993		0		9 908	0	9 908	155 901	0	155 901

### Pôle Cadoule et Bérange :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			Pour information: total des APCP "Espace Public"		
Pôle: Cadoule et Bérange	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017
	6 948 224	1 813 738	5 134 486	821 408	460 246	361 162	7 769 629	2 273 981	5 495 648
Baillargues	777 114	310 909	466 205	314 422	263 061	51 361	1 091 535	573 969	517 566
Beaulieu	270 293	78 492	191 801	127 016	72 305	54 711	397 309	150 797	246 512
Castries	1 271 803	473 849	797 954	56 551	37 494	19 057	1 328 354	511 343	817 011
Montaud	415 561	127 660	287 901	0	0	0	415 561	127 660	287 901
Restinclières	424 942	815	424 127	0	0	0	424 942	815	424 127
Saint-Brès	388 651	223 031	165 620	62 971	8 697	54 274	451 622	231 728	219 894
Saint-Drézery	596 823	76 329	520 494	61 236	16 193	45 043	658 058	92 521	565 537
Saint Geniès des Mourgues	440 081	139 860	300 221	34 280	0	34 280	474 361	139 860	334 501
Sussargues	325 178	68 750	256 428	42 428	25 852	16 576	367 605	94 601	273 004
Vendargues	2 037 778	314 043	1 723 735	122 504	36 644	85 860	2 160 282	350 687	1 809 595

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES			Pour information: total des APCP "Espace Public"		
Pôle: Cadoule et Bérange	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017
	2 269 430	106 419	2 163 011	241 915	0	241 915	139 152	51 870	87 282	2 650 497	158 289	2 492 208
Baillargues	150 000	0	150 000		0		15 136	4 908	10 228	165 136	4 908	160 228
Beaulieu	145 800	0	145 800	68 317	0	68 317	4 675	2 768	1 907	218 792	2 768	216 024
Castries	317 000	0	317 000	116 700	0	116 700	28 498	28 498		462 198	28 498	433 700
Montaud	212 266	0	212 266		0			0		212 266	0	212 266
Restinclières	174 151	0	174 151	20 949	0	20 949	13 324	0	13 324	208 424	0	208 424
Saint-Brès	180 399	85 470	94 929		0		10 400	10 400		190 799	95 870	94 929
Saint- Drézery	200 222	0	200 222	20 949	0	20 949	31 000	0	31 000	252 171	0	252 171
Saint Geniès des Mourgues	175 205	0	175 205	15 000	0	15 000	20 000	5 296	14 704	210 205	5 296	204 909
Sussargues	149 470	20 949	128 521		0		16 119	0	16 119	165 589	20 949	144 640
Vendargues	564 917	0	564 917		0			0		564 917	0	564 917

### Pôle Littoral :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			Pour information: total des APCP "Espace Public"		
Pôle: Littoral	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017
	5 952 927	2 202 210	3 750 717	1 525 025	310 273	1 214 752	7 477 952	2 512 483	4 965 469
Lattes	3 352 302	1 144 883	2 207 419	916 956	170 000	746 956	4 269 258	1 314 883	2 954 375
Pérols	2 098 980	885 603	1 213 377	427 909	126 695	301 214	2 526 889	1 012 298	1 514 591
Villeneuve-lès-Maguelone	501 645	171 724	329 921	180 160	13 578	166 582	681 805	185 302	496 503

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES			Pour information: total des APCP "Espace Public"		
Pôle: Littoral	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017
	1 592 514	813 705	778 809	183 938	0	183 938	21 637	10 840	10 797	1 798 089	824 545	973 544
Lattes	1 442 338	813 705	628 633	165 938	0	165 938		0		1 608 276	813 705	794 571
Pérols		0			0		21 637	10 840	10 797	21 637	10 840	10 797
Villeneuve-lès-Maguelone	150 176	0	150 176	18 000	0	18 000		0		168 176	0	168 176

### Pôle Montpellier :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE			CHAP 907 : ENVIRONNEMENT			Pour information: total des APCP "Espace Public"		
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017
	34 192 254	15 406 753	18 785 501	7 962 047	2 708 867	5 253 180	2 460 726	1 145 491	1 315 235	44 615 027	19 261 111	25 353 916
Montpellier	34 192 254	15 406 753	18 785 501	7 962 047	2 708 867	5 253 180	2 460 726	1 145 491	1 315 235	44 615 027	19 261 111	25 353 916

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE			CHAP 907 : ENVIRONNEMENT			CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES			Pour information: total des APCP "Espace Public"		
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017	Montant de l'AP	Réalisations antérieures	CP 2017
	9 066 730	1 692 000	7 374 730	217 860	83 111	134 749	0	0	0	9 284 590	1 775 111	7 509 479
Montpellier	9 066 730	1 692 000	7 374 730	217 860	83 111	134 749		0		9 284 590	1 775 111	7 509 479

### III - Clôtures des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Supplémentaire 2017 :

#### BUDGET PRINCIPAL (en euro TTC)

#### URBANISME, HABITAT ET COHESION SOCIALE

Intitulé du programme		Montant de l'AP	Réalisations
FONAMU02	ETUDES ROUTE DE LA MER	1 268 394,02 €	887 771,30 €



**MOBILITES**

Intitulé du programme		Montant de l'AP	Réalisations
TRADSP01	INVESTISSEMENTS DSP TRANSPORTS	42 459 410 €	10 739 576,84 €

**BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT (en euro TTC)**

**ASSAINISSEMENT**

Intitulé du programme		Montant de l'AP	Réalisations
SDASTR01	STEP BAILLARGUES SAINT-BRES	14 599 250,26 €	14 338 566,27 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création des autorisations de programme relatives au Pacte Métropolitain d'Innovation « Montpellier Capital santé » et à l'intégration de la médiathèque Fellini à la médiathèque Zola ;
- approuver la révision de l'autorisation de programme relative au CPER ESRI « Universités et partenariats » et de celles relatives aux six pôles territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver la clôture des opérations relatives : aux études Route de la mer, aux investissements de la précédente délégation de service public sur les transports et à la station d'épuration de Baillargues et Saint-Brès ;
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146469-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**FINANCES – ADMISSION EN NON VALEUR DE TITRES DE RECETTE POUR L'EXERCICE 2017 - BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNÉRAIRES - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Monsieur le Trésorier Principal Municipal a transmis à Montpellier Méditerranée Métropole l'état des recettes relatives au budget annexe des services funéraires qui s'avèrent irrécouvrables malgré la mise en œuvre de toutes les procédures légales de recouvrement.

Après étude, il est proposé de donner suite à la requête du Trésorier pour un montant de créances s'élevant à 32 588,92 euros qui se décomposent de la façon suivante :

	Admissions en non valeur (€)
Budget Annexe des Services Funéraires	32 588,92

Les recettes admises en non valeur sont annexées à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant proposé d'admissions en non-valeur pour l'année 2017 de 32 588,92 euros, pour le budget annexe des services funéraires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146427-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

**Pouvoir(s):**

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

**Absent(es):**

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

## **FINANCES – REMISE GRACIEUSE TRÉSORIER - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par jugement en date du 31 octobre 2016, la Chambre Régionale des Comptes a prononcé la mise en débet de Monsieur Claude CHAVAS, comptable public de Montpellier Méditerranée Métropole, au titre des exercices comptables 2008 et 2009.

Le juge des comptes a déclaré Monsieur Claude CHAVAS débiteur de la somme de 489 671,06 euros, il a estimé que le Comptable avait mis en paiement des factures en l'absence de pièces justificatives suffisantes.

Monsieur Claude CHAVAS a sollicité auprès du Ministère de l'économie et des finances une remise gracieuse de ces sommes. Conformément à l'article 9 du décret 2008-228 du 5 mars 2008 cette remise gracieuse ne peut être accordée qu'après avis favorable de la Métropole.

Les paiements faisant l'objet du jugement de la Chambre régionale des comptes n'ont pas entraîné de préjudice financier pour la Métropole. En effet, toutes les factures ont fait l'objet d'un service fait. Il est donc proposé au Conseil d'émettre un avis favorable à la remise gracieuse de Monsieur Claude CHAVAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la remise gracieuse demandée par l'ancien Trésorier Principal Municipal suite au jugement du 31 octobre 2016 de la Chambre Régionale des comptes.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146378-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## LOGEMENT



**SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET**

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 13 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC LES MAZES - LOT 104 À SAINT-DRÉZÉRY - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 13 logements locatifs sociaux, ZAC Les Mazes, lot 104 à Saint-Drézéry. L'opération comprend 9 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'architecte Jean-Luc Martineau domicilié à Montpellier.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 114 741 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 519 005 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 183 990 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 325 511 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 86 235 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :



Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	519 005 €	183 990 €	325 511 €	86 235 €
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 0,60 %      - 0,20 %			
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 836 055,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 114 741 € sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 13 logements locatifs sociaux, ZAC Les Mazes, lot 104 à Saint-Drézéry ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145383-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 13 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC LES MAZES  
LOT 104 - SAINT-DRÉZÉRY - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À LA SA D'HLM FDI  
HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la construction de 13 logements sociaux à prendre place dans la ZAC Les Mazes lot 104 à Saint-Drézéry.

Le programme comprend 9 logements sociaux financés en prêt locatif à usage social (PLUS) et 4 logements très sociaux financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI). Conçu par l'architecte Jean-Luc Martineau, le programme développe une surface habitable de 791,36 m<sup>2</sup> selon la typologie suivante : 4 T2 – 7 T3 – 2 T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 5 000 € par logement PLUS / PLAI permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations en zone 3 du financement du logement social.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût total de l'opération : **1 433 641 €**
- Subvention Etat Déléguée : 30 600 €
- Subvention conseil régional : 34 000 €
- Prêt CDC : 1 114 741 €
- Prêt PEEC : 15 000 €
- Fonds propres : 174 300 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 65 000 €**

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention de 65 000 € à la SA d'HLM FDI Habitat pour la réalisation de 13 logements locatifs sociaux situés ZAC Les Mazes, lot 104 à Saint-Drézéry ;
  - dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
  - dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution de subvention fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145374-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL,



**SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET**

**LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2017-2021 - QUARTIERS COURREAU / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2017-2021. S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux ilots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre conférées par son statut depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :
  - une aide de 25% du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),
  - une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonné à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH,
  - une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonné à 1250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,

pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10% pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire,
- une aide de 5% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonné à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux,
- pour les syndicats de propriétaires :
  - une prime de 30% du montant des travaux éligibles, plafonnés à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,
  - une prime de 30% du montant de la dépense, plafonnée à 1 800 € par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter une aide à un propriétaire occupant d'un logement situé 8 rue Saint-Etienne à Montpellier, disposant de ressources modestes, pour l'installation d'un monte-escalier, pour un montant de 2 777 €.

Le coût des travaux s'élève à 11 109 € HT (11 720 € TTC) et correspond à la dépense subventionnable calculée selon les règles de l'ANAH. Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- ANAH : 50% soit 5 555 €,
- Montpellier Méditerranée Métropole : 25 % soit 2 777 €,
- Propriétaire : solde, soit 3 388 € TTC.

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 2 777 € à Monsieur PERSEGOL Claude demeurant 8 rue Saint-Étienne à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145677-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET



**LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE QUARANTE ET UN LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quarante et un logements situés dans les communes de Baillargues, Castries, Clapiers, Courmonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Le Crès, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint Georges d'Orques, et Villeneuve-lès-Maguelone, dont quarante occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes et un locatif, pour un montant total de 127 325 €.

Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145729-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 152 LOGEMENTS SOCIAUX D'INSERTION - RÉSIDENCE SOCIALE JEUNES ACTIFS "DIVER'CITY" - ZAC EURÉKA, LOT 18A À CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE ADOMA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La société anonyme d'économie mixte ADOMA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 152 logements sociaux d'insertion, résidence sociale jeunes actifs « Diver'City », situés ZAC Euréka, lot 18A à Castelnau-le-Lez. Cette résidence répond aux besoins en logement des jeunes actifs isolés qui s'inscrivent dans un parcours professionnel avec des revenus limités et rencontrent des difficultés d'accès au logement ordinaire. Le projet a été conçu par le cabinet d'architecte Matte-Devaux-Rousseau (MDR) domicilié à Montpellier.

ADOMA demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 6 316 520 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 5 053 216 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 1 263 304 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	5 053 216 €	1 263 304 €
Durée	40 ans	60 ans
Périodicité des échéances	annuelle	
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt	
	- 0,20 %	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %	
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)	
Modalité de révision	simple révisabilité	
Taux annuel de progressivité	0 %	
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour le prêt PLAI construction, et de 60 ans pour le prêt PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA d'économie mixte ADOMA, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à ADOMA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 4 737 390 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total de 6 316 520 €, sollicités par la société anonyme d'économie mixte ADOMA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 152 logements sociaux d'insertion, résidence sociale jeunes actifs "Diver'City", situés ZAC Euréka, lot 18A à Castelnau-le-Lez ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la société anonyme d'économie mixte ADOMA, et à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145768-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE « ELAÏA » - RUE DES ACONITS À MONTPELLIER - GARANTIE D’EMPRUNT À LA SA D’HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l’habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l’objectif de mixité sociale dans l’habitat, telles que l’attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d’HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d’obtenir la garantie de l’emprunt qu’elle va contracter pour financer la construction de 9 logements en location-accession, résidence « Elaïa », 3 rue des Aconits à Montpellier. Le projet a été conçu par Pascal MEGIAS, architecte à Aigues-Mortes.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 100 % le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d’un montant total de 1 087 000 € qu’il sollicite auprès du Crédit Foncier de France.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d’emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d’emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d’acquisition, d’amélioration de logements réalisées par les organismes d’habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l’article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l’article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Foncier de France sont mentionnées ci-après :

<b>Montant du prêt PSLA :</b>	<b>1 087 000 €</b>
<b>Durée :</b>	<b>32 ans* soit :</b>
dont phase de mobilisation :	2 ans
dont différé d’amortissement :	5 ans
dont amortissement	25 ans
<b>Phase de mobilisation des fonds</b>	
<b>Durée :</b>	<b>24 mois maximum</b>
<b>Conditions financières :</b>	Euribor 3 mois + marge 1,70 % <i>Index Euribor flooré à 0 %, arrondi au 1/100<sup>ème</sup> de point supérieur</i>
<b>Versement des fonds</b>	en une ou plusieurs fois pour un montant minimum de chaque tirage de 200 000 €
<b>Phase de consolidation</b>	
<b>1<sup>ère</sup> période de différé d’amortissement de 5 ans</b>	
*A l’issue de la période de différé d’amortissement de 5 ans, une quotité de 434 800 € pourra être amortie sur la durée résiduelle de 25 ans. Une réduction du montant du prêt de 652 200 € sera donc obligatoirement appliquée.	
<b>2<sup>ème</sup> période de 25 ans d’amortissement</b> (amortissement progressif ou constant) pour un montant maximum de 434 800 €.	
<b>Périodicité des échéances :</b>	trimestrielle
<b>Conditions financières :</b>	- Euribor 3 mois + marge 1,70 % <i>Index Euribor flooré à 0 %, arrondi au 1/100<sup>ème</sup> de point supérieur</i> - ou taux fixe du moment issu de la cotation proposée par le prêteur et acceptée par l’emprunteur. <i>L’option taux fixe ne sera possible que dans le cas d’une conservation des logements dans le patrimoine de l’emprunteur, loués dans les conditions réglementaires du PLS.</i>
<b>Conditions particulières</b>	
<b>Indemnité de remboursement anticipé :</b>	<b>Depuis index Euribor :</b> aucune indemnité ne sera perçue des ventes intervenant dans le cadre du dispositif PSLA (levée d’option)

	<p>IRA de 3 % du montant remboursé par anticipation, avec frais de gestion de 1 % du capital restant dû avant remboursement (minimum : 800 € maximum : 3 000 €) dans les autres cas.</p> <p><b>Depuis taux fixe :</b> indemnité actuarielle dans tous les cas avec un minimum de 6 mois d'intérêts et perception de frais de gestion correspondant à 1 % du capital restant dû avant remboursement (minimum : 800€ maximum : 3 000 €)</p>
--	---

Au cas où FDI Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification du Crédit Foncier de France par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme de 1 087 000 €, représentant 100 % du prêt sollicité par la SA d'HLM FDI Habitat auprès du Crédit Foncier de France pour la réalisation de 9 logements en location-accession, résidence « Elaïa », rue des Aconits à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Foncier de France et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145540-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

# **LOGEMENT – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS À DIVERSES ASSOCIATIONS INTERVENANT DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à des associations qui interviennent dans le domaine du logement. Aussi, la Métropole est sollicitée par neuf associations pour l'octroi d'une subvention de fonctionnement ou pour la mise en œuvre d'actions spécifiques au titre de l'année 2017. Il est proposé au Conseil de décider de l'octroi du concours de la Métropole aux différentes structures l'ayant sollicitée ainsi qu'il suit :

## **Subventions de fonctionnement**

Nom de l'association bénéficiaire	Principal objet de l'association	Montant
Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL)	Conseiller juridiquement de façon neutre et gratuite les particuliers en matière de logement	33 500 €
Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS)	Favoriser la location à des personnes et familles à revenus modestes	4 000 €
Confédération du Logement et du Cadre de Vie (CLCV)	Défendre les consommateurs, les locataires, les copropriétaires et les usagers	6 900 €
Fédération Confédération Nationale du Logement 34 (Fédération CNL 34)	Défendre les usagers du logement et les consommateurs	2 100 €
éCOhabitons	Promouvoir l'habitat participatif	600 €
Face 34	Lutter contre les exclusions et les discriminations	1 500 €
Habitat et Humanisme Hérault	Favoriser l'insertion par le logement	1 500 €
Habiter Enfin !	Favoriser l'accès au logement de ménages victimes de discriminations	1 200 €
<b>TOTAL</b>		<b>51 300 €</b>

## **Subvention sur actions spécifiques**

Nom de l'association bénéficiaire	Intitulé de l'action	Montant
ADIL	Observatoire des loyers	15 000 €
AIVS	Captation de logements à loyer modéré sur le territoire de la Métropole	4 000 €
Association Nationale des Compagnons Bâisseurs	Atelier de quartier (auto-réhabilitation accompagnée)	9 000 €
CLCV	Représentation des locataires au sein des différentes instances consultatives en matière d'habitat dans la Métropole	1 000 €
<b>TOTAL</b>		<b>29 000 €</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions telles que décrites dans les tableaux ci-dessus,
- dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,

Délibération n° 14801

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les projets de conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145867-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**LOGEMENT – CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES POUR LA RÉHABILITATION ET LA RÉFECTION DES RÉSEAUX D'EAU DES CITÉS UNIVERSITAIRES "TRIOLET E" "BOUTONNET G" "VERT BOIS" ET "VOIE DOMITIENNE" À MONTPELLIER - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain.

Par ailleurs, compte tenu de sa croissance démographique soutenue, alimentée notamment par l'arrivée d'étudiants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre au titre de sa compétence en matière d'habitat, une politique volontariste en faveur du logement étudiant. Celle-ci permet de répondre aux besoins spécifiques de ces publics, en favorisant leurs parcours résidentiels, notamment par la production d'une offre locative sociale adaptée à leurs revenus.

Au titre du volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi souhaité contribuer aux projets de rénovation et de modernisation des cités universitaires gérées par le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) de Montpellier.

Le CROUS de Montpellier possède le premier parc de logement social étudiant de France avec plus de 10 000 lits. C'est aussi le premier parc rapporté au nombre d'étudiants avec un taux d'équipement de 10,6 %. Les cités universitaires traditionnelles ont, pour la plupart, été construites dans les années 60 et 70. L'importance de ce parc nécessite une politique de réhabilitation et de maintenance adaptée. En effet, la conception de ces cités universitaires repose sur des chambres et non des logements autonomes, sans sanitaires individuels ni salle d'eau. Les travaux programmés par le CROUS consistent à améliorer leur niveau de confort, notamment en recréant des cellules fonctionnelles autonomes et en intégrant des cabines sanitaires tri-fonctions. Il est également prévu leur mise aux normes en mettant l'accent sur la qualité environnementale, avec comme objectif de répondre à la RT2012 rénovation lourde.

Le CROUS mène également des travaux de réfection des réseaux d'eau : alimentation en eau potable (AEP), eau pluvial (EP) et eaux usées (EU). L'objectif est d'améliorer le niveau de captation des EU-EP et de réduire les coûts de maintenance.

Le CROUS a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réhabilitation du bâtiment E de la cité universitaire « Triolet » et du bâtiment G de la cité universitaire « Boutonnet », ainsi qu'au remplacement des réseaux EU-EP / AEP des cités universitaires « Vert Bois » et « Voie Domitienne » situées à Montpellier.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé pour un montant total de 1 228 868 € pour ces quatre opérations.

Les plans de financement prévisionnels des opérations projetées s'établissent ainsi qu'il suit :

Nature des travaux	Réhabilitation de bâtiment		Remplacement des réseaux EU-EP / AEP	
	Opération « Boutonnet G »	Opération « Triolet E »	Opération « Voie Domitienne »	Opération « Vert Bois »
Nombre de logements	120 logements	116 logements	1004 logements	910 logements

<b>Plan de financement :</b>				
Coût total de l'opération	2 374 500 €	2 595 650 €	830 400 €	872 400 €
Etat	400 000 €	- €	- €	- €
Région	420 000 €	392 000 €	- €	- €
CNOUS	735 000 €	- €	- €	- €
Plan campus COMUE	- €	1 760 000 €	- €	- €
Fonds propres CROUS	579 500 €	215 650 €	494 588 €	447 344 €
<b>Participation Montpellier Méditerranée Métropole</b>	<b>240 000 €</b>	<b>228 000 €</b>	<b>335 812 €</b>	<b>425 056 €</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention au CROUS de Montpellier de 228 000 € pour la réhabilitation de la cité universitaire « Triolet E », 75 avenue Fliche à Montpellier et de 240 000 € pour la cité universitaire « Boutonnet G », 119 rue du Faubourg Boutonnet à Montpellier, ainsi que de 425 056 € pour la réfection des réseaux d'eau de la cité universitaire « Vert Bois », 192 rue de la Chênaie à Montpellier, et de 335 812 € pour la cité universitaire « Voie Domitienne », 259 avenue Domitienne à Montpellier ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145743-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait : certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION  
DES MILIEUX AQUATIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET



**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES  
- BASSE VALLÉE DU LEZ ET DE LA MOSSON - DÉCLARATION D'UN  
SYSTÈME D'ENDIGUEMENT AU TITRE DE L'ARTICLE R 562-14 DU CODE DE  
L'ENVIRONNEMENT - APPROBATION**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Dans le cadre du 1<sup>er</sup> PAPI Lez Mosson Etangs palavasiens, la Communauté d'Agglomération de Montpellier (devenue Métropole) a réalisé, entre 2007 et 2014, au titre de sa compétence « Lutte contre les inondations », plusieurs ouvrages de protection contre les inondations du Lez, de la Lironde et du Lantissargues sur les communes de Lattes et Montpellier.

Cela concerne notamment :

- le partiteur de crues du Lez et le chenal de la Lironde,
- le renforcement des digues rives droite et gauche du Lez, depuis l'autoroute A709 jusqu'à la confluence avec la Mosson et la création de la digue de Gramenet entre le Lez et l'étang du Méjean,
- le renforcement de la digue rive gauche du Lantissargues, depuis le lotissement des Marestelles, jusqu'à l'étang du Gramenet avec la création d'un déversoir.

Ces travaux ont été déclarés d'intérêt général et autorisés au regard de la loi sur l'eau par arrêtés préfectoraux n°2007-01-1025 et n°2007-01-153.

Le contexte réglementaire a toutefois évolué récemment : le décret « digues » n°2015-526 du 12 mai 2015, a introduit la notion de « système d'endiguement » qui conduit à des obligations nouvelles pour les propriétaires et gestionnaires publics des digues et barrages de protection contre les inondations.

Cette notion de « système d'endiguement » est précisée à l'article R 562-13 du Code de l'environnement. Cet article stipule que « le système d'endiguement est défini par l'établissement public de coopération intercommunale compétent eu égard au niveau de protection, au sens de l'article R 214-119-1, qu'il détermine dans l'objectif d'assurer la sécurité des personnes et des biens ». Cette notion place désormais la zone à protéger au cœur du dispositif. En contrepartie de ces obligations renforcées pour les collectivités, leur responsabilité sera déchargée pour tout événement naturel (crue ou submersion marine via les étangs) qui dépasserait le niveau de protection associé au système d'endiguement autorisé.

L'article R 562-14 stipule que « (...) pour les ouvrages réalisés avant le 12 mai 2015 (...) le système d'endiguement, est soumis à une autorisation par arrêté préfectoral en application des articles R 181-45 et R 181-46 (...) ».

En conséquence, la Métropole doit solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue de la régularisation du système d'endiguement qu'elle aura préalablement défini et pour lequel elle aura déterminé le niveau de protection associé. La demande doit être déposée au plus tard le 31 décembre 2019 lorsque ces digues relèvent de la classe A ou de la classe B et au plus tard le 31 décembre 2021 lorsqu'elles relèvent de la classe C.

Il est proposé, dans un premier temps, de régulariser les ouvrages réalisés dans le cadre du programme de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez et gérés par la Métropole. Cette régularisation constitue par ailleurs un préalable à la poursuite des aménagements contre les inondations de la basse vallée de la Mosson inscrits au PAPI2.

Le système d'endiguement objet du dossier de demande de régularisation est composé comme suit :

- la digue du Lez, rive gauche, depuis l'A709 jusqu'au déversoir de Gramenet et la digue de Gramenet se prolongeant à travers la zone humide jusqu'à l'étang du Méjean.
- la digue du Lez, rive droite, depuis l'A709 jusqu'à la confluence avec la Mosson.

- le merlon du chenal de la Lironde, rive droite, depuis l'ouvrage partiteur du Lez jusqu'à l'étang du Méjean.
- la digue du Lantissargues, rive gauche, depuis le quartier des Marestelles, jusqu'au marais du Gramenet, ainsi que le déversoir situé en aval de cette digue (digues de second rang).

Ce système sera complété dans un second temps par les ouvrages futurs concernant la Mosson, comme le permettent les dispositions réglementaires du décret « digues ».

La zone protégée correspondante est précisée dans la carte annexée à la présente délibération. Elle comporte une population estimée à environ 10 670 personnes (10 450 personnes dans la zone de Lattes Est, 220 personnes dans la zone de Lattes Ouest). Cette zone comprend, par ailleurs, de nombreux établissements recevant du public (ERP), dont certains sont sensibles : 7 établissements scolaires et 1 crèche, 1 maison de retraite, 3 établissements culturels, 2 établissements religieux et 7 équipements sportifs. Par ailleurs, 3 établissements intervenant dans la gestion de crise sont également recensés dans la zone protégée : la mairie de Lattes et son centre technique, la police nationale et la police municipale.

Au regard des multiples digues constituant le système d'endiguement, des niveaux de protection distincts ont été définis sur la zone de Lattes Est, protégée par la digue du Lez rive gauche et le merlon du chenal de la Lironde et sur la zone de Lattes Ouest, protégée par la digue du Lez rive droite.

Pour la zone de Lattes Est, située en rive gauche du Lez, le niveau de protection est associé à une crue du Lez de 900 m<sup>3</sup>/s, crue d'une période de retour de 100 ans et à un niveau des étangs de 1,5 m NGF.

Pour la zone de Lattes Ouest, située en rive droite du Lez le niveau de protection est associé à une crue du Lez de 755 m<sup>3</sup>/s, crue d'une période de retour de 50 ans et à un niveau des étangs de 1,5 m NGF.

Ces niveaux de protection correspondent aux débits de crues et niveaux des étangs au-delà desquels la zone protégée est inondée.

Les niveaux de protection relatifs à la sûreté des ouvrages, ou niveaux de protection assurés avant défaillance de ceux-ci, sont supérieurs aux niveaux de protection tels que les a déterminés la Métropole et détaillés ci-avant.

La défaillance des ouvrages est qualifiée, dans l'étude de dangers réalisée d'extrêmement peu probable sur le Lez pour les Zones Est et Ouest, et de très improbable sur la Lironde pour la Zone Est, défaillance du merlon associée à une occurrence comprise entre 200 et 500 ans.

Le contenu du dossier de demande de régularisation est régi par les articles R.181-13 et R.181-15-1-IV du Code de l'environnement. Il comprend notamment :

- l'estimation de la population de la zone protégée et l'indication du niveau de protection dont bénéficie cette dernière,
- l'étude de dangers établie conformément à l'article R 214-116,
- des consignes de surveillance des ouvrages en toutes circonstances et des consignes d'exploitation en période de crue, sur lesquelles s'engage la Métropole, gestionnaire des ouvrages, pour garantir le niveau de protection assuré.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole, afin de maîtriser les risques et de maintenir le niveau de protection actuel du système d'endiguement sont les suivantes :

- maintien et mise à jour si besoin de la procédure d'intervention d'urgence d'ores et déjà en vigueur pour réparer les ouvrages endommagés après les crues,
- maintien du programme annuel d'entretien des ouvrages,
- actualisation des consignes de surveillance, dont :
  - l'extension de la surveillance hors crues aux berges, risbermes et seuils,
  - la réalisation de relevés bathymétriques réguliers aux abords des seuils,
  - la mise en place, en période de crue, d'une surveillance des possibles embâcles contre la pile centrale du pont Méjean (RD 132).

Délibération n° 14826

- diffusion de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Lattes afin de lui permettre d'actualiser le Plan Communal de Sauvegarde, et notamment organiser la mise en sécurité des populations en cas de risque d'inondation imminente,
- mise en place d'une réflexion transversale sur le risque d'embâcles par chute de gros arbres sur le Lez,
- renforcement de la connaissance de l'hydrologie et de l'hydrométrie du Lez.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de régularisation du système d'endiguement constitué par les digues rives gauche et droite du Lez, sur les communes de Montpellier et Lattes, le merlon du chenal de la Lironde et un tronçon de la digue rive gauche du Lantissargues à Lattes,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'obtention de l'arrêté d'autorisation,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 02/08/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 02/08/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170726-lmc1146390-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,  
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – APPEL À CANDIDATURES 2016-2017 "TERRITOIRES ÉCONOMES EN RESSOURCES" LANCÉE PAR L'ADEME OCCITANIE - ETUDES DE PRÉ-DIAGNOSTIC ET DE PRÉFIGURATION D'UN PROGRAMME D'ACTIONS DÉCHETS ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE - APPROBATION DE LA PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE À L'APPEL À CANDIDATURE - DEMANDE DE SUBVENTIONS**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite des appels à candidatures « Zéro Déchet Zéro Gaspillage » initiés en 2014 et 2015 par le ministère de l'Environnement, la direction régionale Occitanie de l'ADEME a lancé un nouvel appel à candidatures spécifique pour son territoire. Cette initiative, baptisée « territoires économes en ressources », vise à compléter le maillage régional en territoires précurseurs du point de vue du développement de l'économie circulaire et de l'optimisation de la prévention et de la gestion des déchets.

L'ADEME propose ainsi d'accompagner les collectivités compétentes en matière de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés au travers d'un Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire (CODEC) assorti, sur la période 2018-2020, d'un soutien financier et méthodologique permettant de renforcer les moyens consacrés à l'animation des politiques partenariales et contractuelles désormais nécessaires à la prise en compte, au bon niveau et à la bonne échelle, des enjeux liés à la transition énergétique.

En matière de gestion des déchets ménagers et assimilés, la volonté de la Métropole est de s'inscrire complètement dans les objectifs de la loi de transition énergétique pour la croissance verte (TECV) d'août 2015, en anticipant sur certaines échéances, voire en allant plus loin si le contexte local et la volonté des acteurs du territoire le permettent.

De nombreuses actions sont d'ores et déjà engagées, qui contribuent à l'atteinte de ces objectifs : rénovation sous 3 ans des 20 déchèteries de la Métropole avec rationalisation des apports des gros producteurs, opérationnelle depuis février 2017, appels d'offres en cours pour l'extension et la modernisation du centre de tri des déchets recyclables secs Demeter intégrant l'extension des consignes de tri des plastiques à échéance fin 2019, nouveau contrat de DSP 2015-2024 pour l'exploitation de l'unité de méthanisation Amétyst permettant depuis 2016 la réduction significative des déchets ultimes issus du traitement des OMR, renforcement significatif du parc de colonnes pour la récupération du verre usagé, etc.

Des réflexions sont également en cours pour améliorer ou compléter les dispositifs existants comme la généralisation du tri des bio-déchets engagée dès 2008 auprès des habitants des zones pavillonnaires et le développement d'une filière locale de Combustibles Solides de Récupération (CSR).

Des partenariats ont enfin été concrétisés qui traduisent la volonté de la Métropole de travailler avec les acteurs locaux et à l'échelle de son territoire, parmi lesquels un protocole d'accord avec les magasins et enseignes des Grandes et Moyennes Surfaces signé en mai 2016, avec un volet spécifique dédié à la lutte contre le gaspillage alimentaire et l'amélioration de la prévention, du tri et de la valorisation des déchets, une charte pour la gestion des déchets en gros volumes en déchèterie signée en janvier 2017 avec les chambres consulaires et les syndicats professionnels.

D'autres partenariats doivent être recherchés concrétisant des synergies d'actions en faveur des objectifs de la loi transition énergétique pour la croissance verte (déchets du BTP, commande publique, écologie industrielle, ...).

C'est pourquoi la Métropole de Montpellier a pré-candidaté à la démarche « Territoires Économes en Ressources » de l'ADEME Occitanie, afin de structurer sa feuille de route pour la période 2018-2020 en privilégiant les axes suivants :

- la relance d'un programme local de prévention des déchets ambitieux ciblant à la fois les déchets ménagers et les déchets d'activité et visant à associer l'ensemble des acteurs institutionnels, économiques et associatifs impliqués ;
- le recensement, l'information et l'accompagnement des gros producteurs de bio-déchets et des 5 matériaux recyclables visés dans le décret du 10 mars 2016 vers des solutions de gestion conformes à leurs récentes obligations réglementaires : il s'agit d'un chantier de plusieurs

années qui nécessitera une étroite concertation avec les représentants des professionnels concernés de manière à trouver les solutions les mieux adaptées au contexte local ;

- la généralisation du tri des bio-déchets par des systèmes complémentaires, adaptés aux différentes configurations urbaines rencontrées sur le territoire (compostage collectif, collecte en porte à porte et collecte en apport volontaire) ;
- la mise en place de solutions complémentaires de valorisation des déchets avec notamment l'extension des consignes de tri des plastiques dès 2019 et la poursuite des études concernant la réalisation d'une filière locale de valorisation de CSR ;
- la recherche systématique de solutions nouvelles ou innovantes au service de la prévention et de la valorisation des déchets, et plus généralement des changements de comportement (écologie industrielle, démonstrateur, systèmes innovants faisant appel au numérique, etc.).

L'ADEME Occitanie ayant retenu en avril 2017 la pré candidature de la Métropole de Montpellier, il convient à présent de lancer les réflexions et études de préfiguration qui permettront d'affirmer, dans le cadre d'un dossier définitif d'engagement à déposer fin 2017, les enjeux et la stratégie de la Métropole en matière de prévention et de gestion des déchets, de définir les objectifs à atteindre en matière de réduction, de tri et de valorisation des déchets des ménages, mais aussi des déchets issus de l'activité économique (déchets du BTP, déchets des entreprises), de préciser les partenariats à développer avec les acteurs locaux, ainsi que le calendrier et les moyens nécessaires à l'atteinte de ces objectifs.

Les thèmes à investiguer pour compléter les réflexions déjà engagées par les services sont :

- le bilan du 1er programme local de prévention des déchets 2011-2016 et la proposition des actions d'un nouveau programme local à partager avec les acteurs locaux ;
- le développement du tri des bio-déchets : par une actualisation du benchmark sur les dispositifs existants, les réflexions en cours dans les métropoles françaises, une évaluation des services actuels sur le territoire métropolitain (collecte en porte à porte, collecte expérimentale en apport volontaire, compostage individuel et collectif) d'une part ; l'élaboration et l'évaluation des différents scénarios envisageables pour satisfaire aux exigences de la loi TECV, ainsi qu'aux contraintes et ambitions locales, prenant en compte en particulier les réserves de capacité et performances de l'unité de méthanisation Amétyst d'autre part ;
- la réalisation d'un diagnostic sur le gisement des déchets recyclables d'activité, en écho à la nouvelle obligation réglementaire de tri des 5 matériaux (papier, métal, plastique, verre et bois) issue de la loi TECV, et l'exploitation du diagnostic d'ores et déjà réalisé sur le gisement de bio-déchets des gros producteurs ;
- l'initiation des réflexions partenariales à développer avec les acteurs institutionnels et économiques locaux pour atteindre a minima les objectifs réglementaires d'augmentation des performances de valorisation des déchets des administrations et établissements publics (au titre notamment de l'éco exemplarité), des professionnels (en particulier dans les parcs d'activité avec la recherche de démarche d'écologie industrielle territorialisée) et du BTP ;
- l'amélioration du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets et l'assistance à la mise en place et à l'exploitation de la matrice ComptaCoût (comptabilité analytique du service public des déchets) afin de renforcer la transparence et les capacités d'analyse des coûts relatifs à la gestion des déchets ménagers et assimilés.

Le projet de candidature définitive de la Métropole à la démarche « territoires économes en ressources » proposée par l'ADEME Occitanie fera l'objet d'une présentation au Conseil de Métropole.

Afin de mener à bien les investigations complémentaires nécessaires à l'élaboration du dossier définitif d'engagement, véritable feuille de route de la collectivité en matière de prévention et de gestion des déchets pour les années à venir, 200 000 € ont été inscrits au budget 2017. L'ADEME Occitanie est susceptible de subventionner ces dépenses à hauteur de 70%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 14832

- approuver la participation de la Métropole de Montpellier de l'appel à candidatures "territoires économes en ressource" lancée par l'ADEME Occitanie en autorisant le lancement des investigations nécessaires à l'élaboration d'un dossier d'engagement définitif d'ici fin 2017;
- solliciter les aides financières les plus larges, notamment auprès de l'ADEME Occitanie, pour la réalisation des études et analyses décrites ci-dessus et la formalisation du dossier d'engagement définitif,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire,

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146596-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



## RESSOURCES HUMAINES



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

## **RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

### **I - Créations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

### **II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 18 juillet 2017.

### **III- Transformations de postes :**

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 18 juillet 2017.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

### **IV- Confirmations de postes :**

a/ Par délibération **n°14351 du 14/12/2016**, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer les fonctions de Community manager et gestion vidéo (n° du poste : 2016-557), a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la Communication mutualisée.

- nature des fonctions : Développer, animer et alimenter les différentes plateformes de réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Youtube, etc.). Effectuer une veille constante sur les nouvelles formes de communication possible sur le web et leur application dans les collectivités. Epauler le service multimédia dans sa stratégie et réaliser des supports de communication multimédia (textes, illustrations, infographies, vidéos) et gérer des vidéos (gestion des prestataires, définition du besoin, suivi et accompagnement de production).
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication et connaissance des collectivités locales,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité pour la Métropole d'établir, mettre en œuvre et assurer le suivi d'une stratégie sur les réseaux sociaux, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b/ Par délibération **n°12345 du 19 juin 2014**, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux ou des ingénieurs territoriaux pour exercer des fonctions de conseiller en création d'entreprise innovante au sein du Business Innovation Center (n° de poste : 2003-198) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de l'Economie et de l'Emploi.

- nature des fonctions : orienter et accompagner les porteurs de projet dans l'environnement institutionnel, scientifique et financier, suivre les entreprises pendant les premières années de leur développement et participer aux actions de prospection et de sensibilisation à la création d'entreprises.
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 4 ans d'études, d'une expérience pour le montage des dossiers d'implantations d'entreprises.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux ou sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu des missions de la Métropole de Montpellier portant sur l'accompagnement et l'installation des entreprises, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146366-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

## **RESSOURCES HUMAINES – EXPÉRIMENTATION DU TÉLÉTRAVAIL AU BÉNÉFICE DES AGENTS RECONNUS TRAVAILLEURS HANDICAPÉS - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 et l'arrêté du 21 juillet 2016 déterminent les conditions et les modalités de mise en œuvre du télétravail des agents publics et des magistrats.

**Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication.**

Dans l'attente de la mise en place d'un cadre global pour l'organisation du télétravail dans la Métropole, il est proposé, dans un cadre expérimental, de réserver ces demandes d'aménagement de poste aux seuls agents RQTH (Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé).

Ces demandes seront examinées selon les critères suivants :

- Préconisation d'un expert médical agréé donnant un avis favorable à cet aménagement de poste,
- Missions confiées à l'agent qui doivent se prêter au cadre du télétravail,
- Aménagements prévus conformément au décret précité.

Ainsi, en cas d'avis favorable de l'entité, un arrêté individuel prévoira les conditions de mise en œuvre en comprenant les éléments suivants :

- Les activités demandées à l'agent au titre du télétravail et les modalités d'évaluation de celles-ci ;
- La liste et la localisation des locaux professionnels éventuellement mis à disposition par l'administration pour l'exercice des fonctions en télétravail, le nombre de postes de travail qui y sont disponibles et leurs équipements ;
- Les modalités d'accès de la Métropole sur le lieu d'exercice du travail afin de s'assurer de la bonne application des règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité ;
- Les règles à respecter en matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé ;
- Les règles à respecter en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection de données ;
- Les règles à respecter en matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé ;
- Les modalités de contrôle et de comptabilisation du temps de travail ;
- Les modalités de prise en charge, par la Métropole, des coûts découlant directement de l'exercice du télétravail, notamment ceux des matériels, logiciels, communications et outils ainsi que de la maintenance de ceux-ci ;
- Les modalités de formation aux équipements et outils nécessaires à l'exercice du télétravail ;
- Les modalités d'assurance ;
- Les questions juridiques relatives aux accidents de trajet et aux accidents à domicile ;
- La durée de l'autorisation après avis du médecin de prévention et de l'expert agréé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- d'adopter les dispositions présentées ci-dessus ;
- de prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire  
Publié le : 02/08/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 02/08/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170726-lmc1145368-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s) :

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET



**RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - VILLE DE MONTPELLIER - AVENANT À LA CONVENTION DE SERVICE COMMUN DE DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES - MODIFICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par leurs délibérations respectives en date du 31 mars et du 14 avril 2016, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont approuvé l'élargissement du service commun de direction générale des services, créé par convention du 22 décembre 2014, à l'ensemble de l'équipe de direction générale.

- Le service commun de direction générale des services ainsi modifié intègre un Département mutualisé en charge de la culture et du sport.

Ce Département a plus principalement pour mission de développer une politique culturelle et sportive ambitieuse au service du rayonnement et de l'attractivité de Montpellier et de sa Métropole et d'amplifier l'offre culturelle et sportive de proximité pour la Ville de Montpellier qui contribue aux politiques de cohésion sociale et de vivre ensemble.

Dans ce cadre, il apparaît plus particulièrement indispensable de mieux coordonner, conforter et rendre plus lisibles les actions en direction du sport et de la jeunesse au cœur d'une politique plus forte et volontariste en la matière.

Aussi, afin d'atteindre ces objectifs, il est proposé la création d'un Pôle dédié à la jeunesse et aux sports, sous l'autorité d'un directeur mutualisé et qui aura pour mission :

- ✓ La dynamisation et la réorganisation des politiques et des équipes d'animation tant terrestres qu'aquatiques ;
  - ✓ Le renforcement de la position de la Métropole de Montpellier dans sa position d'excellence en matière de sport de haut niveau, tant par un suivi plus rapproché des clubs que par un pilotage structuré des événements ;
  - ✓ La mise en valeur et le soutien au sport de proximité, avec une attention forte aux actions dans les quartiers de la Ville de Montpellier ;
  - ✓ La mise en perspective d'une politique jeunesse transversale, lisible et adaptée à l'évolution des compétences en cours ;
  - ✓ La gestion active et optimisée d'un réseau d'équipements sportifs dense et varié intégrant pleinement la prise en compte des enjeux de maintenance et de renouvellement du parc.
- Par ailleurs, le service commun de direction générale des services intégrait une mission projet managérial, rattachée au Pôle ressources humaines et relations sociales.

Par leurs délibérations respectives en date du 29 et du 30 mars 2017, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont approuvé la création d'un service commun Pôle ressources humaines et relations sociales. Ce nouveau service commun intègre désormais la mission projet managérial, qu'il convient donc de retirer du service commun de direction générale des services.

Montpellier Méditerranée Métropole saisit son Comité technique le 18 juillet 2017 et son assemblée délibérante le 26 juillet 2017, aux fins d'approuver et de signer ledit avenant et la fiche d'impact.

Le Comité Technique de la Ville de Montpellier ainsi que l'assemblée délibérante sont également sollicités pour se prononcer sur l'avenant à la convention de service commun de Direction Générale et sur la fiche d'impact correspondante.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification apportée au service commun de Direction Générale des Services,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées ( 7 abstentions et 9 votes contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146351-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**RESSOURCES HUMAINES – RÉMUNÉRATION ET COMPENSATION DES ASTREINTES  
- MODIFICATION DE LA LISTE DES BÉNÉFICIAIRES - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La délibération n°13520 du 16 décembre 2015 définit le régime des astreintes applicables aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole.

Conformément aux dispositions du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, les collectivités territoriales ne sont pas compétentes pour fixer le montant de l'indemnité d'astreinte mais déterminent en revanche, après avis du comité technique, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Le service numérique de la Direction de la Communication a en charge la gestion des réseaux sociaux.

Le projet de Direction de la Communication prévoit une montée en puissance du numérique et de la présence qualitative de la Ville et de la Métropole sur internet et les réseaux sociaux. Cette gestion sous-entend une veille, une modération et une actualisation permanente sept jours sur sept. Cette permanence est également nécessaire en cas de déclenchement de la cellule de crise pour gérer la communication depuis le poste de commandement communal les soirs et week-ends.

A cette fin, il est proposé d'organiser une astreinte d'un agent sur une semaine complète et d'élargir en conséquence la liste des emplois concernés par les astreintes, établie par la délibération n°13520 précitée, au service numérique de la Direction de la Communication.

Le Comité technique a été saisi pour avis le 18 juillet 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'attribution des indemnités d'astreintes selon le dispositif détaillé par la présente ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1147006-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE  
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – STATION D'ÉPURATION  
MAERA - COMMUNE DE LATTES - DEMANDE DE DÉROGATION ARTICLE L121-5 DU  
CODE DE L'URBANISME - ENGAGEMENT**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12433 du 31 juillet 2014, le Conseil métropolitain a approuvé le principe d'extension et d'adaptation de la station de traitement des eaux usées de MAERA située sur le site de la Céréirède à Lattes, commune soumise à la Loi « Littoral ».

Les objectifs principaux de ce projet sont :

1. améliorer la gestion des effluents en temps de pluie en adaptant la capacité de traitement et d'évacuation de la station de traitement des eaux usées,
2. optimiser les performances de l'unité de traitement, y compris sur le plan énergétique,
3. tendre vers le « zéro nuisances » pour l'environnement immédiat du site,
4. améliorer la gestion des sous-produits de l'assainissement.

Ce projet s'opère sur le site actuel qui s'inscrit en discontinuité de l'agglomération de la Commune de Lattes au sens de la Loi Littoral. Ce contexte subordonne sa faisabilité à la mise en œuvre d'une procédure dérogatoire à certaines dispositions de Loi Littoral telle que prévue spécifiquement par l'article L 121-5 du Code de l'urbanisme concernant les stations d'épuration d'eaux usées.

M. Le Préfet de l'Hérault a pu acter ce projet et précisé le 30 janvier 2017 les modalités de mise en œuvre de cette procédure de dérogation en vue de l'extension de la STEU de MAERA. Cette procédure a vocation à organiser l'instruction et la délivrance d'une autorisation conjointe des Ministres chargés de l'urbanisme et de l'environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'engagement d'une procédure de dérogation telle que prévue par l'article L121-5 du Code de l'Urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à prendre toutes les mesures administratives nécessaires à l'accomplissement de cette procédure et, plus généralement, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 02/08/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 02/08/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170726-lmc1146384-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEF, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s) :

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es) :

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – STATION D'ÉPURATION MAERA - PROGRAMME DE TRAVAUX DE MODERNISATION ET D'ADAPTATION - MARCHÉ GLOBAL DE PERFORMANCE - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

La station d'épuration Maera traite aujourd'hui les effluents de 18 communes :

- 13 communes sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole : Castelnau-le-Lez, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint Jean de Vedas et Vendargues.
- 5 communes hors Métropole :
  - o sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or : Palavas-les-Flots, Saint-Aunès et Carnon sur la commune de Mauguio,
  - o sur le territoire de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup : Assas et Teyran.

Le raccordement d'une dernière commune est en cours : il s'agit de Castries. L'achèvement des travaux est prévu fin 2017.

Cet équipement dispose d'une capacité de 130 000 m<sup>3</sup>/j pour 470 000 Equivalent-Habitants (EH). Depuis quelques années, la capacité hydraulique de la station est régulièrement dépassée et les charges en entrée de station sont proches de la capacité nominale. Sur la base de ce constat, de la prise en compte des réglementations récentes (arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5) mais aussi de sa volonté de poursuivre la protection des milieux naturels, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans un projet de modernisation et d'adaptation de la station d'épuration de Maera.

Par délibération n°12433 du 31 juillet 2014, le Conseil a approuvé le principe de modernisation et d'adaptation de la station de traitement des eaux usées de Maera.

Une assistance à maîtrise d'ouvrage a été confiée au groupement d'études IRH et BRLi qui a défini plus précisément le programme de travaux nécessaires.

Le projet de modernisation et d'adaptation de Maera prévoit un dimensionnement à horizon 2040 qui prend en compte :

- la collecte et le traitement d'un volume journalier correspondant à une pluie théorique mensuelle, permettant de réduire le nombre de déversements au Lez par temps de pluie,
- l'amélioration des niveaux de traitement afin de préserver les milieux naturels principaux concernés, le Lez et la mer,
- les perspectives de croissance à l'horizon 2040 des communes raccordées : aucun élargissement du périmètre n'étant prévu, il s'agit de faire face à l'augmentation des populations des communes déjà raccordées à Maera, en cohérence avec la révision en cours de notre SCoT.

Pour y parvenir, la capacité de la station sera portée à 175 000 m<sup>3</sup>/j pour 660 000 EH. La filière de traitement des eaux sera doublée, sa capacité passant de 1,5 m<sup>3</sup>/s d'eau traitée à 3m<sup>3</sup>/s et ses performances épuratoires augmentées pour atteindre un niveau de rejet plus ambitieux que les objectifs actuels sur les paramètres DBO5, DCO et MES.

Les débits admis en entrée vont passer de 4 à 6 m<sup>3</sup>/s avec l'utilisation des bassins de stockage d'un volume de 25 000 m<sup>3</sup> permettant également de contenir les eaux plus importantes reçues par temps de pluie, qui subiront un premier traitement mécanique.

Pour faire face à cette augmentation de débit traité, une station de pompage construite sur le site de la station permettra d'utiliser l'émissaire en mer au maximum de ses capacités : il pourra ainsi véhiculer en pointe jusqu'à 4 m<sup>3</sup>/s d'eaux usées traitées, pour les rejeter à plus de 11 kms en mer et 30 mètres de profondeur. L'amélioration des performances épuratoires de Maera concomitante à son augmentation de capacité permettra de maintenir au niveau actuel les flux maximums de pollution résiduelle rejetée en mer.

Par ailleurs, les études menées par l'assistant à maître d'ouvrage ont également permis d'éclairer les choix possibles en matière de traitement des boues. En effet, le projet de modernisation et d'adaptation de la station d'épuration doit permettre de répondre aux exigences réglementaires d'indépendance, de fiabilité et de pérennité de la filière de traitement des boues, indispensables au maintien des performances épuratoires des ouvrages. C'est pourquoi il est proposé d'orienter le choix vers la construction de 2 nouveaux digesteurs et de compléter la filière par un traitement ultime des boues sur site basé sur une valorisation haute température. Cette solution présente l'avantage d'éviter le transfert de boues déshydratées et odorantes vers un autre site pour leurs traitements (19000 tonnes par an). Cette modification réduira de 20 à 4 par semaine le nombre de camions nécessaires pour évacuer les résidus de l'épuration.

L'intérêt de cette solution est également de produire 8 000 MW de chaleur par an qui pourront être mis à disposition pour chauffer l'équivalent de 800 logements.

Au travers de ce projet, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage ainsi dans une politique volontariste en matière d'énergie. Les travaux envisagés visent à faire de cette station de traitement des eaux usées une station à énergie positive, c'est-à-dire produisant plus d'énergie qu'elle n'en consomme.

Les sources de production d'énergie sur la station seront multiples : en plus de la production de chaleur à partir du traitement ultime des boues, la production d'électricité (par cogénération) sera optimisée (production équivalent à la consommation de 1500 foyers) et du biométhane sera produit à partir du biogaz issu de la digestion des boues (production équivalent à la consommation de 4000 foyers ou 20 bus).

Enfin, ce projet intègre l'objectif « zéro nuisances », facteur déterminant de sa conception. Pour atteindre cet objectif notamment en matière d'odeurs, l'ensemble des ouvrages et bâtiments seront couverts et désodorisés. Des sas seront également mis en place afin d'isoler de l'extérieur toutes les manipulations de bennes contenant des déchets (boues, produits de curage de réseaux,...). Ces dispositions seront appliquées aux ouvrages et bâtiments existants conservés ainsi qu'aux nouvelles constructions.

En raison de motifs d'ordre à la fois technique et tenant à l'atteinte de performances, il est proposé de recourir à un marché global de performance, tel que défini à l'article 92 du décret « marchés » n°2016-360 du 25 mars 2016, permettant d'intégrer dans un contrat unique la conception, la réalisation de travaux et également l'exploitation et la maintenance de la station.

Un marché global de performance permettra pour la phase de conception / réalisation de limiter les risques industriels en intégrant le savoir faire des entreprises titulaires de brevets et en responsabilisant le constructeur sur la conception et la réalisation.

Un tel marché global de performance permettra également de s'assurer de la garantie dans le temps pendant la phase d'exploitation des performances contractuelles.

La rémunération du titulaire du contrat pour l'exploitation et la maintenance sera liée à l'atteinte des engagements de performances.

Le montant du marché global, d'une durée de 9 ans, est estimé à un montant de 190 millions d'euros hors taxes dont 109 millions d'euros hors taxes pour les travaux et 81 millions d'euros hors taxes pour l'exploitation et la maintenance.

Ce marché global de performance sera à tranches avec une tranche conditionnelle sur la filière de traitement des boues ultimes. L'affermissement de cette tranche sera sous conditions de l'obtention des autorisations au titre des Installations Classées (ICPE).

La procédure retenue pour attribuer ce marché global est la procédure concurrentielle avec négociation définie aux articles 71 à 73 du décret « marchés », les conditions posées par l'article 25 de ce même décret (notamment le fait que le marché envisagé comporte des prestations de conception et qu'il ne peut être attribué sans négociation préalable du fait de sa nature et sa complexité) sont réunies.

Dans l'avis d'appel à la concurrence, il sera précisé les critères objectifs et non discriminatoires retenus pour sélectionner les candidats, le nombre maximum de candidats invités à négocier sera de quatre. Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères annoncés n'atteint pas ce minimum, la procédure peut être poursuivie avec les candidats ayant les capacités requises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme de travaux de modernisation et d'adaptation de la station d'épuration MAERA,
- approuver le montant du marché global de performance d'une durée de 9 ans et d'un montant estimé au total à 190 millions d'Euros HT, dont 109 millions d'Euros HT de travaux et 81 millions d'Euros HT d'exploitation et maintenance sur 9 ans,
- approuver la procédure et les modalités d'appel à concurrence telles que décrites ci-dessus,
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement au chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président, à signer tout document relatif à cette affaire,

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 02/08/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 02/08/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170726-lmc1146402-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – STATION D'ÉPURATION MAERA - PROJET DE MODERNISATION ET D'ADAPTATION - AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU - DEMANDE D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12433 du 31 juillet 2014, le Conseil a approuvé le principe de modernisation et d'adaptation de la station de traitement des eaux usées de Maera.

Les objectifs principaux de ce projet sont :

1. améliorer la gestion des effluents en temps de pluie en adaptant la capacité de traitement et d'évacuation de la station de traitement des eaux usées,
2. optimiser les performances de l'unité de traitement, y compris sur le plan énergétique,
3. tendre vers le « zéro nuisances » pour l'environnement immédiat du site,
4. améliorer la gestion des sous-produits de l'assainissement.

En application de l'article L181-1 du Code de l'Environnement, ce projet est soumis à autorisation environnementale.

Cette autorisation environnementale, instruite par la DREAL, inclut l'ensemble des prescriptions des différentes législations applicables. Le projet Maera est ainsi concerné par la législation IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Activités pouvant avoir des incidences sur l'eau et les milieux aquatiques) et par la législation ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement), toutes deux relevant du Code de l'Environnement. Le projet est également soumis à étude d'impact, en application des articles R.122-2 et R.122-3 du Code de l'Environnement.

L'autorisation environnementale, objet de la présente délibération, concerne l'ensemble du système d'assainissement de Maera, à savoir le système de collecte, le système de traitement des eaux usées et l'émissaire de rejet en mer. L'instruction du dossier d'autorisation environnementale sera suivie d'une enquête publique.

Le groupement de bureau d'études EGIS/BG Ingénieurs Conseils a été mandaté pour la réalisation du dossier d'autorisation environnementale du projet, soumis à enquête publique, qu'il convient d'approuver.

Ce dossier dont le contenu est conforme à l'article R.181-3 du Code de l'Environnement comprend notamment les pièces suivantes :

- une description du projet et l'indication des rubriques de la nomenclature dont il relève,
- la justification du projet et de sa compatibilité avec les documents de gestion de l'eau,
- l'étude d'impact réalisée en application des articles R.122-2 et R.122-3 du Code de l'Environnement,
- une étude de dangers,
- des éléments graphiques,
- et une présentation non technique.

L'étude d'impact comprend, entre autres, un bilan de l'état initial, une analyse des incidences du projet sur les milieux, la proposition de mesures compensatoires et un volet sanitaire évaluant les mesures prises en matière de santé publique : prise en compte des impacts sonores, visuels, olfactifs et bactériologiques.

Le dossier d'autorisation environnementale traite, au travers de l'étude d'impact, des principaux enjeux environnementaux du projet que sont la protection des milieux récepteurs (milieu marin et Lez), la qualité de l'environnement proche du site et la réduction de l'empreinte carbone de la station. Les principaux points à retenir de ce dossier sont les suivants :

- Même si la mise en service de l'émissaire en mer en 2005 a permis d'améliorer nettement la qualité du Lez, des étangs palavasiens et des zones de baignade situées en aval sur la commune de Palavas-les-Flots, l'amélioration de la qualité de ces milieux naturels, notamment en temps de pluie, reste l'une des motivations majeures du projet d'extension et d'adaptation de Maera. Ainsi, le choix de dimensionner le système d'assainissement pour une pluie de période de retour 1 mois permettra de répondre à cet objectif en supprimant tous les déversements au niveau des réseaux et de la station pour des pluies inférieures ou égales à la pluie de fréquence mensuelle. Pour des pluies courantes, l'impact sera donc positif sur le Lez, les étangs et les zones de baignade. Pour des pluies supérieures à la pluie mensuelle, les travaux permettront également d'améliorer la situation, en limitant les volumes déversés.
- Le suivi du milieu marin réalisé depuis la mise en service de l'émissaire n'a montré aucun impact significatif du rejet. Ainsi, les effluents traités seront rejetés en mer, comme en situation actuelle, via l'émissaire existant, dont la capacité d'évacuation passera de 1,5 m<sup>3</sup>/s à 4 m<sup>3</sup>/s en pointe (par temps de pluie). La modélisation 3D du rejet en mer, réalisée dans le cadre des études environnementales, montre que malgré cette augmentation de débit, quelles que soient les situations météorologiques et courantologiques, la qualité des eaux n'est pas dégradée et le panache en sortie d'émissaire n'atteint aucune zone d'intérêt conchylicole ou de loisirs. Par ailleurs, les travaux permettront d'améliorer les performances de traitement de 30%. Ainsi, malgré l'augmentation du volume d'eaux usées traitées sur la station, les charges rejetées en mer resteront inférieures aux charges de rejet actuellement autorisées. Le suivi de l'impact du rejet en mer sera maintenu et adapté au projet afin de poursuivre la surveillance de ce milieu. Les dispositions de surveillance de la qualité du Lez seront également maintenues.
- Afin de préserver l'environnement proche de Maera, des dispositions constructives seront mises en œuvre pour limiter les nuisances. L'étude d'impact réalisée, et notamment la modélisation de la dispersion des odeurs, montre que ces dispositions constructives permettront de supprimer les odeurs en limite des propriétés les plus proches de la station.
- L'optimisation énergétique de la station de traitement des eaux usées, et en particulier la valorisation du biogaz en biométhane (injectée au réseau GRDF) et en électricité, aura un impact positif sur le bilan carbone de l'installation et la réduction des gaz à effet de serre.

Globalement, l'étude d'impact montre que le projet aura un effet bénéfique sur l'environnement.

Des mesures de suivi sont prévues tant en phase chantier qu'en phase d'exploitation. Ainsi, en phase chantier, des protocoles de contrôle du bruit et des odeurs seront mis en place et des mesures prises pour limiter les impacts sur la faune et la flore. En phase d'exploitation, le suivi du milieu récepteur, mis en place depuis 2005, sera poursuivi et optimisé. Il concernera le Lez et le milieu marin et sera présenté régulièrement aux représentants des administrations, des établissements publics, des collectivités, des associations (pêche, environnement...) et de la communauté scientifique.

A noter que le périmètre de cette autorisation environnementale exclut la filière de traitement « ultime » des boues qui fera l'objet, ultérieurement, d'une demande d'autorisation complémentaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'autorisation environnementale en vue de la modernisation et l'adaptation de la station d'épuration MAERA,
- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, l'ouverture de l'enquête publique préalable aux procédures administratives prescrites par la réglementation en vigueur,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif cette affaire.

Délibération n° 14829

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 02/08/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 02/08/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170726-lmc1146395-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET



**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RACCORDEMENT À LA STATION D'ÉPURATION MAERA DES EAUX USÉES DE LA COMMUNE DE PALAVAS-LES-FLOTS - OPTIMISATION DU TRANSFERT DES EFFLUENTS - PROGRAMME DE TRAVAUX - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la délibération n°8189 du Conseil d'Agglomération en date du 30 avril 2008, une convention a été conclue avec le SIVOM de l'Etang de l'Or, définissant les modalités administratives, techniques et financières du raccordement à la station d'épuration MAERA de la commune de Palavas-les-Flots.

Ce raccordement a été mis en service comme convenu au 30 juin 2009, suite à la construction des ouvrages de pompage sur la commune de Palavas-les-Flots, sous maîtrise d'ouvrage du SIVOM, et à la finalisation des ouvrages de transfert vers Maera sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération, désormais Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces derniers travaux ont consisté notamment à construire une nouvelle cheminée d'équilibre, au lieu-dit Gramenet à Lattes, au droit des canalisations de transfert construites conjointement à l'émissaire en mer et déjà partiellement mises en service pour le raccordement à Maera de la commune de Lattes. Or, depuis la mise en service du raccordement de Palavas, ces infrastructures ne fonctionnent pas de manière optimale (formation de sulfures et débordements par temps de pluie de la cheminée de Gramenet). Pour sa part, la commune de Palavas-les-Flots juge trop fréquents les débordements par temps de pluie des nouveaux ouvrages de pompage situés sur son territoire.

Ces dysfonctionnements sont à l'origine de nuisances tant pour le personnel d'exploitation que pour l'environnement.

Suite à une 1<sup>ère</sup> étude de faisabilité, une mission de maîtrise d'œuvre pour l'amélioration de la chaîne de transfert des effluents de Palavas-les-Flots et de Lattes à la station d'épuration de Maera a été confiée au bureau d'études Safege dans le cadre d'un groupement de commandes passé entre les deux collectivités aujourd'hui compétentes, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et Montpellier Méditerranée Métropole. Elle vise d'une part à régler les problèmes constatés ces dernières années en termes de débordement et d'insuffisance de capacité de transfert, et d'autre part à assurer une meilleure maîtrise de la formation des sulfures.

Le diagnostic mené dans le cadre de cette mission, à la suite d'une campagne de relevés de terrain particulièrement importante, a permis de déterminer que les principaux problèmes sont liés à l'accumulation de macro-déchets et de matières en suspension qui se déplaceraient par paquets lors des fortes pluies. Des bouchons temporaires se forment alors dans le réseau remontant vers Maera, équipé de deux cheminées d'équilibre et occasionnent ainsi des débordements.

Le bureau d'études constate également une décantation préférentielle au sein des cheminées d'équilibre et conclut à l'opportunité d'équiper les postes de refoulement de prétraitement de type dégrillages fins, notamment sur le poste de refoulement principal de Palavas-les-Flots.

**La solution préconisée vise à simplifier le système en organisant deux files de refoulement devenant distinctes.** En effet, la conception initiale de la chaîne de transfert reposait sur l'utilisation des deux conduites construites en parallèle, l'une plus petite que l'autre, permettant une gestion différenciée par temps de pluie/temps sec ou période hiver/été. Cette gestion s'avère complexe et inopérante, voire inadaptée. Le nouveau principe consiste à refouler les effluents sur deux files distinctes, l'une constituée par la canalisation de transfert en diamètre 600 mm dédiée à Palavas-les-Flots et les quartiers Ouest de Lattes et l'autre par la canalisation de transfert en diamètre 500 mm en aval de la cheminée Ariane pour le secteur de Lattes Centre.

Dans cette configuration, l'une des 2 lignes de refoulement entre les 2 cheminées Gramenet et Ariane est désaffectée pour le fonctionnement au quotidien mais est conservée en secours. La cheminée Gramenet n'est plus directement connectée à la ligne de refoulement principale mais sert d'ouvrage tampon entre les petits postes de refoulement de Lattes et un nouveau poste à créer pour pomper ces effluents vers la ligne de refoulement en service.

Les aménagements principaux comprennent :

- ☐ le remplacement des pompes du poste principal de Palavas-les-Flots par des pompes à vitesse variable ;

- ☐ la création d'un pompage au niveau de la cheminée Gramenet ;
- ☐ la mise en place de prétraitements au niveau des postes principaux de Palavas-les-Flots, et Maurin (dégrilleur fin de 6 mm) ;
- ☐ l'intégration en option d'un traitement complémentaire préventif des sulfures au droit du poste Palavas (nutriox) ;
- ☐ la modification des ventouses sur les canalisations de transfert.

Le **coût d'investissement** au stade avant projet est estimé à **2 238 000 € HT**.

Le **coût d'exploitation annuel** est évalué à **390 000 € HT/an**.

Les services de la Métropole de Montpellier et de l'Agglomération du Pays de l'Or conviennent que ce scénario constitue le meilleur compromis technico-économique, venant optimiser les solutions envisagées initialement au stade de l'étude de faisabilité aux coûts nettement supérieurs.

Les coûts d'investissement et d'exploitation seront supportés par les deux collectivités. Un accord est à trouver sur leur répartition, avant attribution des marchés de travaux aux entreprises.

Afin de permettre sans attendre la poursuite de ce projet en vue d'une mise en service dans les meilleurs délais, il est dès lors proposé de valider le programme d'aménagement ci-avant exposé.

Un groupement de commande sera constitué, en vue de l'attribution d'un marché de travaux comportant deux lots, l'un pour les équipements prévus sur le poste principal de Palavas-les-Flots, et l'autre pour les travaux concernant les installations aval de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme de travaux d'un montant global de 2 238 000 € HT pour l'amélioration de la chaîne de transfert des effluents de Palavas à la station d'épuration Maera,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire  
Publié le : 02/08/17  
Déposé En Préfecture  
Le : 02/08/17  
Numéro de l'acte :  
034-243400017-20170726-lmc1146412-  
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PÉREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

## **SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - RÉVISION - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence « assainissement des eaux usées » de plein droit en lieu et place des communes membres en application de l'arrêté préfectoral n° 2012 - 2290 du 17-10-2012 fixant ses compétences.

Depuis 2004 et l'approbation de son schéma directeur de l'assainissement, notre collectivité a souhaité harmoniser les conditions d'exécution du service public de l'assainissement afin que tous les usagers du territoire bénéficient d'un service de qualité de niveau similaire. Cette harmonisation s'est concrétisée par l'application d'un tarif unique dès 2005 et l'engagement d'un important programme de mise à niveau technique des équipements.

Par délibérations n°12566, 12567 et 12568, le Conseil de Communauté, dans sa séance du 30 octobre 2014, a autorisé la signature de 3 nouveaux contrats de délégation de service public en vue de l'exploitation du service public de l'assainissement. Ces contrats ont pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour une durée de 7 ans : il s'agit :

- du contrat pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA et du contrat pour la collecte des eaux usées des communes raccordées à cette station, à savoir Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint Jean de Védas et Vendargues. Ces deux contrats ont été attribués à la société VEOLIA,
- du contrat de délégation de service public de collecte et traitement des eaux usées sur les communes des Secteurs Est et Ouest à savoir Baillargues, Beaulieu, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Montaud, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Georges d'Orques, Saint Génès des Mourgues, Saussan, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone. Ce contrat a été attribué à la société Aqualter.

Afin de finaliser l'harmonisation du service public de l'assainissement entreprise depuis 2004, la collectivité avait approuvé lors de sa séance du 18 décembre 2014 un règlement de service identique pour toutes les communes de notre territoire.

Ce règlement de service a pour objet de préciser les droits et obligations ainsi que le rôle des différents acteurs du service de l'assainissement que sont les usagers, l'exploitant ou délégataire et la collectivité. Il reprend les dispositions des contrats de délégation définissant les relations entre la collectivité et l'exploitant ainsi que des mesures réglementaires issues notamment des codes de la santé publique et de la consommation régissant les relations entre les usagers et le service. Il précise les conditions de conformité des installations intérieures et les engagements du service public de l'assainissement en matière de modalité d'intervention, de gestion des abonnements et de facturation, ainsi que les conditions d'entretien et renouvellement des branchements au réseau public. Il présente par ailleurs le régime spécifique applicable aux usagers non domestiques.

Il convient aujourd'hui de prendre acte des nouveaux droits des usagers délibérés par la collectivité comme la gratuité des branchements lors de la construction d'un nouveau réseau public et de préciser certaines relations entre le service et les usagers non domestiques comme la possibilité de prise en charge des frais d'analyse en cas de contrôle inopiné par les services de Montpellier Méditerranée Métropole. Il s'agit également d'améliorer la clarté et la lisibilité du règlement de service en présentant de manière synthétique et pédagogique certains aspects techniques en annexant des schémas, qui expliquent par exemple les limites d'intervention du service et les préconisations en matière de protection contre les reflux d'eaux usées dans les branchements.

Ce règlement et ses annexes seront mis à la disposition des usagers sur le site de la collectivité et lors de l'envoi de la prochaine facture, puis remis lors de la conclusion de tout nouvel abonnement.

Délibération n° 14831

La Commission Consultative des Services Publics Locaux sera tenue informée de ces évolutions lors de sa prochaine réunion.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le règlement du service public de l'assainissement collectif,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146729-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17  
Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## **SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES**



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR  
- OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À  
DISPOSITION AU MONTPELLIER HÉRAULT RUGBY CLUB - SAISON SPORTIVE  
2017-2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Conformément à la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Rugby Club, qui évolue au plus haut niveau national au sein du championnat de France « Top 14 », et qui s'est révélé sur le plan européen en remportant l'« European Challenge Cup » en 2016 dispute ses rencontres au sein du complexe sportif Yves-du-Manoir, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

La présence d'une équipe professionnelle qui évolue au plus haut niveau national répond aux attentes d'un très large public et offre à Montpellier Méditerranée Métropole un rayonnement national et européen. C'est dans ce cadre que la Métropole souhaite continuer à faire bénéficier la Société Anonyme Sportive Professionnelle du Montpellier Rugby Club des installations du complexe sportif Yves-du-Manoir pour la saison sportive 2017-2018.

Dans cette perspective, il convient d'établir avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle du Montpellier Rugby Club une convention de mise à disposition, pour la saison 2017-2018. La convention définit les modalités de mise à disposition du stade et des espaces nécessaires au bon fonctionnement de l'activité du club à compter du 1<sup>er</sup> août 2017 jusqu'au 30 juin 2018.

Cette convention prévoit la mise à disposition non exclusive du terrain d'honneur, des abords, des parkings pour 18 rencontres par an de l'équipe professionnelle et de l'ensemble des espaces réceptifs pour les 18 rencontres et des animations spécifiques organisées par le club.

La convention prévoit également la mise à disposition exclusive et permanente des bureaux, des vestiaires, de la salle de préparation physique, des locaux supporters, de la boutique, du local de restauration rapide et du stade d'entraînement pour l'équipe professionnelle à raison de 4 demi-journées par semaine pendant 42 semaines.

La redevance fixe annuelle qui prend en compte les avantages de toute nature dont bénéficie la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club pour cette mise à disposition est arrêtée à 270 700€ H.T pour la période du 1<sup>er</sup> août 2017 au 30 juin 2018.

A cette redevance fixe s'ajoute une redevance variable établie en proportion des recettes du club issue de l'exploitation des installations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de mise à disposition des espaces du complexe sportif Yves-du-Manoir pour la saison 2017-2018,
- dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1147011-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET**

## **SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – RÉSEAU DES PISCINES - ÉVOLUTION DE L'OFFRE À DESTINATION DES PUBLICS - ACTUALISATION DES TARIFS - ADOPTION**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole assure la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements sportifs et culturels du territoire métropolitain.

Ces établissements sont actuellement équipés de systèmes de billetterie différents qui ne sont pas connectés entre eux. Face à ce constat, Montpellier Méditerranée Métropole s'est fixé l'objectif d'équiper ou rééquiper les sites d'un système de billetterie informatisée avec contrôle d'accès commun à l'ensemble de ces équipements.

La délibération du Conseil de Métropole n°14161 en date 25 octobre 2016 a autorisé la signature d'un marché de mise en place d'un nouveau système de billetterie avec contrôle d'accès pour les piscines et l'ensemble des établissements culturels et sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole avec la société OEM.

La première phase de déploiement de ce nouveau système de billetterie avec contrôle d'accès est opérationnelle sur l'ensemble des piscines de la Métropole depuis le 5 juillet 2017.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole développe également un site web de vente en ligne dédié aux piscines afin de faciliter l'achat et le rechargement en ligne de billet d'accès aux activités et aux établissements aquatiques. Ce site internet sera accessible aux usagers à compter du 10 septembre 2017.

Ces évolutions technologiques permettront d'améliorer la relation entre les usagers et le service public des piscines par :

- La réduction et la fluidification des flux d'attente aux caisses grâce à la mise en place d'un système de vente en ligne qui permettra l'achat et le rechargement de certaines prestations directement sur le site internet.
- La création d'un compte utilisateur permettant le suivi des différents contrats rattachés à un même foyer.
- La possible présentation en caisse d'un ticket à code barre ou QR code sur smartphone avec détection par un lecteur disponible à la banque d'accueil de chaque établissement.
- Une plus grande souplesse dans le choix et la gestion des abonnements et des périodes d'activité des usagers (abonnements trimestriels, inscription aux activités à la séance et non plus annuellement).
- La mise en connexion de l'ensemble des équipements aquatiques du réseau par une offre harmonisée et une visibilité globale de l'ensemble des animations du réseau sur chaque piscine. Dans ce cadre, il sera désormais possible sur présentation d'une entrée ou d'un abonnement à la Piscine Olympique d'Antigone d'avoir accès à toutes les autres piscines du réseau.

De plus, la délibération n°12429 du 31 juillet 2014 a fixé les tarifs des piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, applicables au 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Compte tenu de l'évolution annuelle des prix à la consommation, il est aujourd'hui proposé de réactualiser les tarifs d'entrées et de locations de lignes d'eau des piscines.

Par ailleurs, il est proposé d'adopter les nouveaux tarifs suivants :

- Affichage du tarif « gratuit » pour les enfants de 0 à 3 ans inclus.
- Un tarif à la séance dit « activités » proposant des entrées donnant lieu à des activités aquatiques encadrées (aquagym, aqua-forme, aquafitness...).
- Un tarif à la séance dit « aquabike ».

- Un tarif à destination des familles nombreuses (à partir de 3 enfants) sur présentation de la carte famille nombreuse délivrée par la caisse d'allocation familiale. Il convient de noter que ce nouveau tarif famille nombreuse est valable individuellement pour chaque membre d'une même famille. De plus ce tarif réduit sera facilement contrôlable par la présentation d'une carte nominative avec photo. Au-delà de trois enfants le tarif enfant est applicable. Application du tarif réduit pour chaque membre de la famille individuellement.
- Un abonnement trimestriel enfants et adultes sur le réseau des piscines (hors POA)  
Modification du tarif annuel enfants et adultes jusqu'à présent en vigueur uniquement dans le réseau des piscines (hors POA) par la création d'un nouveau tarif abonnement trimestriel enfants et adultes dans ces piscines (tarif déjà existant à la POA) afin d'uniformiser l'offre sur l'ensemble du réseau.
- Un tarif réduit sur les abonnements trimestriels adultes sur le réseau des piscines.  
En lien avec le nouveau tarif abonnement trimestriel adultes sur le réseau des piscines (hors POA) et l'abonnement trimestriel adultes déjà existant à la piscine olympique d'Antigone, il convient de prévoir le nouveau tarif réduit abonnement trimestriel adultes.
- Un tarif intitulé « 2 adultes 2 enfants » pour adaptation à l'évolution de la notion de famille.
- Un tarif de location de ligne d'eau et prestation Maître-Nageur Sauveteur « à la demi-heure » pour répondre à la demande des clubs et des établissements d'enseignement et de formation qui souhaitent parfois des créneaux ou des prestations d'une heure et demie.
- Le tarif « groupes » est modifié afin de préciser que ce tarif s'applique à compter de 8 enfants + 1 accompagnateur afin de se mettre en cohérence avec les normes d'encadrement des enfants et qu'il ne concerne que les Centres de Loisirs Sans Hébergement (CLSH) et les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH).

Il est également proposé d'adopter l'actualisation des autres tarifs applicables dans l'ensemble des piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole (voir annexe).  
Ces nouveaux tarifs seront applicables à compter du 10 septembre 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter l'évolution de l'offre et l'actualisation des tarifs des piscines,
- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à un organisme de paiement en ligne,
- approuver les mentions légales et les conditions générales de vente de la billetterie en ligne des piscines,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146955-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – NATATION ET PATINAGE SCOLAIRE -  
CONVENTIONS DE PARTENARIAT - ANNÉE SCOLAIRE 2017-2018 - AUTORISATION  
DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, s'est engagée, en partenariat avec l'Education Nationale, à assurer l'apprentissage de la natation et du patinage pour les enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles.

Ainsi tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de Montpellier Méditerranée Métropole peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale.

Pour réaliser ce programme ambitieux, conformément aux temps scolaires dédiés, aux directives de l'Education Nationale, et concernant chaque année près de 20 000 enfants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents avec treize piscines, la patinoire Végapolis et plus de quatre vingt dix éducateurs sportifs.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de formaliser de façon conventionnelle pour chaque année scolaire, avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties.

La convention cadre proposée formalise notamment :

- les conditions générales de l'organisation des activités,
- le rôle, la responsabilité et l'agrément des intervenants,
- les conditions de sécurité,
- la durée (un an).

En accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation et de l'UFRSTAPS peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole met également des créneaux piscines, à disposition des collèges (Conseil Départemental), des lycées (Conseil Régional) et de l'Université de Montpellier, pour leur permettre d'effectuer des cycles de perfectionnement à la natation, s'inscrivant dans le cadre de leurs programmes pédagogiques respectifs en éducation physique et sportive.

A ce titre, des conventions sont formalisées avec le Conseil Départemental et les collèges, le Conseil Régional et les lycées, l'Université de Montpellier et le CREPS de Montpellier ainsi que les organismes privés de formation professionnelle, concernant plus particulièrement les modalités d'attribution, d'utilisation et de location des créneaux attribués dans le réseau des piscines.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'accueil des scolaires dans nos établissements et approuver les termes de la convention cadre à conclure entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Inspection d'Académie de l'Hérault,
- autoriser l'accueil pédagogique des stagiaires BPJEPS et UFRSTAPS durant les séances de natation scolaire et approuver les termes des conventions à conclure avec le CREPS, l'Université de Montpellier et les organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS,
- approuver les termes des conventions de mise à disposition de créneaux horaires dans les piscines avec le Conseil Départemental de l'Hérault, le Conseil Régional Occitanie, l'Université de Montpellier, le CREPS de Montpellier, ainsi que organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Délibération n° 14825

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Lc : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145173-

CC-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## **TRANSPORT ET MOBILITE**



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET



## TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRANSPORTS EN COMMUN - MODIFICATION DE LA GRILLE TARIFAIRE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé depuis plusieurs années une politique ambitieuse en matière d'investissement et de développement du réseau TaM, constitué aujourd'hui de 4 lignes de tramway, 36 lignes de bus, 54 stations vélomagg, 400 vélos en libre-service et 16 parkings en correspondance avec le tramway offrant 5 300 places de stationnement.

Ce développement s'est traduit par une fréquentation croissante qui atteint aujourd'hui plus de 326 000 voyages par jour, dont 79% sur le réseau tramway.

Par ailleurs, depuis le 1er septembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en œuvre une nouvelle gamme tarifaire ; elle a notamment pour but de renforcer l'attractivité du réseau de transport, par la mise en place du voyage à 1 € et la baisse de 20% de l'abonnement pour les jeunes, permettant ainsi son accès au plus grand nombre. Ces tarifs n'ont pas évolué depuis.

Enfin, il convient de rappeler que certains titres sociaux, notamment en faveur des demandeurs d'emploi, n'ont pas fait l'objet d'un réajustement tarifaire depuis plusieurs années.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite aujourd'hui ajuster certains tarifs applicables sur son réseau de transports urbains, tout en préservant une politique sociale.

Il est ainsi proposé :

- de maintenir les tarifs attractifs mis en œuvre en septembre 2014, à savoir le ticket 10 voyages à 10 € et l'abonnement annuel jeune à 196 € ;
- de maintenir les tarifs sociaux subventionnés, notamment ceux en faveur des demandeurs d'emploi ;
- d'ajuster les tarifs suivants au 2 août 2017 :

Forfaits courte durée	Tarifs Proposés
Forfait 1 jour Groupe	6,50 €
Forfait 7 jours	17,10 €
Forfait P+Tram Pass Métro	3,70 €
Forfait P+Tram	4,90 €
Abonnements	Tarifs Proposés
Abonnement Plein Tarif Mensuel	53,50 €
Abonnement Plein Tarif Annuel	481,50 €
Abonnement PDE Annuel	433,35 €
Abonnement Multimodal Annuel	499 €
Abonnement Senior Annuel	321 €
Abonnement Carte d'Or / CCAS Mensuel	23 €
Abonnement Personnes Handicapées	23 €

Les tarifs suivants demeurent donc inchangés :

Titres à voyages	Tarifs	Observations
Ticket 1 voyage	1,60 €	Tarif inchangé
Ticket 10 voyages	10 €	Tarif inchangé
Ticket 10 voyages TR	9,20 €	Tarif inchangé
<b>Forfait courte durée</b>		
Forfait 1 jour	4,30 €	Tarif inchangé
<b>Forfait Jeunes</b>		
Forfait 31 Jours	28 €	Tarif inchangé
Forfait annuel	196 €	Tarif inchangé
<b>Titres Subventionnés</b>		
Carte d'Or mensuelle Gratuite	Gratuit	Tarif inchangé
Forfait demandeur d'emploi	3,40 €	Tarif inchangé
ZAP subventionnés mensuel	9,50 € - 20,30 €	Tarif inchangé
Demandeurs d'asile	3,40 €	Tarif inchangé
<b>Autres Titres</b>		
Billet de groupe	0,80 €	Tarif inchangé
Forfait évènementiel	2,00 €	Tarif inchangé
Pass Congrès (selon le nb de jours)	2,60 € à 9 € (selon le nb de jours)	Tarif inchangé
Pass Congrès TR (selon le nb de jours)	2 € à 7 € (selon le nb de jours)	Tarif inchangé
City Pass	2,60 €	Tarif inchangé

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les nouveaux tarifs applicables à partir du 02 août 2017 et la mise à jour de l'annexe 19 du contrat de Délégation de Service Public pour l'exploitation des transports publics urbains - Grille tarifaire ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146361-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.



**SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSOUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.**

**Absent(es):**

**M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET**

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CPER 2015-2020 - MODÈLE MULTIMODAL  
DES DÉPLACEMENTS POUR LE GRAND TERRITOIRE MONTPELLIÉRAIN -  
APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT ET DEMANDE DE SUBVENTIONS -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conseil de Métropole a voté, en séance ordinaire le 30 juin 2016, l'autorisation de signature relative à la convention d'application du contrat de plan Etat Région 2015-2020. Suite à ce vote, cette convention a été signée, le 11 juillet 2016, par le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon et le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le volet territorial de cette convention prévoit la création d'un « modèle de déplacements à l'échelle de l'aire urbaine ou du département ». Ce projet permettra de répondre aux enjeux d'évaluation et d'aide à la décision en matière d'aménagement et de transports.

Dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière de mobilités et d'aménagement du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole se donne l'ambition de disposer en fin d'année 2017 de cet outil de simulation pour évaluer l'impact des projets d'urbanisme ou de mobilité sur les flux de déplacements, les trafics routiers et la fréquentation des transports en commun, pour le « grand territoire Montpelliérain ».

Pour cela, un appel d'offres a été lancé en fin d'année 2016. Suite à cet appel d'offres, les crédits nécessaires, 400 000 € HT soit 480 000 € TTC ont été inscrits au budget de la Métropole.

Pour ce projet, la convention signée le 11 juillet 2016 prévoit un financement à hauteur de 50 000 € HT par l'Etat, de 100 000 € HT par la Région, soit respectivement 12,5% et 25% du montant hors taxes de l'opération. Le reste de l'investissement, soit 250 000 € HT, est porté par la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le plan de financement du projet de construction d'un modèle multimodal des déplacements pour le grand territoire Montpelliérain,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter toute subvention pour financer ce projet, en particulier auprès de l'Etat et de la Région Occitanie,
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1145427-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL.

## VOIRIE, ESPACE PUBLIC



SEANCE ORDINAIRE DU 26 JUILLET 2017

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme B. ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT.

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme V. BARTHAS-ORSAL à M. B. TRAVIER, M. A. EL KANDOUSSI à M. G. CASTRE, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme I. GUIRAUD à Mme C. MARION, Mme C. LÉVYRAMEAU à Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. M. MAJDOUL à Mme M. BODKIN, M. C. MEUNIER à Mme C. DONADA, Mme B. MICHEL à M. R. COTTE, M. E. PASTOR à Mme R. BUONO, M. E. PENSO à Mme M. NAZET-MARSON suppléante de M. R. CALVAT, Mme M.-H. SANTARELLI à Mme I. MARSALA, M. J.-L. SAVY à Mme S. KERANGUEVEN, Mme I. TOUZARD à M. J. VERA.

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme C. HART, Mme F. JAMET

**VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTIONS DE FONDS DE CONCOURS ENTRE LA MÉTROPOLE ET LES COMMUNES DE JUVIGNAC - SAINT GEORGES D'ORQUES - BAILLARGUES ET MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. YOUSSEUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes membres et participent au développement et à l'aménagement du territoire métropolitain.

En application des articles L 5217-7 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Celui-ci sera versé à Montpellier Méditerranée Métropole après accords concordants, exprimés à la majorité simple du conseil municipal et du conseil de la Métropole.

Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre d'une opération, ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Les conseils municipaux des communes de Montpellier et Baillargues ont approuvé les versements des fonds de concours suivants par délibérations du 20 juillet 2017.

Les conseils municipaux des communes de Juvignac et Saint Georges d'Orques vont approuver les versements des fonds de concours suivants par délibérations du 9 octobre pour Juvignac et de fin septembre pour Saint Georges d'Orques.

Les montants des fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations tels que définis dans les projets de conventions joints en annexe sont les suivants :

Pôle Piémonts et Garrigue :

**Pour la Commune de Juvignac :**

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant de subvention	Montant du Fonds de concours	Taux
Avenue de Fontcaude – tranche 2	746 589	622 158	0	225 000	36,16 %

**Pour la Commune de Saint Georges d'Orques :**

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant de subvention	Montant du Fonds de concours	Taux
Mise aux normes éclairage public	46 000	38 333	20 000	8 983	49,00 %
Avenue des jardins – tranche 1	180 000	150 000	0	66 933	44,62 %
Renouvellement de matériel	20 000	16 667	0	8 167	49,00 %
Rénovation des voiries communales	21 000	17 500	0	8 575	49,00 %

Pôle Cadoule et Bérange :

**Pour la Commune de Baillargues :**

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant de subvention	Montant du Fonds de concours	Taux
Rénovation des voiries communales	386 800	322 333	0	130 000	40,33 %

Pôle Montpellier :

Pour la Commune de Montpellier :

opérations	Montant TTC	Montant HT	Montant de subvention	Montant du Fonds de concours	Taux
Programme de Maintenance Eclairage	2 487 000,00	2 072 500,00	0	1 015 525,00	49,00%
Programme de Maintenance Voirie	5 835 000,00	4 862 500,00	0	2 382 625,00	49,00%
Programme de Maintenance Pluvial	570 000,00	475 000,00	0	232 750,00	49,00%
Programme de Maintenance GMD/ GMAOH	1 627 000,00	1 355 833,33	0	664 358,33	49,00%
Montpellier Au Quotidien - Travaux de voirie	900 000,00	750 000,00	0	367 500,00	49,00%
Montpellier Au Quotidien - Travaux d'éclairage public	100 000,00	83 333,33	0	40 833,33	49,00%
CAMPUS - Parvis Pierre Mauroy - Fac de Médecine	360 000,00	300 000,00	0	49 110,00	16,37%
CAMPUS - Parvis Georges Richard - Pôle Chimie	250 000,00	208 333,33	0	102 083,33	49,00%
CAMPUS - Auguste Fliche	100 000,00	83 333,33	0	40 833,33	49,00%
Grand'Rue Jean Moulin	350 000,00	291 666,67	0	142 916,67	49,00%

Pour chacun de ces fonds de concours, le montant versé par la commune sera réévalué à la hausse ou à la baisse en fonction du coût définitif HT de l'opération à laquelle il est associé, tel qu'il résulte du décompte général de l'opération dans les mêmes proportions que pour le financement initial mentionné ci-dessus.

Les projets de convention de fonds de concours établis en conséquence déterminent notamment les modalités de versement par les communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le versement des fonds de concours décrits ci-dessus,
- approuver les conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours,
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la métropole sont inscrits à son budget, aux chapitres 905 et 908,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions après approbations concordantes des communes de Juvignac, Saint Georges d'Orques, Baillargues et Montpellier, ainsi que tout document relatif à cette affaire,

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 02/08/17

Déposé En Préfecture

Le : 02/08/17

Numéro de l'acte :

034-243400017-20170726-lmc1146349-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 02/08/17

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

**SIGNÉ**

M. Philippe SAUREL



**PARTIE 2**  
**DECISIONS**

## PARTIE 2 –SOMMAIRE

Conseil du 26 juillet 2017

Décisions prises par le Président

Et non présentées lors du précédent Conseil,

Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-217	Décision relative au protocole transactionnel - Marchés de travaux n°4228TV15 - Réalisation d'ouvrages et d'équipements, avenue du Pont Trinquat sur la commune de Montpellier	267
D2017-285	Décision relative à la convention de dépotage de sous produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'entreprise ASSAINISSEMENT BAEZA	269
D2017-304	Décision relative à l'accord cadre n°4810MG17 - Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives - Constitution d'un groupement de commandes - Autorisation de lancer la procédure de mise en concurrence	271
D2017-350	Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la Z.A.C. Garosud Extension pour les parcelles OB 81 et OB 83 (Ville de Montpellier, locaux du protocole) - Commune de Montpellier - Autorisation de signature	274
D2017-368	Décision relative au marché n°4663DM16 - Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition du schéma directeur de la logistique et du transport de marchandises en ville de Montpellier Méditerranée Métropole	276
D2017-370	Décision relative à l'attribution du marché n°4826AT17 portant sur les travaux de terrassements d'assainissements de chaussées et d'aménagements paysagers de la Route Départementale 610 sur la commune de Castries	278
D2017-371	Décision portant sur la mise à disposition de Madame Janine PLANAS	280
D2017-372	Décision relative à la convention de mise à disposition descendante de services de Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la commune de Montpellier - Service Comédie du Livre	282
D2017-378	Décision relative à l'attribution du marché n°4825AT17 portant sur l'aménagement d'un carrefour giratoire sur la commune de Restinclières	284
D2017-383	Décision relative à l'acquisition des parcelles BB 389 et BB 390 appartenant à Monsieur et Madame FOURNES - Commune de Vendargues	286
D2017-387	Décision relative au mécénat de Monsieur Antoine Comte d'Espous pour une œuvre de Joseph Wright of Derby "Vue de Florence et de l'Arno"	288
D2017-394	Décision relative à l'acquisition de véhicules particuliers / utilitaires électriques et de vélos à assistance électrique - Convention constitutive de groupement de commandes avec le Syndicat Hérault Énergies - Autorisation de signature de la convention et de lancement de la consultation	290
D2017-396	Décision relative à l'acceptation du don de blocs de pierres extraits de l'ancienne carrière de Jalargues à Cournonsec	292
D2017-406	Décision relative à la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier pour la location et la mise en place d'équipements de sono vidéo écrans géants matériels électriques et groupes électrogènes et la conclusion des marchés afférents	294
D2017-411	Décision relative au marché de conception réalisation n°4702EA17 relatif à l'amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des Aiguerelles - Autorisation de rémunération des candidats non retenus	296
D2017-413	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché 3849EA15 pour le renouvellement de réseaux AEP DN 400 et 500 - Parking Arc de triomphe à Montpellier lot 1 Canalisations fonte	298
D2017-414	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché 3849EA15 pour le renouvellement de réseaux AEP DN 400 et 500 - Parking Arc de triomphe à Montpellier lot 2 Canalisations acier	300
D2017-419	Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec l'entreprise ECOCLIMASOL pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	302
D2017-420	Décision relative à la mise en place du marché n°4543EA16 - Démolition des ouvrages de la station d'épuration de Sussargues	304

DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-422	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle AE 0057 située rue Mallet à Cournonterral	306
D2017-423	Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle BX297 située route de Lodève à Juvignac	308
D2017-424	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2.164 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement du PN (Passage à Niveau)40 dans le cadre de la 2ème ligne de tramway	310
D2017-425	Décision relative à l'acquisition des parcelles AB 112 et AB 114 auprès de la SCI PHARMAIDER- Rue Gaston Planté - Commune de Grabels	312
D2017-427	Décision relative à un accord-cadre n°4660MG16 - Travaux courants de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole (hors bâtiments sportifs et culturels)	314
D2017-430	Décision relative au marché n°4688DC16 - Déclaration sans suite	317
D2017-431	Décision relative au lancement d'un dialogue compétitif en vue de la définition du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et fixation des primes	319
D2017-436	Décision relative au marché n°4824DF17 portant sur les garanties financières du Centre d'Enfouissement Technique du Thôt sur la commune de Lattes	321
D2017-438	Avenant n°1 au marché 4320 de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du lac des garrigues	323
D2017-440	Décision relative au marché n°4745DC17 - Travaux de sécurité incendie de l'Ecole des beaux Arts de Montpellier	325
D2017-441	Décision relative à l'attribution du marché n°4662AT16 concernant la mission de maîtrise d'œuvre pour la requalification de l'avenue Clémenceau à Saint Jean de Védas	327
D2017-444	Décision relative à la mise en place du marché 4279EA16 - Etablissement des dossiers règlementaires et plan de submersions rapides (PSR) relatifs aux travaux de protection contre les inondations du Coulazou sur la commune de Fabrègues	329
D2017-447	Décision relative à la désaffectation et au déclassement de tronçons d'anciennes voiries à Saint Jean de Védas rond-point de l'Europe	331
D2017-448	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'emprises situées en bordure de l'avenue de Barcelone - Commune de Montpellier	333
D2017-450	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 73 m² située chemin des Traverses Commune de Montpellier	335
D2017-451	Avenant n°1 au marché n° 4202EA16 de maîtrise d'œuvre relative au renforcement d'une conduite AEP de refoulement, à la réhabilitation et au dévoiement d'une conduite EU en amiante ciment sur la commune de Montferrier sur Lez	337
D2017-453	Décision relative à la reprise du bail de la société PREDASUD sur la parcelle OH9 à Montpellier dans le cadre de la 5ème ligne de tramway	339
D2017-455	Décision relative à l'avenant de transfert - Accord-Cadre n°3982CO17 "Impression de supports de communication" - Imprimerie Champagnac	341
D2017-457	Décision relative au marché n° 4233EA16 de maîtrise d'œuvre pour les travaux de protection contre les inondations du Coulazou sur la commune de Fabrègues	343
D2017-458	Décision relative à une convention de mandat de travaux avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'opération de restructuration de la médiathèque centrale E. Zola dans le cadre de l'intégration des services de la médiathèque F. Fellini	345
D2017-459	Décision relative à l'avenant n°1 au marché 3829 - Construction de l'Intercepteur Est Amont réseaux secteur Navitau	347
D2017-460	Décision relative à un marché n°4821DS17 d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets et d'abonnements pour le développement du football	349
D2017-464	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ORIBASE PHARMA dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels	351

DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-465	Décision relative à l'agrément de candidature de la société HYGIENE TOUS SERVICES (H.T.S.) dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier	353
D2017-466	Décision relative à un contrat de services "Berger-Levrault Echanges Sécurisés" pour les échanges de données avec la Trésorerie Générale	355
D2017-467	Décision relative à un marché n°4822DS17 d'achat d'espaces publicitaires - D'actions de communication et de billets pour le développement du Handball	357
D2017-470	Décision relative à l'attribution d'un marché pour la réalisation d'une étude de définition d'une stratégie en faveur de l'attractivité résidentielle et du développement d'un habitat diversifié sur le quartier de la Mosson	359
D2017-471	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et monsieur Nicolas Vernhet organisateur de promenades équestres	361
D2017-472	Décision relative au marché n°4653DC16 - Enlèvement des tags et graffitis et décapage des surfaces extérieures des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole	363
D2017-473	Décision relative au transfert de domaine public entre l'Université et Montpellier Méditerranée Métropole - opération Campus Parvis Georges Richard rue Emile Jeanbrau à Montpellier	365
D2017-474	Décision relative à trois contrats (veille statutaire, point services et maintenance) pour les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies	367
D2017-475	Décision relative à la convention de dépotage de sous produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'entreprise DEBOUCHE EXPRESS	369
D2017-477	Décision relative à la cession de la parcelle BM 151 à Madame BEC et Monsieur KHALEF - Commune de Castelnau-le-Lez	371
D2017-478	Décision relative à la conclusion d'un marché n°4809CO17 pour la mise en place et le retrait de signalétique événementielle	373
D2017-479	Décision relative à l'agrément de candidature de la société KWADRIMA dans la ZAC EUREKA à Montpellier	375
D2017-480	Décision relative à l'attribution du marché n°3.42Q portant sur les vannes martelières contre la pollution sur la RD21 et l'avenue Georges Frêche dans le cadre de la 3ème ligne de tramway	377
D2017-482	Décision relative aux transferts de propriété de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du théâtre de Grammont	379
D2017-483	Décision d'ester en justice "SCI LES CAMELIAS - Requête n°1702428-2TA"	381
D2017-484	Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Terracoopa - Location de locaux sur le domaine de Viviers	382
D2017-485	Décision d'ester en justice "Requête n°17MA02063 - SCI SAINT PIERRE"	384
D2017-486	Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise Miels Urbains de Montpellier - Location de locaux sur le Domaine de Viviers	385
D2017-487	Décision relative à l'acquisition d'une partie de la parcelle AP 117 appartenant à la SCI Saint Vaast - Commune de Saint Génies des Mourgues	387
D2017-488	Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Avenant n°1 à la Convention de prêt d'œuvres pour l'exposition "Arnaud Vasseux. Du double au singulier" - Autorisation de signature	389
D2017-489	Décision relative à la vente de la parcelle cadastrée AB 469 au profit des époux ROUS, boulevard Carrière Pèlerine - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone	391
D2017-492	Décision relative à un marché n°4820DS17 d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets et d'abonnements pour le développement du Rugby	393
D2017-493	Décision relative à la mise en place du marché n°4017terDC17 - Travaux de réhabilitation de l'Agora de la Danse - Dernière phase - Relance du lot 9 : appareils élévateurs	395
D2017-494	Décision relative à l'agrément de candidature de la société DS IMMO dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier	397

DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-495	Décision d'ester en justice "BEDENEAU Sylvaine - Requête n°1702419 TA"	399
D2017-496	Décision relative à un marché de travaux n°4724DS17 concernant la rénovation de la pelouse synthétique du stade Jules Rimet à Sussargues	400
D2017-497	Décision relative à la mise en place de l'accord-cadre à bon de commande pour les prestations de géomètre sur le quartier des Cévennes (mandat SA3M)	402
D2017-499	Décision relative au marché 4687EA16 - Aménagement de 4 seuils du Lez - Réalisation de dispositifs de franchissement piscicoles	404
D2017-501	Marché n°4740 - Impression et la diffusion du magazine trimestriel de communication interne, commun à Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et son CCAS - Autorisation de signature	406
D2017-503	Décision relative à l'acquisition de la parcelle MW n°47 à Montpellier - Aménagement de l'exutoire du Verdanson	408
D2017-504	Décision d'ester en justice "RICHARD Serge - Appel CAA de Marseille"	410
D2017-505	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée HX 575 auprès de la Congrégation du Sacré Cœur de Jésus - rue du Père Bonnet - Commune de Montpellier	411
D2017-506	Décision relative à une convention de prêt d'œuvres consacrées à l'écrivain Gaston Baissette, avec la Ville de Mauguio-Carnon	413
D2017-508	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée PK 74 auprès de l'indivision WEIBEL - rue de Bionne - Commune de Montpellier	415
D2017-510	Décision relative au marché n°2926S17.01 (mandat SA3M) - Mission de bureau de contrôle pour la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional	417
D2017-511	Décision relative à un avenant n°1 au marché 4017 DC15 - travaux de réhabilitation de l'Agora de la Danse - Montpellier	419
D2017-513	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Local "Lot ° 1" 391 rue de la Font Froide à Montpellier	421
D2017-514	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EMERSYA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	423
D2017-515	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société CLOUD IS MINE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	425
D2017-516	Décision relative au déclassement d'une emprise de 472 m² avenue Val de Montferrand / route de Mende - Commune de Montpellier	427
D2017-517	Décision relative au marché 2926S17.02 (mandat SA3M) - Maitrise d'œuvre de la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional	429
D2017-518	Décision relative à l'agrément de candidature de la COMUE Languedoc-Roussillon Universités dans l'espace French Tech situé dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	431
D2017-520	Marché n°4741CO17 - Enquête de lectorat constituée d'une étude qualitative et quantitative des outils de communication - Autorisation de signature	433
D2017-521	Décision relative au marché n°4937DS17 de prestations de services avec Montpellier Events concernant l'achat de places avec prestations VIP pour les événements organisés à l'Aréna, au Zénith Sud et au Corum de Montpellier	435
D2017-522	Décision relative aux avenants de transfert des marchés du Conseil Départemental de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole	437
D2017-524	Décision relative à l'agrément de candidature de la société UBISOFT ENTERTAINMENT dans le lotissement Jean Mermoz à Castelanu-le-Lez	440
D2017-527	Décision d'ester en justice "Syndicat des copropriétaires les Collines d'estanove - TGI"	442
D2017-528	Décision relative à la mise en place de l'avenant n°1 au marché de mission de Coordination en matière de Sécurité et de la Protection de la Santé de catégorie II pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA	443
D2017-533	Décision d'ester en justice "SARL MESOTECH - Requête n° 1702664-4 TA"	445
D2017-535	Décision relative à l'acquisition des parcelles BB 378, BB 380 et BB 382 appartenant à Monsieur et Madame Grosdidier - Commune de Vendargues	446

DECISIONS	TITRES	PAGES
D2017-536	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BB 383 appartenant à Madame Grosdidier - Commune de Vendargues	448
D2017-540	Décision relative à la mise en place du marché n°4905CO17 - Relations presse au niveau national pour Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature.	450
D2017-543	Décision relative à la vente par Montpellier Méditerranée Métropole de Certificats d'Economies d'Energie	452
D2017-544	Décision relative à l'avenant n°2 du marché 4049UH16 - Lot n°2 : secteur "Plaine Ouest" concernant l'élaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole	454
D2017-545	Décision relative à l'impression - Le façonnage et la livraison de cartons d'invitation pour les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole	456
D2017-546	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BY 342 rue de Cabriès - Propriété de Monsieur Michel SEPTFONDS - Commune de Clapiers	458
D2017-547	Décision relative à un marché n° 4796EA17 - Réparation de la digue rive gauche de la Mosson à Lattes	460
D2017-550	Décision relative à l'attribution d'un marché unique pour les prestations de diagnostic réseaux sur le quartier des Cévennes	462
D2017-551	Décision relative à l'attribution d'un marché pour la réalisation d'une étude paysagère sur le quartier de la Mosson	464
D2017-552	Décision relative à l'attribution d'un accord-cadre à bon de commande pour une mission d'Ordonnancement Pilotage et Coordination Urbaine (OPCU) sur les quartiers de la Mosson et des Cévennes	466
D2017-559	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une portion de la rue du Mas Rouge, en partie sur la commune de Montpellier et en partie sur la commune de Lattes	468
D2017-564	Décision de constitution de partie civile	470



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au protocole transactionnel - Marchés de travaux n°4228TV15 - Réalisation d'ouvrages et d'équipements, avenue du Pont Trinquat sur la commune de Montpellier**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la décision n°2016-178 relative à un avenant n°1 au marché n°4228TV15 – Avenue du Pont Trinquat - Réalisation d'ouvrages et d'équipements.
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur, Rabii YOUSSEUS dans le domaine « voirie et espace public » ;
- **VU** le marché 4228TV15, relatif aux travaux de réalisation d'ouvrages et d'équipements sur l'avenue du Pont Trinquat, attribué par la Mairie de Montpellier (N°2014/0284) le 22/08/2014, à l'issue d'une procédure adaptée ouverte, à l'entreprise RAZEL-BEC, pour un montant de 588 633,45 € HT ;
- **VU** le transfert de compétences dans le cadre de la création de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDERANT** le projet de décompte final remis le 24 mars 2016 par l'entreprise, d'un montant de 259 970,26 € HT en augmentation de la masse financière du marché, intégrant une demande de rémunération complémentaire (amortissement des frais fixes et frais d'encadrement) et la revalorisation des prestations réalisées fixées par la maître d'œuvre ;
- **CONSIDERANT** qu'après discussions, les parties s'accordent sur un montant de 166 769,98 € HT concernant la rémunération des préjudices.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'abroger la décision n°2016-178 relative à un avenant n°1 au marché n°4228TV15 – Avenue du Pont Trinquat - Réalisation d'ouvrages et d'équipements.



**ARTICLE 2** : d'autoriser la signature du protocole transactionnel au marché relatif aux travaux de réalisation d'ouvrages et d'équipements sur l'avenue du Pont Trinquat avec l'entreprise RAZEL-BEC, protocole transactionnel d'un montant de 166 769,99 euros HT.

**ARTICLE 3** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-217
Reçue en Préfecture le	16/06/17
Affichée le	16/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170616-lmc1140491-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/06/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la convention de dépotage de sous produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'entreprise ASSAINISSEMENT BAEZA**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26 décembre 2014 portant transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes du Conseil au Président de Montpellier Méditerranée Métropole notamment celle d'autoriser la signature de convention de dépotage des sous-produits de l'assainissement,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif (ANC), pour le dépotage des matières de vidange aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des déchets gras extraits des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques, pour le dépotage des déchets gras aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges de matières mélangées (matières de vidange ANC et déchets gras ou autres) et le curage de réseaux prenant en charge le transport et l'élimination des matières mélangées extraites des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques, de l'ANC et des équipements de transport et de traitement des effluents, pour le dépotage des matières mélangées aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:**

Une convention de dépotage pour les matières de vidange des installations d'assainissement non collectif, pour les déchets gras extraits des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques et pour les matières mélangées des sous-produits de l'assainissement, est passée avec la société :

**Pour la station d'épuration de Maera à Lattes :**

ASSAINISSEMENT BAEZA, dont le siège social est situé au 100 Rue Panhard à Nîmes 30000,

**Pour la station d'épuration de Baillargues :**

ASSAINISSEMENT BAEZA, dont le siège social est situé au 100 Rue Panhard à Nîmes 30000.

**ARTICLE 2 :**

La convention prend effet à compter de la date de sa notification à l'entreprise. Sa validité est de 3 ans à compter de la date de notification.

**ARTICLE 3 :**

Les tarifs sont les suivants : (valeurs au 1<sup>er</sup> janvier 2015)

Station d'épuration de Maera à Lattes :

Matières de vidange (MDV) : 20 € hors taxes par tonne,

Déchets gras uniquement : 20 € hors taxes par tonne,

Matières mélangées (MDV et déchets gras et autres) : 30 € hors taxes par tonne.

Station d'épuration de Baillargues et Fabrègues :

Matières de vidange (MDV) : 20 € hors taxes par tonne,

Déchets gras uniquement : 20 € hors taxes par tonne,

Matières mélangées (MDV et déchets gras et autres) : 40 € hors taxes par tonne.

La TVA est à 10%.

La facturation s'effectue semestriellement (1er Juillet, 1er Janvier) par l'Exploitant. Les sommes dues sont exigibles sous un délai de 45 jours.

A défaut de règlement dans ce délai, l'Exploitant est en droit de demander des intérêts de retard, calculés au taux d'intérêt légal.

**ARTICLE 4 :**

Monsieur René REVOL, Vice-Président délégué au Service Public de l'Eau et de l'Assainissement, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-285
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1141530-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'accord cadre n°4810MG17 - Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditatives - Constitution d'un groupement de commandes - Autorisation de lancer la procédure de mise en concurrence**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD, dans le domaine de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridique et du protocole,
- **CONSIDERANT :**
  - que le marché conclu dans le cadre du groupement de commandes actuel constitué de Montpellier Méditerranée Métropole, du CCAS de Montpellier et des communes de Montpellier, Pignan, Grabels, Saint-Brès, Lavérune et Saint Jean de Védas arrive à échéance au 31 décembre 2017,
  - que les membres de ce groupement initial, hormis la commune de Saint Jean de Védas, auquel souhaite désormais s'associer la commune de Pérols, ont décidé de constituer un nouveau groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015, relatif aux marchés publics et à la convention annexée,
  - que Montpellier Méditerranée Métropole sera désignée coordonnateur de ce groupement et sa commission d'Appel d'Offres sera celle du groupement,
  - que la procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics (appel d'offres ouvert). Le marché sera passé, attribué, signé et notifié par Montpellier Méditerranée Métropole au nom de l'ensemble des membres du groupement, pour une durée d'un an reconductible trois fois, chaque membre se chargeant, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la part qui lui revient,
  - que suite au transfert de compétences, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vu attribuer un nombre important de véhicules techniques affectés sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Par ailleurs, dans le cadre de ses modalités de fonctionnement le CCAS de Montpellier procède à l'acquisition de cartes prépayées.

Pour des raisons de définition et de pertinence des besoins, il a été jugé utile d'allotir l'accord-cadre en différents lots géographiques et fonctionnels.

L'accord cadre est décomposé comme suit (lots, participants, montants estimatifs € HT/an) :

**Lot n°1 : Fourniture de carburant avec cartes accréditives :**

Montpellier Méditerranée Métropole	609 250 €
Pérols	22 200 €
Pignan	8 380 €
Montpellier	350 000 €
Grabels	12 000 €
Lavérune	1 200 €
Saint Brès	10 000 €
CCAS de Montpellier	8 500 €

**Lot n°2 : Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur secteur Vallée du Lez :**

Montpellier Méditerranée Métropole	40 000 €
------------------------------------	----------

**Lot n°3 : Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur secteur Cadoules et Bérange :**

Montpellier Méditerranée Métropole	10 000 €
------------------------------------	----------

**Lot n°4 : Fourniture et livraison de carburant :**

Montpellier Méditerranée Métropole	63 000 €
------------------------------------	----------

**Lot n°5 : Système de prépaiement d'achat de carburants à valeur faciale :**

CCAS de Montpellier	30 000€
---------------------	---------

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser l'établissement d'un groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et à la convention annexée entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CCAS de Montpellier et les communes de Montpellier, Grabels, Pignan, Lavérune, Saint-Brès et Pérols.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole, au nom du groupement de commandes, à lancer un appel d'offres « Fourniture et Livraison de carburant avec ou sans cartes accréditives » pour un montant estimatif global de 1 165 060 € HT par an pour une durée d'un an reconductible trois fois.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1,

**ARTICLE 4 :** D'autoriser, préalablement à l'engagement de la procédure de passation, et en application de l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer avec les attributaires retenus par la commission d'appel d'offres les marchés à intervenir pour l'ensemble des membres du groupement, ainsi que tout document relatif à cette affaire,

**ARTICLE 5 :** Dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930, 935 et 938.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-304
Reçue en Préfecture le	13/06/17
Affichée le	13/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170613- lmc1141797-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/06/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à  
l'Administration Générale, Contentieux  
et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la Z.A.C. Garosud Extension pour les parcelles OB 81 et OB 83 (Ville de Montpellier, locaux du protocole) - Commune de Montpellier - Autorisation de signature**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la passation, dans les périmètres des Z.A.C. d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine du « développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** la demande de permis de construire du 19 janvier 2017, déposée par la Ville de Montpellier sur la Z.A.C. Garosud Extension à Montpellier, représentée par Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014, pour la réalisation des locaux des services du Protocole comprenant la réalisation d'un bâtiment à usage de bureaux ainsi que des locaux de stockage et une cuisine protocolaire,
- **CONSIDERANT** que le permis de construire est déposé à la fois sur les parcelles OB 84 et OB 22 qui seront cédés par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M., aménageur de la Z.A.C.) à la Ville de Montpellier, mais que le permis de construire est également déposé sur les parcelles OB 81 et OB 83 (propriété de la Ville de Montpellier),
- **CONSIDERANT** l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme qui prévoit que lorsqu'une construction est édifiée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone.
- **CONSIDERANT** que la surface de plancher prévisionnelle est de 1 458 m<sup>2</sup> et se développera intégralement sur les parcelles OB 81 et OB 83,
- **CONSIDERANT** que sur la base du programme de la Z.A.C., le montant de la participation au programme des équipements publics est de 80 €/m<sup>2</sup> de surface de plancher,
- **CONSIDERANT** la nécessité de signer une convention de participation avec le constructeur (Ville de Montpellier) et l'aménageur de la Z.A.C. (S.E.R.M.), préalablement à la délivrance du permis de construire.

# DECIDE

**ARTICLE 1** : Une convention de participation au coût des équipements publics de la Z.A.C. Garosud Extension est conclue avec le constructeur (la Ville de Montpellier) et la SERM en application de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme.

**ARTICLE 2** : Le montant de cette participation est fixé à 80 €/m2 de surface de plancher ; soit au regard des surfaces de plancher prévisionnelles, un montant total de 116 640,00 €.

**ARTICLE 3** : Le montant définitif de la participation du constructeur aux équipements publics sera calculé sur la base du nombre des mètres carrés de surface de plancher dont la construction sera autorisée par le permis de construire, une fois celui-ci délivré.

**ARTICLE 4** : Madame Chantal MARION, Vice-présidente déléguée dans le domaine du « développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'innovation, à l'international et à l'artisanat », est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-350
Reçue en Préfecture le	13/06/17
Affichée le	13/06/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170613- lmc1142360-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 13/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4663DM16 - Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition du schéma directeur de la logistique et du transport de marchandises en ville de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de conclure un marché public pour « Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition du schéma directeur de la logistique et du transport de marchandises en ville de Montpellier Méditerranée Métropole »,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 18 mois maximum,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
  2. Prix des prestations (montants DPGF + DQE) : 40%
- qu'après analyse, le groupement Jonction - Interface Transport - Karo International, présente l'offre économiquement la plus avantageuse. L'entreprise Jonction mandataire du groupement est située 1 rue du Panorama - 13105 MIMET.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché « Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la définition du schéma directeur de la logistique et du transport de marchandises en ville de Montpellier Méditerranée Métropole » au groupement Jonction – Interface Transport – Karo International, pour un montant forfaitaire de 119 800 euros HT. L'entreprise Jonction mandataire du groupement est située 1 rue du Panorama - 13105 MIMET.

Des prestations complémentaires seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires pour un montant estimatif de 44 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois.



**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-368
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1142619-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°4826AT17 portant sur les travaux de terrassements d'assainissements de chaussées et d'aménagements paysagers de la Route Départementale 610 sur la commune de Castries**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°14401 du 22 décembre 2016 relative au transfert des compétences du Département à la Métropole ;
- **VU** la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans les domaines de la Voirie et de l'espace Public,

**CONSIDERANT :**

-La nécessité de réduire les nuisances générées par le trafic de transit dans la traversée de la ville de Castries, d'assurer la sécurité et la fluidité du trafic dans ce secteur, de respecter le paysage et l'environnement de l'itinéraire, et enfin de fluidifier le trafic et de réduire les nuisances,

-Qu'une procédure d'appel d'offres a été lancée conformément aux articles 66 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés sous la forme d'un marché ordinaire avec deux lots techniques,

-Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres des lots 1 et 2 étaient les suivants :  
Valeur technique au vu du mémoire justificatif : 60%,  
Prix des prestations : 40%,

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 25 avril 2017 a :
  - attribué le lot 1 du marché n°4826 AT 16 (terrassements, assainissement et chaussées) au groupement EIFFAGE (Mandataire) / VALERIAN / ANTEA, 34430 Saint Jean de Védas, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,
  - attribué le lot 2 (aménagements paysagers) du marché n°4826 AT 16 au groupement UPEE7 (Mandataire) / VALERIAN, 34130 Saint-Aunès, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

# DECIDE

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature du marché n°4826 AT 16 lot 1 au groupement EIFFAGE (Mandataire) / VALERIAN / ANTEA pour un montant de 4 447 934,39 € HT euros HT .Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 10 mois.

**ARTICLE 2** : D'autoriser la signature du marché n°4826 AT 16 lot 2 au groupement UPEE7 (Mandataire) / VALERIAN pour un montant de 195 191,70 € HT euros HT .Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 48 mois.

**ARTICLE 3** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché n° 4826 AT 16 Terrassements assainissements chaussées et aménagements paysagers pour les lots 1 et 2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-370
Reçue en Préfecture le	27/06/17
Affichée le	27/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170627-lmc1142635-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 27/06/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision portant sur la mise à disposition de Madame Janine PLANAS**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président et notamment celle d'adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,
- VU l'arrêté A2017-12 portant délégation de fonction à Monsieur Pierre BONNAL dans le domaine des Ressources Humaines,
- **CONSIDERANT** que la dissolution du GIP pour le développement social et urbain de l'agglomération de Montpellier auprès duquel Madame Janine PLANAS est mise à disposition par son employeur la société Services, Conseil, Expertises et Territoires (SCET) et dont l'activité est transférée à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'exercice de la compétence obligatoire en matière de politique de la ville.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Madame Janine PLANAS est mise à disposition, par la société Services, Conseil, Expertises et Territoires (SCET) à 90% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'au 31 décembre 2020.

**ARTICLE 2** : Monsieur Pierre BONNAL, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines est autorisé à signer tous documents relatifs à la convention de mise à disposition.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-371
Reçue en Préfecture le	13/06/17
Affichée le	14/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170613- lmc1142639-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la convention de mise à disposition descendante  
de services de Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice  
de la commune de Montpellier - Service Comédie du Livre**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président des Ressources Humaines ;
- **VU** la délibération du Conseil n°13517 du 16 décembre 2015 approuvant plusieurs modèles de conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'adopter les conventions de gestion et de mise à disposition de services ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;
- **VU** l'arrêté n°2017-12 portant délégation de fonction à Monsieur Pierre BONNAL dans le domaine des Ressources Humaines ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient de mettre à disposition des services de Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la Commune de Montpellier ; précisément le service Comédie du Livre ;

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de mise à disposition descendante de services de Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la commune de Montpellier est mise en œuvre conformément aux dispositions du III de l'article L.5211-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

**ARTICLE 2** : Le service Comédie du Livre concerné est mis à disposition pour l'exercice de missions détaillées dans la convention et relevant de la programmation et l'organisation de l'Agora des Savoirs,

**ARTICLE 3** : Cette convention est prévue sans limitation de durée, sauf dénonciation effectuée dans les conditions prévues à cet effet.

**ARTICLE 4** : La commune de Montpellier rembourse Montpellier Méditerranée Métropole des frais de fonctionnement engendrés par la mise à disposition sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement, conformément aux dispositions de l'article D.5211-16 du Code général des collectivités territoriales.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué aux Ressources humaines est autorisé à signer la convention visée à l'article 1.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-372
Reçue en Préfecture le	13/06/17
Affichée le	14/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170613- lmc1142731-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 13/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°4825AT17 portant sur  
l'aménagement d'un carrefour giratoire sur la commune de Restinclières**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14401 du 22 décembre 2016 relative au transfert des compétences du Département à la Métropole ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans les domaines de la voirie et de l'espace Public ;

**CONSIDERANT :**

- La nécessité de procéder à l'aménagement d'un carrefour giratoire aux fins de développement de l'accroche frontale de l'accès à la commune en consolidant la structuration du réseau viaire et traitant la coulée verte du ruisseau des Combes en promenade piétonne,
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire de travaux, pour une durée de deux mois à compter de sa notification.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :  
Prix des prestations : 60%,  
Valeur technique au vu du mémoire technique : 40%
- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 25 avril 2017 a été informée de l'attribution du marché à l'entreprise TP SONERM présentant l'offre économique la plus avantageuse, pour un montant de 308 778,35 € HT,



# **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature du marché n°4825AT17 portant aménagement d'un carrefour giratoire sur la Route Départementale 610 sur la commune de Restinclières à l'entreprise TP SONERM, sise 34270 ST MATHIEU DE TREVIERS, pour un montant de 308 778,35 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de deux mois.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché n°4825AT17 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-378
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619-lmc1142945-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles BB 389 et BB 390 appartenant à Monsieur et Madame FOURNES - Commune de Vendargues**

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la promesse de vente en date du 26 avril 2017 acceptant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles BB 389 (issue de la parcelle BB 65), et BB 390 (issue de la parcelle BB 233) d'une superficie respective de 86 m<sup>2</sup> et 22 m<sup>2</sup> situées Chemin des Carrières à Vendargues,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont en nature de voirie et dédiées à la circulation publique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les parcelles cadastrées BB 389 et BB 390 d'une contenance respective de 86 m<sup>2</sup> et 22 m<sup>2</sup> situées Chemin des Carrières à Vendargues auprès de Monsieur et Madame FOURNES.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de 10 € / m<sup>2</sup> TCC soit un total de 1080 € TCC, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté de délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-383
Reçue en Préfecture le	06/07/17
Affichée le	06/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170706- lmc1142972-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au mécénat de Monsieur Antoine Comte d'Espous pour une œuvre de Joseph Wright of Derby "Vue de Florence et de l'Arno"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture », .
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole a récemment acquis auprès de la galerie Michel Descours à Lyon, une toile de Joseph Wright of Derby, *Vue de Florence et de l'Arno*, peinte en 1793, conformément à la Décision n°D2017-292. L'œuvre d'un montant de 220 000 € TTC (deux cent vingt mille euros), a été achetée conjointement par la Fondation d'entreprise du musée Fabre pour 120 000 € (cent vingt mille euros) et Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant de 100 000 € (Cent mille euros),
- **CONSIDERANT** que la Société Larnaudie représentée par Monsieur Antoine Comte d'Espous domicilié 3 piazza San Francesco di Paola à Florence en Italie, souhaite faire un don pour l'achat de ce tableau de Joseph Wright of Derby, *Vue de Florence et de l'Arno*, à hauteur de 100 000 € (cent mille euros),

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don de 100 000 € (cent mille euros) de la société Larnaudie représentée par Monsieur Antoine Comte d'Espous pour l'achat de l'œuvre de Joseph Wright of Derby, *Vue de Florence et de l'Arno*.

**ARTICLE 2** : de dire que la recette est inscrite au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3** : d'autoriser Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président délégué à la Culture à signer les actes relatifs à ce don et notamment la convention de mécénat.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-387
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1143190-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de véhicules particuliers / utilitaires électriques et de vélos à assistance électrique - Convention constitutive de groupement de commandes avec le Syndicat Hérault Énergies - Autorisation de signature de la convention et de lancement de la consultation**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celles d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD, dans le domaine de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridique et du protocole ;
- **CONSIDERANT** la loi relative à la transition énergétique prévoyant que les collectivités territoriales et leurs établissements publics acquièrent lors de tout renouvellement de leur parc auto au moins 20% de véhicules à faibles émissions ;
- **CONSIDERANT** que le regroupement des collectivités territoriales et leurs établissements publics, acheteuses de véhicules, doit non seulement leur permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence, mais aussi, de faciliter les actions de tous les membres du groupement en termes de développement durable et de mobilité propre en mettant à leur disposition un catalogue de véhicules ;
- **CONSIDERANT** que le Syndicat Hérault Énergies propose la constitution d'un groupement de commandes permettant de lancer une consultation en procédure d'appel d'offres en application de l'article 42-1°-a) de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 25-I-1°, 66 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics (ci-après « le Décret »), allotie comme suit :
  - Lot 01 : véhicules Particuliers électriques appartenant au segment B1 de l'industrie « urbaines » ou « mini / petites citadines »,
  - Lot 02 : véhicules Particuliers électriques appartenant au segment B2 de l'industrie citadines / polyvalentes » ou « sous-compactes »,
  - Lot 03 : véhicules Utilitaires électriques de type fourgonnette ou petit utilitaire volume de chargement max 4 m3,
  - Lot 04 : véhicules Utilitaires électriques de type fourgon volume de chargement entre 4 et 17 m3,
  - Lot 05 : véhicules Utilitaires légers électriques spécifiques métier (types plateau, benne, etc.)
  - Lot 06 : vélos à assistance électriques (VAE).

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite adhérer au groupement de commandes constitué pour l'achat de véhicules électriques, hybrides, hybrides rechargeables ou thermiques et ne participera qu'à la consultation « acquisition de véhicules électriques, de véhicules utilitaires électriques et de vélos à assistance électrique » en procédure d'appel d'offre pour les 6 lots.

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement de commandes établi conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et à l'acte constitutif (convention) annexé.

**ARTICLE 2 :** d'autoriser le groupement de commandes dont le coordonnateur est le syndicat Hérault Énergies, à lancer la consultation des marchés et accords-cadres pour l'acquisition des véhicules particuliers électriques, de véhicules utilitaires électriques et de vélos à assistance électrique.

L'accord-cadre est à bons de commande en application des articles 78 et 80 du Décret. Il est conclu pour une durée de un an ferme et n'est pas reconductible.

Les lots 1, 5 et 6 sont conclus sans montant minimum ni montant maximum.

Les lots 2, 3 et 4 sont conclus avec un montant minimum et sans montant maximum.

Pour chaque lot, l'accord-cadre est mono attributaire.

Le coordonnateur du groupement est chargé de la passation, de l'attribution, de la signature et de la notification des marchés et accords-cadres à intervenir, conformément à la convention de groupement de commandes, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de la bonne exécution des marchés.

**ARTICLE 3 :** la participation de Montpellier Méditerranée Métropole au titre des frais de fonctionnement est de 200€. Le montant pour l'acquisition des véhicules particuliers électriques, de véhicules utilitaires électriques et de vélos à assistance électrique est estimé à 95 000€ hors taxes.

**ARTICLE 4 :** de dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 930 et 938.

**ARTICLE 5 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-394
Reçue en Préfecture le	13/06/17
Affichée le	13/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170613- lmc1143161-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/06/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à  
l'Administration Générale, Contentieux  
et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acceptation du don de blocs de pierres  
extraits de l'ancienne carrière de Jalargues à Cournonsec**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER, dans le domaine de la Culture,
- **CONSIDERANT** la proposition de l'État, Ministère de la Culture et de la Communication (Direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie) de céder à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une partie du stock de pierres extraits de l'ancienne Carrière de Jalargues à Cournonsec, et entreposé actuellement sur ce site,
- **CONSIDERANT** que ces pierres sont parfaitement adaptées à être utilisées dans le cadre de l'opération de travaux visant à la protection des vestiges de l'aile nord du forum du site archéologique du Castellàs à Murviel-lès-Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée accepte le don du stock de pierres précité, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dimensions	Nombre	Volume
2,40 x 1,10 x 1,00	32	84,480
1,20 x 1,20 x 1,00	1	1,440
1,10 x 1,50 x 0,50	1	0,825
1,40 x 0,80 x 0,80	1	0,896
1,10 x 1,60 x 1,00	2	3,520
2,00 x 0,70 x 0,90	1	1,260
1,20 x 1,00 x 0,60	5	3,600
1,40 x 2,30 x 1,10	2	7,084
1,70 x 2,20 x 0,70	1	2,618
	Volume total :	105,723 m3 (blocs non marqués)
	Nombre de blocs :	46



**ARTICLE 2** : Ces blocs seront utilisés par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'opération de travaux visant à la protection des vestiges de l'aile nord du forum du site archéologique du Castellàs à Murviel-lès-Montpellier, protégé au titre des monuments historiques, notamment pour la réalisation de la rehausse des murs existants des ruines du forum.

**ARTICLE 3** : Montpellier Méditerranée Métropole prendra possession du stock de pierres prévisionnellement au cours du premier trimestre 2018.

**ARTICLE 4** : Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à prendre en charge l'intégralité de l'opération, comprenant les formalités administratives à prendre auprès de la commune de Courbonsec et les dispositions techniques et financières pour le transport des blocs. Elle s'engage à respecter la remise en état des lieux après l'évacuation des blocs de pierre.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Président ou Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué à la Culture, sont autorisés à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-396
Reçue en Préfecture le	07/06/17
Affichée le	07/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170607-lmc1143176-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 07/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier pour la location et la mise en place d'équipements de sono vidéo écrans géants matériels électriques et groupes électrogènes et la conclusion des marchés afférents**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celles d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visés à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD, dans le domaine de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridique et du protocole ;

**CONSIDERANT**

- que Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, dans un souci d'économie, souhaitent rationaliser leurs achats et en vertu de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- qu'il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier en vue de la location et de la mise en place d'équipements de sono, vidéo, écrans géants, matériels électriques et groupes électrogènes à l'occasion de manifestations diverses organisées par l'une ou l'autre de ces deux collectivités et nécessaire au fonctionnement de leurs services respectifs,
- qu'une procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offre ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bon de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

- que pour des raisons de définition et de pertinence des besoins, il a été utile d'allotir l'accord-cadre en 4 lots décomposés comme suit (*les montants estimatifs sont exprimés en € HT. /an*) :

**Lot n°1 Location de matériels de sonorisation :**

Ville de Montpellier 150 000 €  
Montpellier Méditerranée Métropole **30 000 €**

**Lot n°2 Location de matériels électriques :**

Ville de Montpellier 140 000 €  
Montpellier Méditerranée Métropole **10 000 €**

**Lot n°3 Location de groupes électrogènes :**

Ville de Montpellier 40 000 €  
Montpellier Méditerranée Métropole **10 000 €**

**Lot n°4 Location d'écrans géants :**  
 Ville de Montpellier 50 000 €  
 Montpellier Méditerranée Métropole **50 000 €**

# **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes établi conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et à l'acte constitutif annexé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée comme coordonnateur du groupement et sa Commission d'Appel d'Offres compétente pour attribuer ce marché,

**ARTICLE 2** : en tant que coordonnateur, la Ville de Montpellier assurera pour le compte de l'ensemble des membres du groupement la passation et l'attribution du marché, mais également sa signature et sa notification. Le coordonnateur transmettra à chacun des membres une copie de l'ensemble des pièces du marché. Chaque membre devra ensuite s'assurer de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne,

**ARTICLE 3** : d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;

**ARTICLE 4** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1<sup>er</sup> et tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-406
Reçue en Préfecture le	13/06/17
Affichée le	13/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170613-lmc1143401-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/06/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
 Méditerranée Métropole, déléguée à  
 l'Administration Générale, Contentieux  
 et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché de conception réalisation n°4702EA17  
relatif à l'amélioration du fonctionnement du bassin d'orage des  
Aiguerelles - Autorisation de rémunération des candidats non retenus**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « service public de l'eau et de l'assainissement »,
- **CONSIDERANT** qu'une consultation d'entreprises va être engagée pour désigner un groupement en vue de la réalisation des travaux d'amélioration du bassin d'orage des Aiguerelles à Montpellier objet du marché n°4702EA17 ;  
Que cette consultation est passée sous la forme d'un marché de conception réalisation compte tenu de la spécificité technique des ouvrages à réaliser, des objectifs de résultats à atteindre et des garanties qui doivent être produites par les candidats ;  
Qu'il convient de rémunérer les candidats qui répondront au marché précité n°4702EA17 et qui ne seront pas retenus à l'issue par la Commission d'Appel d'Offres, dans la mesure où le niveau de rendu des offres doit être d'un niveau APD (études d'avant-projet définitif), au sens de la mission témoin de la loi MOP (Maîtrise d'Ouvrage Public), ce qui représente un investissement significatif pour les candidats.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : de fixer une prime forfaitaire de 10 000 € pour rémunérer les candidats non retenus au marché n°4702EA17 ;

**ARTICLE 2** : de dire que cette rémunération est soumise à la fourniture, par les candidats, d'une offre conforme (c'est-à-dire ni anormalement basse, ni irrégulière, ni inacceptable ni inappropriée) et dont la note technique dépassera strictement 40/70. La rémunération du titulaire du marché public tient compte de la prime qu'il a reçue.

**ARTICLE 3** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement chapitre 011.

**ARTICLE 4** : d'autoriser toute personne ayant délégation pour se faire à signer tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Décision n°	D2017-411
Reçue en Préfecture le	12/06/17
Affichée le	12/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170612-lmc1143428-AI-1-1

Fait à Montpellier, le 12/06/2017

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué au service public de l'eau et de l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché  
3849EA15 pour le renouvellement de réseaux AEP DN 400 et 500  
- Parking Arc de triomphe à Montpellier lot 1 Canalisations fonte**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°D2015-457 du 28/08/2015 attribuant le marché n°3849EA15 de renouvellement des réseaux AEP DN 400 et 500 – Parking Arc de triomphe lot 1 canalisations fonte à l'entreprise SADE CGTH Centre de travaux de Montpellier, sise 820 rue de la Marbrerie BP 70033 – 34741 VENDARGUES CEDEX pour un montant de 59 999.99 euros HT ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »;

**CONSIDERANT :**

- que l'insertion de prix nouveaux apparaît comme nécessaire pour répondre aux adaptations techniques du projet, que les quantités exécutées ont été ajustées, et que les délais d'exécution nécessitent une prolongation.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°3849EA15 de renouvellement des réseaux AEP DN 400 et 500 – Parking Arc de triomphe lot 1 canalisations fonte avec l'entreprise SADE CGTH, avenant d'un montant de 8 319 euros HT.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-413
Reçue en Préfecture le	14/06/17
Affichée le	14/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170614- lmc1143423-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/06/2017

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature de l'avenant n°1 au marché  
3849EA15 pour le renouvellement de réseaux AEP DN 400 et 500  
- Parking Arc de triomphe à Montpellier lot 2 Canalisations acier**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la décision n°D2015-457 du 28/08/2015 attribuant le marché n° 3849 de renouvellement des réseaux AEP DN 400 et 500 – Parking Arc de triomphe lot 2 canalisations acier à l'entreprise BOISSON, sise Zone artisanale du bosc lot n°3 34130 MUDAISSON pour un montant de 174 892 euros HT ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;

**CONSIDERANT :**

- que l'insertion de prix nouveaux s'avère nécessaire pour faire face aux adaptations techniques du projet, que des modifications sont intervenues sur la décomposition du prix, et que les délais d'exécution nécessitent une prolongation ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° 3849EA15 de renouvellement des réseaux AEP DN 400 et 500 – Parking Arc de triomphe lot 2 canalisations acier avec l'entreprise BOISSON, avenant d'un montant de 12 078 euros HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2017-414
Reçue en Préfecture le	14/06/17
Affichée le	14/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170614- lmc1143426-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 14/06/2017

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant à la convention du domaine public passée avec l'entreprise ECOCLIMASOL pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2017 au sein du bâtiment MIBI,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction et de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international»,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> septembre 2015, modifiée par avenant en date du 1<sup>er</sup> janvier 2017, passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise ECOCLIMASOL pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** que l'entreprise ECOCLIMASOL a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une extension de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI,
- **CONSIDERANT** qu'il peut être réservé une suite favorable à cette demande,

**DECIDE**

**ARTICLE 1:** Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise ECOCLIMASOL pour une extension de sa surface de 29,30 m<sup>2</sup> à 55,00 m<sup>2</sup> constituée du module B0.26 à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017 jusqu'au terme de la convention d'occupation initiale, soit jusqu'au 31 août 2018.

**ARTICLE 2:** A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la jeune entreprise ECOCLIMASOL pour la surface totale de 55,00 m<sup>2</sup> constituée des modules B0.25 et B0.26 qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 695,75 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 14313 du Conseil de Métropole en date du 14 décembre 2016.

**ARTICLE 3:** La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4:** Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5:** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-419
Reçue en Préfecture le	21/06/17
Affichée le	21/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170621-lmc1143719-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise en place du marché n°4543EA16 -  
Démolition des ouvrages de la station d'épuration de Sussargues**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de démolir plusieurs ouvrages de la station d'épuration de Sussargues,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 3 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement (50%) et la valeur technique au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique (50%),
- qu'après analyse, l'entreprise CBTP SARL LOCAPACA sise 539 avenue Jean Prouve 30900 NIMES présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°4543EA16 « Démolition des ouvrages de la station d'épuration de Sussargues à l'entreprise CBTP SARL LOCAPACA, sise à Nîmes pour un montant de 64 440 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-420
Reçue en Préfecture le	12/06/17
Affichée le	12/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170612- lmc1143468-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 12/06/2017

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour le raccordement de la parcelle AE 0057 située rue Mallet à Cournonterral**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et Espace Public »,
- **CONSIDERANT** l'autorisation d'urbanisme n°PC3408815M0016 en date du 13/10/2015 accordé sur la parcelle AE0057,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située rue Mallet à Cournonterral.

**ARTICLE 2** : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 5 425.20 € HT.

**ARTICLE 3** : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.

**ARTICLE 4** : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 15 semaines.

**ARTICLE 5** : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

**ARTICLE 6** : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

Décision n°	D2017-422
Reçue en Préfecture le	07/06/17
Affichée le	07/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170607- lmc1143470-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 07/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention avec ENEDIS concernant  
l'extension du réseau public de distribution publique d'électricité pour  
le raccordement de la parcelle BX297 située route de Lodève à Juvignac**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espace Public »,
- **CONSIDERANT** l'autorisation d'urbanisme en date du 26/05/2016 accordé sur la parcelle BX297,
- **CONSIDERANT** la nécessité de raccorder la nouvelle construction au réseau public d'électricité,
- **CONSIDERANT** la demande d'extension du réseau public d'électricité nécessaire à ce raccordement et la convention financière s'y afférant présentée par le gestionnaire du réseau d'électricité ENEDIS.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux d'extension du réseau de distribution publique d'électricité nécessaires au raccordement au réseau d'électricité d'une parcelle située route de Lodève à Juvignac.

**ARTICLE 2** : La société ENEDIS s'engage à réaliser les travaux d'extension du réseau public d'électricité dans le strict respect du budget prévisionnel des travaux représentant 24 325.62 € HT.

**ARTICLE 3** : Les travaux et prestations seront pris en charge par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 60% et conformément à l'article 8 du cahier des charges de concession de distribution d'électricité, ENEDIS s'engage, après réception de l'état de somme récapitulatif des travaux, à payer 40 % du montant total hors taxes, suivant son accord.



**ARTICLE 4** : La durée prévisionnelle des travaux est fixée à 18 semaines.

**ARTICLE 5** : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties.

**ARTICLE 6** : Monsieur Rabii YOUSSEF, Vice-Président, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

Décision n°	D2017-423
Reçue en Préfecture le	07/06/17
Affichée le	07/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170607- lmc1143480-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 07/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°2.164 portant sur la mission de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement du PN (Passage à Niveau)40 dans le cadre de la 2ème ligne de tramway**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°3962 du 12 juillet 2000 modifiée par la délibération n°8410 du 23 juillet 2008 approuvant l'avenant n°8 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM en qualité de mandataire pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la décision n°D2016-820 attribuant le marché n°2.164 portant sur la maîtrise d'œuvre du Passage à Niveau 40 (PN 40) dans le cadre de la ligne 2 de tramway à l'entreprise SCE, de Nantes, pour un taux de rémunération fixé à 8,05%. Le forfait provisoire de rémunération établi à partir du coût prévisionnel des travaux est fixé à 48 300 euros HT ;

**CONSIDERANT :**

- que l'avant-projet du réaménagement du PN40 a été approuvé et que l'enveloppe financière a été revue à la hausse. Le coût prévisionnel des travaux initialement fixé à 600 000 euros HT est réévalué à 700 000 euros HT. Cette augmentation fait notamment suite à la prise en compte du travail de nuit, aux compléments de signalisation lumineuse tricolore et de signalisation ferroviaire et au maintien des deux sens de circulation (avec passage de convois exceptionnels) en phase travaux nécessitant la suppression de l'ilot central.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°2.164 de maîtrise d'œuvre du PN 40 avec l'entreprise SCE, avenant portant la rémunération forfaitaire au niveau de l'avant-projet à 56 350 euros HT.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser monsieur le Directeur Général de TaM à signer l'avenant visé à l'article 1.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-424
Reçue en Préfecture le	21/06/17
Affichée le	21/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170621- lmc1143483-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles AB 112 et AB 114 auprès de la SCI PHARMAIDER- Rue Gaston Planté - Commune de Grabels**

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'accord de la SCI PHARMAIDER de céder les parcelles AB 112 et AB 114 d'une superficie respective de 78 m<sup>2</sup> et 20 m<sup>2</sup> situées avenue Gaston Planté à Grabels ;
- **CONSIDERANT** l'inscription de l'emplacement réservé n° 80 sur les parcelles AB 112 et AB 114 au PLU de la Commune de GRABELS en vue de la réalisation d'un trottoir accessible aux personnes à mobilité réduite.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les parcelles cadastrées AB 112 et AB 114 d'une superficie respective de 78 m<sup>2</sup> et 20 m<sup>2</sup> auprès de la société PHARMAIDER.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien vendu. Les frais d'acte sont à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Décision n°	D2017-425
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1143488-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un accord-cadre n°4660MG16 - Travaux courants de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole (hors bâtiments sportifs et culturels)**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'Administration générale, du contentieux, du juridique et du protocole ;

**CONSIDERANT :**

- que le marché n°2837MG12 étant arrivé à échéance, il est nécessaire de relancer un accord-cadre portant sur les travaux courants de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole (hors bâtiments sportifs et culturels),
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 (ci-après « le Décret »). Cette consultation est passée en application des articles 78 et 80 du Décret. C'est un accord-cadre à bons de commandes sans mini et avec un maximum, décomposé en 9 lots, d'une durée de 12 mois à compter de leur notification.

L'accord-cadre se décompose comme suit :

Lot	Désignation	Montant maximum des commandes pour la durée totale du marché
1	Travaux maçonnerie- carrelage	600 000 € H.T
2	Couverture- Etanchéité	50 000 € H.T
3	Serrurerie- Menuiserie aluminium et PVC	300 000 € H.T
4	Menuiserie et agencement bois	400 000 € H.T
5	Cloisons faux plafonds	200 000 € H.T
6	Peinture- sols souples	290 000 € H.T
7	Signalétique	180 000 € H.T
8	Electricité	510 000 € H.T
9	Plomberie VMC	580 000 € H.T

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres, sur tous les lots, étaient les suivants : 60% sur la valeur technique au regard du mémoire technique et 40% sur le prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif.

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 25/04/2017 a été informée de l'attribution du marché à :

- l'entreprise DARVER, pour le lot n°1 : Travaux de maçonnerie, carrelage,
- l'entreprise ALPHA SERVICES, pour le lot n°2 : Couverture-étanchéité,
- l'entreprise TECHNICFER, pour le lot n°3 : Serrurerie-Menuiserie aluminium et PVC,
- l'entreprise ATELIER DUCROT, pour le lot n°4 : Menuiserie et agencement bois,
- l'entreprise CORTINA pour le lot n°5 : Cloisons-faux-plafonds,
- l'entreprise JLC PEINTURE pour le lot n°6 : Peinture-sols souples,
- l'entreprise DECOR 34 pour le lot n°7 : Signalétique,
- l'entreprise ENGIE INEO pour le lot n°8 : Électricité,
- l'entreprise SPIE SUD OUEST pour le lot n°9 : Plomberie VMC.

Ces entreprises présentent les offres les plus économiquement avantageuses.

## D E C I D E

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'accord-cadre n°4660MG16 pour les travaux courants de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole (hors bâtiments sportifs et culturels) :

- avec l'entreprise DARVER sise au 235, rue les Portes Domitiennes, 34 740 Vendargues concernant le lot n°1 pour un montant de 600 000 euros HT maximum annuel.
- avec l'entreprise ALPHA SERVICES sise au 115 Bld de Pont de Vivaux, 13 010 Marseille, concernant le lot n°2, pour un montant de 50 000€ HT maximum annuel.
- avec l'entreprise TECHNICFER, sise au BP 95592, 150, rue du Mas de Bringaud 34071 Montpellier Cedex 3, concernant le lot n°3, pour un montant de 300 000€ HT maximum annuel.
- avec l'entreprise ATELIER DUCROT sise au 630, rue des Fournels, 34400 Lunel concernant le lot n°4, pour un montant de 400 000€ HT maximum annuel.
- avec l'entreprise CORTINA, 22, rue Nelson Mandela, 34070 Montpellier, concernant le lot n° 5, pour un montant de 200 000€ HT maximum annuel.
- avec l'entreprise JLC PEINTURE, sise à Résidence Parc des Bruyères - Bat B137, boulevard de la Perruque, 34 070 Montpellier, concernant le lot n° 6 pour un montant de 290 000€ HT maximum annuel.
- avec l'entreprise DECOR 34 sise au 48 rue Claude Balbastre Espace Entreprise - Bât. Camargue 3, 34070 Montpellier, concernant le lot n° 7 pour un montant de 180 000€ HT maximum annuel.
- avec l'entreprise ENGIE INEO, ZAE Font de la Banquière Le Météor, 34970 Lattes, concernant le lot n°8 pour un montant de 510 000€ HT maximum annuel.
- avec l'entreprise SPIE SUD OUEST sise au 170 rue Henry Farman - BP 70339 Parc d'Activité Marcel Dassault, 34 435 Saint Jean De Vedas, concernant le lot n° 9 pour un montant de 580 000€ HT maximum annuel.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 900 et 930.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre n°4660MG16 pour les travaux courants de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-427
Reçue en Préfecture le	06/06/17
Affichée le	07/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170606- lmc1143531-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/06/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à  
l'Administration Générale, Contentieux  
et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4688DC16 - Déclaration sans suite**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine Culture ;
- VU la consultation envoyée pour publication le 9 février 2017 sous la forme d'un appel d'offres ouvert, ayant pour objet la « vérification périodique réglementaire des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole » ;

**CONSIDERANT**

- que l'analyse des offres des candidats fait ressortir des erreurs et des oublis dans les réponses des candidats, lesquels ressortent manifestement d'imprécisions dans le cahier des charges,
- que la régularisation des offres remises présente un risque juridique, au regard des limites posées à cette régularisation par la procédure d'appel d'offres.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** De déclarer sans suite, pour motif d'intérêt général tenant au risque juridique évoqué ci-avant, cette procédure d'appel d'offres, et de relancer une nouvelle procédure, sur la base d'un cahier des charges revu, afin de lever toute ambiguïté quant à la définition précise des besoins. Cette nouvelle consultation sera lancée sur une durée plus courte, permettant le recours à une procédure adaptée, laquelle facilitera l'attribution des futurs contrats dans la mesure où, à la différence de l'appel d'offres, cette procédure permet plus de souplesse en autorisant, dans certaines limites, la négociation éventuelle des offres remises.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-430
Reçue en Préfecture le	27/06/17
Affichée le	27/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170627- lmc1143536-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/06/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Décision relative au lancement d'un dialogue compétitif en vue de la définition du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et fixation des primes**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.5211-10,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et celle de fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération du Conseil n°14001 du 21 juillet 2016 relative à la signature des conventions de mandats à la SA3M pour assurer le suivi du protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) pour les quartiers Mosson et Cévennes,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Catherine DARDE dans le domaine de la cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi et des aires d'accueil des gens du voyage,

### **CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu dans le cadre des études préalables à la définition du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, de recourir à une procédure de dialogue compétitif,
- que cette procédure de dialogue compétitif s'avère la plus adaptée pour faire émerger un projet urbain avec un objectif à atteindre ambitieux dans un environnement très contraint, mais sans option programmatique prédéfinie,
- que la négociation préalable est primordiale eu égard à la nature et à la complexité de l'opération qui nécessitera un montage opérationnel spécifique.

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la SA3M, mandataire, à lancer une procédure de dialogue compétitif, portant sur la définition du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson.

**ARTICLE 2 :** De fixer à trois le nombre de candidats admis, après la phase de sélection, à participer à ce dialogue compétitif.

**ARTICLE 3 :** De fixer le montant de la prime à verser à chacun des candidats ayant mené à bien le dialogue compétitif à 60 000€ HT.

**ARTICLE 4 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément au budget prévisionnel mentionné dans la convention de mandat d'étude Ville / SA3M en date du 1er septembre 2016.

**ARTICLE 5 :** D'autoriser Monsieur le Président à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Décision n°	D2017-431
Reçue en Préfecture le	07/06/17
Affichée le	07/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170607- lmc1143555-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/06/2017

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie, sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4824DF17 portant sur les garanties financières  
du Centre d'Enfouissement Technique du Thôt sur la commune de Lattes**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les articles L. 511-1 et suivants du Code de l'environnement, décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifiée, arrêté du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998 ;
- VU l'arrêté Préfectoral n°2005-I-3258 du 19 décembre 2005, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement - Installation de stockage de déchets du Thôt à Lattes de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA ;

**CONSIDERANT :**

- que des garanties financières doivent être constituées conformément à l'arrêté préfectoral susvisé,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 5 ans,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Prix pour 60% du choix ; Capacité à constituer les garanties dans les meilleurs délais pour 40% du choix,
- qu'après analyse, la société QBE Insurance (Europe) Limited (Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92 931 La Défense Cedex) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°4824DF17 – garanties financières pour le Centre d'Enfouissement Technique du Thôt à l'entreprise QBE Insurance (Europe) Limited, pour un montant de 26 198,45 euros. Le marché prend effet à compter du 30 juin 2017. Sa durée est de 5 ans.

**ARTICLE 2 :** Ce marché portant acte de cautionnement solidaire en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement - Installation de stockage de déchets du Thôt à Lattes-, est passé avec la société QBE Insurance (Europe) Limited (Cœur Défense – Tour A – 110 esplanade du Général de Gaulle – 92 931 La Défense Cedex), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre n°414 108 001.

**ARTICLE 3 :** Cet acte de cautionnement porte sur l'Installation de stockage de déchets du Thôt, dont l'établissement est situé sur la Commune de Lattes, sur les parcelles n°25 et 26, section AE du plan cadastral de la Commune de Lattes.

**ARTICLE 4 :** Il constitue un engagement purement financier en vue de garantir, conformément à l'arrêté préfectoral en date du 19 décembre 2005 du Préfet de l'Hérault, le coût, en cas de défaillance de la Montpellier Méditerranée Métropole, des dépenses liées à la surveillance du site, aux interventions en cas d'accident ou de pollution, et à la remise en état du site après exploitation.

**ARTICLE 5 :** Le montant maximum du cautionnement est de 1 940 625 euros TTC (Un million neuf cent quarante mille six cent vingt cinq euros). Cet engagement prend effet à compter de sa notification et pour une durée de 5 années continues. En contrepartie de la caution accordée, Montpellier Méditerranée Métropole versera à QBE Insurance (Europe) Limited une commission forfaitaire annuelle égale à 0,27 % du montant de la caution, soit 5 239,69 euros TTC (cinq mille deux cent trente-neuf euros et soixante-neuf centimes d'euros). Cette commission sera due à chaque date anniversaire de la prise d'effet de l'acte de cautionnement et réglée dans les 20 jours.

**ARTICLE 6 :** Montpellier Méditerranée Métropole s'engage par ailleurs, pour le cas où QBE Insurance (Europe) Limited serait appelée par le Préfet au titre de son engagement de caution, à lui rembourser la somme versée par QBE Insurance (Europe) Limited majorée des intérêts au taux légal + 5 points du jour du versement par QBE Insurance (Europe) Limited jusqu'au jour du parfait remboursement par Montpellier Méditerranée Métropole à QBE Insurance (Europe) Limited.

**ARTICLE 7 :** La dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

**ARTICLE 8 :** Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 9 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-436
Reçue en Préfecture le	26/06/17
Affichée le	26/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170626- lmc1143581-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 26/06/2017

M. M. LEVITA

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
finances

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Avenant n°1 au marché 4320 de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du lac des garrigues**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°3C04180551 du 21 octobre 2014 attribuant le marché n° 4320 de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du lac des garrigues à l'entreprise TRACTEBEL, sise 5 rue du 19 mars 1962 – Le Delage – 92622 GENNEVILLIERS CEDEX pour un montant de 67 150 euros HT,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines de la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques ;

**CONSIDERANT :**

- que des prestations supplémentaires ont été demandées par les services de l'Etat dans le cadre de l'instruction des dossiers règlementaires,
- qu'une prolongation des délais d'exécution est nécessaire afin de tenir compte du délai d'instruction de ces dossiers règlementaires,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4320 de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du lac des garrigues avec l'entreprise TRACTEBEL, avenant d'un montant de 15 700 euros HT, portant le coût total du marché à 82 850 euros HT.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-438
Reçue en Préfecture le	04/07/17
Affichée le	04/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170627- lmc1143612-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/06/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Prévention des risques majeurs et gestion  
des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4745DC17 - Travaux de sécurité incendie de l'École des beaux Arts de Montpellier**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine Culture.

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de remplacer l'installation du système de sécurité incendie de l'Ecole des Beaux-Arts,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 4 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  1. Le critère prix (40 % de la note) ;
  2. Le critère valeur technique (60 % de la note) apprécié au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique.
- qu'après analyse, l'entreprise MTSI 11 rue de la Syrah – 34800 CLERMONT L'HERAULT présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché travaux de sécurité incendie de l'Ecole des Beaux-Arts de Montpellier à l'entreprise MTSI, pour un montant de 79 759,37 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service. Sa durée est de 4 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-440
Reçue en Préfecture le	20/06/17
Affichée le	20/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170620- lmc1143618-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°4662AT16 concernant la mission de maîtrise d'œuvre pour la requalification de l'avenue Clémenceau à Saint Jean de Védas**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « voirie-espace public » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de passer un marché de maîtrise d'œuvre pour la requalification de l'avenue Clémenceau à Saint Jean de Védas,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous forme d'une mise en ligne d'un Avis d'Appel Public à la Concurrence sur la plateforme de dématérialisation de Montpellier Méditerranée Métropole et transmis au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics pour publication du marché. Il s'agit d'un accord-cadre de service passé en application de l'article 27 du Décret,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire (40%) et la valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique (60%),
- qu'après analyse, l'entreprise Studio Méditerranéen d'Urbanisme sise 121 rue Ignace Pleyel, 34070 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché relatif à une mission de maîtrise d'œuvre pour la requalification de l'avenue Clémenceau à Saint Jean de Védas à l'entreprise Studio Méditerranéen d'Urbanisme, pour un montant forfaitaire de 40 837,50 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification et est conclu pour une durée globale prévisionnelle d'exécution des missions de 15,5 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-441
Reçue en Préfecture le	13/06/17
Affichée le	13/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170613- lmc1143698-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/06/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise en place du marché 4279EA16 - Établissement des dossiers réglementaires et plan de submersions rapides (PSR) relatifs aux travaux de protection contre les inondations du Coulazou sur la commune de Fabrègues**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN BOULBES dans les domaines de la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

**CONSIDERANT :**

- que des études et dossiers réglementaires sont nécessaires à l'obtention des autorisations administratives préalables aux travaux et à l'obtention de la labellisation Plan de Submersions Rapides (PSR) des ouvrages de protection contre les inondations du Coulazou situés sur la commune de Fabrègues.
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I-1, 69 et 70 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à prix forfaitaires pour une durée prévisionnelle de 36 mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%,
  2. Prix des prestations au regard du montant global et forfaitaire indiqué à l'AE : 40%.
- que la Commission d'appel d'offres dans sa séance du 28 mars 2017 a attribué le marché à l'entreprise EGIS EAU, sise 889 rue de la Vieille Poste, CS 8907, 34965 MONTPELLIER CEDEX 2 présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché 4279EA16 pour l'établissement des dossiers réglementaires et plans de submersions rapides (PSR) relatifs aux travaux de protection contre les inondations du Coulazou à l'entreprise EGIS EAU, sise 889 rue de la Vieille Poste, CS 8907, 34965 MONTPELLIER CEDEX 2, pour un montant de 45 600 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire du marché de commencer l'exécution des études. Sa durée prévisionnelle est de 36 mois.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-444
Reçue en Préfecture le	20/06/17
Affichée le	20/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170620-lmc1143648-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement de tronçons  
d'anciennes voiries à Saint Jean de Védas rond-point de l'Europe**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Jean-de-Védas n°2015-217 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété à titre gratuit de la totalité de l'ensemble du domaine public et privé routier communal et ses dépendances ainsi que l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016,
- VU la décision du Président n°D2015-828 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Saint-Jean-de-Védas dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **CONSIDERANT** que la modification de tracé de voirie à l'entrée de la commune de Saint-Jean-de-Védas, à proximité du rond-point de l'Europe, a eu pour conséquence la désaffectation de fait de tronçons de voirie à ce jour non affectés à l'usage du public,
- **CONSIDERANT** que les tronçons de voirie concernés ne sont plus affectés à aucun usage public, et que cette désaffectation ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par les voies.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait de tronçons de voirie situés à l'entrée du territoire communal de Saint Jean de Védas, à proximité du rond-point de l'Europe, pour une superficie d'environ 555 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public des tronçons de voirie conformément à l'article L. 141-3 du Code de la voirie routière, pour une superficie totale de 555 m<sup>2</sup> environ.

**ARTICLE 3** : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral des emprises intégrées au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-447
Reçue en Préfecture le	13/06/17
Affichée le	14/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170613-lmc1143668-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public  
d'emprises situées en bordure de l'avenue de Barcelone - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-17 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du développement et de l'aménagement durable du territoire, de l'habitat et de l'espace public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n° 2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- **VU** la décision du Président n° D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et voiries ou partie de voirie métropolitaines,
- **VU** l'accord de la Société Française d'Habitations Economiques (SFHE) en date du 16 septembre 2016 sur les modalités de la régularisation foncière du domaine public,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser les parcelles LR 320 (275 m<sup>2</sup>) LR 322 (28 m<sup>2</sup>) LR 323 (169 m<sup>2</sup>) et LR 324 (446 m<sup>2</sup>), accessoires de voirie, avant de pouvoir les céder,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles, accessoires de voirie, ne sont affectées à aucun usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait des parcelles cadastrées LR 320, LR 322, LR 323 et LR 324 d'une contenance totale de 918 m<sup>2</sup>, situées avenue de Barcelone à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public des parcelles cadastrées LR 320, LR 322, LR 323 et LR 324 pour une emprise de 918 m<sup>2</sup> avenue de Barcelone à Montpellier.

**ARTICLE 3** : Lesdites parcelles sont intégrées au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-448
Reçue en Préfecture le	13/06/17
Affichée le	14/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170613- lmc1143673-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public  
d'une emprise de 73 m<sup>2</sup> située chemin des Traverses Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-17 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du développement et de l'aménagement durable du territoire, de l'habitat et de l'espace public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n° 2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n° D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou partie de voirie métropolitaine,
- VU la demande des époux DESSONS en date du 31 mars 2017 sur les modalités d'aliénation d'une emprise à extraire du domaine public, chemin des Traverses à Montpellier,
- **CONSIDERANT** l'intervention de Monsieur Didier ENJALBERT, géomètre-expert, pour procéder au bornage de l'emprise à déclasser, aux frais du demandeur,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser l'emprise de 73 m<sup>2</sup> issue du domaine public située chemin des Traverses à Montpellier, avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par le solde de la voie.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise de 73 m<sup>2</sup> à extraire du chemin des Traverses à Montpellier, selon le bornage effectué par un géomètre-expert au frais du demandeur.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 73 m<sup>2</sup> chemin des Traverses à Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le service du Cadastre sera sollicité pour numéroté ce terrain intégré au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole, section PN.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-450
Reçue en Préfecture le	13/06/17
Affichée le	14/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170613- lmc1143711-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Avenant n°1 au marché n° 4202EA16 de maîtrise d'œuvre relative au renforcement d'une conduite AEP de refoulement, à la réhabilitation et au dévoiement d'une conduite EU en amiante ciment sur la commune de Montferrier sur Lez**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans les domaines des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement ;
- VU la décision n°D2016-518 attribuant le marché n° 4202 de maîtrise d'œuvre relative au renforcement d'une conduite d'eau potable de refoulement, à la réhabilitation et au dévoiement d'une conduite d'eaux usées en amiante ciment sur la commune de Montferrier sur Lez à l'entreprise INFRAMED INGENIEURS CONSEILS, sises L'orée des mas – Bâtiment Les Cyprès – Avenue du golf – 34670 BAILLARGUES pour un montant de 99 750 euros HT ;

**CONSIDERANT :**

- que des modifications du programme initial ont été demandées par la maîtrise d'ouvrage suite à la remise du dossier provisoire de l'AVP,
- que ces modifications rendent nécessaires d'allonger les délais d'études et de réalisation ainsi que de modifier le taux de rémunération du maître d'œuvre.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° 4202 de maîtrise d'œuvre relative au renforcement d'une conduite d'eau potable de refoulement, à la réhabilitation et au dévoiement d'une conduite d'eaux usées en amiante ciment sur la commune de Montferrier sur Lez avec l'entreprise INFRAMED INGENIEURS CONSEILS. Le montant de l'avenant est de 14 025 euros HT. La durée initiale du marché est portée de 20 mois à 28 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-451
Reçue en Préfecture le	04/07/17
Affichée le	04/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170627- lmc1143718-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la reprise du bail de la société PREDASUD sur la parcelle OH9 à Montpellier dans le cadre de la 5ème ligne de tramway**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

**CONSIDERANT :**

- que la société PREDASUD, titulaire d'un bail commercial sur la parcelle jouxtant le dépôt de Jeune Parque, parcelle cadastrée OH9 située au 1425 avenue du Colonel Pavelet à Montpellier, est en liquidation judiciaire,
- que dans le cadre de la liquidation judiciaire de PREDASUD, le bail commercial dont elle bénéficie fait l'objet d'une offre de reprise devant le juge commissaire,
- que Montpellier Méditerranée Métropole est intéressé par le rachat de ce bail commercial qui lui permet de disposer de surface supplémentaire (environ 1 000 m<sup>2</sup>) à intégrer dans l'extension du dépôt de Jeune Parque de la SEM TaM,
- que Montpellier Méditerranée Métropole a donc fait une offre de reprise du bail et des différents équipements situés dans l'emprise de la parcelle donnée à bail à l'occasion de l'audience du 5 mai 2017 devant le juge commissaire,
- que cette offre de 65 000 euros HT est décomposée comme suit : 30 000 euros HT au titre du bail commercial et 35 000 euros HT pour les différents équipements, véhicules et matériels techniques qui sont entreposés dans les lieux loués tels qu'ils sont mentionnés dans l'inventaire établi à la demande de Me STREBLER, liquidateur judiciaire.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la dépose d'une offre de reprise du bail PREDASUD sur la parcelle cadastrée OH9 à hauteur de 65 000 euros HT pour la reprise du bail et les divers équipements et

à verser les fonds correspondants via son mandataire TaM.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser son mandataire TaM à négocier la nouvelle destination de ce bail commercial et le montant mensuel correspondant.

**ARTICLE 3** : D'autoriser également son mandataire TaM à signer tous les documents afférents à cette reprise du droit au bail et à la signature du nouveau bail ainsi qu'à procéder à la revente des équipements figurant dans l'emprise du bail et acquis à l'occasion de cette reprise.

**ARTICLE 4** : L'acte de mutation des emprises ci-dessus désignées est signée par :  
 - par toute personne ayant reçu délégation à cet effet par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,  
 - M. Luc EGOUMENIDES, Directeur Général de TaM, conformément à la délibération n°9943 du 26 janvier 2011, approuvant la convention de mandat relative à la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-453
Reçue en Préfecture le	23/06/17
Affichée le	23/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170623-lmc1143812-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant de transfert - Accord-Cadre n°3982CO17  
"Impression de supports de communication" - Imprimerie Champagnac**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°13444 du 12/11/2015 attribuant les lots n° 1, 2, 3,4 et 6 du marché Impression Façonnage, Conditionnement et Livraison des supports de communication à l'entreprise IMPRIMERIE CHAMPAGNAC, pour un accord-cadre sans montant minimum et maximum annuel et pour une durée de 12 mois reconductible trois fois maximum ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI;

**CONSIDERANT :**

- que par acte de cession de commerce, la société dénommée Imprimerie CHAMPAGNAC, SAS dont le siège est à Aurillac (15000), 5 rue Félix Daguerre, identifiée au SIREN sous le n°315 907 253 et immatriculée au RCS d'Aurillac est cédée à la société dénommée MALVEZIN-VALADOU, SAS dont le siège est à Aurillac (15000), 5 rue Félix Daguerre, identifiée au SIREN sous le n°829 102 631 et immatriculée au RCS d'Aurillac.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant au marché Impression Façonnage, Conditionnement et Livraison des supports de communication avec l'entreprise IMPRIMERIE CHAMPAGNAC, avenant sans incidence financière actant que la société dénommée Imprimerie CHAMPAGNAC, SAS dont le siège est à Aurillac (15000), 5 rue Félix Daguerre, identifiée au SIREN sous le n°315 907 253 et immatriculée au RCS d'Aurillac est cédée à la société dénommée MALVEZIN-VALADOU, SAS dont le siège est à Aurillac (15000), 5 rue Félix Daguerre, identifiée au SIREN sous le n°829 102 631 et immatriculée au RCS d'Aurillac.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-455
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1143926-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n° 4233EA16 de maîtrise d'œuvre pour les travaux de protection contre les inondations du Coulazou sur la commune de Fabrègues**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN BOULBES dans les domaines de la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

**CONSIDERANT :**

-que dans le cadre du programme d'aménagement de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues, la désignation d'un maître d'œuvre est nécessaire pour la poursuite des études et la réalisation des travaux.

-qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I-1, 69 et 70 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à prix forfaitaires pour une durée prévisionnelle de 48 mois.

-que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%,
2. Prix des prestations au regard du forfait provisoire indiqué à l'AE : 40%.

-que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 28 mars 2017 a attribué le marché à l'entreprise CABINET MERLIN, sise Multiparc du Salaison – bât 9 – 145 rue de la Marbrerie – 34740 VENDARGUES présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché 4233EA16 de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de protection contre les inondations du Coulazou sur la commune de Fabrègues au CABINET MERLIN, sis Multiparc du Salaison – bât 9 – 145 rue de la Marbrerie – 34740 VENDARGUES, pour un montant de 114 120 euros HT. Le marché prend effet à compter de la réception par le maître d'œuvre de l'ordre de service prescrivant l'exécution du premier document d'étude. Sa durée prévisionnelle est de 48 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-457
Reçue en Préfecture le	20/06/17
Affichée le	20/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170620-lmc1143944-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Prévention des risques majeurs et gestion  
des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de mandat de travaux avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'opération de restructuration de la médiathèque centrale E. Zola dans le cadre de l'intégration des services de la médiathèque F. Fellini**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDERANT :**

- qu'une étude de programmation générale relative à la médiathèque F. Fellini a été menée par le cabinet d'assistance à maître d'ouvrage ABCD, afin d'examiner l'évolution envisageable de cet équipement culturel,
- qu'au terme de cette étude, le scénario d'intégration de l'offre de la médiathèque F. Fellini sur le site de la médiathèque E. Zola a été proposé comme évolution souhaitable,
- que par délibération n°16645 en date du 17 mai 2017, le Conseil a approuvé le lancement de cette opération et autorisé les demandes de subventions afférentes,
- que conformément aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 (articles 3 et suivants), afin d'assurer une bonne coordination avec le projet de transfert des archives municipales, actuellement conduit par la Ville de Montpellier en mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), et de gérer au mieux un projet techniquement complexe nécessitant des process d'ingénierie, de mise en œuvre techniques et de pilotage de chantier spécifiques en site occupé, il est proposé de déléguer à la SA3M la réalisation de ce projet,
- qu'à cet effet, il sera confié à la SA3M le pouvoir de représenter Montpellier Méditerranée Métropole pour l'accomplissement des actes relevant des attributions du maître d'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par les textes législatifs précités et par les dispositions d'une convention de mandat.

# DECIDE

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature d'une convention de mandat avec la SA3M pour le projet de restructuration de la médiathèque E. Zola dans le cadre de l'intégration des services de la médiathèque F. Fellini, pour un montant prévisionnel global estimé de 5,2 millions d'euros HT (valeur janvier 2017). Le contrat de mandat prendra effet à la date de notification par Montpellier Méditerranée Métropole au mandataire du contrat signé et de la date de sa réception par le représentant de l'Etat, et expirera à l'achèvement de la mission du mandataire. La rémunération attribuée au mandataire pour cette mission est fixée à 300 000 euros HT.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser le lancement d'une procédure concurrentielle avec négociations pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre, ainsi que le dépôt d'une demande de permis de construire pour cette opération.

**ARTICLE 3 :** De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer ladite convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-458
Reçue en Préfecture le	04/07/17
Affichée le	04/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170704- lmc1143953-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 04/07/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché 3829 - Construction  
de l'Intercepteur Est Amont réseaux secteur Navitau**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans les domaines des Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement ;
- VU la délibération n°13019 attribuant le marché n° 3829 de Construction de l'Intercepteur Est Réseaux secteur Navitau à l'entreprise SOGEA SUD, sises 381 avenue du Mas d'Argelliers – CS 90005 – 34078 MONTPELLIER CEDEX 3 pour un montant de 669 980 euros HT et pour une durée maximum de 7 mois ;

**CONSIDERANT :**

- que des adaptations techniques en lien avec les travaux en domaine privé ont été nécessaires,
- que des aléas de chantier doivent être pris en compte,
- que des améliorations techniques doivent être apportées afin d'améliorer l'exploitabilité des ouvrages et leur pérennité,
- que les délais d'exécution doivent être rallongés afin de réaliser les prestations supplémentaires,
- que l'augmentation de quantités prévues au devis quantitatif estimatif doit être prise en compte.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant 1 au marché 3829 de Construction de l'Intercepteur Est - Réseaux secteur Navitau - avec l'entreprise SOGEA SUD, sises 381 avenue du Mas d'Argelliers – CS 90005 – 34078 MONTPELLIER CEDEX 3. Le montant de l'avenant est de 240 498,31 euros TTC.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-459
Reçue en Préfecture le	04/07/17
Affichée le	04/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170627-lmc1143975-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/06/2017

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4821DS17 d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets et d'abonnements pour le développement du football**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives » ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au club de football « Montpellier Hérault Sport Club » qui évolue en division première, plus haut niveau du football français ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30-I-3c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché négocié sans publicité préalable et sans concurrence qui court à compter de sa notification jusqu'à la fin de la saison sportive 2017-2018 soit le 30 juin 2018 ;
- que le « Montpellier Hérault Sport Club » dispose de l'exclusivité de l'organisation des matchs du championnat de France de Football de l'équipe première de Montpellier ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 6 juin 2017 a attribué le marché à la SAS Montpellier Hérault Sport Club sise au domaine de Grammont à Montpellier (34967) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°4821DS17 de prestations de service relatif à l'acquisition d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du football est passé avec la SAS Montpellier Hérault Sport Club sise au domaine de Grammont à Montpellier (34967) pour un montant de 932 914 euros HT.

**ARTICLE 2 :** Le marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'à la fin de la saison sportive 2017-2018 soit jusqu'au 30 juin 2018.

**ARTICLE 3** : La dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 4** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président en charge des Sports et des traditions sportives est autorisé à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-460
Reçue en Préfecture le	29/06/17
Affichée le	29/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170629- lmc1143963-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
ORIBASE PHARMA dans l'immeuble CAP GAMMA à Grabels**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Immeuble CAP GAMMA à Grabels : la société ORIBASE PHARMA, représentée par Monsieur Pascal GIRES est une SAS dont l'activité est l'exploitation, le développement et la commercialisation de logiciels d'analyse et de conseils.  
Elle est candidate à la location du lot CG 2.2 de 238.85 m<sup>2</sup> pour une période 9 mois.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société ORIBASE PHARMA ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-464
Reçue en Préfecture le	13/06/17
Affichée le	14/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170613- lmc1144001-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société HYGIÈNE  
TOUS SERVICES (H.T.S.) dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS PARC 2000 à Montpellier : la société HYGIENE TOUS SERVICES (H.T.S), représentée par Messieurs Arnaud CORMIER et Fabrice LEJEUNE est une SARL dont l'activité est le nettoyage industriel.  
Elle est candidate à la location du lot B06 de 73.13 m<sup>2</sup> pour une période 36 mois.  
L'entreprise projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société HYGIENE TOUS SERVICES (H.T.S) ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-465
Reçue en Préfecture le	13/06/17
Affichée le	14/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170613- lmc1144004-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un contrat de services "Berger-Levrault Echanges Sécurisés" pour les échanges de données avec la Trésorerie Générale**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;
- VU le passage en production au PESV2 (Protocole d'Echanges Standards Version 2) et la signature électronique des bordereaux comptables au travers du parapheur électronique de la société Berger-Levrault ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de transmettre ces flux via un TDT (Tiers de Télétransmission), notamment la société Berger-Levrault au regard des brevets qu'elle détient concernant le parapheur électronique.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de services « Berger-Levrault Echanges Sécurisés » est conclu avec la société Berger-Levrault, 64 rue Jean Rostand, 31670 LABEGE.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne la transmission sécurisée des flux PESV2 (Protocole d'Echanges Standards Version 2) signés avec la Trésorerie Générale.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2017. Il sera renouvelable par reconduction tacite par période de 1 an, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2019.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel de ce contrat s'élève à mille huit cent euros TTC (1 800 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-466
Reçue en Préfecture le	28/06/17
Affichée le	29/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170628- lmc1144037-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/06/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4822DS17 d'achat d'espaces publicitaires -  
D'actions de communication et de billets pour le développement du Handball**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine du « Sports et des Traditions Sportives » ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au club de handball montpelliérain « Montpellier Handball » qui évolue en division première, plus haut niveau du handball français ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30-I-3c du décret n°2016 360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché négocié sans publicité préalable et sans concurrence qui court à compter de sa notification jusqu'à la fin de la saison sportive 2017-2018 soit le 30 juin 2018 ;
- que le « Montpellier Handball » dispose de l'exclusivité de l'organisation des matchs de l'équipe première de Montpellier ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 6 juin 2017 a attribué le marché à la SAS Montpellier Handball sise au Centre Jean-Paul LACOMBE à Montpellier (34090) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°4822DS17 de prestations de service relatif à l'acquisition d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du Handball est passé avec la SAS Montpellier Handball sise au Centre Jean-Paul LACOMBE à Montpellier (34090).

**ARTICLE 2 :** Le marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'à la fin de la saison sportive 2017-2018 soit jusqu'au 30 juin 2018.

**ARTICLE 3 :** Il s'agit d'un marché à prix mixte ; les prestations relatives à l'acquisition d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du Handball sont rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire pour un montant de 761 842 euros HT. Les prestations relatives à l'achat d'hospitalité, de billets d'entrées ou de visibilité supplémentaires sont rémunérées par application des prix fixés au bordereau des prix unitaires, applicables pendant toute la durée du marché aux quantités réellement exécutées, sans minimum et avec un maximum de 30 000€ HT.

**ARTICLE 4** : La dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu délégation pour le faire est autorisée à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-467
Reçue en Préfecture le	29/06/17
Affichée le	29/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170629- lmc1144040-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution d'un marché pour la réalisation d'une étude de définition d'une stratégie en faveur de l'attractivité résidentielle et du développement d'un habitat diversifié sur le quartier de la Mosson**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Catherine DARDE dans le domaine de la cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi et des aires d'accueil des gens du voyage ;
- VU la convention de mandat d'études en date du 1<sup>er</sup> septembre 2016 au bénéfice de la SA3M pour assurer le suivi du protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) pour le quartier de la Mosson ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu dans le cadre des études préalables à la définition du nouveau projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson, de définir une stratégie en faveur de l'attractivité résidentielle et du développement d'un habitat diversifié sur ce quartier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché unique pour une durée de 18 mois sans reconduction ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le prix et 60% pour la valeur technique de l'offre. La valeur technique étant décomposée comme suit : 20% attribués à l'analyse du contexte, des enjeux et du déroulement de la mission, 20% à la qualité du directeur de projet et des intervenants et 20% à la pertinence de la méthodologie proposée par phase et étape (dont analyse de la DPGF) ;
- qu'après analyse, le Cabinet ADEQUATION, 31 rue Mazenod sis 69003 Lyon, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

## D E C I D E

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché «étude de définition d'une stratégie en faveur de l'attractivité résidentielle et du développement d'un habitat diversifié sur le quartier de la Mosson » au Cabinet ADEQUATION, pour un montant de 44 900,00 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service. Sa durée est de 18 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-470
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1144054-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'une convention d'occupation précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et monsieur Nicolas Vernhet organisateur de promenades équestres**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole»,
- **CONSIDERANT** que la convention par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole qui autorise Monsieur Nicolas Vernhet, organisateur de promenades équestres, à occuper les parcelles BM66, BM68, BM20 et BM 21 situées à Villeneuve-lès-Maguelone afin d'y faire stabuler des chevaux et organiser des départs de promenades équestres arrivera à son terme le 8 juillet 2017 ;
- **CONSIDERANT** que ces terrains appartiennent à Montpellier Méditerranée Métropole et constituent des réserves foncières à long terme ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole ne souhaite pas laisser ces parcelles à l'abandon.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation précaire est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Nicolas Vernhet, organisateur de promenades équestres, domicilié Route de Saussan au lieu-dit Les Combes, 34 690 Fabrègues.

**ARTICLE 2** : La convention porte sur les parcelles cadastrées section BM66, BM68, BM20, BM21, situées sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

**ARTICLE 3** : La convention d'occupation est consentie pour une durée de 1 an à compter de sa signature, renouvelable trois fois 1 an par reconduction tacite.

**ARTICLE 4** : La convention d'occupation précaire est consentie moyennant une redevance annuelle de 150 euros.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-471
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1144061-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4653DC16 - Enlèvement des tags et graffitis et décapage des surfaces extérieures des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire de conclure un marché pour l'enlèvement des tags et graffitis et le décapage des surfaces verticales des bâtiments administratifs, culturels et sportifs de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes pour une durée d'un an reconductible 3 fois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - 1- Critère prix : 40% ;
  - 2- Critère valeur technique : 60%.
    - Moyens techniques (matériels, outillages) et humains (profils de l'équipe affectée) : 25%
    - Désignation d'un interlocuteur (avec indication des titres d'études et professionnels, CV) : 10%
    - Délais d'intervention, capacité de disponibilité: 25%
- qu'après analyse, l'entreprise CIEL VERT – Parc de la Méditerranée – 34470 PEROLS présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché d'enlèvement des tags et graffitis et décapages des surfaces extérieures des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise CIEL VERT, pour un montant de 40 000 euros HT maximum par an. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché (les marchés en cas d'allotissement) et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-472
Reçue en Préfecture le	27/06/17
Affichée le	27/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170627- lmc1144091-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/06/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au transfert de domaine public entre l'Université  
et Montpellier Méditerranée Métropole - opération Campus  
Parvis Georges Richard rue Emile Jeanbrau à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'article L.3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération n° 2017-07-30-13 du Conseil d'Administration de l'Université de Montpellier en séance du 30 janvier 2017 approuvant la cession du foncier nécessaire à la réalisation du parvis public Georges Richard,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir l'emprise nécessaire à la réalisation du parvis Georges Richard situé rue Emile Jeanbrau à Montpellier dans le cadre de l'opération Campus, sur le Pôle Balard.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'Université de Montpellier la parcelle AS 318 de 318 m<sup>2</sup> par procédure de transfert de domaine public entre deux personnes publiques.

**ARTICLE 2 :** L'acquisition est consentie et acceptée à titre gratuit, compte tenu de la nature du bien vendu (partie du parvis à vocation publique), la Métropole s'engage à réaliser les travaux d'aménagement et à classer ce bien dans son domaine public.

**ARTICLE 3** : Le notaire désigné est Maître Bonnary, notaire à Montpellier. Il sera chargé de rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Métropole.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-473
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1144097-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à trois contrats (veille statutaire, point services et maintenance) pour les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L. 5211-10 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat » ;
- VU l'acquisition des progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion du patrimoine et gestion des régies auprès de la société SEDIT MARIANNE ;
- VU l'absorption de la société SEDIT MARIANNE par la société BERGER-LEVRAULT ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer l'assistance fonctionnelle et technique ainsi que la maintenance de ces progiciels ;
- **CONSIDERANT** que seule la société BERGER-LEVRAULT peut réaliser ces prestations au regard des brevets qu'elle détient concernant ces produits.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Les contrats suivants sont conclus avec la société BERGER-LEVRAULT, 64 rue Jean Rostand, 31670 LABEGE :

- veille statutaire (assistance fonctionnelle et technique sur les évolutions statutaires de la Fonction Publique Territoriale),
- point services (assistance fonctionnelle et technique téléphonique),
- maintenance informatique.

**ARTICLE 2** : Ces contrats concernent les progiciels installés à la Direction des Ressources Humaines, à la Direction des Finances et dans d'autres directions :

- veille statutaire : le progiciel de gestion des ressources humaines
- point services : les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière et gestion du patrimoine
- maintenance informatique : les progiciels de gestion des ressources humaines, gestion financière, gestion des régies ainsi que la base de données Oracle associée.

**ARTICLE 3** : Ces contrats prennent effet à compter de leur notification et courent jusqu'au 31 décembre 2017. Ils seront renouvelables par reconduction tacite par période de 12 mois du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2019.

**ARTICLE 4** : Les montants annuels de ces contrats s'élèvent à :

- veille statutaire : quatre mille cinq cent quatre-vingt-dix-sept euros et quatre-vingt-dix-neuf cents T.T.C. (4 597,99 € T.T.C.)
- point services : sept mille trente euros et quatre-vingt-dix-sept cents T.T.C. (7 030, 97 € T.T.C.)
- maintenance informatique : trente-cinq mille deux cent soixante-dix euros et quatre-vingt-sept cents T.T.C. (35 270,87 € T.T.C.).

Ces dépenses sont prévues au budget de la Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer les contrats visés à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-474
Reçue en Préfecture le	28/06/17
Affichée le	29/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170628- lmc1144123-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/06/2017

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée au  
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la convention de dépotage de sous produits de l'assainissement en station d'épuration sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'entreprise DEBOUCHE EXPRESS**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26 décembre 2014 portant transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes du Conseil au Président de Montpellier Méditerranée Métropole notamment celle d'autoriser la signature de convention de dépotage des sous-produits de l'assainissement,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif (ANC), pour le dépotage des matières de vidange aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des déchets gras extraits des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques, pour le dépotage des déchets gras aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de passer une convention avec les entreprises, réalisant les vidanges de matières mélangées (matières de vidange ANC et déchets gras ou autres) et le curage de réseaux prenant en charge le transport et l'élimination des matières mélangées extraites des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques, de l'ANC et des équipements de transport et de traitement des effluents, pour le dépotage des matières mélangées aux stations d'épuration de Maera à Lattes, de Baillargues et de Fabrègues.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Une convention de dépotage pour les matières de vidange des installations d'assainissement non collectif , pour les déchets gras extraits des équipements de traitement des graisses de type domestiques et non domestiques et pour les matières mélangées des sous-produits de l'assainissement, est passée avec la société :

**Pour la station d'épuration de Maera à Lattes**

DEBOUCHE EXPRESS, dont le siège social est situé à la Résidence Le Florence, 253 Cours messier, 34000 Montpellier,

**Pour la station d'épuration de Baillargues**

DEBOUCHE EXPRESS, dont le siège social est situé à la Résidence Le Florence, 253 Cours messier, 34000 Montpellier.

**Pour la station d'épuration de Fabrègues**

DEBOUCHE EXPRESS, dont le siège social est situé à la Résidence Le Florence, 253 Cours messier, 34000 Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La convention prend effet à compter de la date fixée par la notification de la convention à l'entreprise. Sa validité est de 3 ans à compter de la date de notification de ladite convention.

**ARTICLE 3 :** Les tarifs sont les suivants : (valeurs au 1<sup>er</sup> janvier 2015)

Station d'épuration de Maera à Lattes :

Matières de vidange (MDV) : 20 € hors taxes par tonne,

Déchets gras uniquement : 20 € hors taxes par tonne,

Matières mélangées (MDV et déchets gras et autres) : 30 € hors taxes par tonne.

Station d'épuration de Baillargues et Fabrègues :

Matières de vidange (MDV) : 20 € hors taxes par tonne,

Déchets gras uniquement : 20 € hors taxes par tonne,

Matières mélangées (MDV et déchets gras et autres) : 40 € hors taxes par tonne.

La TVA est à 10%.

La facturation s'effectue semestriellement (1er Juillet, 1er Janvier) par l'Exploitant. Les sommes dues sont exigibles sous un délai de 45 jours.

A défaut de règlement dans ce délai, l'Exploitant est en droit de demander des intérêts de retard, calculés au taux d'intérêt légal.

**ARTICLE 4 :** Monsieur René REVOL, Vice-Président délégué au Service Public de l'Eau et de l'Assainissement est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-475
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1144227-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la cession de la parcelle BM 151 à Madame  
BEC et Monsieur KHALEF - Commune de Castelnau-le-Lez**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Castelnau-le-Lez n° 2016-02-07 en date du 25 février 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n° 2016-187 en date du 5 Avril 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Castelnau-le-Lez dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU la décision n° 2017-224 du 13/04/2017 approuvant le principe de la désaffectation et du déclassement d'une emprise de 5 m<sup>2</sup> à détacher de la voie « Chemin des Alouettes » à Castelnau-le-LEZ,
- VU l'estimation n° 2017 057 V 565 du Service des Domaines en date du 16 mai 2017,
- VU l'accord de Madame BEC et Monsieur KHALEF en date du 25 Mai 2017, qui souhaitent acquérir la parcelle BM 151 d'une superficie de 5 m<sup>2</sup>, au prix de 50 €,
- **CONSIDERANT** que cette emprise est intégrée de fait dans l'unité foncière des propriétaires, et qu'il convient de régulariser sa situation juridique.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole cède à Madame BEC et Monsieur KHALED, propriétaires de la parcelle BM 79, la parcelle issue du Domaine Public nouvellement cadastrées BM 151 pour une superficie de 5 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 2 :** La présente vente est consentie au prix de 50 Euros, conformément à l'estimation du service des Domaines en date du 16 Mai 2017.

**ARTICLE 3 :** Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-477
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1144245-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la conclusion d'un marché n°4809CO17  
pour la mise en place et le retrait de signalétique événementielle**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOSSI.

**CONSIDERANT :**

- que la direction du protocole et la direction de la communication ont besoin d'un prestataire pour la mise en place et le retrait de signalétique événementielle (type kakémono, plume,...) sur diverses manifestations.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 12 mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 40%, prix 60%.
- qu'après analyse, l'entreprise EYES UP domiciliée 109 rue Raymond Recouly à MONTPELLIER (34070) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché de mise en place et retrait de signalétique événementielle à l'entreprise EYES UP, pour un montant maximum annuel de 75 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-478
Reçue en Préfecture le	06/07/17
Affichée le	06/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170706- lmc1144250-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/07/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
KWADRIMA dans la ZAC EUREKA à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC EUREKA à Montpellier : la société KWADRIMA, représentée par Monsieur Bertin NAHUM est une SARL. Elle est candidate à l'acquisition du lot B13 de 3 442 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un programme de bureaux de 1 423 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 721 m<sup>2</sup>. L'utilisateur final sera la société QUANTUM SURGICAL pour une activité de développement, fabrication et commercialisation de dispositifs ou matériels médicaux ou chirurgicaux ainsi que l'ingénierie, les études techniques, les prestations de services ainsi que les conseils associés à ces domaines.  
La société prévoit un effectif de 40 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SARL KWADRIMA ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-479
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1144257-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution du marché n°3.42Q portant sur les vannes martelières contre la pollution sur la RD21 et l'avenue Georges Frêche dans le cadre de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°6083 du 30 juillet 2004 modifiée par la délibération n°6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n°1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché ;

**CONSIDERANT :**

- qu'un système de protection du milieu naturel contre la pollution due aux eaux de ruissellement sur la RD21 et l'avenue Georges Frêche est nécessaire, des vannes martelières doivent être mises en place le long de cet axe,
- qu'une procédure a été lancée par TaM conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 selon une procédure adaptée ouverte, pour le marché n°3.42Q portant sur la fourniture et la mise en œuvre de vannes martelières, le marché est à prix unitaire pour une durée de 3 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% valeur technique de l'offre et 60% le prix des prestations,
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 23 mai 2017 a été informée de l'attribution du marché à l'entreprise SOLATRAG d'Agde (34).  
l'entreprise SOLATRAG, 2 rue de Chiminie, 34302 Agde Cedex, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché n°3.42Q portant sur la fourniture et la mise en œuvre des vannes martelières dans le cadre de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway à l'entreprise SOLATRAG d'Agde (34), pour un montant de 192 904,50 euros H.T. tel qu'il résulte du détail quantitatif estimatif (DQE). Sa durée est de 3 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3** : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-480
Reçue en Préfecture le	21/06/17
Affichée le	21/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170621- lmc1144269-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux transferts de propriété de la Ville de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole du théâtre de Grammont**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n° 2017/114 en date du 18 mai 2017,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code.
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions des articles L 1311-13 et L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales le transfert de propriété s'effectuera par acte administratif,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la Ville de Montpellier, des biens énumérés ci-dessous :

Commune de Montpellier

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance En m²	N° inventaire Ville de Montpellier	Valeur vénale portée à l'inventaire
Théâtre de Grammont	RL n° 3p	5 100	BAT42142	5 732 951€

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif, le document d'arpentage étant en cours d'élaboration.

**ARTICLE 2** : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit.

**ARTICLE 3** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer les actes de transfert de propriété et tout document relatif à ces affaires, conformément à l'arrêté, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-482
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1144291-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "SCI LES CAMELIAS - Requête n°1702428-2TA"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1702428-2 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 24 mai 2017 par la SCI LES CAMELIAS contre la décision en date du 23 mars 2017 par laquelle la Direction Générale des Finances publiques a rejeté sa réclamation du 29 décembre 2016 dirigée contre une imposition en matière de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères pour l'année 2015.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME AVOCATS ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-483
Reçue en Préfecture le	07/06/17
Affichée le	07/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170607-lmc1144318-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 07/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Terracoopa - Location de locaux sur le domaine de Viviers**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT** que la société coopérative à responsabilité limitée Terracoopa a besoin de locaux pour y mener des activités agricoles,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole dispose de hangars et locaux inoccupés sur le Domaine de Viviers situé sur la commune de Jacou (34830).

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole conclut un bail précaire avec la société Terracoopa, dont le siège social est située 55 rue Saint Cléophas, Hôtel de la Coopération, 34070 Montpellier

**ARTICLE 2** : Les locaux loués, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, d'une surface totale d'environ 165 m<sup>2</sup>, sont situés Domaine de Viviers, 34830 Jacou, sur la parcelle cadastrée AV 0003.

**ARTICLE 3** : Le bail est consenti pour une durée de 1 an, renouvelable tacitement trois fois 1 an.

**ARTICLE 4** : Le bail fixe un loyer annuel de 150 euros.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-484
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1144317-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Requête n°17MA02063 - SCI SAINT PIERRE"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°17MA02063 le 19 mai 2017, près la Cour Administrative d'Appel de Marseille, par la SCI Saint Pierre contre le jugement n°1305149 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 28 mars 2017 refusant de déclarer que l'occupation de deux digues destinées à la protection contre les inondations, cadastrées section BD n°7 et 19 et section BI n° 75 sises sur la commune de Lattes, constitue une emprise irrégulière.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-485
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1144323-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'un bail précaire entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise Miels Urbains de Montpellier - Location de locaux sur le Domaine de Viviers**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT** que l'exploitation agricole Miels Urbains de Montpellier a besoin de locaux afin d'y exercer son activité de production de miels,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole dispose de locaux inoccupés au Domaine de Viviers situé sur la commune de Jacou (34 830)

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole conclut un bail précaire précaire avec l'exploitation agricole Miels Urbains de Montpellier, dont le siège social est situé 1 rue du Commerce à Montpellier (34 000).

**ARTICLE 2** : Les locaux loués, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, d'une surface d'environ 95 m<sup>2</sup>, sont situés Domaine de Viviers, 34830 Jacou, sur la parcelle cadastrée AV 0003.

**ARTICLE 3** : La location est consentie pour une durée de 1 an, renouvelable tacitement 3 fois 1 an, moyennant un loyer annuel de 130 euros.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-486
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1144429-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition d'une partie de la parcelle AP 117  
appartenant à la SCI Saint Vaast - Commune de Saint Génies des Mourgues**

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'accord de Monsieur LECROSNIER, gérant de la SCI Saint Vaast de céder à Montpellier Méditerranée Métropole une emprise d'une superficie de 42 m<sup>2</sup> à extraire de la parcelle AP 117.
- **CONSIDERANT** que cette emprise est nécessaire à l'aménagement de la rue des Moulins,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable une emprise de 42 m<sup>2</sup> à extraire de la parcelle AP 117, située à Saint Génies des Mourgues et appartenant à la SCI St Vaast.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est faite à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement.

**ARTICLE 3** : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-487
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1144450-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Avenant  
n°1 à la Convention de prêt d'œuvres pour l'exposition "Arnaud  
Vasseux. Du double au singulier" - Autorisation de signature**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire d'inclure une modification dans les modes de transports listés dans les modalités financières liées au transport, à l'installation et au démontage des œuvres de l'exposition « Arnaud Vasseux. Du double au singulier » sans que cela n'entraîne de modification financière.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 à la convention de prêt d'œuvres pour l'exposition « Arnaud Vasseux. Du double au singulier », modifiant l'article 10.2 de la convention initiale relatif au remboursement des frais de déplacement de l'artiste Arnaud Vasseux, sans que cela n'entraîne de modification financière.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué à la Culture, est autorisé à signer l'avenant n° 1 précité et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté, portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-488
Reçue en Préfecture le	21/06/17
Affichée le	21/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170621- lmc1144473-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 21/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente de la parcelle cadastrée AB 469 au profit des époux ROUS, boulevard Carrière Pèlerine - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone n°2015DAD148 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété de l'ensemble du domaine public et privé routier communal et ses dépendances ainsi que de l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-825 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2017-366 en date du 17 mai 2017 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de la parcelle cadastrée AB 469 – Délaissé de voirie situé boulevard Carrière Pèlerine – Commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000€,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU le courrier des époux ROUS en date du 14 mars 2017 acceptant les modalités de transfert de propriété,
- VU l'avis de France Domaines n° 2016-337V1444 en date du 6 septembre 2016,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole vend aux époux ROUS, domiciliés boulevard Carrière Pèlerine à Villeneuve-lès-Maguelone, la parcelle cadastrée AB 469 de 27 m<sup>2</sup>, délaissé de voirie mitoyen à leur propriété, préalablement désaffectée et déclassée, au prix fixé par les Domaines, à savoir 80€/m<sup>2</sup> soit un montant total de 2 160€.

**ARTICLE 2** : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Maître ESPERCE-JOSUÉ, à la demande et aux frais des époux ROUS, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-489
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619-lmc1144488-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4820DS17 d'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets et d'abonnements pour le développement du Rugby**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, dans les domaines de Sports et des Traditions sportives.

**CONSIDERANT :**

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole au club de Rugby « Montpellier Rugby Club » qui évolue dans la division élite du « top 14 », plus haut niveau du Rugby français,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30-I-3c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence qui court à compter de sa notification jusqu'à la fin de la saison sportive 2017-2018, soit le 30 juin 2018 ;
- que le « Montpellier Rugby Club » dispose de l'exclusivité de l'organisation des matchs de l'équipe première de Montpellier ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 6 juin 2017 a attribué le marché à la SASP Montpellier Rugby Club sise au Complexe sportif Yves-du-Manoir à Montpellier (34070) présentant l'offre économiquement la plus intéressante..

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n° 4820DS17 de prestations de service relatif à l'acquisition d'espaces publicitaires, d'actions de communication et de billets pour le développement du Rugby est passé avec la SASP Montpellier Rugby Club sise au Complexe sportif Yves-du-Manoir à Montpellier (34070) pour un montant de 765 390,00 € HT.

**ARTICLE 2 :** Le marché prend effet à compter de sa notification et court jusqu'à la fin de la saison sportive 2017-2018, soit jusqu'au 30 juin 2018.

**ARTICLE 3** : La dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 4** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président en charge des Sports et des traditions sportives est autorisé à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-492
Reçue en Préfecture le	29/06/17
Affichée le	29/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170629- lmc1144514-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise en place du marché n°4017terDC17 - Travaux de réhabilitation de l'Agora de la Danse - Dernière phase - Relance du lot 9 : appareils élévateurs**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine Culture ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu de remplacer les appareils élévateurs de l'Agora de la Danse,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 10 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Le critère prix : 40% de la note,
  - Le critère valeur technique (60 % de la note) sera apprécié au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique sur les points suivants:
    - Méthodologie et organisation adoptées pour l'exécution du marché, phasage de l'opération : 30 points
    - Qualité des matériaux/matériels proposés : 15 points
    - Moyens humains et techniques affectés : 15 points
- qu'après analyse, l'entreprise CFA 6 rue de la goélette – 86280 SAINT BENOIT présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché « Travaux de réhabilitation de l'Agora de la Danse de Montpellier - dernière phase – lot 9 : appareils élévateurs » à l'entreprise CFA – 6 rue de la Goélette - à Saint Benoit (86280), pour un montant de 54 700 euros HT. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service. Sa durée est de 10 mois.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-493
Reçue en Préfecture le	22/06/17
Affichée le	22/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170622-lmc1144654-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 22/06/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société  
DS IMMO dans la ZAC Parc 2000 extension à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC PARC 2000 extension à Montpellier : la société DS IMMO est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot G2 de 1 000 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux de 757.80 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 815 m<sup>2</sup>. L'utilisateur final sera la société AMP CONSEILS MONTPELLIER pour une activité d'expertise comptable.  
Les sociétés prévoient un effectif de 32 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI DS IMMO ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-494
Reçue en Préfecture le	21/06/17
Affichée le	21/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170621- Imc1144745-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "BEDENEAU Sylvaine - Requête n°1702419 TA"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1702419 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 23 mai 2017 par Madame Sylvaine BEDENEAU contre la délibération de Montpellier Méditerranée Métropole n°14247 du 24 novembre 2016 portant attribution d'une subvention d'investissement à l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Economique au titre de l'année 2016.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP PARME Avocats.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-495
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1144754-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification,



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché de travaux n°4724DS17 concernant la rénovation de la pelouse synthétique du stade Jules Rimet à Sussargues**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives,

**CONSIDERANT :**

- qu'il est devenu nécessaire de procéder à la rénovation de la surface de jeux du terrain n° 1 en gazon synthétique situé au stade Jules Rimet de Sussargues,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'une procédure adaptée ouverte en vue de la passation d'un contrat comprenant une tranche ferme et deux tranches optionnelles et d'une durée de 3 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
  - prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire figurant à l'acte d'engagement : 40 %,
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 9 mai 2017 a été informée de l'attribution du marché à l'entreprise ST GROUPE sise à BOISSERON (34160) – ZAC Pioch Lyon présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature du marché n°4724DS17 de rénovation de la pelouse synthétique du stade Jules Rimet à Sussargues à l'entreprise ST GROUPE pour un montant de 455 706.40 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-496
Reçue en Préfecture le	29/06/17
Affichée le	29/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170629-lmc1144779-AU-I-I

Fait à Montpellier, le 29/06/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise en place de l'accord-cadre à bon de commande pour les prestations de géomètre sur le quartier des Cévennes (mandat SA3M)**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Catherine DARDE dans le domaine de la cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi et des aires d'accueil des gens du voyage ;
- VU la convention de mandat d'études en date du 1<sup>er</sup> septembre 2016 au bénéfice de la SA3M pour assurer le suivi du protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) pour le quartier des Cévennes.

**CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu dans le cadre des études préalables à la définition du nouveau projet de renouvellement urbain portant sur la copropriété des Cévennes, d'exécuter des missions de géomètre.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bon de commande pour une durée de 19 mois sans reconduction.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le prix et 60% pour la valeur technique de l'offre. La valeur technique étant décomposée comme suit : 20% attribués aux moyens affectés à la réalisation de la mission, 15% à la méthode proposée et adaptation du contexte local et 25% aux délais.
- qu'après analyse, le Cabinet SIRAGUSA, Parc Club du Millénaire Bâtiment 4 au 1025 rue Henri Becquerel 34000 Montpellier, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer l'accord cadre à bon de commande « prestations de géomètre sur le quartier des Cévennes » au Cabinet SIRAGUSA, pour un montant estimé au DQE de 22 735,50€ HT (27 282,60 € TTC), le montant maximum de l'accord-cadre à bon de commande étant de 25 000 € HT (30 000 € TTC). Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de notification du marché. Sa durée est de 19 mois.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-497
Reçue en Préfecture le	21/06/17
Affichée le	21/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170621-lmc1144809-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/06/2017

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER-MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 4687EA16 - Aménagement de 4 seuils  
du Lez - Réalisation de dispositifs de franchissement piscicoles**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques » ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire d'aménager 4 seuils du Lez par des ouvrages adaptés au franchissement de l'anguille, que les aménagements projetés sont des ouvrages spécifiques du type rampe rugueuse et substrat brosse assurant le franchissement de cette espèce par reptation,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 3 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40%) et la valeur technique au regard du mémoire technique (60%),
- qu'après analyse, l'entreprise CTS sise rue de la Plaine Basse – 94290 VILLENEUVE-LE-ROI présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°4687EA16 « Aménagement de 4 seuils du Lez – Réalisation de dispositifs de franchissement piscicoles » à l'entreprise CTS, sise rue de la Plaine Basse – 94290 VILLENEUVE-LE-ROI, pour un montant de 118 968,40 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification par ordre de service de démarrage. Sa durée est de 3 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.



**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-499
Reçue en Préfecture le	04/07/17
Affichée le	04/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170627-lmc1144842-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/06/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Prévention des risques majeurs et gestion  
des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Marché n°4740 - Impression et la diffusion du magazine trimestriel de communication interne, commun à Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et son CCAS - Autorisation de signature**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de la Communication ;

**CONSIDERANT :**

- que la direction de la communication a été mutualisée le 1<sup>er</sup> mars 2017 et qu'il existe un réel besoin de communiquer de manière uniforme à destination des agents des différentes collectivités,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de un an renouvelable une fois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix 40% et valeur technique 60%.
- qu'après analyse, l'entreprise CHIRRIPO située à PEROLS 34470 présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché « Impression et la diffusion du magazine trimestriel de communication interne », commun à Montpellier Méditerranée Métropole, la ville de Montpellier et son CCAS à l'entreprise CHIRRIPO, pour un montant maximum annuel de 90 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 1 an renouvelable une fois.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-501
Reçue en Préfecture le	06/07/17
Affichée le	06/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170706- lmc1144840-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 06/07/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle MW n°47 à  
Montpellier - Aménagement de l'exutoire du Verdanson**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines de la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques ;
- **VU** l'article L3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,
- **VU** l'avis des domaines en date du 5 octobre 2016,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de la parcelle cadastrée MW n°47, d'une superficie cadastrale de 4 645 m<sup>2</sup>, sise commune de Montpellier, appartenant au Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier est nécessaire pour l'aménagement de l'exutoire du Verdanson réalisé dans le cadre de la prévention contre les inondations.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier la parcelle lui appartenant cadastrée MW n°47, d'une superficie cadastrale de 4 645 m<sup>2</sup>, sise commune de Montpellier.

**ARTICLE 2** : L'acquisition de la parcelle mentionnée à l'article 1 aura lieu moyennant le prix de 30 000 € (trente mille euros) toutes taxes comprises majoré de frais d'acquisition restant à la charge de la Métropole.

**ARTICLE 3** : Les dépenses liées à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'acte d'acte d'acquisition de la parcelle visé à l'article 1 et tous documents relatifs à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-503
Reçue en Préfecture le	23/06/17
Affichée le	23/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170623- lmc1144866-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "RICHARD Serge - Appel CAA de Marseille"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts en appel près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement n°1403304 du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 18 mai 2017 annulant la décision du 9 mai 2014 par laquelle le maire de la commune de Saint-Brès a rejeté la demande d'abrogation partielle du PLU de Monsieur Serge RICHARD en tant qu'elle institue une section AP au sein de la zone agricole ou à défaut d'annuler ce zonage en tant qu'il concerne les parcelles cadastrées section C n°301,302,303 et 304 sises à Saint-Brès.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-504
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1144935-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée HX 575 auprès de la  
Congrégation du Sacré Cœur de Jésus - rue du Père Bonnet - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- VU le courrier de la Congrégation du Sacré Cœur de Jésus en date du 14 mars 2017 acceptant les modalités du transfert de propriété au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déplacer le Poste de Transformation Electrique « Renouvier » sur un autre site situé dans le secteur du square du Père Bonnet à Montpellier.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Congrégation du Sacré Cœur de Jésus, la parcelle HX 575 d'une superficie de 11 m<sup>2</sup> à l'euro symbolique, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : Maître Christophe CAULIER, notaire à Baillargues, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-505
Reçue en Préfecture le	23/06/17
Affichée le	23/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170623- lmc1144931-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention de prêt d'œuvres consacrées  
à l'écrivain Gaston Baissette, avec la Ville de Mauguio-Carnon**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- **CONSIDERANT** que la médiathèque centrale de Métropole Emile Zola a notamment pour mission la conservation de fonds patrimoniaux et leur valorisation auprès du grand public, et est à ce titre dépositaire d'un fonds documentaire consacré l'écrivain Gaston Baissette.
- **CONSIDERANT** que la Ville de Mauguio-Carnon a sollicité le prêt de documents issus de ce fonds documentaire afin d'organiser une exposition rendant hommage à cet écrivain, dans le cadre du 40<sup>ème</sup> anniversaire de sa disparition.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de prêt d'œuvres est conclue avec la Ville de Mauguio-Carnon.

**ARTICLE 2** : Cette convention concerne le prêt de documents issus du fonds patrimonial conservé à la médiathèque centrale de Métropole Emile Zola et consacré à l'écrivain Gaston Baissette.

**ARTICLE 3** : La convention prend effet à la date de signature par l'ensemble des parties et prend fin après que l'ensemble de leurs obligations respectives aient été remplies.

**ARTICLE 4** : Le prêt est consenti à titre gracieux.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la présente convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-506
Reçue en Préfecture le	21/06/17
Affichée le	21/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170621- lmc1144939-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 21/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée PK 74 auprès de l'indivision WEIBEL - rue de Bionne - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- VU la demande d'acquisition adressée par l'indivision WEIBEL à Montpellier Méditerranée Métropole en date du 26 avril 2017,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière d'une partie de la rue de Bionne.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'indivision WEIBEL la parcelle PK 74 en nature de voirie, d'une superficie de 1 460 m<sup>2</sup>, à l'euro symbolique, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 2** : Maître Raphaël DEMAILLE, notaire à Saint Gély du Fesc, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-508
Reçue en Préfecture le	23/06/17
Affichée le	23/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170623-lmc1144949-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°2926S17.01 (mandat SA3M) - Mission de bureau de contrôle pour la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- VU la convention de mandat en date du 30 mai 2016 au bénéfice de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) – Hôtel de la Communauté d'Agglomération, 50 place Zeus – CS 39556 – 34961 MONTPELLIER CEDEX 2 ;

**CONSIDERANT :**

- que la présence d'une mission de bureau de contrôle est indispensable pour la réalisation des travaux de construction du Conservatoire à Rayonnement Régional,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 42 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - 1) **Prix des prestations : 40 %**, appréciés au regard de la DPGF.
  - 2) **Valeur technique de l'offre : 60 %**. Ce critère est décomposé comme suit :
    - a) **Sous-critère n°1** : La méthodologie du candidat pour appréhender la complexité technique et fonctionnelle de l'opération, compte tenu du programme, **sous-critère noté sur 10, pondéré à 30%**, apprécié au regard du mémoire méthodologique et d'organisation.
    - b) **Sous-critère n°2** : La méthodologie du candidat pour apprécier les incidences sur le projet d'une réhabilitation partielle du bâtiment existant, **sous-critère noté sur 10, pondéré à 20%**, apprécié au regard du mémoire méthodologique et d'organisation.
    - c) **Sous-critère n°3** : La description des moyens humains et matériels affectés à l'exécution du marché, détaillé par type de missions ; le cas échéant le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du maître d'ouvrage, **sous-critère noté sur 10, pondéré à 30%**, apprécié au regard du mémoire méthodologique et d'organisation.

- d) **Sous-critère n°4** : Les temps prévisionnels affectés à chaque élément de mission clairement explicités, **sous-critère noté sur 10, pondéré à 20%**, apprécié au regard des temps passés stipulés dans la décomposition du prix global et forfaitaire,

- qu'après analyse, l'entreprise SOCOTEC - 3 av du centre – St Quentin en Yvelines présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

## D E C I D E

**ARTICLE 1** : D'attribuer le marché mission de bureau de contrôle technique pour la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise SOCOTEC, pour un montant de 76 400 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 42 mois.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-510
Reçue en Préfecture le	27/06/17
Affichée le	27/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170627-lmc1144958-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/06/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant n°1 au marché 4017 DC15 -  
travaux de réhabilitation de l'Agora de la Danse - Montpellier**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté A2017-20 du 27/02/2017 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine Culture
- VU la décision n°2016-397 attribuant le lot n° 01 – gros œuvre du marché 4017DC15 - travaux de réhabilitation de l'Agora de la Danse à l'entreprise CBTP SA, sises 228 avenue de Lodève - Montpellier pour un montant de 575 985 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 11 mois ;

**CONSIDERANT :**

-la découverte des vestiges de la commune clôture, la fourniture et mise en place d'un plancher de verre, de sa structure métallique et des travaux de maçonnerie sur les 2 niveaux du pavillon est,

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : d'autoriser la signature de l'avenant au marché 4017DC15 – lot 1 – travaux de réhabilitation de l'Agora de la Danse avec l'entreprise CBTPSA - Montpellier, avenant d'un montant de 21570.40 euros HT. La durée des travaux est prolongée de 2 mois.

**ARTICLE 2** : de dire que la dépense sera imputée sur le budget *principal* de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903

**ARTICLE 3** : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-511
Reçue en Préfecture le	27/06/17
Affichée le	27/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170627- lmc1144969-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/06/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Local "Lot ° 1" 391 rue de la Font Froide à Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole » ;
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de ses missions, La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a besoin de locaux supplémentaires ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole dispose de locaux libres d'occupation dans un ensemble immobilier situé au 391 rue de la Font Froide à Montpellier.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole signe avec la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole un contrat de location.

**ARTICLE 2 :** Le contrat porte sur des locaux appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, identifiés Lot n°1, d'une surface d'environ 56 m<sup>2</sup>, dans un ensemble immobilier situé au 391 rue de la Font Froide à Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le contrat est consenti pour une durée de 2 ans à compter de sa signature. Il est renouvelable une fois de façon expresse pour la même durée.

**ARTICLE 4 :** Le présent contrat est accepté pour un loyer annuel de 7 560 euros HT, soit 9 072 euros TTC par an.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-513
Reçue en Préfecture le	29/06/17
Affichée le	29/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170629- lmc1145000-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EMERSYA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- VU l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 23 juin 2014 passée entre la Métropole et la société EMERSYA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 29 novembre 2016,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société EMERSYA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EMERSYA pour une période d'un an à compter de sa date de notification.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EMERSYA pour la surface de 47,65 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 644,22 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

**ARTICLE 3:** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4** : Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-514
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1145003-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société CLOUD IS MINE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega**

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au Code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°14313 du 14 décembre 2016 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2017 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 1<sup>er</sup> juin 2014 passée entre la Métropole et la société CLOUD IS MINE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 10 avril 2017,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société CLOUD IS MINE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société CLOUD IS MINE pour une période d'un an à compter de sa date de notification.

**ARTICLE 2:** A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société CLOUD IS MINE pour la surface de 89,97 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 189,35 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° 14313 du Conseil en date du 14 décembre 2016.

**ARTICLE 3 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

**ARTICLE 4 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-515
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619-lmc1145005-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au déclassement d'une emprise de 472 m<sup>2</sup> avenue  
Val de Montferrand / route de Mende - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L 141-3 et L 141-12 ;
- VU l'Ordonnance 2017 - 562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques et notamment les articles 9 à 12 de l'Ordonnance ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de Montpellier n° 2015/514 en date du 17 décembre 2015 portant sur le transfert de propriété des espaces public non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain ;
- VU la décision du Président n° D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de prononcer par anticipation le déclassement d'une emprise à extraire du domaine public avenue Val de Montferrand / route de Mende avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que la désaffectation interviendra a posteriori dans un délai maximum de 3 ans à compter de la présente décision, dans la mesure où les nécessités du service public justifient le maintien de la station Vélomagg le plus longtemps possible ;
- **CONSIDERANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole prononce par anticipation le déclassement du domaine public d'une emprise de 472 m<sup>2</sup> située avenue Val de Montferrand / route de Mende à Montpellier.

**ARTICLE 2** : Montpellier Méditerranée Métropole décide que la désaffectation de cette emprise de 472 m<sup>2</sup> n'interviendra qu'à posteriori, dans un délai maximum de 3 ans à compter de la présente décision, compte tenu des nécessités du service public en place, à savoir une station Vélomagg.

**ARTICLE 3** : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise déclassée, section AY.

**ARTICLE 4** : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-516
Reçue en Préfecture le	29/06/17
Affichée le	29/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170629- lmc1145020-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché 2926S17.02 (mandat SA3M) - Maitrise d'oeuvre de la réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine Culture ;
- VU la convention de mandat en date du 30 mai 2016 au bénéfice de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) – Hôtel de la Communauté d'Agglomération, 50 place Zeus – CS 39556 – 34961 MONTPELLIER CEDEX 2 ;

**CONSIDERANT :**

- que les travaux de construction du Conservatoire à Rayonnement régional nécessitent un maître d'œuvre,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30.6 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 42 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - 1) **Prix des prestations : 30 %**. Notation sur 10, apprécié au regard du montant total (pourcentage appliqué au montant maximum du coût de travaux) indiqué dans la décomposition de prix présente à l'article 6.2 de l'accord-cadre.
  - 2) **Valeur technique de l'offre : 70 %**. Ce critère est décomposé comme suit :
    - a) Note d'organisation exposant notamment la composition de l'équipe avec une répartition détaillée des tâches par mission et par cotraitant (noté sur 3)
    - b) Calendrier prévisionnel détaillé (noté sur 3)
    - c) Dispositions détaillées que le candidat envisage de mettre en œuvre pour garantir les objectifs environnementaux BDM et bâtiment BEPOS (noté sur 4),
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 6 juin 2017 a attribué le marché à l'entreprise ARCHITECTURE STUDIO 6 rue Lacuée – Paris présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**ARTICLE 1** : D'approuver et d'autoriser la signature du marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du conservatoire à rayonnement régional de Montpellier avec l'entreprise ARCHITECTURE STUDIO, pour un montant de 4 028 752 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 42 mois.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-517
Reçue en Préfecture le	27/06/17
Affichée le	27/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170627-lmc1145027-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 27/06/2017

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la COMUE Languedoc-Roussillon Universités dans l'espace French Tech situé dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat ;
- **CONSIDERANT :**
  - la demande d'agrément de candidature de la COMUE LRU ci-après, présentée par Montpellier Méditerranée Métropole, en vue de l'occupation d'une partie de l'espace French Tech situé dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : le dispositif PEPITE LR porté par la COMUE LRU, représentée par Monsieur Gilles HALBOUT, Président de la COMUE LRU,
  - que Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition du 1<sup>er</sup> mai 2017 au 31 décembre 2017, une salle de réunion une fois par semaine pour les ateliers réalisés dans le cadre de PEPITE LR ainsi qu'une partie de l'espace de travail collaboratif, toute la semaine pour les étudiants entrepreneurs accompagnés par la COMUE,
  - que l'activité de la COMUE LRU via le dispositif PEPITE LR initié par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, dont un des objectifs est d'accompagner et de former les étudiants et les jeunes diplômés pour concrétiser leurs projets de création d'entreprise, présente un intérêt public local, la mise à disposition de ce lieu se fait à titre gracieux, avec cependant une contribution sur les charges d'exploitation de l'espace.

# DECIDE

**ARTICLE 1** : La candidature de la COMUE LRU ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-518
Reçue en Préfecture le	19/06/17
Affichée le	19/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170619- lmc1145039-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 19/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Marché n°4741CO17 - Enquête de lectorat constituée d'une étude qualitative et quantitative des outils de communication - Autorisation de signature**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de la Communication ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il est nécessaire d'organiser une étude de lectorat quantitative et qualitative des magazines de la Ville et de la Métropole de Montpellier (Mmmag et MNV) destinée à donner à la direction de la communication mutualisée des éléments d'évaluation et d'arbitrage pour une évolution éventuelle des supports sur la forme et le fond.
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire pour une durée égale à la réalisation de la prestation.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : note de présentation 50%, prix 40% et délai 10%.
- qu'après analyse, l'entreprise BVA situé BOULOGNE BILLANCOURT présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché - Enquête de lectorat constituée d'une étude qualitative et quantitative des outils de communication - à l'entreprise BVA, pour un montant de 32 300,00 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est égale à 7 semaines (jusqu'à achèvement de la prestation).

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-520
Reçue en Préfecture le	06/07/17
Affichée le	06/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170706-lmc1145126-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 06/07/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au marché n°4937DS17 de prestations de services avec Montpellier Events concernant l'achat de places avec prestations VIP pour les évènements organisés à l'Aréna, au Zénith Sud et au Corum de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leur modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions sportives »,

- **CONSIDERANT** qu'afin, d'une part, de renforcer son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire tant au niveau local qu'au niveau national et international, d'autre part, de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de ses compétences, voire des gagnants de jeux concours aux tirages au sort organisés lors des actions de commercialisation à l'attention du grand public, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite disposer de places au sein de l'ARENA de Montpellier lors des manifestations de notoriété nationale et internationales organisées au cours de la saison sportive et culturelle 2017-2018,

**CONSIDÉRANT** que la société Montpellier Events, gestionnaire de l'ARENA est la seule à pouvoir répondre à cette demande,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°4937DS17 de prestations de services est passé avec la société Montpellier Events domiciliée au Corum - Esplanade Charles de Gaulles – BP 2200 – 34027 Montpellier, conformément à l'article 30-I-3c du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 qui permet de passer un marché sans mise en concurrence et sans publicité préalable (marché qui ne peut être confié qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques, artistiques, ou tenant à la protection des droits d'exclusivité).

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'achat de package de 12 places valables pour 10 évènements, soit 120 places au total à choisir dans la programmation des spectacles de l'ARENA de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 30 juin 2018.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 30 000€ H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 933.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions Sportives, est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-521
Reçue en Préfecture le	29/06/17
Affichée le	29/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170629-lmc1145133-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017

M. J.-L. MEISSONNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué aux  
Sports et Traditions sportives

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative aux avenants de transfert des marchés du Conseil  
Départemental de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la loi portant Nouvelle Organisation de la République du 07 août 2015 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté de délégation de fonction attribué à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans les domaines de la voirie et de l'espace public ;
- VU la fin de la convention en vue de l'exercice transitoire des nouvelles compétences de la Métropole conclue le 22/12/2016, avec le Conseil Départemental de l'Hérault ;
- **CONSIDERANT**, la nécessité de passer des avenants de transfert afin de permettre l'exercice des compétences transférées.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Les marchés suivants nécessitent la passation d'avenants de transfert entre le Conseil Départemental de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole et les entreprises titulaires :

. Marché N°4929AT17 (17M0022) relatif aux prestations topographiques, parcellaires et assistance à maîtrise d'ouvrage – Lot 8 : territoire de la Direction Territoriale Aire Métropolitaine Est Héraultais, conclu du 07/03/2017 au 31/12/2017, reconductible tacitement par périodes successives de un an jusqu'au 31/12/2020, sans minimum ni maximum, avec la Société BBASS sise 34160 Castries ;

. Marché N°4832AT17 (17M0003) relatif aux contrôles de travaux routiers sur les routes départementales, Lot 1 : agence départementale Métropole, conclu du 17/01/2017 jusqu'au 31/12/2017, reconductible tacitement par périodes successives de un an jusqu'au 31/12/2020, sans minimum ni maximum, avec la Société GRACCHUS sise 31120 Portet sur Garonne ;

. Marché N°4850AT17 (17M0106) relatif aux travaux de conservation et réparation des chaussées des RD, conclu du 14/04/2017 au 31/12/2017, reconductible tacitement par périodes successives

de un an jusqu'au 31/12/2020, avec un minimum annuel de 70 000 € HT et sans maximum, avec la Société MALET sise 34130 Mauguio ;

. Marché N°4855AT17 (16M0051) relatif au curage des fossés, de bassins de retenue et dérasement des accotements en bordure des routes départementales – Lot 6 : agence départementale de Montpellier, conclu du 18/02/2016 au 31/12/2016, reconductible tacitement par périodes successives de un an jusqu'au 31/12/2019, avec un minimum annuel de 15 000 € HT et un maximum annuel de 60 000 € HT, avec la Société SAS CIEL VERT sise 34470 Pérols ;

. Marché N°4857AT17 (17M0037) relatif au balayage des routes départementales et aménagements cyclables, Lot 4 : agence départementale Métropole, conclu du 07/03/2017 au 31/12/2017, reconductible tacitement par périodes successives de un an jusqu'au 31/12/2020, sans minimum ni maximum, avec la Société SMN sise 34073 Montpellier ;

. Marché N°4863AT17 (15M0032) relatif à l'entretien des plantations d'alignement en bordure des routes départementales – Lot 6 : agence départementale Montpellier, conclu du 19/02/2015, reconductible tacitement par périodes successives de un an jusqu'au 31/12/2018, sans minimum ni maximum, avec la Société PHILIP FRERES sise 34770 Saint Mathieu de Tréviers ;

. Marché N°4870AT17 (16M0572) relatif à la fourniture et évacuation de produits absorbants routiers – Lot 1 : agence départementale Métropole, conclu du 22/12/2016 au 31/12/2017, reconductible tacitement par périodes de un an jusqu'au 31/12/2020, sans minimum et un maximum annuel de 8 000 € HT, avec la Société RHONE ALPES INDUSTRIE sise 42500 Le Chambon Feugerolles ;

. Marché N°4887AT17 (08M0287) relatif à la Maîtrise d'œuvre (missions AVP PRO ACT VISA DET AP AOR et missions complémentaires) pour les travaux de la RD 145 - doublement de l'allée des Platanes à Prades le Lez, conclu le 05/08/2008 pour un montant de 105 358 € HT avec le groupement INGEROP / MASCAR sise 34470 Pérols ;

. Marché N°4888AT17 (13M0346) relatif à la mission de coordination environnementale pour les travaux de la RD 145 – doublement de l'allée des Platanes à Prades le Lez, conclu le 29/08/2013 pour un montant de 39 915 € HT avec la Société SEGED sise 83470 Saint Maximin la Saint Baume ;

. Marché N°4889AT17 (15M0498) relatif aux travaux (TAC) sur la RD 145 – doublement de l'allée des Platanes à Prades le Lez, conclu le 23/11/2015 pour un montant de 1 187 649 € HT avec la Société EUROVIA sise 34671 Baillargues ;

. Marché N°4890AT17 (16M0057) relatif aux travaux sur la RD 145 – doublement de l'allée des Platanes à Prades le Lez – ouvrage d'art, mur de soutènement, conclu le 5/2/2016, pour un montant de 294 995 € HT avec la Société BUESA FRERES sise 34500 Béziers ;

. Marché N°4891AT17 (14M0620) relatif aux travaux sur la RD 65, aménagement 2 X 2 voies de la section la Lyre / Clapiers – aménagements paysagers section la Lyre / Agropolis, conclu le 28/01/2015, pour un montant de 585 552 € HT avec la Société UPEE7 sise 34130 Saint Aunès ;

. Marché N°4892AT17 (16M0395) relatif aux travaux sur la RD 145 doublement de l'allée des Platanes à Prades le Lez – mesures compensatoires, conclu le 22/08/2016, pour un montant de 37 643 € HT, avec la Société ADPEP 34 ESAT LES ATELIERS KENNEDY sise 34100 Montpellier ;

. Marché N°4895AT17 (10M0274) relatif à une mission de Maîtrise d'œuvre (PRO) pour les travaux sur la RD127E3 – aménagement entre la rue du Mas d'Armand et le carrefour giratoire du Mas de Piquet à Grabels, conclu le 9/7/2010 pour un montant de 42 290 € HT, avec la Société SOMIVAL sise 63063 Clermont Ferrand ;

. Marché N°4897AT17 (12M0626) relatif à une mission de Maîtrise d'œuvre pour les travaux sur la RD68 – Lien – liaison RD610/A9, conclu le 12/03/2013, pour un montant de 433 275 € HT, avec la Société INGEROP sise 34470 Pérols ;

. Marché N°4900AT17 (08M0048) relatif à une mission de Maîtrise d'œuvre (AVP PRO ACT VISA DET AP AOR AP) pour les travaux sur la RD 610 – déviation de Castries, conclu le

28/02/2008, pour un montant de 197 748 € HT, avec la Société EGIS AMENAGEMENT sise 34000 Montpellier ;

. Marché N°4901AT17 (12M0000 – 80258) relatif au dossier CNPN et assistance environnementale, conclu le 24/10/2012, pour un montant de 29 175 € HT, avec la Société BIOTOPE sise 34140 Mèze ;

. Marché N°4851AT17 (14M0000-88027) relatif aux travaux sur la RD 61 – mise en œuvre du suivi écologique des mesures compensatoires transplantation des pieds de gagée de Granatelli, conclu le 21/03/2014, pour un montant de 5 488 € HT, avec la Société CABINET BARBANSON ENVIRONNEMENT sise 34160 Castries ;

. Marché N°4872AT17 (16M0483) relatif aux travaux sur la RD21E6 – aménagement de sécurité du PR4+350 au PR5+350 des communes de Lattes et Pérols, conclu le 18/10/2016, pour un montant de 20 600 € HT, avec la Société EIFFAGE sise 34430 Saint Jean de Védas ;

. Marché N°4875AT17 (15M0465) relatif à une mission de Maîtrise d'œuvre pour les travaux sur la RD17E11 – création d'une piste mixte - Commune de Montferrier, conclu le 4/11/2015, pour un montant de 61 560 € HT, avec la Société SERI sise 34080 Montpellier ;

. Marché N°4894AT17 (16M0305) relatif aux travaux sur la RD610 – aménagement de sécurité entre PR04+300 et 12+300 le CNES Castries / St Geniès / Restinclières, conclu le 10/06/2016, pour un montant de 277 927 € HT, avec la Société MALET sise 34130 Mauguio ;

**ARTICLE 2** : Autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-522
Reçue en Préfecture le	29/06/17
Affichée le	29/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170629- lmc1145159-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué à la  
Voirie, et l'Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société UBISOFT ENTERTAINMENT dans le lotissement Jean Mermoz à Castelanu-le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2015 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans le lotissement Jean Mermoz à Castelnau-le-Lez : la société UBISOFT ENTERTAINMENT représentée par Monsieur Yves GUILLEMOT, a pour activité le développement, l'édition et la distribution de jeux vidéo. Elle est candidate à l'acquisition du lot 3B de 4 835 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux de 4 560 m<sup>2</sup> de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 4 600 m<sup>2</sup>.  
La société prévoit un effectif de 320 personnes à 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société UBISOFT ENTERTAINMENT ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-524
Reçue en Préfecture le	21/06/17
Affichée le	21/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170621- lmc1145188-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "Syndicat des copropriétaires les Collines d'estanove - TGI"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite à l'assignation près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier déposée par le syndicat des copropriétaires de l'immeuble les Collines d'Estanove tendant à obtenir indemnisation pour effectuer les travaux préconisés par jugement de la Cour d'Appel de Montpellier en date du 9 juin 2016 consécutivement à des inondations affectant les lots appartenant à la SCPF BRIDAMIA au sein de la résidence les Collines d'Estanove à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-527
Reçue en Préfecture le	23/06/17
Affichée le	23/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170623- lmc1145255-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise en place de l'avenant n°1 au marché de mission de Coordination en matière de Sécurité et de la Protection de la Santé de catégorie II pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans les domaines « Services Publics de l'Eau et de l'Assainissement »
- VU la décision n°D2014-376 attribuant le marché n°3509 CSPS pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA à l'entreprise JAUR COORDINATION, sise 39 rue Pierre Germain 11000 CARCASSONNE pour un montant de 2 187 euros HT et pour une durée de 3 mois à compter de l'ordre de service pour la phase conception, et 7 mois à compter de l'ordre de service pour la phase réalisation

**CONSIDERANT :**

- que le report des travaux et l'allongement de la période de préparation du marché de travaux ont des conséquences sur le marché de CSPS ;
- que les modifications induites ne sont pas substantielles.

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° 3509 CSPS pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA avec l'entreprise JAUR COORDINATION, sise 39 rue Pierre Germain 11000 CARCASSONNE, avenant d'un montant de 550 euros HT .

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-528
Reçue en Préfecture le	29/06/17
Affichée le	29/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170628-lmc1145261-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 28/06/2017

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier  
Méditerranée Métropole, délégué  
au service public de l'eau et de  
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'ester en justice "SARL MESOTECH - Requête n° 1702664-4 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1702664-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 mai 2017 par la SARL MESOTECH contre la décision de Montpellier Méditerranée Métropole de résilier le marché public n°3905RI15, fourniture, installation et maintenance d'un logiciel de gestion du SPANC.

**ARTICLE 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-533
Reçue en Préfecture le	23/06/17
Affichée le	23/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170623-lmc1145317-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition des parcelles BB 378, BB 380 et BB 382 appartenant à Monsieur et Madame Grosdidier - Commune de Vendargues**

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la promesse de vente en date du 1<sup>er</sup> avril 2017 acceptant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles BB 378 (issue de la parcelle BB 100), BB 380 (issue de la parcelle BB 236) et BB 382 (issue de la parcelle BB 367) d'une superficie respective de 23 m<sup>2</sup>, 3 m<sup>2</sup> et 30 m<sup>2</sup> situées Chemin des Carrières à Vendargues,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont en nature de voirie et dédiées à la circulation publique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable les parcelles cadastrées BB 378 (issue de la parcelle BB 100), BB 380 (issue de la parcelle BB 236) et BB 382 (issue de la parcelle BB 367) d'une superficie respective de 23 m<sup>2</sup>, 3 m<sup>2</sup> et 30 m<sup>2</sup> situées Chemin des Carrières à Vendargues auprès de Monsieur et Madame GROSIDIER.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de 10 €/m<sup>2</sup> TCC soit un total de 560 € TCC, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-535
Reçue en Préfecture le	06/07/17
Affichée le	06/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170706- lmc1145341-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BB 383  
appartenant à Madame Grosdidier - Commune de Vendargues**

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme, ou par voie d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la promesse de vente en date du 11 avril 2017 acceptant la cession au profit de Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle BB 383 (issue de la parcelle BB 368) d'une superficie de 41 m<sup>2</sup> située Chemin des Carrières à Vendargues,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est en nature de voirie et dédiée à la circulation publique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle BB 383 (issue de la parcelle BB 368) d'une superficie de 41 m<sup>2</sup> située Chemin des Carrières à Vendargues auprès de Madame GROSDIDIER.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de 10 €/m<sup>2</sup> TCC soit un total de 410 € TCC, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-536
Reçue en Préfecture le	06/07/17
Affichée le	06/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170706- lmc1145346-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise en place du marché n°4905CO17 - Relations presse au niveau national pour Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature.**

- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI ;

**CONSIDERANT :**

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renforcer la notoriété de la destination Montpellier et accroître la visibilité des projets structurants de la Métropole et de ses acteurs économiques (entreprise, formation, recherche) pour une cible d'entrepreneurs, créateurs, talents et investisseurs en parallèle au travail de médiatisation institutionnelle réalisé sur son image globale,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de 1 an.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix 40%,
- qu'après analyse, l'entreprise OXYGEN situé à Levallois-Perret présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché 4905CO17 Relations presse au niveau national pour Montpellier Méditerranée Métropole, à l'entreprise OXYGEN, pour un montant maximum annuel de 50 000 euros HT. Le marché prend effet à compter du 01/08/2017. Sa durée est de 1 an.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-540
Reçue en Préfecture le	07/07/17
Affichée le	07/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170707- lmc1145538-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 07/07/2017

M. A. EL KANDOUSSI

SIGNE

Conseiller Métropolitain, délégué à la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la vente par Montpellier Méditerranée  
Métropole de Certificats d'Economies d'Energie**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 euros,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Eliane LLORET dans le domaine « Energie et Transition Energétique »,
- **VU** la loi 2005-781 du 13 juillet 2005 de Programme fixant les Orientations de la Politique Energétique qui créent le dispositif des Certificats d'Economies d'Energie,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre de sa politique en faveur du développement durable et de la maîtrise d'énergie, Montpellier Méditerranée Métropole est inscrite sur le Registre National des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) et y dépose en son nom propre les CEE liés aux travaux qu'elle réalise sur son patrimoine,
- **CONSIDERANT** que le dispositif des CEE permet de mettre en lumière les économies d'énergies réalisées et de les valoriser financièrement par la vente des certificats,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole vend au plus offrant la totalité de ses CEE disponibles, représentant 15 224 845 KWh Cumac.

**ARTICLE 2** : Le prix de la vente résultera du choix de la meilleure offre comprise entre 3,5 euros et 4,5 euros par GWh Cumac. La transaction sera réalisée via la plateforme EMMY du Registre National des Certificats d'Economies d'Energie.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la vente visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2017-543
Reçue en Préfecture le	06/07/17
Affichée le	06/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170706- lmc1145593-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°2 du marché 4049UH16 - Lot n°2 : secteur "Plaine Ouest" concernant l'élaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur, Madame Stéphanie JANNIN
- **VU** la délibération n°13655 attribuant le lot n°2 du marché 40449UH (Elaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédures d'évolutions des documents d'urbanisme communaux (PLU/POS)) à l'entreprise Florence CHIBAUDEL, sises 26 rue des Chasseurs à Montpellier, pour un montant de 177 950 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée de 4 années (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) ;

**CONSIDERANT :**

- que des modifications notoires au sein du groupement sont à déclarer pour la bonne exécution du marché.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant au marché « Elaboration du PLUi de Montpellier Méditerranée Métropole et de formalisation des dossiers de procédures d'évolutions des documents d'urbanisme communaux (PLU/POS) » avec l'entreprise Florence CHIBAUDEL.

**ARTICLE 2** : De dire que l'avenant n'a pas d'incidence financière.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-544
Reçue en Préfecture le	29/06/17
Affichée le	29/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170629- lmc1145639-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'impression - Le façonnage et la livraison de cartons d'invitation pour les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine de l'Administration générale, du contentieux, des affaires juridiques et du protocole ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de faire imprimer, façonner et livrer des cartons d'invitations pour Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord-cadre à bon de commande pour une durée d'1 an reconductible 2 fois ( soit une période maximale de 3 ans).
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Garantie et capacité techniques et financières ;
  - Situation juridique ;
  - Capacités professionnelles ;
  - Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif ;
  - Délais de livraison ;
  - Valeur technique au regard technique.
- qu'après analyse, l'entreprise SAS IMP'ACT IMPRIMERIE -- sise 483, ZAC des Vautes – 34980 Saint-Gély-du-Fesc, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché Impression, façonnage et livraison de cartons d'invitation pour les besoins de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise SAS IMP'ACT IMPRIMERIE, pour un montant maximum annuel de 27 000 € HT (soit 81 000 € HT périodes de reconductions éventuelles comprises). Le marché prend effet à compter du 1<sup>er</sup> Aout 2017. Sa durée est de 3 ans.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 22.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-545
Reçue en Préfecture le	29/06/17
Affichée le	29/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170629-lmc1145636-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à  
l'Administration Générale, Contentieux  
et Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle BY 342 rue de Cabriès -  
Propriété de Monsieur Michel SEPTFONDS - Commune de Clapiers**

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'accord de Monsieur Michel SEPTFONDS pour céder la parcelle BY 342 d'une superficie de 376 m<sup>2</sup>, située rue de Cabriès à Clapiers, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est en nature de cheminement piétonnier et talus, à savoir un accessoire de voirie,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à l'amiable la parcelle cadastrée BY 342 d'une superficie de 376 m<sup>2</sup> auprès de Monsieur Michel SEPTFONDS.

**ARTICLE 2** : L'acquisition est consentie à l'euro symbolique pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien vendu. Les frais d'acte sont à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-546
Reçue en Préfecture le	06/07/17
Affichée le	06/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170706- lmc1145643-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n° 4796EA17 - Réparation  
de la digue rive gauche de la Mosson à Lattes**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN dans le domaine de la prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques ;

**CONSIDERANT :**

- la nécessité de la réparation de la digue rive gauche de la Mosson à Lattes,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée de 2 mois.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40%) et la valeur technique au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats sur les différents points du contenu du mémoire technique (60%),
- qu'après analyse, l'entreprise CAZAL sise 8 ZA Cardona 11410 Salles-sur-l'Hers, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°4796EA17 – Réparation de la digue rive gauche de la Mosson à Lattes à l'entreprise CAZAL pour un montant de 69 446,80 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.



**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-547
Reçue en Préfecture le	29/06/17
Affichée le	29/06/17
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170629- lmc1145660-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Prévention des risques majeurs et gestion  
des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution d'un marché unique pour les prestations de diagnostic réseaux sur le quartier des Cévennes**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Catherine DARDE dans le domaine de la cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi et des aires d'accueil des gens du voyage ;
- VU la convention de mandat d'études en date du 1<sup>er</sup> septembre 2016 au bénéfice de la SA3M pour assurer le suivi du protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) pour le quartier des Cévennes.

**CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu dans le cadre des études préalables à la définition du nouveau projet de renouvellement urbain portant sur la copropriété des Cévennes, d'exécuter un diagnostic des réseaux,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché unique non reconductible pour une durée de 12 mois maximum,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le prix et 60% pour la valeur technique de l'offre. La valeur technique étant décomposée comme suit : 15% pour l'analyse du contexte et le déroulement de la mission, 10% attribués aux moyens affectés à la réalisation de la mission, 15% au calendrier de déroulement de la mission et estimation du temps par étape et 20% aux délais,
- qu'après analyse, le groupement SAS VERDI Ingénierie Méditerranée / SARL GALILE DETECTION, dont SAS VERDI Ingénierie Méditerranée, 31 ter Chemin Brunet 13090 Aix-en-Provence, est le mandataire présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

# DECIDE

**ARTICLE 1** : D'attribuer Le marché « prestations de diagnostic des réseaux sur le quartier des Cévennes » au groupement SAS VERDI Ingénierie Méditerranée / SARL GALILE DETECTION pour un montant de 38 975 € HT (46 770 € TTC). Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de notification du marché. Sa durée est de 12 mois.

**ARTICLE 2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-550
Reçue en Préfecture le	23/06/17
Affichée le	23/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170623-lmc1145681-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/06/2017

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier  
Méditerranée Métropole, déléguée à la  
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution d'un marché pour la  
réalisation d'une étude paysagère sur le quartier de la Mosson**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5211-10 ;
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la convention de mandat d'études en date du 1<sup>er</sup> septembre 2016 au bénéfice de la SA3M pour assurer le suivi du protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) pour le quartier de la Mosson ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu dans le cadre des études préalables à la définition du nouveau projet de renouvellement urbain portant sur le quartier de la Mosson, de réaliser une étude paysagère,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché unique non reconductible pour une durée de 15 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le prix et 60% pour la valeur technique de l'offre. La valeur technique étant décomposée comme suit : 20% pour l'analyse du contexte, enjeux et objectifs de la mission, 20% attribués aux moyens humains affectés à la réalisation de la mission, 20% à la pertinence de la méthodologie proposée par phase,
- qu'après analyse, le groupement ESKIS Paysagistes / Les Ecologistes de Leuzière, dont ESKIS Paysagistes, 10 rue des Amaryllis 34070 Montpellier, est le mandataire présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer Le marché « étude paysagère sur le quartier de la Mosson » au groupement ESKIS Paysagistes / Les écologistes de Leuzière, pour un montant de 35 437,50 € HT (42 525 € TTC). Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de notification du marché. Sa durée est de 12 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-551
Reçue en Préfecture le	03/07/17
Affichée le	03/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170703-lmc1145695-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'attribution d'un accord-cadre à bon de commande  
pour une mission d'Ordonnancement Pilotage et Coordination  
Urbaine (OPCU) sur les quartiers de la Mosson et des Cévennes**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5211-10 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la convention de mandat d'études en date du 1<sup>er</sup> septembre 2016 au bénéfice de la SA3M pour assurer le suivi du protocole de préfiguration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain (NPRU) pour le quartier de la Mosson et le quartier des Cévennes ;

**CONSIDERANT :**

- qu'il y a lieu dans le cadre des études préalables à la définition du nouveau projet de renouvellement urbain portant sur le quartier de la Mosson et la copropriété des Cévennes, d'exécuter une mission d'Ordonnancement Pilotage et coordination Urbaine,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bon de commande pour une durée de 17 mois et reconductible deux fois par période de 6 mois,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le prix et 60% pour la valeur technique de l'offre. La valeur technique étant décomposée comme suit : 20% affectés à l'analyse du contexte et des objectifs de la mission, 20% attribués aux moyens humains affectés à la réalisation de la mission, 20% à la pertinence de la méthodologie proposée par phase et étape et à la qualité des documents d'exemples proposés,
- qu'après analyse, la Société SETEC ORGANISATION S.A., 4 place Sadi Carnot 13002 Marseille, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer l'accord cadre à bon de commande « mission d'ordonnancement Pilotage et Coordination Urbaine sur les quartiers de la Mosson et des Cévennes », à la Société SETEC ORGANISATION S.A., pour un montant estimé au DQE de 102 506,25 € HT (123 007,50 € TTC), le montant maximum de l'accord cadre à bon de commande étant de 160 000 € HT (192 000 € TTC). Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de notification du marché. Sa durée est de 17 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

**ARTICLE 3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-552
Reçue en Préfecture le	03/07/17
Affichée le	03/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170703-lmc1145737-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 03/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une portion de la rue du Mas Rouge, en partie sur la commune de Montpellier et en partie sur la commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole "Montpellier Méditerranée Métropole" par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la commune de Montpellier n°2015-514 en date du 17 décembre 2015 portant transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-843 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété des espaces publics non cadastrés affectés à tout mode de déplacement et leurs accessoires de la commune de Montpellier dans le domaine public métropolitain,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Lattes n°2015-250 en date du 17 décembre 2015 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2015-818 en date du 8 janvier 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lattes dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la demande d'acquisition adressée par la Société Civile Immobilière Le Mas Rouge à Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser une portion de la rue du Mas Rouge avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette portion de rue n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.



# D E C I D E

**ARTICLE 1** : Une portion de la rue du Mas Rouge d'une contenance de 86 m<sup>2</sup>, section SN, située sur la commune de Montpellier et d'une contenance de 788 m<sup>2</sup>, sections CC et CT sur la commune de Lattes, est désaffectée.

**ARTICLE 2** : Conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du Code de la voirie routière, cette rue est déclassée du domaine public.

**ARTICLE 3** : Ladite portion de rue est intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Les services du cadastre seront sollicités pour procéder au numérotage cadastral de ces emprises.

**ARTICLE 5** : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-559
Reçue en Préfecture le	29/06/17
Affichée le	29/06/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170629- lmc1145826-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 29/06/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision de constitution de partie civile**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Montpellier Méditerranée Métropole se constitue « partie civile » dans l'affaire n°17159000118 devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier.

**ARTICLE 2** : Le préjudice financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 3469.17€ TTC

**ARTICLE 3** : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

**ARTICLE 4** : La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2017-564
Reçue en Préfecture le	06/07/17
Affichée le	06/07/2017
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20170706-lmc1145934-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 06/07/2017

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **PARTIE 3**

### **ARRETES**

**PARTIE 3 – SOMMAIRE**  
**ARRETES JUILLET 2017**

<b>N° ARRETES</b>	<b>TITRES</b>	<b>PAGES</b>
<b>A2017-97</b>	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement VICHY SPA HOTEL dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	<b>475</b>
<b>A2017-115</b>	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement LES BRASERADES dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	<b>481</b>
<b>A2017-121</b>	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac	<b>487</b>
<b>A2017-124</b>	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu	<b>489</b>
<b>A2017-128</b>	Autorisation pour le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement KAWNEER FRANCE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	<b>491</b>
<b>A2017-133</b>	Arrêté prescrivant l'engagement d'une modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune du Crès	<b>498</b>
<b>A2017-135</b>	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Georges d'Orques	<b>500</b>
<b>A2017-136</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER - Autorisation de stationner n°27 - Retrait de l'autorisation de stationner à Monsieur Pierre LAHILLADE - Attribution de l'autorisation de stationner à l'indivision AUTIER	<b>502</b>
<b>A2017-140</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune du CRES "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°5	<b>504</b>
<b>A2017-141</b>	Délégation de signature estivale en l'absence du Directeur Général des Services	<b>506</b>
<b>A2017-142</b>	Délégation de fonction et de signature attribuée à Monsieur Abdi El Kandoussi pendant la période estivale 2017	<b>508</b>
<b>A2017-145</b>	Délégation de signature période estivale - Responsables de pôles territoriaux	<b>510</b>
<b>A2017-153</b>	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement SOMALI dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022	<b>512</b>
<b>A2017-154</b>	Délégation de signature relative au Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	<b>518</b>
<b>A2017-159</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de PEROLS "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°8	<b>532</b>
<b>A2017-160</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de BAILLARGUES "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°2	<b>534</b>
<b>A2017-161</b>	Arrêté portant délégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement du Président	<b>536</b>

**PARTIE 3 – SOMMAIRE**  
**ARRETES JUILLET 2017**

<b>N° ARRETES</b>	<b>TITRES</b>	<b>PAGES</b>
<b>A2017-163</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de VENDARGUES " Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°2	<b>538</b>
<b>A2017-172</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°19	<b>540</b>
<b>A2017-173</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°33	<b>542</b>
<b>A2017-174</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°45	<b>544</b>
<b>A2017-175</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°81	<b>546</b>
<b>A2017-176</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°85	<b>548</b>
<b>A2017-177</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER " Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°97	<b>550</b>
<b>A2017-178</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°108	<b>552</b>
<b>A2017-179</b>	Autorisation s'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°111	<b>554</b>
<b>A2017-180</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°113	<b>556</b>
<b>A2017-181</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°123	<b>558</b>
<b>A2017-182</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°124	<b>560</b>
<b>A2017-183</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°130	<b>562</b>
<b>A2017-184</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER - Autorisation de stationner n°41 - présentation d'un successeur à titre onéreux	<b>564</b>
<b>A2017-185</b>	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER - Autorisation de stationner n°86 - Présentation d'un successeur à titre onéreux	<b>567</b>
<b>A2017-186</b>	Délégation de signature relative au Département Culture et Sport	<b>570</b>
<b>A2017-189</b>	Délégation de fonction à Madame Annie YAGUE, 11ème Vice-présidente déléguée à la Cohésion sociale, la politique de la ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des gens du voyage, à la gestion des temps, à l'accessibilité, au handicap et à l'autonomie	<b>577</b>
<b>A2017-190</b>	Délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, 18ème Vice-présidente déléguée à la prévention et la valorisation des déchets, et à la propreté de l'espace public	<b>579</b>

**PARTIE 3 – SOMMAIRE**  
**ARRETES JUillet 2017**

<b>N° ARRETES</b>	<b>TITRES</b>	<b>PAGES</b>
<b>A2017-191</b>	Délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO, 8ème Vice-président délégué aux Transports et à la Mobilité	<b>581</b>
<b>A2017-192</b>	Délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOU, 6ème Vice-président délégué à la Sécurité, à la Proximité, aux relations avec les usagers, au complexe funéraire, à la chasse et à la pêche	<b>583</b>
<b>A2017-193</b>	Délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, 17ème Vice-président, délégué à la participation citoyenne, à la performance et à l'évaluation des politiques publiques	<b>585</b>
<b>A2017-194</b>	Délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE, 16ème Vice-Présidente déléguée aux Ressources humaines	<b>587</b>
<b>A2017-195</b>	Délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Première Vice-présidente déléguée au service public de l'Eau et de l'Assainissement	<b>589</b>
<b>A2017-196</b>	Délégation de fonction à Madame Chantal MARION, 14ème Vice-présidente déléguée au Développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation et à l'artisanat	<b>591</b>
<b>A2017-197</b>	Délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR, 4ème Vice-président délégué aux Relations internationales, au Tourisme et aux Parcs d'activité	<b>593</b>
<b>A2017-198</b>	Délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT, 12ème Vice-Président délégué à la prévention des risques majeurs et à la gestion des milieux aquatiques	<b>595</b>
<b>A2017-199</b>	Délégation de fonction de Monsieur Pierre DUDIEUZERE, 19ème Vice-président délégué à la Biodiversité et la Culture Scientifique	<b>597</b>
<b>A2017-200</b>	Délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, membre du Bureau, Conseiller délégué à la Communication, au Développement du très haut débit et à la lutte contre la fracture numérique	<b>599</b>
<b>A2017-201</b>	Délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Conseillère déléguée au Centre d'art contemporain	<b>601</b>
<b>A2017-204</b>	Délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE, 13ème Vice-présidente déléguée à l'agro-écologie et à l'alimentation	<b>603</b>
<b>A2017-205</b>	Délégation de signature à Monsieur Yvon PELLET, Conseiller délégué à la promotion des produits agricoles, viticoles et fêtes afférentes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	<b>605</b>
<b>A2017-207</b>	Représentant de M. le Président à la CDSP pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum : Monsieur Pierre DUDIEUZERE	<b>607</b>
<b>A2017-208</b>	Représentant de M. le Président à la CDSP pour le traitement des déchets ménagers et assimilés : Madame Valérie BARTHAS-ORSAL	<b>609</b>
<b>A2017-209</b>	Représentant de M. le Président à la CDSP Eau potable, Eau Brute et Assainissement : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES	<b>611</b>
<b>A2017-210</b>	Représentant de M. le Président à la CDSP pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité : Monsieur Jean-Pierre RICO	<b>613</b>



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques  
de l'Établissement VICHY SPA HOTEL dans le système de collecte  
et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux  
conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement VICHY SPA HOTEL reçue le 30 juin 2014;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement VICHY SPA HOTEL (GROUPE CLINIPOLE),

- dont le siège social est situé au 1292 Les Thermes de Fontcaude à Juvignac 34990,

- représenté par Monsieur BAYART Nicolas, en qualité de Responsable d'Établissement,

L'Établissement est situé au 1292 Les Thermes de Fontcaude à Juvignac 34990,

et implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : CD 135 et 142,

ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Hôtel Balnéothérapie, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 1292 Les Thermes de Fontcaude à Juvignac 34990.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Hôtellerie,
- Restauration,
- Piscines,
- Balnéothérapie,
- Hydrothérapie.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 494 080 716 00033

- Code NAF ou APE : 5510 Z

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)

de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.



**Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS****2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement VICHY SPA HOTEL doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

**2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement VICHY SPA HOTEL, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

**Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement VICHY SPA HOTEL désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

**Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement VICHY SPA HOTEL devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement VICHY SPA HOTEL et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement VICHY SPA HOTEL s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution, d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement VICHY SPA HOTEL, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Établissement VICHY SPA HOTEL de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement VICHY SPA HOTEL sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :  
de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :  
informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,  
le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### **7.C. RESPONSABILITE**

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité. L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-97
<b>Transmis en Préfecture le</b>	21/07/17
<b>Affiché le</b>	21/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170721-lmc1142429-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement LES BRASERADES dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement LES BRASERADES ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement LES BRASERADES,

- dont le siège social est situé au Chemin du Crés aux Mazes, Le Crés 34920,

- représenté par Monsieur Guy DUPUIS, en qualité de Président,

L'Établissement est situé au Chemin du Crés aux Mazes, Le Crés 34920,

et implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : BE 25,

ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Préparation industrielle de produits à base de viande, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Chemin du Crés aux Mazes, Le Crés 34920

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoire de préparation,
- Stockage en chambre froide,
- Chargement-déchargement,
- Ateliers et locaux techniques, etc.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 325 695 286 00022
- Code NAF ou APE : 1013 A

L'Établissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2221-B-2	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour les animaux de compagnie : B. Autres installations que celles visées au A, la quantité de produits entrant étant : 1 - Supérieure à 2 t/j 2 - Supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 2 t/j	Déclaration

Autres contraintes réglementaires
Agrément Sanitaire Départemental n°34 090 002

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)  
de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité  
et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement LES BRASERADES doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement LES BRASERADES, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

## **Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement LES BRASERADES désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de

l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

#### **Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement LES BRASERADES devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement LES BRASERADES et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement LES BRASERADES s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

#### **Article 6 : INCIDENTS**

##### **6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement LES BRASERADES, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement LES BRASERADES de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les



frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement LES BRASERADES sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### **6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

#### **6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### **Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES**

#### **7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'État, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

#### **7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-115
<b>Transmis en Préfecture le</b>	21/07/17
<b>Affiché le</b>	21/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170721-lmc1143406-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac

- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.151-51, R.151-52, R.153-18, R.424-24 ;
- VU le PLU de la Commune de Juvignac approuvé le 11 juillet 2012, modifié le 17 juin 2013, mis à jour le 19 juin 2014, mis à jour le 14 août 2015, modifié le 14 décembre 2016, mis à jour le 24 mars 2017 ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;
- VU la délibération n°17.04.10.14 du Conseil Municipal de la Commune de Juvignac en date du 10 avril 2017, approuvant la modification du périmètre d'études de « La Plaine » ;
- VU la délibération n°17.04.10.15 du Conseil Municipal de la Commune de Juvignac en date du 10 avril 2017, abrogeant les périmètres d'études intitulés « le Triangle d'Or » et « rue des Pattes », et approuvant l'instauration d'un périmètre d'études élargi sur le secteur « Triangle d'Or » ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Les annexes du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac sont mises à jour pour supprimer les périmètres d'études intitulés « le Triangle d'Or » et « rue des Pattes », modifier le périmètre d'études dit de « La Plaine », et reporter le périmètre d'études élargi sur le secteur dénommé « Triangle d'Or ».

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Juvignac (997 les Allées de l'Europe - 34990 JUVIGNAC) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Juvignac.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Juvignac sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-121
Transmis en Préfecture le	07/07/17
Affiché le	07/07/2017
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170707-lmc1143832-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Beaulieu**

- **VU** le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.151-2, L.151-43, L.152-7, L.153-8, L.153-60, R.151-51, R.153-18 ;
- **VU** le Code du Patrimoine, notamment les articles L.621-30 à L.621-32 ;
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Beaulieu approuvé le 19 septembre 2011, révisé le 30 avril 2014, modifié le 28 septembre 2016 ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, par laquelle les « périmètres de protection modifiés » ont été remplacés par les « périmètres délimités des abords » ;
- **VU** l'arrêté préfectoral en date du 26 juillet 2016 portant modification du périmètre de protection de la chapelle Notre Dame de la Pitié protégée au titre des monuments historiques sur le territoire de la Commune de Beaulieu ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement et de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public en qualité de Vice-Présidente Déléguée ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Beaulieu est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre délimité des abords de la chapelle Notre Dame de la Pitié.

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Beaulieu (Place de la Mairie - 34160 BEAULIEU) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Beaulieu.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame la Directrice Générale des Services de la Commune de Beaulieu sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-124
<b>Transmis en Préfecture le</b>	07/07/17
<b>Affiché le</b>	07/07/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170707- lmc1143952-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation pour le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement KAWNEER FRANCE dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la demande de l'établissement KAWNEER FRANCE ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Vu** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement KAWNEER FRANCE,

- dont le siège social est situé Z.I. du Salaison, rue de la garenne à Vendargues 34748 Cedex,
- est représenté par Monsieur BACH Michel, en qualité de Directeur de site,

L'Établissement KAWNEER FRANCE

- est situé Z.I. du Salaison, rue de la garenne à Vendargues 34748 Cedex,
- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : BB 0177

ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Concepteur gammiste de menuiseries aluminium, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé Z.I. du Salaison, rue des Bigos à Vendargues 34748.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Stockage et préparation de profilés
- Montage de prototype

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 338 731 927 000 15
- Code NAF ou APE : 4672 Z

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.



En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

## **Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS**

### **2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement KAWNEER FRANCE doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

### **2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

## **Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement KAWNEER FRANCE, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4).

En effet le volume et la qualité des rejets de l'Établissement KAWNEER sont assimilés à des rejets domestiques.

Si la qualité des rejets, assimilée à des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance non domestique serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération.

La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

**Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement KAWNEER FRANCE désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

**Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement KAWNEER FRANCE devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement KAWNEER FRANCE et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement KAWNEER FRANCE s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

**Article 6 : INCIDENTS****6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant, de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant, de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution, d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement KAWNEER FRANCE, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement KAWNEER FRANCE de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filrière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement KAWNEER FRANCE sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

#### 6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

**6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

**Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES****7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

**7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

**7.C. RESPONSABILITE**

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-128
<b>Transmis en Préfecture le</b>	21/07/17
<b>Affiché le</b>	21/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170721-lmc1144434-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté prescrivant l'engagement d'une modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune du Crès

- **VU** le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;
- **VU** le PLU de la Commune du Crès approuvé le 09 juin 2010, modifié le 29 juillet 2010, modifié le 31 juillet 2013, modifié le 17 décembre 2013, mis à jour le 28 novembre 2014, mis à jour le 20 mars 2017 ;
- **VU** la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22 juillet 2015 ;
- **CONSIDERANT** notamment la nécessité de rectifier des erreurs matérielles ;
- **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
  - de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
  - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
  - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
  - d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L.153-45 du Code de l'Urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'erreurs matérielles ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Une procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune du Crès est engagée.

**ARTICLE 2 :** Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU seront définies par délibération du Conseil de Métropole.

**ARTICLE 3 :** Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de la Commune du Crès préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme et à Monsieur le Maire de la Commune du Crès. Il sera ensuite mis à disposition du public. A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-133
<b>Transmis en Préfecture le</b>	21/07/17
<b>Affiché le</b>	21/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170721- lmc1145164-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Georges d'Orques

- **VU** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.424-1, R.151-51, R.151-52, R.153-18, R.424-24 ;
- **VU** le PLU de la Commune de Saint Georges d'Orques approuvé le 03 décembre 2007, mis à jour le 07 février 2008, mis à jour le 14 mars 2008, modifié le 10 mars 2010, modifié le 29 septembre 2010, modifié le 12 septembre 2011, modifié le 05 décembre 2011, révisé le 25 juin 2012, modifié le 29 novembre 2012, modifié le 13 février 2013, modifié le 13 février 2013, modifié le 11 décembre 2013, révisé le 11 décembre 2013, modifié le 17 décembre 2014, modifié le 24 novembre 2016, mis à jour le 24 mars 2017 ;
- **VU** la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **VU** le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** la délibération du conseil municipal de la Commune de Saint Georges d'Orques en date du 24 mai 2017, supprimant la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Coeur d'Orques » ;
- **VU** la délibération du conseil municipal de la Commune de Saint Georges d'Orques en date du 24 mai 2017, instaurant un périmètre d'études sur le secteur « Centre d'Orques » ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Les annexes du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint Georges d'Orques sont mises à jour pour reporter le périmètre d'études instauré sur le secteur « Centre d'Orques ».

**ARTICLE 2 :** Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Saint Georges d'Orques (4 avenue de Montpellier - 34680 SAINT GEORGES D'ORQUES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

**ARTICLE 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Saint Georges d'Orques.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.



**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Saint Georges d'Orques sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-135
<b>Transmis en Préfecture le</b>	31/07/17
<b>Affiché le</b>	31/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170731- lmc1145274-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER - Autorisation de stationner n°27 Retrait de l'autorisation de stationner à Monsieur Pierre LAHILLADE Attribution de l'autorisation de stationner à l'indivision AUTIER**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des véhicules de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- **VU** l'autorisation de stationner attribuée à Monsieur Pierre LAHILLADE en date du 30 mai 2005 ;
- **VU** la décision du Tribunal de Grande Instance de Montpellier en date du 27 novembre 2014 prononçant la cession forcée de l'autorisation de stationner dont Monsieur Pierre LAHILLADE est titulaire à la faveur de Madame Pierrette AUTIER ;
- **VU** l'acte de décès de Madame Pierrette AUTIER en date du 29 septembre 2015;
- **VU** l'ordonnance du tribunal en date du 28 février 2017 autorisant madame Lydie LAHILLADE et Monsieur Jean-Luc LAHILLADE à procéder à la notification et à l'exécution du jugement rendu le 27 novembre 2014 ;
- **VU** la notification du jugement par huissier de justice en date du 16 mars 2017;

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Conformément à la décision du Tribunal de Grande Instance de Montpellier en date du 27/11/2014 et à l'ordonnance du Tribunal de Grande Instance de Montpellier en date du 28/02/2017, Montpellier Méditerranée Métropole procède au retrait de l'autorisation de stationner n°27 sur la commune de Montpellier et l'attribue à l'indivision AUTIER.

**ARTICLE 2** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-136
<b>Transmis en Préfecture le</b>	31/07/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170102- lmc1145301-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune du CRES "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°5**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- **VU** l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté de la commune du Crès n°214-2014 du 14/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté de la commune du Crès du 13/01/2016, n°7/2016 ;
- **CONSIDERANT** que **Madame Chantal MULERO** titulaire d'une autorisation de taxi au **CRES**, a procédé au changement de son véhicule ;

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté de la commune du Crès du 13/01/2016, n°7/2016 susvisé, est abrogé

**ARTICLE 2** : **Madame Chantal MULERO**, née le 08 juillet 1961 à **Montpellier (Hérault)**, domiciliée au 9 rue Federico Fellini 34 920 LE CRES, est autorisée à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **C4 PICASSO** immatriculé **EN-912-YX**, sur le territoire de la commune du **CRES** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **5**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune du **CRES** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-140
<b>Transmis en Préfecture le</b>	31/07/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	02/08/17
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170102- lmc1145782-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature estivale en l'absence du Directeur Général des Services

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services – Directeur du Département Développement Territorial,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services - Directeur du Département Culture et Sport,

**CONSIDERANT** que M. Christian Fina sera absent du 9 juillet 2017 au 16 juillet 2017 inclus et du 31 juillet 2017 au 25 août 2017 inclus et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : En l'absence de M. Christian FINA, du 9 au 16 juillet 2017 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Marc DANIEL.

**ARTICLE 2** : En l'absence de M. Christian FINA, du 31 juillet au 6 août 2017 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Marc DANIEL.

**ARTICLE 3** : En l'absence de M. Christian FINA, du 7 août au 25 août 2017 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Yves NURIT.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-141
<b>Transmis en Préfecture le</b>	07/07/17
<b>Affiché le</b>	07/07/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170707- lmc1145804-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de fonction et de signature attribuée à Monsieur Abdi El Kandoussi pendant la période estivale 2017

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de Conseiller délégué,
- VU les arrêtés de délégations de fonction aux Vice-Présidents et au Conseiller délégué,
- VU l'arrêté 2016-1 de délégation de signature en cas d'absence du Président,
- VU l'arrêté 2016-356 de délégation de signature relative aux pièces comptables,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **CONSIDERANT** qu'il apparaît nécessaire d'assurer la continuité du service public,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté A2016-1 est abrogé.

**ARTICLE 2** : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller délégué. En cette qualité, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI remplace le Président dans la plénitude de ses fonctions. Cette délégation est attribuée pour la période du 7 août au 11 août 2017 inclus.



**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe SAUREL, délégation de signature à l'effet de signer les délibérations et toute convocation adressée aux conseillers est attribuée à Monsieur Abdi El KANDOUSSI, Conseiller délégué. Cette délégation est attribuée pour la période du 7 au 11 août 2017 inclus.

**ARTICLE 4** : Délégation de signature est également accordée à Monsieur Abdi El KANDOUSSI, à l'effet de signer les décisions prises par le Président sur la base de l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales. Cette délégation est attribuée pour la période du 7 au 11 août 2017 inclus.

**ARTICLE 5** : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Abdi El KANDOUSSI à l'effet de signer les décisions mentionnées au point 4 de la délibération des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole en cas d'absence ou d'empêchement du Vice-Président concerné.  
Cette délégation est attribuée pour la période du 7 au 11 août 2017 inclus.

**ARTICLE 6** : Délégation de signature est donnée à Monsieur Abdi El KANDOUSSI du 7 août au 11 août 2017 inclus à l'effet de signer les documents définis à l'article 1<sup>er</sup> des arrêtés de délégation de fonction accordés à chaque Vice-Président ou à l'article 2 si l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de délégation de fonction vise une abrogation.

**ARTICLE 7** : Délégation de signature est également accordée à Monsieur Abdi El KANDOUSSI, du 7 au 11 août 2017 inclus à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole telles que définies dans l'arrêté de délégation accordé à Monsieur Max LEVITA, ce en cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Max LÉVITA, de Madame Juliette BEREGLI, de Madame Nathalie GANDREAU, de Madame Céline FERRIE et de Madame Emilie DREUX.

**ARTICLE 8** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-142
<b>Transmis en Préfecture le</b>	02/08/17
<b>Affiché le</b>	02/08/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170707-lmc1145807A-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature période estivale - Responsables de pôles territoriaux

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'arrêté n°A2017-92 du 25 avril 2017 portant délégations de signature,
- VU l'affectation de Monsieur Pierre DABOSI, en qualité de Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- VU l'affectation de Monsieur Philippe MAUGER, en qualité de Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- VU l'affectation de Monsieur David TOURNIER, en qualité de Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez.
- VU l'affectation de Monsieur Simon BIRR, en qualité de Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période estivale 2017,

### ARRETE

**ARTICLE 1** : En l'absence de M. Pierre DABOSI du 14 au 28 juillet 2017 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Eric LAUER.

**ARTICLE 2** : En l'absence de M. Philippe MAUGER du 14 au 28 juillet 2017 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Eric LAUER.

**ARTICLE 3** : En l'absence de M. David TOURNIER, du 10 au 13 juillet et 7 au 25 août 2017 inclus, les délégations de signature relatives dont il est attributaire sont accordées à M. Simon BIRR.

**ARTICLE 4** : En l'absence de M. Simon BIRR, du 20 au 28 juillet et du 28 août au 6 septembre 2017 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. David TOURNIER.

**ARTICLE 5** : L'arrêté n°A2017-92 reste en vigueur.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-145
<b>Transmis en Préfecture le</b>	07/07/17
<b>Affiché le</b>	07/07/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170707- lmc1145953-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 07/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Établissement SOMALI dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2017 à 2022**

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
  - **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
  - **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
  - **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
  - **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
  - **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
  - **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour les secteurs Est/Ouest adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
  - **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
  - **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
  - **Vu** la demande de l'établissement SOMALI ;
  - **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- 12496 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- **Considérant** que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

## ARRETE

### **Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION**

L'Établissement SOMALI (SOCIETE MATERIEL DU LITTORAL),

- dont le siège social est situé au 6 Rue des Cades, Zone d'Activité du Mijoulan, à Saint Georges d'Orques 34680,

- représenté par Monsieur GIRAL Michel, en qualité de Gérant,

L'Établissement est situé au 6 Rue des Cades, Zone d'Activité du Mijoulan, à Saint Georges d'Orques 34680,

et implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : AZ 6 et 7,  
ci-après désigné « l'Établissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Location de matériel, engin et équipement pour la construction de bâtiments, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 6 Rue des Cades, Zone d'Activité du Mijoulan, à Saint Georges d'Orques 34680.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Chaudronnerie,
- Piste de lavage,
- Atelier de maintenance mécanique légère,
- Peinture, etc.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 317 600 583 00031
- Code NAF ou APE : 7732 Z

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur Est-Ouest a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société ALTEAU (Groupe AQUALTER) située, 145 rue de la Marbrerie à 34740 Vendargues dont le siège social est : ZAC du Parc d'Archevilliers Rue Blaise Pascal à 28000 Chartres Cedex, représentée par son Responsable de l'Agence ALTEAU à Vendargues, Monsieur Xavier VANDAMME, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)

de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité  
et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

**Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS****2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES**

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades, ....) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement SOMALI (SOCIETE MATERIEL DU LITTORAL) doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

**2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

**Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Établissement SOMALI (SOCIETE MATERIEL DU LITTORAL), dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

**Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement SOMALI (SOCIETE MATERIEL DU LITTORAL) désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

**Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement SOMALI (SOCIETE MATERIEL DU LITTORAL) devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement SOMALI (SOCIETE MATERIEL DU LITTORAL) et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement SOMALI (SOCIETE MATERIEL DU LITTORAL) s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

## **Article 6 : INCIDENTS**

### **6.A. PRINCIPES**

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement SOMALI (SOCIETE MATERIEL DU LITTORAL), Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement SOMALI (SOCIETE MATERIEL DU LITTORAL) de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement SOMALI (SOCIETE MATERIEL DU LITTORAL) sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

**6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre, le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

**6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

**Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES****7.A. SANCTION**

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

**7.B. CONTESTATION**

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.



Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

#### 7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-153
<b>Transmis en Préfecture le</b>	21/07/17
<b>Affiché le</b>	21/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170721-lmc1146041-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative au Département Services Publics de l'Environnement et des Transports

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la note de service n°2009-12-581 du 4 décembre 2009 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- **VU** la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** l'arrêté n°A2017-92 du 25 avril 2017 portant délégation de signature pour le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET),

### ARRETE

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° A2017-92 du 25 avril 2017 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET) est composé de :

- La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) ;
- La Direction des Mobilités (DM) ;
- La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) ;
- La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) ;
- La Direction de l'Action Territoriale (DAT).

Monsieur Jean Claude HEMAIN, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son Département.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Claude HEMAIN, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 3** : La Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public (DAGEP) est composée des services :

- Coordination des politiques d'exploitation et de gestion ;
- Pôle Territorial de Montpellier ;
- Etudes voiries urbaines ;
- Pluvial urbain ;
- Eclairage public ;
- Etudes et conduites d'opérations voiries interurbaines.

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Responsable du service de Coordination des politiques d'exploitation et de gestion, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-1** : Monsieur Stéphane ESCOBAR, Responsable du service de Coordination des politiques d'exploitation et de gestion, Adjoint au Directeur, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe MALACAN, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de M. Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Philippe MALACAN, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Philippe MALACAN et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à M. Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-2 :** Monsieur Denis CRETIER, Responsable du service Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, Chef de service adjoint, Responsable Subdivision 2.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-3 :** Monsieur Arnaud BURTIN, Responsable du service Etudes voiries urbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Guillaume DESINDE, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Guillaume DESINDE, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Guillaume DESINDE et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HÉMAIN.

**ARTICLE 3-4 :** Monsieur David AUPERT, Responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-5 :** Monsieur Nicolas MARSAC, Responsable du service Eclairage Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, Chef de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3-6 :** Monsieur Stéphane PIC, Responsable du service Etudes et conduites d'opérations voiries interurbaines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - P délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives produites (service fait) à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR, Adjoint au Directeur.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 4 :** La Direction des Mobilités (DM) est composée des services :

- Exploitation des services de déplacement ;
- Gestion multimodale des déplacements.

Monsieur Karim OUNOUGHI, Directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, Responsable du service Exploitation des services de déplacement, Directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karim OUNOUGHI et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 4-1** : Madame Sandrine UGUEN, Responsable du service Exploitation des services de déplacement, Directrice Adjointe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

**ARTICLE 4-2** : Monsieur Gilles LAVAUD, Responsable du service Gestion Multimodale des Déplacements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles LAVAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karim OUNOUGHI.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles LAVAUD, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Karim OUNOUGHI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5 :** La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services :

- Tri et valorisation des Déchets ;
- Collecte et nettoyage ;
- Régie de collecte ;
- Ressources transversales.

Monsieur Christophe DELIGNY, Directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa Direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5-1 :** Monsieur Karl ABRAHAM, Responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, Directeur Adjoint, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.



Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

**ARTICLE 5-2** : Madame Céline FERRANDO, Responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRANDO, les délégations ci-dessus sont accordées à M. Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRANDO, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5-3** : Monsieur Yann EVEN, Responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 5-4** : Monsieur Edgard ALEXANDRE, Responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Christophe DELIGNY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et de Monsieur Christophe DELIGNY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6 :** La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services :

- Gestion intégrée de l'eau ;
- Maîtrise d'ouvrage ;
- Maîtrise du service public ;
- Risques pluvial et inondation ;
- Service administratif et financier.

Madame Florence FUCHS, Directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes....) de sa direction.
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, Directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS et de Madame Laurence BURGAUD, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6-1 :** Monsieur Arnaud VESTIER, Responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 6-2 :** Madame Laurence BURGAUD, Responsable du service Maitrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 6-3 :** Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, Responsable du service Maitrise du Service Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie HEINIMANN-LUNA et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 6-4 :** Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, Responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 6-5 :** Madame Christine PELLEGRINI, Responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- En matière financière :

- ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine PELLEGRINI, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine PELLEGRINI et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

**ARTICLE 7 :** La Direction de l'Action Territoriale (DAT) est composée des services :

- Pôle territorial Cadoule et Bérange ;
- Pôle territorial Littoral ;
- Pôle territorial Piémont et Garrigues ;
- Pôle territorial Plaine ouest ;
- Pôle territorial Vallée du Lez.

Monsieur Thierry ALIS, Directeur de l'Action Territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction.

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.

- En matière financière délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est compris entre 25 000 € HT et 90 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Simon BIRR pour ce qui concerne le pôle territorial Cadoule et Bérange, Monsieur Eric LAUER pour ce qui concerne le pôle territorial Littoral, Monsieur Philippe MAUGER pour ce qui concerne le pôle territorial Piémont et Garrigues, Monsieur Pierre DABOSI pour ce qui concerne le pôle territorial Plaine ouest et Monsieur David TOURNIER pour ce qui concerne le pôle territorial Vallée du Lez.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry ALIS et de Monsieur Simon BIRR, Monsieur Eric LAUER, Monsieur Philippe MAUGER, Monsieur Pierre DABOSI, Monsieur David TOURNIER chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 7-1 :** Monsieur Simon BIRR, Responsable du pôle territorial Cadoule et Bérange, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Simon BIRR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Simon BIRR et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 7-2 :** Monsieur Eric LAUER, Responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 7-3 :** Monsieur Philippe MAUGER, Responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT,
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 7-4 :** Monsieur Pierre DABOSI, Responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.
  - ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 7-5 :** Monsieur David TOURNIER, Responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière de marchés publics, et accords-cadres délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- En matière financière :
  - ✓ délégation de signature pour les bons de commande dont le montant est inférieur à 25 000 € hors taxe.

- ✓ délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry ALIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Thierry ALIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean Claude HEMAIN.

**ARTICLE 8** : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

**ARTICLE 9** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-154
Transmis en Préfecture le	25/07/17
Affiché le	25/07/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170725- lmc1146131-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 25/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de PEROLS "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°8

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- **VU** l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;

- **VU** l'arrêté de la commune de Pérols n°2014-373 du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;

- **VU** l'arrêté de la commune de Pérols du 12/02/2013, n°13-104 ;

- **CONSIDERANT** que **Monsieur Nicolas GUIN** titulaire d'une autorisation de taxi à **PEROLS**, a procédé au changement de son véhicule ;

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté de la commune de Pérols du 12/02/2013, n°13-104 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Nicolas GUIN**, né le 17 juin 1977 à **Montpellier (Hérault)**, domicilié au 565 rue de Bonadona à Pérols (34 470), est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **SCENIC** immatriculé **EM-759-TM**, sur le territoire de la commune de **PEROLS** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

Ce même véhicule doit être utilisé pour l'exploitation de l'autorisation de stationner n°12 sur l'emprise de l'aéroport de MONTPELLIER MEDITERRANEE, accordée par la Préfecture de l'Hérault.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 8, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **PEROLS** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-159
<b>Transmis en Préfecture le</b>	31/07/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170102- lmc1146480-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de BAILLARGUES "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°2**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Baillargues n°2014-411 du 14/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Baillargues du 26/09/2014, n°2014-385 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Idriss TOUALABI** titulaire d'une autorisation de taxi à **BAILLARGUES**, a procédé au changement de son véhicule ;

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté de la commune de Baillargues du 26/09/2014, n°2014-385 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Idriss TOUALABI**, né le 23/05/1967 à Fès (Maroc), domicilié au 1 rue de l'Alouette à Baillargues (34 670), est autorisé à stationner avec le véhicule **CITROEN** type **JUMPY SPACE TOURER** immatriculé **EG-218-QF**, sur le territoire de la commune de **BAILLARGUES** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 2, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **BAILLARGUES** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-160
<b>Transmis en Préfecture le</b>	31/07/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	07/08/17
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170102- lmc1146584-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017

M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Arrêté portant délégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement du Président

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de 2<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est accordée à Monsieur Max LEVITA, à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement du Président, les délibérations et toute convocation adressée aux conseillers.

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est également accordée à Monsieur Max LEVITA, à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement du Président, les décisions prises sur la base de l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

Cependant, il ne signe celles concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés qui peuvent être passés sans formalités préalables (marchés à procédure adaptée) en raison de leur montant, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Vice-Président ayant reçu délégation de fonction dans le domaine de compétence concerné.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant du Président et de Monsieur Max LEVITA, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles 1 et 2 ci-dessus.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-161
<b>Transmis en Préfecture le</b>	06/07/17
<b>Affiché le</b>	06/07/2017
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170706- lmc1146582-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 06/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de VENDARGUES " Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°2**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Vendargues n°669/2014 du 14/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Vendargues du 22/09/2014, n°629/2014 ;
- **CONSIDERANT** que **L'EURL TAXI GILLES** titulaire d'une autorisation de taxi à **VENDARGUES**, a procédé au changement de son véhicule ;

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté de la commune de Vendargues du 22/09/2014, n°629/2014 susvisé, est abrogé

**ARTICLE 2** : **L'EURL TAXI GILLES (SIREN 534 814 504)** dont le siège social est situé au 194 Nina Simone 34960 Montpellier Cedex 2, est autorisée à stationner avec le véhicule **HONDA** type **CR-V** immatriculé **EN-329-BC**, sur le territoire de la commune de **VENDARGUES** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **2**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **VENDARGUES** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-163
<b>Transmis en Préfecture le</b>	12/07/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	13/07/17
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170712-lmc1146649-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 12/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°19**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 01/10/2015, n°A2015-196 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Vincent LABITOTIERE** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 01/10/2015, n°A2015-196 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Vincent LABITOTIERE**, né le 22 novembre 1962 à Paris (17<sup>ème</sup>), domicilié au 5 rue des Tanneurs à Aniane (34 150), est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **MEGANE SCENIC** immatriculé **DN-669-MS**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 19, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-172
<b>Transmis en Préfecture le</b>	31/07/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170102- lmc1146912-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°33**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 16/07/2013, n°2013/1716/T/N ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Philippe MAZOYE** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté du 16/07/2013, n°2013/1716/T/N susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Philippe MAZOYE**, né le 16 juin 1973 à Montpellier (Hérault), domicilié au 36 avenue Saint Lazare à Montpellier (34 000), est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **SCENIC** immatriculé **EM-997-VN**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **33**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-173
Transmis en Préfecture le	31/07/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1146914-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°45**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 12/11/2014, n°2014/4161/T/N ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Pierre PONDEVAUX** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté de la commune de Montpellier du 12/11/2014, n°2014/4161/T/N susvisé, est abrogé

**ARTICLE 2** : **Monsieur Pierre PONDEVAUX**, né le 13 juin 1980 à Villefranche-sur-Saône (Rhône), domicilié au 5 rue des lauriers à Sommières (30 250), est autorisé à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type **5008** immatriculé **EN-417-TV**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **45**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-174
<b>Transmis en Préfecture le</b>	31/07/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170102- lmc1146918-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°81**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 05/03/2015, n°A2015-57 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Hervé MURATET** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

### AR R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 05/03/2015, n°A2015-57 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Hervé MURATET**, né le 11 mai 1980 à **Schiltigheim (Bas-Rhin)**, domicilié au **36 rue Lou Castel à Castries (34 160)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **SCENIC** immatriculé **EM-852-VB**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **81**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-175
Transmis en Préfecture le	31/07/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1146921-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°85**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 29/12/2014, n°75/2014 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Jean-Marc PASTOR** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté de la commune de Montpellier du 29/12/2014, n°75/2014 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Jean-Marc PASTOR**, né le 21 juillet 1960 à Alger (Algérie), domicilié au 20 rue Lamartine à Mireval (34 110), est autorisé à stationner avec le véhicule **FORD** type **GRAND C-MAX** immatriculé **EN-480-FM**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **85**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-176
Transmis en Préfecture le	31/07/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1146923-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER " Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°97**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 18/03/2013, n°2013/0405/T/N ;
- **CONSIDERANT** que la société **ADS 34 TAXI** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté de la commune de Montpellier du 18/03/2013, n°2013/0405/T/N susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : La société **ADS 34 TAXI (SIREN 540 097 060)** dont le siège social est situé au **286 avenue Jacques Cartier à Montpellier (34 000)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **MEGANE SCENIC** immatriculé **BW-285-ZE**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **97**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-177
<b>Transmis en Préfecture le</b>	31/07/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170102-lmc1146927-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°108**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 26/05/2014, n°2014/1649/T/N ;
- **CONSIDERANT** que la société **EUROPOSE** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1er** : L'arrêté de la commune de Montpellier du 26/05/2014, n°2014/1649/T/N susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : La société **EUROPOSE** (SIREN 430 487 173) dont le siège social est situé au 12 impasse Reynaldo Hahn à Béziers (34 500), est autorisée à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type 5008 immatriculé DS-773-AE, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 108, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-178
Transmis en Préfecture le	31/07/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1146931-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation s'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°111**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 05/03/2015, n°A2015-58 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Didier JULLIAN** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 05/03/2015, n°A2015-58 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Didier JULLIAN**, né le 07 octobre 1958 à Montpellier (Hérault), domicilié au 140 chemin de Bellevue à Saint-Vincent-de-Barbeyrargues (34 730), est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **SCENIC** immatriculé **EM-179-CW**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 111, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-179
Transmis en Préfecture le	31/07/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1146961-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

SIGNÉ

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°113

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- **VU** l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté de la commune de Montpellier n° **2014/3441/T/R** du **13/10/2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté de la commune de Montpellier du **26/05/2014**, n°**2014/1645/T/N** ;
- **CONSIDERANT** que la société **LANGUEDOC TRANSPORT CERVILLA** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté de la commune de Montpellier du **26/05/2014**, n°**2014/1645/T/N** susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : La société **LANGUEDOC TRANSPORT CERVILLA** (SIREN 530 470 970), dont le siège social est situé au **124 allée des Hirondelles à Vergèze (30 310)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type **EXPERT TRAVELLER** immatriculé **EJ-388-MS**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **113**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-180
<b>Transmis en Préfecture le</b>	31/07/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170102- lmc1146938-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°123**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 26/04/2012, n°66/2012 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur David GUICHARD** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté du 26/04/2012, n°66/2012 susvisé, est abrogé

**ARTICLE 2** : **Monsieur David GUICHARD**, né le 03 août 1984 à Nîmes (Gard), domicilié au 2 ter rue des Vignes à Aigues-Mortes (30 220), est autorisé à stationner avec le véhicule LEXUS type IS300N immatriculé EJ-087-ME, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 123, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-181
<b>Transmis en Préfecture le</b>	31/07/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170102- lmc1146948-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°124**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 30/06/2015, n°A2015-119 ;
- **CONSIDERANT** que Monsieur Farid BEN SAIYD titulaire d'une autorisation de taxi à MONTPELLIER, a procédé au changement de son véhicule ;

### A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 30/06/2015, n°A2015-119 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : Monsieur Farid BEN SAIYD, né le 19 février 1980 à Montpellier (Hérault), domicilié au 60 rue Fabri de Peiresec à Montpellier (34 080), est autorisé à stationner avec le véhicule VOLKSWAGEN type TOURAN immatriculé EN-244-NG, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 124, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de MONTPELLIER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-182
Transmis en Préfecture le	31/07/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1146954-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER "Changement de véhicule" - Autorisation de stationner n°130**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 22/12/2016, n°A2016-396 ;
- **CONSIDERANT** que **Monsieur Guy ZERBIB** titulaire d'une autorisation de taxi à **MONTPELLIER**, a procédé au changement de son véhicule ;

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 22/12/2016, n°A2016-396 susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2** : **Monsieur Guy ZERBIB**, né le **31 janvier 1952** à **Constantine (Algérie)**, domicilié au **535 chemin des Promeneurs à Laroque (34 190)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ** type **CLASSE V** immatriculé **EN-319-XC**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **130**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-183
<b>Transmis en Préfecture le</b>	31/07/17
<b>Affiché le</b>	
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170102- lmc1146963-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER - Autorisation de stationner n°41 - présentation d'un successeur à titre onéreux**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;



- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'autorisation de stationner attribuée à Monsieur Jean-Pierre ROBERT en date du 05/12/1980 ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 07/09/2016, n°A2016-306 ;
- VU la faculté donnée à Monsieur Jean-Pierre ROBERT de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation de stationnement précitée ;
- VU la demande présentée par la société TAXI LE ROUX pour la succession de cette autorisation ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 31/05/2017 au terme duquel, Monsieur Jean-Pierre ROBERT consent la présentation à titre onéreux de la société TAXI LE ROUX en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de MONTPELLIER délivrée sous le n°41 ;

A la lecture de l'acte précédemment cité il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 150 000 €.

## A R R E T E

**ARTICLE 1er** : L'arrêté métropolitain du 07/09/2016, n°A2016-306 susvisé, est abrogé

**ARTICLE 2** : La société TAXI LE ROUX (SIREN 829 073 022), dont le siège social est situé au 1025 avenue Henri Becquerel à Montpellier (34 000), est autorisée à stationner avec le véhicule RENAULT type MEGANE SCENIC immatriculé DS-056-PQ, sur le territoire de la commune de MONTPELLIER dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3** : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 41, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4** : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de MONTPELLIER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-184
Transmis en Préfecture le	31/07/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1146977-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de MONTPELLIER - Autorisation de stationner n°86 - Présentation d'un successeur à titre onéreux**

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;

- VU l'arrêté préfectoral 2015-01-1427 du 24 juillet 2015 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de transport avec chauffeur (VTC) dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier n°2014/3441/T/R du 13/10/2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la commune de Montpellier du 02/02/2013, n°2013/2945/T/N concernant un changement de véhicule ;
- VU la faculté donnée à **Monsieur Robert CANOVAS** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation de stationner précitée ;
- VU la demande présentée par **Monsieur Abdelkader AMRANE** pour la succession de cette autorisation ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 13/01/2017 au terme de laquelle, **Monsieur Robert CANOVAS** consent la présentation à titre onéreux de **Monsieur Abdelkader AMRANE** en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de MONTPELLIER délivrée sous le n°86.

A la lecture de l'acte précédemment cité il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 148 800 €.

### **AR R E T E**

**ARTICLE 1er :** L'arrêté de la commune de Montpellier du 02/02/2013, n°2013/2945/T/N susvisé, est abrogé.

**ARTICLE 2 :** **Monsieur Abdelkader AMRANE**, né le 25 juin 1970 à Affroun Blida (Algérie), domicilié au 6 rue José Maria de Heredia à Montpellier (34 070), est autorisé à stationner avec le véhicule **RENAULT** type **MEGANE SCENIC** immatriculé **EB-139-VS**, sur le territoire de la commune de **MONTPELLIER** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

**ARTICLE 3 :** La présente autorisation est délivrée sous le numéro 86, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

**ARTICLE 4 :** Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **MONTPELLIER** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2017-185
Transmis en Préfecture le	31/07/17
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170102- lmc1146989-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de signature relative au Département Culture et Sport

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9,
- VU le Code de Procédure Pénale et notamment ses articles 52, 52-1, 85, 418, 419 et 706-42,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,
- VU l'arrêté n°A2017-132 portant délégation de signature concernant le Département Culture et Sport,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°A2017-132 du 23 juin 2017 portant délégation de signature concernant le Département Culture et Sport est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Le Département Culture et Sport est composé de :

- La Direction des Sports (DS) ;  
La Direction de la Culture (DC).  
Monsieur Marc DANIEL, Directeur Général Adjoint en charge du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son Département à l'exception des dépôts de plainte ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

**ARTICLE 3 :** La Direction des Sports (DS) est composée des services :

- Travaux et Maintenance ;

- Ressources ;
- Réseau des Piscines.

Monsieur Thierry GUITTET, Directeur des Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction à l'exception des dépôts de plainte.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Joseph GUISIANO, Responsable du service Travaux et Maintenance pour ce qui relève du service Travaux et Maintenance, Monsieur Mathieu FONTENEAU, Responsable du service Ressources pour ce qui concerne le service Ressources et Monsieur Laurent VIOLEAU, Responsable du service Réseau des Piscines pour ce qui concerne le service Réseau des Piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Messieurs Joseph GUISIANO, ou Mathieu FONTENEAU, ou Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 3-1** : Monsieur Joseph GUISIANO, Responsable du service Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 3-2** : Monsieur Mathieu FONTENEAU, Responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mathieu FONTENEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Mathieu FONTENEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 3-3 :** Monsieur Laurent VIOLEAU, Responsable du service Réseau des Piscines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 3-4 :** Pour les équipements sportifs, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- Monsieur Frédéric MICHOLET, pour la piscine olympique d'Antigone,
- Madame Laetitia MELLET, pour le centre nautique Neptune,
- Monsieur Christophe MARTIN, pour la piscine Spilliaert,
- Monsieur SZABO, pour la piscine Amphitrite,
- Monsieur Luc BESNARD, pour la piscine Jany,
- Madame Florence PONTHER, pour les piscines Pitot et Caron,
- Monsieur Gwenael LE HENAFF, pour la piscine Nakache,
- Madame Laurence DOLADILLE, pour la piscine Vivès,
- Madame Françoise MOURGUES, pour la piscine Berlioux,
- Monsieur Paul ALCAYDE, pour la piscine Taris,
- Monsieur Philippe RIMELE, pour la piscine les Néréides,
- Madame Nathalie Bourgeat pour la piscine Poseidon
- Monsieur Jean-Pierre BLANCHET, pour le stade de la Mosson, le stade Yves du Manoir, le stade Jules Rimet et la base de la Valette,
- Monsieur Jérôme DE JESUS, pour le palais des sports Bougnol.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Laurent VIOLEAU, et à défaut à Monsieur Mathieu FONTENEAU pour le réseau des piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus concernant les stades (Mosson, Rimet, Yves du Manoir) et la base de la Valette, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Thierry BOUSQUET et à défaut à Monsieur Joseph GUISIANO.

Pour le palais des sports Bougnol, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme DEJESUS, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Jocelyn COLOU et à défaut à Madame Estelle SERRE.

**ARTICLE 4 :** La Direction de la Culture (DC) est composée des services :

- Maîtrise d'ouvrage ;
- Administratif et Financier ;
- Ecolothèque ;
- Direction du réseau des médiathèques et du livre ;
- Musée Fabre ;
- Site Archéologique Lattara- musée Henri Prades ;
- Conservatoire à Rayonnement Régional ;
- Conservatoire Art Dramatique.

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, Directeur de la Culture, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :



- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction à l'exception des dépôts de plainte.
- En matière de marchés publics et accords-cadres :
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus sont accordées (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande), Madame Patricia REEB, Directrice de l'Ecolothèque, pour ce qui concerne l'Ecolothèque, Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, Directeur des médiathèques et du livre, pour ce qui concerne la Direction des médiathèques et du livre, Monsieur Michel Hilaire, Directeur du musée Fabre, pour ce qui concerne le musée Fabre, Madame Diane DUSSEAUX, Directrice du site archéologique Lattara-musée Henri Prades, pour ce qui concerne le Site Archéologique Lattara-musée Henri Prades, Monsieur Patrick POUGET, Directeur du Conservatoire à Rayonnement Régional, en ce qui concerne le Conservatoire à Rayonnement Régional et Monsieur Gildas MILIN, Directeur du Conservatoire d'Art Dramatique, en ce qui concerne le Conservatoire d'Art Dramatique.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, de Madame Patricia REEB, de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur Patrick POUGET et de Monsieur Gildas MILIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-1** : Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, pour le service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-2** : Madame Patricia REEB, Directrice de l'Ecolothèque, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence MOUSSET, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB et de Madame Florence MOUSSET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB, de Madame Florence MOUSSET et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-3 :** Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, Directeur des médiathèques et du livre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité (Réseau des médiathèques et Comédie du Livre) :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie ROBERT, Directrice adjointe. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN et de Madame Sylvie ROBERT, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX, Responsable administratif du réseau des médiathèques.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Madame Sylvie ROBERT et de Madame Laure FELIX, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Valérie SERRE-RAUZET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Madame Sylvie ROBERT, Madame Laure FELIX et de Madame Valérie SERRE-RAUZET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, de Madame Sylvie ROBERT, Madame Laure FELIX, de Madame Valérie SERRE-RAUZET et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-4 :** Monsieur Michel HILAIRE, Directeur du musée Fabre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Martine TOURRE-DARCOURT, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE et de Madame Martine TOURRE-DARCOURT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Martine TOURRE-DARCOURT et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-5 :** Madame Diane DUSSEAUX, Directrice du site archéologique Lattara-musée Henri Prades, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe REITZ, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX et de Monsieur Philippe REITZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur Philippe REITZ et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-6** : Monsieur Patrick POUGET, Directeur du Conservatoire à Rayonnement Régional, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène BERTHOUL, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET et de Madame Hélène BERTHOUL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET, de Madame Hélène BERTHOUL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-7** : Monsieur Gildas MILIN, Directeur du Conservatoire d'Art Dramatique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gildas MILIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gildas MILIN et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4-8** : Pour les médiathèques, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- pour la médiathèque centrale Emile Zola, Madame Valérie SERRE-RAUZET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX,

- pour la médiathèque Federico Fellini, Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Shéhérazade COLRAT,

- pour la médiathèque Victor Hugo, Madame Sarah LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI,

- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, Madame Marianne DINTRANS-HOLMES. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS,

- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, Madame Nathalie HOUDE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Isabelle CREMA,

- pour la médiathèque William Shakespeare, Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Perrine MOURIES,

- pour la médiathèque La Gare, Madame Brigitte HUTIN. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA,
- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, Madame Brigitte HUTIN. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS,
- pour la médiathèque Françoise Giroud, Madame Nathalie BOISSON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie JOURDAN,
- pour la médiathèque Aimé Césaire, Monsieur Charles AMICO. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Florence SIRO-LUSSAGNET,
- pour la médiathèque Albert Camus, Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Emmanuel CALLANT,
- pour la médiathèque George Sand, Madame Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Karine RODRIGUEZ,
- pour la médiathèque Jean Giono, Madame Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL,
- pour la bibliothèque Paul Langevin, Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame France DESANGES,

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT, Madame Marion LORIUS, Monsieur Sylvain FRANCESCHI, Monsieur Benoît FLAUD, Madame Laure FÉLIX et Monsieur Loïc GOURIE.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-186
Transmis en Préfecture le	31/07/17
Affiché le	31/07/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170731-lmc1147149-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 31/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Délégation de fonction à Madame Annie YAGUE, 11<sup>ème</sup> Vice-présidente déléguée à la Cohésion sociale, la politique de la ville, la lutte contre les discriminations, l'insertion par l'emploi, aux aires d'accueil des gens du voyage, à la gestion des temps, à l'accessibilité, au handicap et à l'autonomie**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Annie YAGUE en qualité de 11<sup>ème</sup> Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2017-23.

**ARTICLE 2** : Madame Annie YAGUE, 11<sup>ème</sup> Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi, des aires d'accueil des gens du voyage, de la gestion des temps, de l'accessibilité et du handicap.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Annie YAGUE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT

ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Annie YAGUE n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-189
<b>Transmis en Préfecture le</b>	27/07/17
<b>Affiché le</b>	27/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170726-lmc1147258-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, 18<sup>ème</sup> Vice-présidente déléguée à la prévention et la valorisation des déchets, et à la propreté de l'espace public**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, en qualité de 18<sup>ème</sup> Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2017-16.

**ARTICLE 2** : Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, 18<sup>ème</sup> Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans le domaine de la Prévention et Valorisation des Déchets et la Propreté de l'Espace Public.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Valérie BARTHAS-ORSAL reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation de signature est accordée à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL concernant les arrêtés de pouvoir de police spéciale en matière de collecte des déchets ménagers.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-190
<b>Transmis en Préfecture le</b>	27/07/17
<b>Affiché le</b>	27/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170726-lmc1147260-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO, 8<sup>ème</sup> Vice-président délégué aux Transports et à la Mobilité

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de 8<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Monsieur Jean-Pierre RICO, 8<sup>ème</sup> Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines des Transports et de la Mobilité.

**ARTICLE 2 :** Dans le domaine de délégation défini à l'article 1er, Monsieur Jean-Pierre RICO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...), délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-191
<b>Transmis en Préfecture le</b>	27/07/17
<b>Affiché le</b>	27/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170726- lmc1147262-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL, 6<sup>ème</sup> Vice-président délégué à la Sécurité, à la Proximité, aux relations avec les usagers, au complexe funéraire, à la chasse et à la pêche**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de 6<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace les arrêtés n° 2017-13 et 2017-22.

**ARTICLE 2** : Monsieur Laurent JAOUL, 6<sup>ème</sup> Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la Sécurité, de la Proximité et des relations avec les usagers, du complexe funéraire, de la chasse et de la pêche.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Laurent JAOUL reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Laurent JAOUL n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-192
<b>Transmis en Préfecture le</b>	01/08/17
<b>Affiché le</b>	01/08/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170726-lmc1147264A-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, 17ème Vice-président, délégué à la participation citoyenne, à la performance et à l'évaluation des politiques publiques**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de 17<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2017-18.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Thierry BREYSSE, 17<sup>ème</sup> Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la participation citoyenne, la performance et l'évaluation des politiques publiques.

**ARTICLE 3 :** Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Thierry BREYSSE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Thierry BREYSSE n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-193
Transmis en Préfecture le	27/07/17
Affiché le	27/07/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170726- lmc1147266-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE,  
16ème Vice-Présidente déléguée aux Ressources humaines**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de 16<sup>ème</sup> Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,

### **A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°2017-12.

**ARTICLE 2** : Madame Régine ILLAIRE, 16<sup>ème</sup> Vice-présidente, reçoit délégation de fonction dans le domaine des Ressources humaines.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine défini à l'article 2, Madame Régine ILLAIRE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),
  - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres

d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Régine ILLAIRE n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-194
<b>Transmis en Préfecture le</b>	27/07/17
<b>Affiché le</b>	27/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170726-lmc1147268-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Première Vice-présidente déléguée au service public de l'Eau et de l'Assainissement

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,

## ARRETE

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2017-17.

**ARTICLE 2** Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, 1<sup>ère</sup> Vice-présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines du service public de l'eau et de l'assainissement.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Jackie GALABRUN-BOULBES reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

**ARTICLE 4 :** Madame Jackie GALABRUN-BOULBES est habilitée à signer les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Madame Jackie GALABRUN-BOULBES est autorisée à signer les arrêtés de pouvoir de police spéciale en matière d'assainissement.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-195
<b>Transmis en Préfecture le</b>	27/07/17
<b>Affiché le</b>	27/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170726-lmc1147270-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### **Délégation de fonction à Madame Chantal MARION, 14<sup>ème</sup> Vice-présidente déléguée au Développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation et à l'artisanat**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2017 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,

## A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2017-29.

**ARTICLE 2 :** Madame Chantal MARION, 14<sup>ème</sup> Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et de l'artisanat.

**ARTICLE 3 :** Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Chantal MARION reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Chantal MARION n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-196
<b>Transmis en Préfecture le</b>	27/07/17
<b>Affiché le</b>	27/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170726-lmc1147273-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de fonction à Monsieur Gilbert PASTOR, 4<sup>ème</sup> Vice-président délégué aux Relations internationales, au Tourisme et aux Parcs d'activité

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Gilbert PASTOR en qualité de 4<sup>ème</sup> Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2017-29.

**ARTICLE 2** : Monsieur Gilbert PASTOR, 4<sup>ème</sup> Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine des Relations internationales, du Tourisme, et de la création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activité et de l'immobilier métropolitain.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Gilbert PASTOR reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Gilbert PASTOR n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-197
<b>Transmis en Préfecture le</b>	27/07/17
<b>Affiché le</b>	27/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170726-lmc1147276-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT, 12ème Vice-Président délégué à la prévention des risques majeurs et à la gestion des milieux aquatiques

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de 12<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2017-24.

**ARTICLE 2** : Monsieur Jean-Marc LUSSERT, 12<sup>ème</sup> Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines de la prévention des risques majeurs et la gestion des milieux aquatiques.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Jean-Marc LUSSERT reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Jean-Marc LUSSERT n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégation de signature est accordée à Monsieur Jean-Marc LUSSERT concernant les arrêtés de pouvoir de police spéciale en matière de défense extérieure contre l'incendie et en matière d'habitat en application des articles L.123-3, L.129-1 à L.129-6, L.511-1 à L. 511-4, L. 511-5 et L. 511-6 du Code de la construction et de l'habitation.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-198
Transmis en Préfecture le	27/07/17
Affiché le	27/07/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170726-lmc1147278-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de fonction de Monsieur Pierre DUDIEUZERE, 19<sup>ème</sup> Vice-président délégué à la Biodiversité et la Culture Scientifique

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de 19<sup>ème</sup> Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2017-14.

**ARTICLE 2** : Monsieur Pierre DUDIEUZERE, 19<sup>ème</sup> Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans le domaine de la Biodiversité et de la culture scientifique et technique, et notamment à l'aquarium Mare Nostrum, au planétarium Galilée, et au complexe animalier Noé.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1<sup>er</sup>, Monsieur Pierre DUDIEUZERE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ *délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).*

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Pierre DUDIEUZERE n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-199
<b>Transmis en Préfecture le</b>	27/07/17
<b>Affiché le</b>	27/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170726-lmc1147281-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, membre du Bureau, Conseiller délégué à la Communication, au Développement du très haut débit et à la lutte contre la fracture numérique**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation et de l'artisanat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la qualité de conseiller métropolitain de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge l'arrêté n°A2015-27 ainsi que l'arrêté n° 2017-44.

**ARTICLE 2** : Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller métropolitain, membre du Bureau, est délégué à la Communication, auprès de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 3** : Monsieur Abdi EL KANDOUSSI est délégué au Développement du très haut débit et de la lutte contre la fracture numérique auprès de Madame Chantal MARION, Vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole.

**ARTICLE 4** : Dans le cadre du domaine de compétence défini à l'article 1 et 2, une délégation de signature est attribuée à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.

- En matière de marchés publics : délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...), délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-200
<b>Transmis en Préfecture le</b>	27/07/17
<b>Affiché le</b>	27/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170726-lmc1147284-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN,  
Conseillère déléguée au Centre d'art contemporain**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- **VU** la qualité de conseiller métropolitain de Madame Sonia KERANGUEVEN,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°A2015- 22 est abrogé.

**ARTICLE 2** : Mme Sonia KERANGUEVEN est déléguée au Centre d'Art Contemporain auprès de Monsieur Bernard TRAVIER.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre des domaines de compétence définis à l'article 2, une délégation de signature est attribuée à Mme Sonia KERANGUEVEN.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-201
Transmis en Préfecture le	27/07/17
Affiché le	27/07/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170726- lmc1147289-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

### Délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE, 13<sup>ème</sup> Vice-présidente déléguée à l'agro-écologie et à l'alimentation

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de 13<sup>ème</sup> Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,

## A R R E T E

**ARTICLE 1** : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2017-30.

**ARTICLE 2** : Madame Mylène FOURCADE, 13<sup>ème</sup> Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines de l'agro-écologie et de l'alimentation.

**ARTICLE 3** : Dans le domaine de délégation défini à l'article 1<sup>er</sup>, Madame Mylène FOURCADE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires.
- En matière de marchés publics :
  - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...),

- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, exécution et règlement de tous les marchés public et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels...).

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Mylène FOURCADE n'inclut pas l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres ni l'enregistrement de leur contenu.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-204
<b>Transmis en Préfecture le</b>	27/07/17
<b>Affiché le</b>	27/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170726-lmc1147296-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Délégation de signature à Monsieur Yvon PELLET, Conseiller délégué à la promotion des produits agricoles, viticoles et fêtes afférentes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Mylène FOURCADE en qualité de 13<sup>ème</sup> Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Mylène FOURCADE, 13<sup>ème</sup> Vice-présidente déléguée à l'agro-écologie et à l'alimentation,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU l'arrêté de délégation de signature n°A2015-26 du 29 janvier 2015 attribué à Monsieur Yvon PELLET, Conseiller métropolitain, dans le domaine de la promotion des produits agricoles, viticoles et fêtes afférentes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté de délégation n°A2015- 26 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Monsieur Yvon PELLET est chargé de la promotion des produits agricoles, viticoles et fêtes afférentes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de Madame Mylène FOURCADE, 13<sup>ème</sup> Vice-présidente déléguée à l'agro-écologie et à l'alimentation.

**ARTICLE 3** : Dans le cadre du domaine de compétence défini à l'article 2, une délégation de signature est attribuée à Monsieur Yvon PELLET.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-205
Transmis en Préfecture le	27/07/17
Affiché le	27/07/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170726- lmc1147299-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Représentant de M. le Président à la CDSP pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum : Monsieur Pierre DUDIEUZERE**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12211 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum,
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 relative à l'élection de Monsieur Pierre DUDIEUZERE en qualité de 19<sup>ème</sup> Vice-Président, et à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil n°13676 du 24 février 2016 relative à l'approbation du principe d'exploitation par délégation de service public et au lancement d'une procédure de délégation de service public concernant l'aquarium Mare Nostrum,
- **VU** l'arrêté n°A2016-173 du 29 juin 2016, portant désignation du représentant de M. le Président à la CDSP pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Métropole, Président de droit de la Commission de Délégation de Service Public, peut désigner une personne appelée à le représenter,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté A2016-173 susvisé est abrogé, ainsi que tout autre arrêté relatif au même objet.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Pierre DUDIEUZERE est désigné en qualité de représentant du Président de la Métropole à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum,

**ARTICLE 3 :** Monsieur Pierre DUDIEUZERE est autorisé à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission et à signer tous les documents relatifs à la délégation de service public afférente. Ces délégations s'exerceront sous la responsabilité et la surveillance du Président.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DUDIEUZERE, les représentations et délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-207
<b>Transmis en Préfecture le</b>	27/07/17
<b>Affiché le</b>	27/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170726- lmc1147443-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Représentant de M. le Président à la CDSP pour le traitement des déchets ménagers et assimilés : Madame Valérie BARTHAS-ORSAL**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12207 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) pour le traitement des déchets ménagers et assimilés,
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 relative à l'élection de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de 18<sup>ème</sup> Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°A2014-90 du 25 avril 2014, portant désignation du représentant de M. le Président à la CDSP pour le traitement des déchets ménagers et assimilés,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Métropole, Président de droit de la Commission de Délégation de Service Public, peut désigner une personne appelée à le représenter,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté A2014-90 susvisé est abrogé, ainsi que tout autre arrêté relatif au même objet.

**ARTICLE 2** Madame Valérie BARTHAS-ORSAL est désignée en qualité de représentante du Président de la Métropole à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public pour le traitement des déchets ménagers et assimilés,

**ARTICLE 3 :** Madame Valérie BARTHAS-ORSAL est autorisée à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission et à signer tous les documents relatifs à la délégation de service public afférente. Ces délégations s'exerceront sous la responsabilité et la surveillance du Président.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-208
<b>Transmis en Préfecture le</b>	27/07/17
<b>Affiché le</b>	27/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170726- lmc1147446-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Représentant de M. le Président à la CDSP Eau potable, Eau Brute et Assainissement : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12207 du 22 avril 2014 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) Eau potable, Eau Brute et Assainissement,
- VU la délibération du Conseil n°14772 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2014-89 du 25 avril 2014, portant désignation du représentant de M. le Président à la CDSP Eau potable, Eau Brute et Assainissement,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Métropole, Président de droit de la Commission de Délégation de Service Public, peut désigner une personne appelée à le représenter,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté A2014-89 susvisé est abrogé, ainsi que tout autre arrêté relatif au même objet.

**ARTICLE 2 :** Madame Jackie GALABRUN-BOULBES est désignée en qualité de représentante du Président de la Métropole à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public Eau potable, Eau Brute et Assainissement,

**ARTICLE 3 :** Madame Jackie GALABRUN-BOULBES est autorisée à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission et à signer tous les documents relatifs à la délégation de service public afférente. Ces délégations s'exerceront sous la responsabilité et la surveillance du Président.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2017-209
Transmis en Préfecture le	27/07/17
Affiché le	27/07/17
Notifié le	
Identifiant	034-243400017-20170726- lmc1147450-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Représentant de M. le Président à la CDSP pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité : Monsieur Jean-Pierre RICO**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°14050 du 4 octobre 2016 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité,
- **VU** la délibération du Conseil n°14772 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de 8<sup>ème</sup> Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°13676 du 24 février 2016 relative à l'approbation du principe d'exploitation par délégation de service public et au lancement d'une procédure de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité,
- **VU** l'arrêté n°A2014-92 du 25 avril 2014, portant désignation du représentant de M. le Président à la CDSP pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Métropole, Président de droit de la Commission de Délégation de Service Public, peut désigner une personne appelée à le représenter,

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** L'arrêté A2014-92 susvisé est abrogé, ainsi que tout autre arrêté relatif au même objet.

**ARTICLE 2 :** Monsieur Jean-Pierre RICO est désigné en qualité de représentant du Président de la Métropole à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité,

**ARTICLE 3 :** Monsieur Jean-Pierre RICO est autorisé à signer tous les documents relatifs au fonctionnement et aux attributions de cette Commission et à signer tous les documents relatifs à la délégation de service public afférente. Ces délégations s'exerceront sous la responsabilité et la surveillance du Président.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

<b>Arrêté n°</b>	A2017-210
<b>Transmis en Préfecture le</b>	27/07/17
<b>Affiché le</b>	27/07/17
<b>Notifié le</b>	
<b>Identifiant</b>	034-243400017-20170726- lmc1147452-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 26/07/2017  
M. Philippe SAUREL

**SIGNÉ**

Président de Montpellier Méditerranée  
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PARTIE 4 – SOMMAIRE**  
**CERTIFICAT D’AFFICHAGE – CONVENTION DE**  
**PROJET URBAIN PARTENARIAL**

<b>TITRES</b>	<b>PAGES</b>
Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 7 juillet 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL Terres et Soleil	<b>616</b>
Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 1 <sup>er</sup> août 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Société SC Route de Ganges	<b>617</b>
Certificat d’affichage – Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 1 <sup>er</sup> août 2017 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société GGL Aménagement	<b>618</b>



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie :

qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la « SARL Terres du Soleil » dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par la création de 22 lots destinés à la construction de logements individuels libres et de 3 lots destinés à la création de 14 logements sociaux à Saint Jean de Védas été affichée du 2 mai 2017 au 2 juin 2017 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le

- 7 JUL. 2017

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie :

qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société SC Route de Ganges dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par la réalisation d’un ensemble immobilier composé d’un hôtel avec restauration et de bureaux sis 58 rue Georges Denizot à Montpellier a été affichée du 28 juin 2017 au 28 juillet 2017 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le

**- 1 AOUT 2017**

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole



## CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je, soussigné Philippe SAUREL Président de Montpellier Méditerranée, certifie :

qu’une information relative à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et GGL aménagement dont l’objet est la prise en charge par le promoteur d’une partie des équipements publics rendus nécessaires par la réalisation d’un ensemble immobilier sur les parcelles cadastrés AH120 et AI156 à Saussan a été affichée du 20 juin 2017 au 20 juillet 2017 inclus sur le panneau réservé à cet effet au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus à Montpellier.

Fait à Montpellier, le

1 AOUT 2017

Philippe SAUREL

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole